



RAPPORT ANNUEL 2017



RAPPORT ANNUEL 2017

ISBN 978 - 2 - 9161 - 4025 - 4



Abidjan, le 06 septembre 2018

Le Président

En 2017, la dynamique de croissance des économies de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) observée depuis plusieurs années s'est maintenue, sous l'effet de la hausse de la demande intérieure et de l'amélioration de la conjoncture internationale. Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) de l'Union a progressé, en termes réels, de 6,7%, après 6,6% en 2016.

Ce contexte économique a été favorable à l'exploitation des établissements de crédit et des systèmes financiers décentralisés de la zone. En conséquence, les principaux agrégats d'activité, de gestion et de résultats ont poursuivi leur tendance haussière observée en 2016.

Au plan prudentiel, la solvabilité du système bancaire et la capitalisation des systèmes financiers décentralisés de grande taille demeurent satisfaisantes, avec des ratios supérieurs aux minimums réglementaires en vigueur, respectivement de 8% et de 15%.

Dans le domaine institutionnel, l'année 2017 a été marquée par l'élargissement des pouvoirs de la Commission Bancaire aux aspects relatifs à la résolution et à la supervision des compagnies financières et des établissements de monnaie électronique. Dans ce cadre, l'Autorité de contrôle supranationale a adopté la liste des compagnies financières supervisées sur base consolidée.

Ainsi, la Commission Bancaire de l'UMOA (CBU) est dorénavant organisée en deux (2) instances, à savoir :

- un Collège de Supervision, dont les activités traditionnelles de contrôle sur pièces et sur place se sont enrichies par les meilleures procédures et pratiques avec l'avènement de Bâle II et III, occasionnant ainsi un gain de qualité dans l'évaluation de la situation des assujettis ;
- un Collège de Résolution, dont la mise en place constitue la principale innovation en 2017. Ce collège met en œuvre les mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, avec un accent particulier sur les établissements bancaires d'importance systémique de l'UMOA, afin de protéger les déposants tout en limitant au maximum le recours au soutien financier public.

L'adaptation du dispositif réglementaire aux meilleures pratiques internationales s'est poursuivie au cours de l'année 2017 à travers l'adoption de cinq (5) circulaires portant sur la gouvernance, les conditions d'exercice des fonctions d'administrateurs et de dirigeants, la gestion des risques, le contrôle interne et la gestion de la conformité des établissements de crédit et des compagnies

financières. Ces textes prennent en compte les exigences du nouveau dispositif prudentiel ainsi que les 29 principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace édictés par le Comité de Bâle.

Par ailleurs, l'Autorité de contrôle supranationale a poursuivi, au cours de la période sous revue, le processus de rénovation de ses outils d'évaluation des risques, notamment le système de notation des établissements de crédit, la cartographie des risques et les stress-tests. Ces chantiers permettront de renforcer la supervision, à travers l'identification et l'évaluation des différents types de risques auxquels sont exposés les établissements assujettis.

Pour accompagner ces réformes, outre le renforcement de ses effectifs, le Secrétariat Général a bénéficié d'un programme de formation adapté, en vue d'une meilleure appropriation des innovations.

Enfin, au titre des relations avec les autres superviseurs, la Commission Bancaire a poursuivi, en sa qualité d'Autorité d'origine, l'organisation des réunions des Collèges des Superviseurs des groupes Ecobank et Oragroup, qui en sont à leur troisième édition.

Les perspectives pour l'année 2018 portent notamment sur le démarrage des activités de résolution ainsi que la poursuite de l'adaptation des textes et des outils de supervision nécessaires à une meilleure surveillance des assujettis.

Tiémoko Meyliet KONE

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes. The signature is centered below the name and above the title.

Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de
l'Afrique de l'Ouest,

Président de la Commission Bancaire de l'UMOA



Tiémoko Meyliet KONE

Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest,

Président de la Commission Bancaire de l'UMOA.

LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION BANCAIRE EN 2017

<p align="center">Président : M.Tiémoko Meyliet KONE Gouverneur de la BCEAO</p>		
	<p align="center">MEMBRES REPRESENTANT LES ETATS</p>	<p align="center">MEMBRES NOMMES PAR LE CONSEIL DES MINISTRES</p>
BENIN	<p>M. Clément Yaovi AZIAGNIKOUDA Directeur du Trésor à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances du Bénin</p>	<p>M. Nicaise MEDE Professeur des Universités</p>
BURKINA	<p>M. Naby Abraham OUATTARA Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement du Burkina</p>	<p>M. Sosthène Boureima BAMBARA Economiste</p>
CÔTE D'IVOIRE	<p>M. Konan Jacques ASSAHORE Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances de la Côte d'Ivoire</p>	<p>M^{me} Adèle NANIE SILUE Professeur d'Université</p>
GUINÉE-BISSAU	<p>M. Emmanuel Benito Santos COSTA Directeur Général de la Supervision des Activités Financières et Assurances au Ministère de l'Economie et des Finances de la Guinée-Bissau</p>	<p>M. Carlos Luis PINTO Economiste</p>
MALI	<p>M. Sidi Almoctar OUMAR Directeur National du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances du Mali</p>	<p>Poste vacant</p>
NIGER	<p>M. Baaré MARANKAN BADAGE Directeur de la Monnaie, du Crédit et de l'Épargne au Ministère des Finances du Niger</p>	<p>M. Issoufou AMADOU ABOUBACAR Juriste</p>
SENEGAL	<p>M^{me} Oulimata DIOP Directeur de la Monnaie et du Crédit au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan du Sénégal</p>	<p>M. Amadou Sadickh DIOP Economiste</p>
TOGO	<p>M^{me} Ahéba JOHNSON Directeur de l'Economie au Ministère de l'Economie et des Finances du Togo</p>	<p>M^{me} Dovi Chantal Adjoa TRENOU Juriste</p>
FRANCE	<p>M. Samuel GOLDSTEIN Chef du Bureau « Afrique subsaharienne et Agence Française de Développement » Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique au Ministère de l'Economie et des Finances de la France</p>	<p>M. Michel DABADIE Inspecteur Général de la Banque de France</p>
<p align="center">Secrétaire Général : M^{me} Séna Elda Afiwa KPOTSRA</p>		

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017

26-27 janvier	12 ^{ème} Conférence pour l'Afrique sur le thème « Renforcement de la supervision du secteur financier et priorités réglementaires actuelles » à Cape Town (Afrique du Sud)
1^{er} - 2 février	Conférence de Haut niveau sur les réformes réglementaires et les opérations bancaires transfrontalières à Ebene (Île Maurice)
7 février	Consultations régionales au titre de l'article IV des Statuts du FMI à Abidjan (Côte d'Ivoire)
17 mars	Réunion du Comité de Liaison Anti-Blanchiment de la Zone franc (CLAB) à Yaoundé (Cameroun)
20 mars	107 ^{ème} Session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Dakar (Sénégal)
31 mars	Session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA à Dakar (Sénégal)
10 - 11 avril	5 ^{ème} rencontre annuelle entre le SGCB et le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale à Abidjan (Côte d'Ivoire)
13-14 avril	Réunion des Ministres des Finances de la Zone franc à Abidjan (Côte d'Ivoire)
14 avril	Session extraordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)
17 au 23 avril	Réunions de printemps du FMI et de la Banque Mondiale à Washington (Etats-Unis)
15 mai	2 ^{èmes} rencontres entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire et les Directeurs Généraux ainsi que les Commissaires aux Comptes titulaires des établissements de crédit de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)
25 - 26 mai	Réunion du groupe de travail de la Communauté des Superviseurs Bancaires Africains (CSBA) sur la surveillance bancaire transfrontalière à Pretoria (Afrique du Sud)
8 juin	11 ^{ème} Session ordinaire du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA à Dakar (Sénégal)
19 juin	108 ^{ème} Session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Dakar (Sénégal)
30 juin	Session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA à Dakar (Sénégal)
27 juillet - 4 août	26 ^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) à Accra (Ghana)
27 septembre	109 ^{ème} Session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)
29 septembre	Session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)
3 octobre	Réunion du Comité de Liaison Anti-Blanchiment de la Zone franc à Paris (France)
4-5 octobre	Réunion des Ministres des Finances de la Zone franc à Paris (France)
13 au 15 octobre	Assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale à Washington (Etats-Unis)
23 octobre	3 ^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de ORAGROUP à Abidjan (Côte d'Ivoire)
23 - 27 octobre	27 ^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) à Koforidua (Ghana)
26 - 27 octobre	3 ^{ème} réunion du Collège des Superviseurs du Groupe Ecobank à Abidjan (Côte d'Ivoire)
27 novembre	12 ^{ème} Session ordinaire du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA à Dakar (Sénégal)
11 décembre	110 ^{ème} Session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)
12 décembre	Session extraordinaire de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)
22 décembre	Session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA à Dakar (Sénégal)

CHIFFRES CLES EN 2017

A. CHIFFRES CLES DU SYSTEME BANCAIRE

A.1. Evolution du paysage bancaire de l'UMOA entre 2015 et 2017

UMOA	2015	2016	2017(*)	Variation relative 2017/2016
Etablissements de crédit agréés	137	138	144	4,3%
Banques	122	123	126	2,4%
<i>dont succursales</i>	19	20	20	0,0%
Etablissements financiers à caractère bancaire	15	15	18	20,0%
<i>dont succursales</i>	4	4	4	0,0%
Etablissements de crédit en activité (**)	130	135	138	2,2%
Groupes bancaires en activité dans l'UMOA	28	27	30	11,1%
Compagnies financières en activité dans l'UMOA	-	-	11	-
<i>Compagnies financières holding</i>	-	-	9	-
<i>Compagnies financières holding intermédiaires</i>	-	-	2	-
Réseau bancaire				
Guichets (agences, bureaux et points de vente)	2 427	2 532	2 594	2,4%
Guichets Automatiques de Banque (GAB)	2 805	3 015	3 217	6,7%
Effectif du personnel du système bancaire	25 727	26 819	28 254	5,4%
Nombre de comptes de la clientèle	8 910 811	10 327 921	11 491 836	11,3%

(*) Données provisoires

(**) Y compris les succursales

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A.2 Indicateurs d'activité et ratios caractéristiques des établissements de crédit sur base sociale

Montants en milliards de FCFA

UMOA	2015	2016	2017 (*)	Variation relative 2017/2016
Total bilan	28 232,1	32 574,1	35 525,6	9,1%
Crédits	14 972,7	16 861,6	18 955,7	12,4%
Autres emplois	8 623,3	10 745,5	11 683,3	8,7%
Dépôts et emprunts	18 906,7	20 753,1	22 772,7	9,7%
Fonds propres nets	1 934,8	2 240,2	2 698,7	20,5%
Autres ressources	1 366,0	1 520,0	1 864,2	22,6%
Produit net bancaire	1 519,7	1 649,6	1 827,2	10,8%
Résultat brut d'exploitation	591,3	641,0	754,8	17,7%
Résultat net	218,8	347,7	449,7	29,3%
Taux brut de dégradation du portefeuille	13,7%	10,1%	12,9%	-
Taux net de dégradation du portefeuille	6,0%	5,4%	5,6%	-
Taux de provisionnement des créances en souffrance	60,1%	49,5%	60,1%	-
Marge globale	6,5%	6,8%	5,9%	-
Coefficient net d'exploitation	66,9%	66,8%	66,1%	-

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

B. CHIFFRES CLES DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES RELEVANT DE L'ARTICLE 44¹**B.1. Evolution du paysage des SFD**

UMOA	2015	2016	2017	Variation relative 2017/2016
SFD soumis au contrôle de la Commission Bancaire de l'UMOA	119	130	146	12,3%
Faïtières et caisses unitaires	45	53	62	17,0%
Caisses de base affiliées	74	77	84	9,1%

Source : BCEAO

B.2. Indicateurs financiers d'activité et ratios caractéristiques des SFD

Montants en milliards de FCFA

UMOA	2016	2017(*)	Variation relative 2017/2016
Total bilan	1 489,7	1 670,9	12,2%
Crédits à la clientèle	684,1	789,7	15,4%
Autres emplois	157,2	179,9	14,4%
Dépôts et emprunts	644,3	709,4	10,1%
Fonds propres nets	185,9	224,6	20,8%
Autres ressources	57,0	72,6	27,4%
Produit net financier	138,3	158,7	14,3%
Résultat net	17,6	20,1	14,2%
Taux brut de dégradation du portefeuille	4,4%	4,2%	-
Taux net de dégradation du portefeuille	2,6%	2,5%	-
Taux de provisionnement des créances en souffrance	42,3%	42,9%	-
Marge bénéficiaire	5,9%	6,2%	-
Coefficient d'exploitation	88,4%	80,0%	-
Ratio de capitalisation	19,5%	15,6%	-

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

C. CHIFFRES CLES DES ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE AGREES (EME)**C.1. Evolution du paysage des EME**

UMOA	2015	2016	2017	Variation relative 2017/2016
Etablissements de monnaie électronique agréés	3	5	8	60,0%
Groupe de sociétés d'appartenance	2	3	3	0,0%

Source : BCEAO

1 - Selon les dispositions de l'article 44 de la Loi portant réglementation des systèmes financiers décentralisés (SFD) et de l'Instruction n°007-06-2010 de la BCEAO, la Banque Centrale et la Commission Bancaire procèdent, après information du Ministre, au contrôle de tout SFD, dont le niveau d'activités atteint un seuil de deux (2) milliards d'encours de dépôts ou de crédits au terme de deux (2) exercices consécutifs.

C.2. Indicateurs d'activité des EME

UMOA	2016	2017	Variation relative 2017/2016
Nombre de comptes ouverts	36 462 265	31 763 716	-12,9%
Nombre de comptes actifs	12 614 869	13 834 113	9,7%
Nombre de comptes dormants	23 847 396	17 929 603	-24,8%
Nombre de transactions effectuées	735 295 071	1 096 699 154	49,2%
Valeur des transactions effectuées (en milliards de FCFA)	11 501,0	15 680,6	36,3%
Nombre de points de services (GAB, TPE, etc.)	183 274	187 133	2,1%
Nombre de points de services actifs	100 481	128 941	28,3%

Source : BCEAO

SIGLES ET ABREVIATIONS

APBEF :	Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers
BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BIC :	Bureau d’Information sur le Crédit
BOAD :	Banque Ouest-Africaine de Développement
CEMAC :	Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale
CENTIF :	Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières
CLAB :	Comité de Liaison Anti-Blanchiment de la Zone Franc
COBAC :	Commission Bancaire de l’Afrique Centrale
CPM :	Comité de Politique Monétaire de la BCEAO
CSBA :	Communauté des Superviseurs Bancaires Africains
CSBAOC :	Comité des Superviseurs Bancaires d’Afrique de l’Ouest et du Centre
CSF-UMOA :	Comité de Stabilité Financière dans l’Union Monétaire Ouest Africaine
EME :	Etablissement de Monnaie Electronique
FAPBEF-UEMOA :	Fédération des Associations Professionnelles des Banques et Etablissements Financiers de l’Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
FCFA :	Franc de la Communauté Financière Africaine
FGDR-UMOA	Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l’UMOA
FMI :	Fonds Monétaire International
FPB :	Fonds Propres de Base
FPE :	Fonds Propres Effectifs
GAB :	Guichet Automatique de Banque
PCB :	Plan Comptable Bancaire de l’UMOA
PIB :	Produit Intérieur Brut
PNB :	Produit Net Bancaire
PNF :	Produit Net Financier
SFD :	Système Financier Décentralisé
SGCB :	Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l’UMOA
TPE :	Terminal de Paiement Electronique
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA :	Union Monétaire Ouest Africaine
ZMAO :	Zone Monétaire de l’Afrique de l’Ouest

RESUME DU RAPPORT

En 2017, le système bancaire de l'UMOA a évolué dans un environnement économique favorable au plan interne, marqué par la poursuite du dynamisme des activités économiques. Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) de l'Union a progressé, en termes réels, de 6,7%, soit 0,2 point de pourcentage de plus qu'en 2016.

Le nombre d'établissements de crédit agréés dans l'Union a augmenté de six (6) unités pour s'établir à cent quarante-quatre (144) à fin 2017. L'effectif des groupes bancaires de dimension régionale et/ou internationale opérant dans l'Union est ressorti à trente (30) au cours de la période sous revue, contre vingt-sept (27) un an plus tôt.

Les cent trente-huit (138) établissements de crédit en activité, dont vingt-quatre (24) succursales, affichent un total de bilan de 35 525,6 milliards, soit une hausse de 9,1% par rapport à 2016. Parallèlement, le réseau a poursuivi son extension, le nombre d'agences et de bureaux ainsi que celui des comptes de la clientèle ayant progressé respectivement de soixante-deux (62) unités (+2,4%) et 1 163 915 unités (+11,3%). Le système bancaire compte 3 217 guichets automatiques de banque, en hausse de 202 unités (+6,7%).

Les emplois nets se sont accrus de 11,0% pour atteindre 30 639,0 milliards, dont 61,9% de crédits à la clientèle et 25,3% de titres de placement. Les taux brut et net de dégradation du portefeuille sont ressortis respectivement à 12,9% et 5,6% en 2017, contre 10,1% et 5,4% en 2016.

Les ressources globales mobilisées par le secteur bancaire ont progressé de 11,5% pour se fixer à 27 335,6 milliards, après 10,4% en 2016. Elles sont constituées à hauteur de 83,3% de dépôts et emprunts de la clientèle, en hausse de 9,7%, contre 9,8% en 2016. En ce qui concerne les fonds propres nets, ils se sont consolidés de 458,5 milliards, en relation notamment avec l'amélioration de la situation financière de certains établissements de crédit.

Le Produit Net Bancaire (PNB) a augmenté de 10,8% à 1 827,2 milliards en 2017, après 8,5% en 2016. Quant au résultat brut d'exploitation, il s'est établi à 754,8 milliards, contre 641,0 milliards l'année précédente, soit une progression de 17,7%. Par contre, le coefficient net d'exploitation a enregistré un repli en s'établissant à 66,1%, après 66,8% en 2016.

Le ratio moyen de solvabilité des établissements de crédit de l'Union est ressorti à 11,7% en 2017, au-dessus de la norme minimale de 8% exigée.

Concernant les systèmes financiers décentralisés (SFD) de grande taille, le nombre d'établissements supervisés (faîtières et caisses de base) ressort à cent quarante-six (146) à fin 2017, contre cent-trente (130) à la même période de l'année précédente.

Ils ont affiché un total de bilan de 1 670,9 milliards, en progression de 12,2% par rapport à fin 2016. Les emplois nets de ces SFD se sont accrus de 15,3% à 969,6 milliards à fin 2017. Quant aux ressources, elles ont augmenté de 13,5% pour se fixer à 1 006,6 milliards. Les taux brut et net de dégradation du portefeuille ont, pour leur part, reculé de 0,2 et 0,1 point de pourcentage, en passant respectivement de 4,4% et 2,6% en 2016 à 4,2% et 2,5% en 2017.

Le ratio moyen de capitalisation s'est détérioré à 15,6% en 2017, contre 19,5% en 2016, pour une norme minimale de 15%.

Au titre des émetteurs, l'Union en compte trente-huit (38), dont huit (8) établissements de monnaie électronique agréés (EME) en activité en 2017. Le nombre de comptes de monnaie électronique ouverts par ces EME s'établit à 31 763 716 au cours de la période sous revue, dont 43,6% de comptes actifs. Les transactions effectuées à travers la téléphonie mobile ont porté sur un volume de 1 096 699 154 opérations pour un montant total de 15 680,6 milliards à fin 2017.

S'agissant des réunions statutaires, la Commission Bancaire de l'UMOA a tenu quatre (4) sessions ordinaires. Une session extraordinaire portant sur le suivi de la mise en œuvre de la mesure de relèvement du capital social des établissements de crédit, décidée par le Conseil des Ministres de l'UMOA, a également eu lieu le 12 décembre 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire).

L'organe communautaire de supervision a émis des avis simples favorables à quatre (4) demandes de prorogations de la durée d'administration provisoire, une (1) demande de prorogation de la durée de mandat d'un Administrateur Provisoire et deux (2) prorogations de la durée de la liquidation et du mandat d'un Liquidateur. Elle a également prononcé trois (3) avis simples favorables à la levée de l'administration provisoire d'établissements de crédit.

Au titre de la supervision des groupes bancaires installés dans l'UMOA, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a organisé à Abidjan (Côte d'Ivoire), les troisièmes réunions des Collèges des Superviseurs du Groupe Ecobank et de Oragroup. Ces rencontres ont été l'occasion, entre autres, de passer en revue l'état de prise en charge des diligences issues des précédentes réunions.

S'agissant de la collaboration avec les autorités de contrôle homologues, il a été organisé, les 10 et 11 avril 2017 à Abidjan, la 5^{ème} rencontre bilatérale entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale. Cette réunion a été marquée par la signature de la convention de coopération amendée entre les deux organes de contrôle.

Au plan réglementaire, le Conseil des Ministres de l'UMOA a adopté, au cours de sa session ordinaire tenue à Abidjan (Côte d'Ivoire), le 29 septembre 2017, la Décision n°10/29/09/2017/CM/UMOA portant modification de l'Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA. L'Annexe révisée organise l'Autorité de contrôle en deux (2) instances décisionnelles, à savoir un Collège de supervision et un Collège de résolution.

En outre, cinq (5) Circulaires ont été approuvées par la Commission Bancaire de l'UMOA en sa session ordinaire du 27 septembre 2017. Elles portent sur la gouvernance, le contrôle interne, la gestion de la conformité aux normes en vigueur, la gestion des risques et les conditions d'exercice des fonctions d'administrateurs et de dirigeants.

SOMMAIRE

MOT INTRODUCTIF DU PRESIDENT.....	3
LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION BANCAIRE EN 2017	6
FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2017	7
CHIFFRES CLES EN 2017.....	8
SIGLES ET ABREVIATIONS	11
RESUME DU RAPPORT	13
I. PRESENTATION DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA	19
1.1. ROLES ET ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION BANCAIRE	21
1.1.1. Attributions et fonctionnement.....	21
1.1.2. Principaux textes régissant l'action de la Commission Bancaire	22
1.2. ORGANISATION ET ACTIVITES DU SECRETARIAT GENERAL.....	24
1.2.1. Organisation du Secrétariat Général.....	24
1.2.2. Activités du Secrétariat Général	25
II. ENVIRONNEMENT DE L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS.....	31
2.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DES PAYS DE L'UMOA.....	33
2.1.1. Secteur réel.....	33
2.1.2. Prix	33
2.1.3. Finances publiques.....	34
2.1.4. Balance des paiements.....	34
2.1.5. Secteur monétaire et financier	34
2.2. CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE.....	37
2.2.1. Secteur des établissements de crédit	37
2.2.2. Secteur de la microfinance	37
2.2.3. Secteur de la monnaie électronique	37
III. ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS.....	39
3.1. SECTEUR DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	41
3.1.1. Paysage des établissements de crédit	41
3.1.2. Activités et résultats des établissements de crédit.....	49
3.2. SECTEUR DE LA MICROFINANCE	59
3.2.1. Paysage des systèmes financiers décentralisés	59
3.2.2. Activités et résultats des systèmes financiers décentralisés	59
3.3. SECTEUR DE LA MONNAIE ELECTRONIQUE	66
3.3.1. Paysage des établissements de monnaie électronique agréés	66
3.3.2. Activités des établissements de monnaie électronique agréés	66

IV. SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS.....	69
4.1. SUIVI DU DISPOSITIF PRUDENTIEL	71
4.1.1. Situation prudentielle des établissements de crédit	71
4.1.2. Situation prudentielle des systèmes financiers décentralisés	74
4.1.3. Situation prudentielle des établissements de monnaie électronique agréés	78
4.2. ACTES ET MESURES.....	79
4.2.1. Mesures administratives	79
4.2.2. Sanctions disciplinaires	79
4.2.3. Avis aux Ministres chargés des Finances	80
4.2.4. Autres.....	81
V. ACTIONS DE COOPERATION ET DE FORMATION	85
5.1. ACTIONS DE COOPERATION.....	87
5.1.1. Mise en œuvre des conventions de coopération	87
5.1.2. Relations avec les groupes de superviseurs bancaires	88
5.1.3. Relations avec les autres organes de contrôle et institutions financières	88
5.2. ACTIONS DE FORMATION	92
5.2.1. Formations et séminaires internes	92
5.2.2. Formations et séminaires externes	93
FOCUS SUR LES GRANDES REFORMES.....	95
ANNEXES.....	111
LISTE DES TABLEAUX	
Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel en 2016 et 2017	33
Tableau 2 : Nombre d'établissements de crédit agréés	41
Tableau 3 : Répartition des établissements de crédit en activité	42
Tableau 4 : Répartition des établissements par groupes homogènes.....	43
Tableau 5 : Répartition des établissements de crédit selon la taille du bilan	44
Tableau 6 : Principaux groupes bancaires exerçant dans l'UMOA	45
Tableau 7 : Répartition des crédits déclarés à la Centrale des Risques par secteur d'activité	50
Tableau 8 : Situation résumée de l'activité des établissements de crédit.....	56
Tableau 9 : Nombre de SFD agréés relevant de l'article 44	59
Tableau 10 : Parts de marché des SFD relevant de l'article 44	60
Tableau 11 : Situation résumée de l'activité des SFD relevant de l'article 44.....	65
Tableau 12 : Nombre d'EME agréés par pays à fin 2017	66
Tableau 13 : Réseau de distribution des EME agréés en 2017	68
Tableau 14 : Répartition des établissements de crédit selon le ratio de solvabilité.....	71
Tableau 15 : Ratio de couverture des risques des établissements de crédit	71
Tableau 16 : Nombre d'établissements de crédit conformes au dispositif prudentiel	73
Tableau 17 : Répartition des SFD selon le seuil de la norme de capitalisation	74
Tableau 18 : Ratio moyen de capitalisation des SFD relevant de l'article 44	75
Tableau 19 : Nombre de SFD conformes au dispositif prudentiel par pays	77
Tableau 20 : Situation prudentielle des EME	78

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition de l'effectif par type d'activité en 2017	25
Graphique 2 : Evolution du taux de croissance réelle et du taux d'inflation.....	33
Graphique 3 : Répartition des établissements de crédit selon le total de bilan et la catégorie.....	44
Graphique 4 : Part de marché des groupes bancaires par zone géographique d'origine	48
Graphique 5 : Evolution des emplois des établissements de crédit	49
Graphique 6 : Analyse de la structure des crédits des établissements de crédit	50
Graphique 7 : Evolution du niveau des créances en souffrance brutes et nettes	51
Graphique 8 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille des établissements de crédit ...	51
Graphique 9 : Evolution des ressources des établissements de crédit	52
Graphique 10 : Evolution de la trésorerie des établissements de crédit	53
Graphique 11 : Evolution et décomposition du Produit Net Bancaire	54
Graphique 12 : Produit Net Bancaire par place bancaire en 2016 et 2017	55
Graphique 13 : Evolution des principaux ratios caractéristiques du système bancaire	55
Graphique 14 : Evolution des emplois des SFD relevant de l'article 44	60
Graphique 15 : Analyse de la structure des crédits des SFD relevant de l'article 44	61
Graphique 16 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille des SFD	62
Graphique 17 : Evolution des ressources des SFD relevant de l'article 44	63
Graphique 18 : Evolution de la trésorerie des SFD relevant de l'article 44	63
Graphique 19 : Produit Net Financier des SFD par place bancaire en 2016 et 2017	64
Graphique 20 : Nombre de comptes ouverts par les EME agréés	67
Graphique 21 : Transactions effectuées par les EME agréés au 31 décembre 2017.....	67
Graphique 22 : Indicateurs de services financiers par téléphonie mobile	68
Graphique 23 : Ratio de solvabilité en fonction des risques pondérés	72
Graphique 24 : Proportion des établissements de crédit conformes au dispositif prudentiel	74
Graphique 25 : Ratio de capitalisation en fonction des actifs	75
Graphique 26 : Proportion des SFD conformes au dispositif prudentiel.....	77

LISTE DES ENCADRES

Encadré n° 1 : Le Fonds de Garantie des Dépôts (FGD)	29
Encadré n° 2 : 2 ^{èmes} rencontres entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et les Directeurs Généraux ainsi que les Commissaires aux Comptes titulaires des établissements de crédit	57
Encadré n°3 : 3 ^{èmes} réunions des Collèges de Superviseurs du Groupe Ecobank et de ORAGROUP	83
Encadré n°4 : 5 ^{ème} Rencontre bilatérale entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale	90

I. PRESENTATION DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA



109^{ème} Session de la Commission Bancaire (Abidjan, le 27 septembre 2017)

1.1. ROLES ET ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION BANCAIRE

1.1.1. Attributions et fonctionnement

La Commission Bancaire de l'UMOA est chargée de veiller notamment à l'organisation et au contrôle des établissements de crédit, tels que définis dans la Loi portant réglementation bancaire. Elle contribue également à la surveillance des systèmes financiers décentralisés (SFD) et des établissements de monnaie électronique.

Le Conseil des Ministres de l'UMOA a adopté, au cours de sa session ordinaire tenue le 29 septembre 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire), la Décision n°10/29/09/2017/CM/UMOA portant modification de l'Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA. Ce texte dote l'Organe supranational de contrôle bancaire des pouvoirs et responsabilités nécessaires pour mettre en œuvre, notamment, le pilier 2 du nouveau dispositif prudentiel ainsi que les dispositions relatives à la supervision sur base consolidée². Ce texte qui entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2018, organise, en outre, l'Autorité de contrôle autour de deux (2) Collèges, à savoir :

- un Collège de Supervision, chargé notamment du contrôle prudentiel des établissements assujettis, sur pièces et sur place ;
- un Collège de Résolution, qui met en œuvre les mesures de prévention et de résolution des crises bancaires.

La composition du Collège de Supervision se présente comme suit :

- le Gouverneur de la Banque Centrale ;
- un représentant désigné ou nommé par chaque Etat membre de l'UMOA, à savoir le Directeur du Trésor public ou le Responsable de la direction de tutelle des établissements de crédit ;
- un représentant de l'Etat assurant la garantie de la convertibilité de la monnaie commune ;
- des membres nommés par le Conseil des Ministres de l'UMOA, sur proposition du Gouverneur de la Banque Centrale, en raison de leur compétence dans les domaines bancaire, juridique ou financier ou dans tout autre domaine de compétence jugé compatible avec les fonctions envisagées.

Quant au Collège de Résolution, il est composé des quatre (4) membres permanents ci-après :

- le Gouverneur de la Banque Centrale ;
- le Représentant, au Collège de Supervision, de l'Etat assurant la présidence du Conseil des Ministres ;
- le Directeur du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l'UMOA (FGDR-UMOA) ;
- un membre nommé par le Conseil des Ministres de l'UMOA, sur proposition du Gouverneur de la BCEAO, en raison de sa compétence dans les domaines bancaire, juridique ou financier ou dans tout autre domaine de compétence jugé compatible avec les fonctions envisagées.

Lorsqu'un établissement assujetti fait l'objet d'une procédure de résolution, le Représentant du Collège de supervision de l'Etat d'implantation concerné est invité à participer aux travaux, à titre de membre non permanent avec droit de vote.

² - Ce pilier définit les grands principes de la surveillance prudentielle et le cadre d'intervention y afférent.

La Commission Bancaire de l'UMOA est présidée par le Gouverneur de la BCEAO. Elle a adopté un règlement intérieur ainsi qu'un code de déontologie applicable à ses membres.

La Commission Bancaire se réunit aussi souvent que nécessaire et au moins deux (2) fois l'an, à l'initiative de son Président ou à la demande du tiers (1/3) de ses membres. Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. En cas de partage égal de voix, celle du Président est prépondérante.

1.1.2. Principaux textes régissant l'action de la Commission Bancaire

Un cadre juridique définit les prérogatives de la Commission Bancaire, ainsi que les responsabilités :

- du Conseil des Ministres de l'Union, qui fixe le cadre légal et réglementaire applicable à l'activité de crédit ;
- de la BCEAO, Institut d'émission, qui élabore notamment la réglementation prudentielle et comptable et exerce également, pour son propre compte, une mission de surveillance du système bancaire ;
- des Autorités nationales, principalement le Ministre chargé des Finances de chaque Etat, qui est compétent en matière de prise de décisions dans un processus partagé avec la Commission Bancaire.

Ainsi, outre le droit commun applicable aux sociétés commerciales, les principaux textes ci-après réglementent l'activité des établissements de crédit, des systèmes financiers décentralisés et des établissements de monnaie électronique. Ils fondent l'action de la Commission Bancaire :

- le Traité de l'UMOA du 20 janvier 2007 ;
- la Convention du 6 avril 2007 régissant la Commission Bancaire ;
- la Loi uniforme portant réglementation bancaire ;
- la Loi uniforme portant réglementation des SFD ;
- la Loi uniforme portant définition et répression de l'usure ;
- la Loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- la Loi relative au contentieux des infractions à la réglementation des relations financières extérieures ;
- le Règlement n°09-2010/CM/UEMOA relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA ;
- le Règlement n°015-2002/CM/UEMOA relatif aux systèmes de paiement dans les Etats membres de l'UEMOA ;
- le Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (PCB) ;
- le Référentiel Comptable Spécifique des SFD (RCSFD) de l'UMOA ;
- le dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit de l'UMOA et aux compagnies financières de l'Union ;
- l'Instruction régissant les conditions et modalités d'exercice des activités des émetteurs de monnaie électronique dans les Etats membres de l'UEMOA ;

- les instructions prises par la BCEAO en application des dispositions de la Loi portant réglementation bancaire dans l'UMOA ;
- les instructions prises par la BCEAO en application des dispositions de la Loi portant réglementation des systèmes financiers décentralisés de l'UMOA ;
- les instructions prises par la BCEAO en application du Plan Comptable Bancaire (PCB) révisé, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Ces principaux textes de base sont complétés par les circulaires de la Commission Bancaire et avis de la BCEAO qui en précisent, le cas échéant, les modalités d'application.

La Commission Bancaire a les principales attributions ci-après :

- donner des avis conformes aux demandes d'agrément, d'autorisations diverses ou de dérogations qui lui sont soumises ;
- s'assurer, en permanence, que les établissements assujettis se conforment aux dispositions légales et réglementaires régissant leurs activités. Dans ce cadre, il met en œuvre un processus de contrôle et d'évaluation prudentiels dont les modalités sont précisées par circulaires de la Commission Bancaire ;
- procéder à la veille et à l'évaluation des événements qui peuvent avoir des conséquences négatives sur la solidité du système bancaire de l'Union. A cet égard, il réalise des tests de résistance sur les établissements assujettis ;
- veiller au respect, par les établissements assujettis, de leurs obligations professionnelles découlant des autres législations qui leur sont applicables ;
- prendre, en temps opportun, toutes mesures administratives ainsi que toutes sanctions disciplinaires ou pécuniaires visant à remédier aux problèmes de sécurité et de solidité d'un établissement assujetti ;
- gérer les relations avec les Autorités de supervision compétentes des pays d'accueil et d'origine des établissements assujettis ;
- contribuer à la préservation de la stabilité financière ;
- s'assurer, en relation avec le Collège de Supervision, de la mise en œuvre des mesures de prévention de crise ;
- assurer la mise en œuvre des mesures de résolution de crise ;
- veiller à la continuité des activités, des services et des opérations des établissements faisant l'objet d'une procédure de résolution ;
- éviter ou limiter le recours au soutien financier public ;
- veiller à la protection des intérêts des déposants et créanciers.

Les décisions de la Commission Bancaire sont exécutoires dès leur notification aux intéressés. Elles sont susceptibles de recours, uniquement devant le Conseil des Ministres de l'Union.

Par ailleurs, lors de ses réunions trimestrielles, le Conseil des Ministres de l'UMOA est tenu régulièrement informé, par la Commission Bancaire, des conclusions de ses travaux.

1.2. ORGANISATION ET ACTIVITES DU SECRETARIAT GENERAL

1.2.1. Organisation du Secrétariat Général

La Banque Centrale assure le secrétariat et prend en charge les frais de fonctionnement de la Commission Bancaire.

L'organisation du Secrétariat Général de la Commission Bancaire (SGCB) en vigueur à fin 2017 s'articule autour des structures suivantes :

- le Contrôle des Opérations ;
- la Direction de la Résolution des Crises et des Affaires Juridiques (DRCAJ) ;
- la Direction des Etudes et des Relations Internationales (DERI) ;
- la Direction de la Surveillance Permanente (DSP) ;
- la Direction du Contrôle sur Place des Etablissements de Crédit et des Etablissements de Monnaie Electronique (DCPECEME) ;
- la Direction du Contrôle sur Place des Systèmes Financiers Décentralisés (DCPSFD) ;
- la Direction des Moyens Généraux (DMG).

Le Contrôle des Opérations, placé sous l'Autorité du Secrétaire Général, est chargé de la vérification quotidienne de la régularité des opérations du SGCB.

La DRCAJ a principalement en charge le suivi du processus de résolution des crises et l'assistance juridique à l'ensemble des services du SGCB. Elle est subdivisée en deux (2) Services : le Service de la Résolution des Crises et du Contrôle des Pratiques Commerciales et le Service Juridique.

La DERI est composée du Service du Suivi de la Réglementation, des Méthodes et des Relations Internationales et du Service des Etudes, des Statistiques et des Agréments. Elle a notamment en charge les questions relatives à la réglementation et aux normes prudentielles applicables aux assujettis, la gestion des relations avec les partenaires extérieurs, la conduite des études afférentes à la stabilité du système bancaire de l'Union ainsi que l'instruction des dossiers de demande d'agrément, de déclaration d'intention et d'autorisations préalables. La DERI coordonne également avec les autres Directions concernées, la préparation et l'envoi des dossiers inscrits à l'ordre du jour des sessions de la Commission Bancaire de l'UMOA.

La DSP est chargée de la mise en œuvre de l'ensemble des contrôles sur pièces de la situation individuelle des établissements assujettis, sur la base notamment d'un programme annuel retraçant les domaines et les périodicités pour des contrôles, enquêtes et tests de résistance. Elle assure, en outre, le suivi de la mise en œuvre des mesures administratives et des sanctions arrêtées par l'Autorité de supervision, en relation avec les Directions concernées. La DSP comprend trois (3) Services : le Service de la Surveillance des Banques Sous-Régionales et des Etablissements Financiers, le Service de la Surveillance Transfrontalière et le Service de la Surveillance des Etablissements Spécialisés.

La DCPECEME, structurée en Cabinet, met en œuvre le programme d'inspection des établissements de crédit, des compagnies financières et des établissements de monnaie électronique. Elle est divisée en équipes de vérification conduites chacune par un Chef de mission d'inspection.

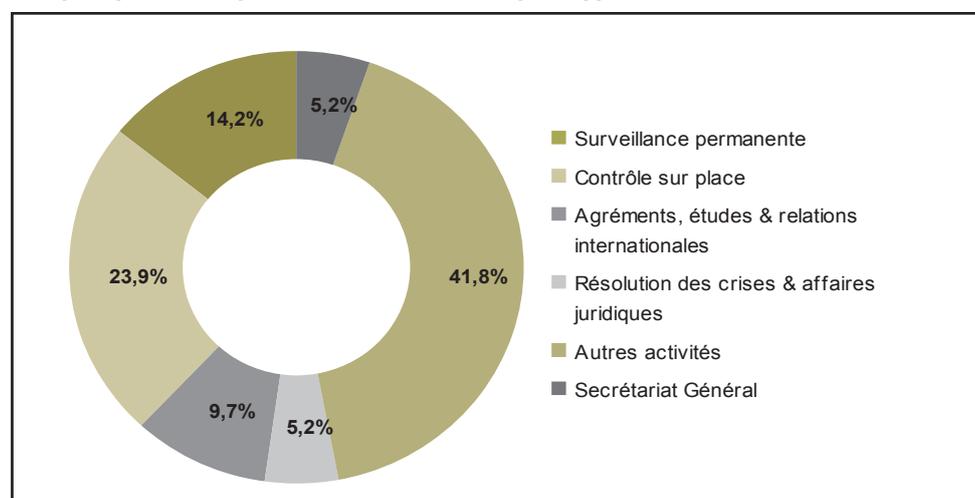
La DCPSFD, également organisée en Cabinet, est chargée de la mise en œuvre du programme d'inspection des systèmes financiers décentralisés. Ses équipes de vérification sur place sont conduites chacune par un Chef de mission d'inspection.

La DMG a pour principales attributions, la gestion des affaires administratives, des ressources humaines, de l'informatique, de la comptabilité et du budget. Elle comprend le Service des Affaires Administratives, le Service des Ressources Humaines, le Service de la Comptabilité et du Budget et le Service Informatique.

Au terme de l'exercice 2017, l'effectif du Secrétariat Général ressortait à cent trente-quatre (134) agents, contre cent vingt-trois (123) à fin 2016. Par corps, le personnel était composé, outre le Secrétaire Général et le Secrétaire Général Adjoint, de cinq (5) Directeurs, huit (8) Chefs de mission d'Inspection, soixante-seize (76) agents d'encadrement et quarante-trois (43) agents relevant du corps du personnel administratif et technique.

Les activités de supervision bancaire sont assurées par la DRCAJ, la DERI, la DSP, la DCPECEME et la DCPSFD. Ensemble, elles totalisent soixante onze (71) agents en 2017, soit 53,0% de l'effectif, contre 46,4% en 2016.

Graphique 1 : Répartition de l'effectif par type d'activité en 2017



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

1.2.2. Activités du Secrétariat Général

1.2.2.1. Autorisations préalables

Le Secrétariat Général de la Commission Bancaire est chargé de l'instruction des dossiers d'agrément et d'autorisations diverses prévues par la réglementation bancaire. Les opérations visées concernent :

- l'agrément et le retrait d'agrément en qualité d'établissement de crédit ;
- la déclaration d'intention d'installation de succursale ou de filiale ;
- la prise ou cession de participations qui aurait pour effet de porter la participation d'une même personne, directement ou par personne interposée, ou d'un même groupe de personnes agissant de concert, d'abord au-delà de la minorité de blocage, puis au-delà de la majorité des droits de vote dans l'établissement de crédit, ou d'abaisser cette participation au-dessous de ces seuils ;
- la modification de la forme juridique, de la dénomination sociale ou du nom commercial ;
- le transfert du siège social dans un autre Etat membre de l'UMOA ;
- la fusion par absorption ou création d'une société nouvelle, ou la scission ;
- la dissolution anticipée ;
- la cession d'actifs de plus de 20% ;
- la mise en gérance ou la cessation d'activités ;
- l'extension des activités des établissements financiers à caractère bancaire ;
- la dérogation aux normes prudentielles.

En 2017, vingt-quatre (24) dossiers ont été traités au titre de cette activité, dont huit (8) demandes d'agrément, cinq (5) déclarations d'intention d'installation de succursale et onze (11) modifications de la structure de l'actionnariat d'établissements de crédit en activité dans l'Union.

1.2.2.2. Contrôle sur pièces

Le contrôle sur pièces ou surveillance permanente recouvre les activités de suivi individuel des établissements assujettis (tenue des dossiers individuels, contrôle et analyse des situations comptables et financières, contrôle du respect de la réglementation prudentielle, notation, etc.).

Le contrôle sur pièces s'appuie sur l'analyse des états prudentiels, des données comptables et financières remises sur support magnétique ou sur la plateforme de reporting de la BCEAO par les établissements assujettis, conformément aux prescriptions du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (PCB) et du référentiel comptable spécifique des SFD.

Les données collectées auprès des assujettis permettent, après traitement et analyse, de porter une appréciation d'ensemble sur l'évolution de la situation individuelle des établissements assujettis. En outre, elles constituent une base pour la réalisation d'études générales ou spécifiques sur l'évolution globale du système bancaire et des activités de microfinance dans l'UMOA.

Enfin, le contrôle sur pièces met en évidence les signes de vulnérabilité d'un établissement en termes de liquidité et/ou de solvabilité ou encore d'accroissement non maîtrisé de ses risques, qui justifieraient la prise de décision appropriée. Dans ce cadre, il joue un rôle d'alerte et de prévention et oriente le contrôle sur place, en lui permettant de mieux cibler ses investigations.

1.2.2.3. Contrôle sur place

Le contrôle sur place est assuré sur la base d'un programme approuvé par le Président de la Commission Bancaire. L'élaboration de ce programme s'inscrit dans le cadre d'une démarche basée sur les risques identifiés, qui permet d'établir une liste d'établissements assujettis considérés comme les plus vulnérables, au regard notamment :

- de l'importance systémique des assujettis ;
- de l'ancienneté de la dernière vérification de la Commission Bancaire ;
- de la situation des assujettis face aux difficultés identifiées dans le suivi de la mise en œuvre des recommandations et décisions de la Commission Bancaire ;
- du degré d'exposition des établissements aux principaux risques dans leur secteur d'activité ;
- des conditions de démarrage des activités des entités nouvellement agréées.

Les missions de vérification sur place permettent de compléter les contrôles sur pièces en s'appuyant sur des investigations ciblées. Outre leur vocation principale d'identifier et d'évaluer les risques encourus par les établissements assujettis, ils permettent également d'apprécier la sincérité des informations financières et comptables communiquées aux Autorités de contrôle, le respect de la réglementation prudentielle, la qualité de la gestion et les perspectives des établissements assujettis.

Ces contrôles évaluent également la gouvernance d'entreprise, la mise en œuvre du Plan Comptable Bancaire, l'efficacité des contrôles interne et externe, les choix stratégiques, le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, l'utilisation d'un système d'information adapté, l'efficacité de la gestion des risques, le respect du règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA ainsi que la mise en œuvre des recommandations de la Commission Bancaire.

Les contrôles sur place peuvent s'étendre aux sociétés apparentées, notamment aux maisons-mères et aux filiales des établissements assujettis. Ils peuvent avoir un caractère global, ponctuel ou thématique.

Les vérifications globales visent à évaluer l'ensemble des domaines d'activités et de gestion d'un assujetti. Quant aux vérifications ponctuelles ou ciblées, elles couvrent un champ plus limité et portent sur un risque particulier, sur l'appréciation d'un aspect spécifique de la gestion ou de la situation d'un établissement assujetti ou d'un groupe d'établissements. Elles permettent également de s'assurer de l'effectivité de la mise en œuvre des recommandations et décisions de la Commission Bancaire.

Au cours de l'année 2017, soixante-sept (67) assujettis ont été contrôlés, soit cinquante-sept (57) établissements de crédit et maisons-mères, neuf (9) systèmes financiers décentralisés et un (1) office des chèques postaux.

Ces contrôles se déclinent en :

- trois (3) missions thématiques, soit sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (2 établissements), sur le partage des données sur le crédit (8 établissements), sur le plan comptable bancaire révisé (23 assujettis) et la politique monétaire (9 établissements) ;

- huit (8) missions spécifiques ;
- cinq (5) missions conjointes, dont quatre (4) avec d'autres superviseurs bancaires dans le cadre de la mise en œuvre de conventions de coopération et une (1) avec la BCEAO ;
- sept (7) missions globales ;
- cinq (5) missions ponctuelles.

1.2.2.4. Autres activités

Au cours de l'année 2017, les activités du Secrétariat Général de la Commission Bancaire concernent également la participation aux travaux du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA) ainsi que la tenue de rencontres avec la profession bancaire et les institutions financières internationales et sous-régionales.

Dans le cadre de la préparation des 11^{ème} et 12^{ème} sessions ordinaires du CSF-UMOA, le SGCB a participé aux travaux du Groupe d'Experts, qui ont porté notamment sur les indicateurs de surveillance macroprudentielle, la cartographie des risques du système financier, le mécanisme d'alerte face à une situation de crise ainsi que la détection et l'analyse des principaux facteurs de vulnérabilité susceptibles d'affecter la résilience du secteur financier.

Au titre de la concertation permanente avec la profession bancaire et les partenaires extérieurs, le Secrétariat Général a accordé trente-trois (33) audiences à des dirigeants d'établissements assujettis et groupes bancaires ainsi qu'à des institutions financières internationales et autres organismes sous-régionaux. Ces rencontres ont principalement pour objectif l'évaluation des risques auxquels les assujettis sont exposés ainsi que celle de leur environnement et leurs perspectives d'activités.

Par ailleurs, l'Autorité de supervision a organisé, le 15 mai 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire), les 2^{èmes} rencontres avec les Directeurs Généraux des banques et les commissaires aux comptes titulaires des établissements de crédit.

En outre, en sa qualité d'Autorité de contrôle d'origine, le Secrétariat Général a conduit les troisièmes réunions des Collèges de Superviseurs de ORAGROUP et du groupe Ecobank, respectivement le 23 octobre 2017 et du 26 au 27 octobre 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire). Ces assises s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du Comité de Bâle pour une supervision efficace des groupes bancaires transfrontaliers.

ENCADRE N° 1 : LE FONDS DE GARANTIE DES DEPOTS (FGD)

Le Fonds de Garantie des Dépôts dans l'UMOA, en abrégé « FGD-UMOA » a été créé par Décision n° 088-03-2014 du 21 mars 2014 du Gouverneur de la BCEAO, en application de la Décision du Conseil des Ministres N°CM/UMOA/017/08/2012 du 28 septembre 2012, autorisant la Banque Centrale à mettre en place un système de protection des dépôts des institutions financières dans l'UMOA.

Ce fonds renforce le filet de sécurité existant du secteur bancaire et financier.

Le FGD-UMOA a pour objectifs de protéger les petits déposants contre la perte de leur épargne en cas de cessation de paiement d'un établissement de crédit ou d'un Système Financier Décentralisé adhérent, de participer à la préservation de la stabilité des secteurs bancaire et de la microfinance et de contribuer à la promotion de la culture financière au sein de l'UMOA.

Les organes de gouvernance du FGD sont le Conseil d'Administration, le Comité d'Audit et la Direction Générale. Le Conseil d'Administration, présidé par le Gouverneur de la Banque Centrale, est composé de quatre (4) autres membres dont deux (2) représentants de la profession bancaire et des SFD et deux (2) personnes nommées *intuitu personae*.

L'adhésion au FGD est obligatoire et automatique pour les établissements de crédit agréés, de même que pour les SFD soumis au contrôle de la Banque Centrale et de la Commission Bancaire de l'UMOA.

Il est alimenté par les contributions des adhérents, les produits de placements et, le cas échéant, par des dons, subventions et emprunts. Sont garantis, dans la limite du plafond fixé, par titulaire, par le Conseil des Ministres de l'UMOA à 1 400 000 FCFA pour les établissements de crédit et à 300 000 FCFA pour les SFD adhérents, les dépôts libellés en francs CFA et détenus par des personnes physiques ou morales.

Au cours de l'année 2017, le Conseil des Ministres de l'Union a, par décision N°009 du 30 juin 2017, fixé les taux de contributions des adhérents comme suit :

- Etablissements de crédit : 0,06% des dépôts éligibles ;
- SFD : 0,29% des dépôts éligibles.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration du Fonds, lors de sa 4^{ème} réunion tenue à Dakar le 11 décembre 2017, a décidé d'admettre aux guichets du FGD-UMOA tous les établissements de crédit en activité et tous les SFD visés à l'article 44 de la Loi sur les systèmes financiers décentralisés. Sur la base de cette décision, la circulaire portant sur les modalités d'adhésion et celle relative aux contributions des adhérents ont été finalisées.

Il devrait prendre, au cours des années à venir, la dénomination de Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution et voir ainsi son périmètre d'activités s'élargir au financement des actions de résolution, en intervenant à titre préventif ou curatif.

II. ENVIRONNEMENT DE L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS



*Session Extraordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA (Abidjan, le 14 avril 2017)
De droite à gauche, Monsieur Amadou BA, Président du Conseil des Ministres, Monsieur Tiémoko Meyliet KONE,
Gouverneur de la BCEAO et Monsieur Christian ADOVELANDE, Président de la BOAD.*

2.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DES PAYS DE L'UMOA

En 2017, l'activité économique est demeurée dynamique au sein de l'UEMOA, sous l'effet de l'amélioration de la conjoncture internationale et interne des Etats. Les économies des Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) ont bénéficié de la poursuite des investissements dans les infrastructures de base, de la bonne tenue de la production agricole et de l'essor des services.

2.1.1. Secteur réel

Le Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Union a progressé, en termes réels, de 6,7%, après un niveau de 6,5% en 2016. L'expansion économique a été essentiellement portée par le secteur tertiaire, dont l'apport est ressorti à 3,6 points de pourcentage, du fait du raffermissement des activités commerciales et des services, notamment les transports, les télécommunications et les services financiers.

La progression du PIB a également été soutenue par le renforcement de la production dans les secteurs primaire et secondaire, dont les contributions à la croissance sont ressorties respectivement à 1,6 point et 1,5 point.

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel en 2016 et 2017

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
2016	4,0%	5,9%	8,3%	6,3%	5,8%	4,9%	6,2%	5,1%	6,5%
2017	5,6%	6,7%	7,8%	5,9%	5,5%	4,9%	7,2%	4,4%	6,7%

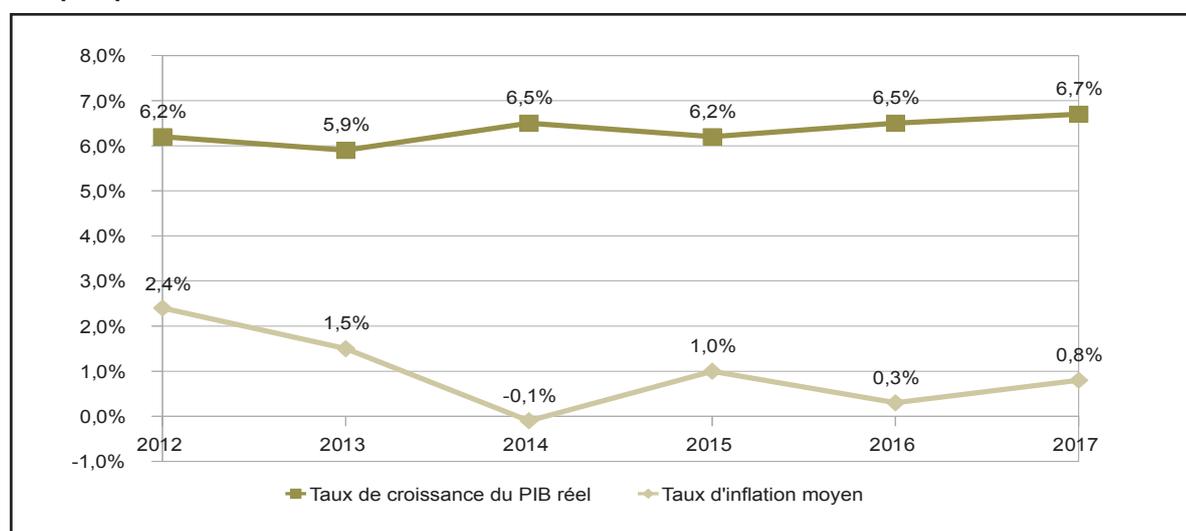
Source : Services officiels et BCEAO

2.1.2. Prix

Le taux d'inflation, en moyenne annuelle, est ressorti à 0,8% en 2017, contre une réalisation de 0,3% en 2016. Cette évolution a été principalement imprimée par la remontée des prix des produits pétroliers, en rapport avec l'orientation haussière des cours mondiaux du pétrole brut, entamée depuis fin 2016.

Par pays, le taux d'inflation se présente comme ci-après : Niger (+2,4%), Mali (+1,8%), Sénégal (+1,3%), Guinée-Bissau (+1,0%), Côte d'Ivoire (+0,7%), Burkina (+0,4%), Bénin (+0,1%) et Togo (-0,8%).

Graphique 2 : Evolution du taux de croissance réelle et du taux d'inflation



Source : Services officiels et BCEAO

2.1.3. Finances publiques

En 2017, le profil des finances publiques des Etats membres de l'Union a été marqué par la poursuite des efforts d'investissement dans les infrastructures et les secteurs sociaux, en vue de créer les conditions d'une croissance durable et inclusive, ainsi que par une hausse des dépenses courantes.

Dans ce contexte, les opérations financières des Etats se sont soldées par un déficit budgétaire en stabilité par rapport à l'année 2016. Le déficit global, base engagements, dons compris, s'est établi à 4,2% du PIB en 2017, comme en 2016. Cette situation est consécutive à la hausse, aussi bien des dépenses totales que des recettes et dons, de 0,2 point de pourcentage du PIB des dépenses totales entre 2016 et 2017.

Le marché régional de la dette publique est demeuré la principale source de financement interne des Etats durant l'année 2017. Les émissions nettes de titres publics se sont situées à 926,3 milliards contre 2 232,9 milliards en 2016. Pour leur part, les émissions brutes se sont élevées à 3 700,1 milliards, contre 4 412,1 milliards un an plus tôt. Elles sont composées de 1 578,2 milliards de bons du Trésor et 2 121,9 milliards d'obligations. La préférence des Etats continue de porter sur les titres de long terme, en vue de financer leurs projets d'investissements, notamment dans le domaine des infrastructures. Ainsi, 57,3% des interventions ont concerné le compartiment obligataire en 2017, après 65,1% en 2016.

Sur les marchés internationaux, la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont levé en 2017 des ressources par émission d'euro-obligations. Pour la Côte d'Ivoire, le montant global mobilisé s'est chiffré à 1 143,5 milliards de francs CFA, réparti entre une émission en dollar américain pour un montant de 1,25 milliard de dollars américains (environ 733,5 milliards de francs CFA) et une autre pour 625 millions d'euros (environ 410 milliards de francs CFA). Quant au Sénégal, le montant de l'emprunt obligataire s'est chiffré à 1,1 milliard de dollars américains, soit environ 641,2 milliards de francs CFA.

2.1.4. Balance des paiements

Les échanges extérieurs de l'Union, en 2017, ont été caractérisés par un solde global excédentaire de 304,1 milliards, après un déficit de 946,8 milliards en 2016. Cette amélioration résulterait d'une augmentation des entrées nettes de ressources au titre des comptes de capital et financier, dont les effets seraient atténués par la détérioration du déficit courant.

Le déficit du compte courant s'est inscrit à 7,2% du PIB, contre 5,3% une année plus tôt, soit une détérioration de 1,9 point de pourcentage du PIB, en ligne avec l'aggravation du déficit de la balance des biens et services ainsi que du compte du revenu primaire.

La progression des entrées nettes au titre du compte financier, en 2017, est principalement imputable aux flux des investissements de portefeuille, en raison essentiellement des émissions d'emprunts obligataires sur les marchés internationaux, par la Côte d'Ivoire, le Sénégal et la BOAD. La consolidation du compte financier a été également confortée par la hausse des investissements directs étrangers (+35,9%), notamment dans les secteurs minier et pétrolier ainsi que celle des emprunts publics nets (+8,5%).

2.1.5. Secteur monétaire et financier

La situation monétaire de l'Union à fin décembre 2017, comparée à celle qui prévalait à fin décembre 2016, a été caractérisée par un accroissement de la masse monétaire, consécutif à la progression des créances intérieures ainsi que des actifs extérieurs nets des institutions monétaires.

Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires ont augmenté de 475,6 milliards pour ressortir à 4 172,5 milliards, à fin décembre 2017. Cette évolution résulte de la hausse de 739,3 milliards des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale, atténuée par la baisse de 263,7 milliards de ceux des banques.

Les réserves officielles de change de la BCEAO ont augmenté de 654,9 milliards en un an, pour se situer à 7 184,2 milliards à fin décembre 2017, contre 6 529,4 milliards à fin décembre 2016. En conséquence, le taux de couverture de l'émission monétaire de la Banque Centrale s'est amélioré en s'établissant à 73,4% contre 68,2% en décembre 2016.

La consolidation des réserves de change en 2017 a été en partie due à la levée sur les marchés internationaux des euro-obligations par la Côte d'Ivoire et le Sénégal ainsi qu'à la mobilisation de ressources extérieures par la BOAD pour un montant cumulé d'environ 1 682 milliards.

Par rapport à son niveau à fin décembre 2016, l'encours des créances intérieures a augmenté de 2 722,3 milliards ou 11,0%, pour se situer à 27 438,0 milliards à fin décembre 2017. Cette hausse a été induite à la fois par la consolidation des créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) et celle des crédits aux autres secteurs des économies de l'Union.

En liaison avec la dynamique de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 8,5%, pour ressortir à 24 649,8 milliards. Ce renforcement de la liquidité globale s'est traduit dans le raffermissement des dépôts de 1 663,5 milliards ou 9,7% et de la circulation fiduciaire qui s'est accrue de 269,0 milliards ou 4,9%.

Comparativement à son niveau à fin décembre 2016, la base monétaire s'est contractée de 123,0 milliards ou 1,5%, en se situant à 8 016,1 milliards à fin décembre 2017. Cette évolution a été reflétée par la baisse de 430,9 milliards des réserves des banques et établissements financiers, atténuée par la hausse de 271,8 milliards de la circulation fiduciaire.

La gestion de la monnaie et du crédit en 2017 s'est appuyée sur la politique des taux d'intérêt et sur le système des réserves obligatoires.

Dans un contexte marqué par une absence de tensions inflationnistes et des perspectives d'inflation modérée à moyen terme, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BCEAO a maintenu inchangé le principal taux directeur de la Banque Centrale, qui est le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité. Ainsi, cet indicateur est resté fixé à 2,5%, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013.

Le CPM a également maintenu inchangé à 4,5%, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal de la Banque Centrale, niveau en vigueur depuis le 16 décembre 2016.

S'agissant du guichet spécial de refinancement, entré en vigueur depuis janvier 2014, le volume des concours octroyés par l'Institut d'émission aux banques est ressorti à 10,3 milliards à fin décembre 2017, contre 122,8 milliards en début d'année 2017.

Le CPM a décidé lors de sa session du 1^{er} mars 2017 de ramener à 3,0%, à compter du 16 mars 2017, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union. Ce coefficient était de 5,0% depuis le 16 mars 2012. L'objectif visé par cette mesure était d'alléger les tensions de trésorerie des banques pour qu'elles puissent satisfaire aux exigences de constitution des réserves obligatoires. La baisse du coefficient des réserves obligatoires avait également pour objectif de donner aux banques une marge de liquidité qu'elles pourraient recycler, le cas échéant, sur le marché interbancaire, contribuant ainsi à réduire les taux et subséquemment leurs sollicitations des guichets de refinancement de la BCEAO.

Au cours de l'année 2017, les opérations d'injection de liquidités de la BCEAO sur les guichets d'appels d'offres à une semaine et à un mois ont évolué au regard des besoins de liquidité estimés du système bancaire de l'Union.

Sur le guichet hebdomadaire des appels d'offres, le montant mis en adjudication est passé de 2 150,0 milliards en janvier 2017 à 3 125,0 milliards en décembre 2017, soit une progression de 45,3%, contre 21,4% en 2016. Le montant moyen des injections hebdomadaires de liquidités au cours de l'année 2017 est ressorti à 3 013,2 milliards, contre 1 845,5 milliards en 2016.

Sur le guichet mensuel des appels d'offres, les montants mis en adjudication sont passés de 850,0 milliards en janvier 2017 à 720,0 milliards en décembre 2017, soit un recul de 15,3% contre une hausse de 1,2% un an auparavant. Sur ce compartiment, les demandes satisfaites, en moyenne, au cours de l'année 2017, se sont situées à 788,8 milliards, contre 846,9 milliards en 2016.

L'analyse des évolutions des taux d'intérêt sur les deux guichets des appels d'offres a fait apparaître, dans l'ensemble, une évolution haussière.

Sur le guichet hebdomadaire, la moyenne du taux marginal des adjudications s'est située à 3,3319% en 2017, en hausse de 10,0 points de base (pdb) par rapport au niveau de 3,2319% en 2016. Le taux d'intérêt moyen pondéré des appels d'offres à une semaine s'est élevé à 3,6563%, en moyenne, en 2017, en hausse de 26,8 pdb par rapport à son niveau en 2016.

Sur le guichet mensuel des appels d'offres, en moyenne, le taux d'intérêt marginal et le taux d'intérêt moyen pondéré se sont accrus en 2017 par rapport à 2016, respectivement de 28,7 pdb et de 52,7 pdb, en s'élevant à 3,5898% et à 3,8854%.

Au total, l'encours cumulé des avances sur les guichets des appels d'offres à une semaine et à un mois s'est établi à 3 845,0 milliards à fin décembre 2017, contre 3 000,0 milliards un an plus tôt, soit une progression de 845,0 milliards (+28,2%).

Les bons et les obligations émis par les Trésors des huit (8) pays de l'Union ont été, pour l'essentiel, les titres présentés par les établissements de crédit comme supports aux opérations de refinancement.

L'évolution du marché interbancaire de l'UMOA a été marquée par une hausse concomitante du volume des échanges de liquidité et du taux d'intérêt moyen pondéré des opérations. L'encours moyen des prêts s'est situé à 497,4 milliards à fin décembre 2017 contre 381,5 milliards à la même période de l'année précédente, soit un accroissement de 30,4%.

Sur ce marché, le volume moyen des transactions s'est élevé à 296 milliards (+75%) en 2017 contre 169 milliards en 2016. Les opérations ont couvert des maturités allant d'un (1) jour à douze (12) mois. Les compartiments à une et deux semaines ont été les plus actifs, représentant respectivement 69,0% et 16,0% du volume moyen des transactions, contre 44,7% et 32,5% en 2016. Ces guichets ont cumulé en moyenne des prêts de montants respectifs de 208 et 46 milliards en 2017, contre 76 et 55 milliards en 2016.

2.2. CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

2.2.1. Secteur des établissements de crédit

Le cadre réglementaire de l'activité bancaire dans l'UMOA a été marqué, au cours de l'année 2017, par :

- la révision, par le Conseil des Ministres de l'UMOA, de l'Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire et l'adoption du nouveau texte lors de sa session du 29 septembre 2017 ;
- l'adoption, par la Commission Bancaire, lors de sa session du 27 septembre 2017, de nouvelles Circulaires relatives à la gouvernance, la gestion des risques, le contrôle interne, la conformité et l'exercice des fonctions d'administrateurs et de dirigeants ;
- l'adoption, par la Commission Bancaire, en sa session du 11 décembre 2017, de la liste des compagnies financières supervisées sur base consolidée, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Décision n°014/24/06/2016/CM/UMOA du 24 juin 2016.

En outre, les Instructions ci-après ont été prises par la BCEAO :

- Instruction n°005-08-2017 du 11 août 2017 relative aux modalités de déclaration des états prudentiels ;
- Instruction n°007-09-2017 du 25 septembre 2017 portant modalités d'application par les institutions financières de la Loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans les Etats membres de l'UMOA ;
- Instruction n°008-09-2017 du 25 septembre 2017 fixant le seuil pour la déclaration des transports physiques transfrontaliers d'espèces et instruments négociables au porteur ;
- Instruction n°009-09-2017 du 25 septembre 2017 fixant le seuil pour le paiement d'une créance en espèces ou par instruments négociables au porteur ;
- Instruction n°010-09-2017 du 25 septembre 2017 fixant le seuil pour la déclaration des transactions en espèces auprès de la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF).

2.2.2. Secteur de la microfinance

Le cadre réglementaire de l'activité de microfinance a enregistré, au cours de l'année 2017, l'adoption des principaux textes suivants :

- Instruction n°001-01-2017 du 17 janvier 2017 relative aux demandes d'autorisation préalable pour la modification de la forme juridique, de la dénomination sociale, du nom commercial ou de la structure du capital social d'un système financier décentralisé exerçant dans l'Union Monétaire Ouest Africaine ;
- Instruction n°002-01-2017 du 17 janvier 2017 relative aux modalités de traitement de la demande de dérogation individuelle à la condition de nationalité ;
- Décision n°11 du 29/09/17/CM/UMOA portant adoption du projet de loi uniforme modifiant et complétant la loi régissant les SFD de l'UMOA, visant à l'ouverture du secteur de la microfinance aux opérations de finance islamique.

2.2.3. Secteur de la monnaie électronique

Aucune nouvelle disposition réglementaire n'a été prise en 2017, concernant l'activité de monnaie électronique.

III. ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS



Photo de famille de Monsieur le Gouverneur de la BCEAO, Président de la Commission Bancaire, avec des dirigeants d'établissements de crédit de l'UMOA (2^{ème} rencontre entre le SGCB et les Directeurs Généraux des établissements de crédit à Abidjan, le 15 mai 2017)

3.1. SECTEUR DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

3.1.1. Paysage des établissements de crédit

A fin 2017, le système des établissements de crédit de l'Union compte cent quarante-quatre (144) établissements de crédit agréés, contre cent trente-huit (138) en décembre 2016. Cette évolution résulte :

- de l'agrément en qualité de banque des sociétés anonymes dénommées « Wendkuni Bank International (WBI) » au Burkina, « Banque d'Abidjan » en Côte d'Ivoire et « La Banque Outarde (LBO) » au Sénégal ;
- de l'agrément en qualité d'établissement financier à caractère bancaire des sociétés anonymes dénommées « Bureau National d'Intermédiation Financière - AFUWA (BNIF-AFUWA) » et « AL-IZZA Transfert d'Argent International (AL-IZZA) » au Niger ainsi que « La Financière de l'Afrique de l'Ouest (LA FINAO) » au Sénégal.

Ainsi, au terme de l'année 2017, le paysage des établissements de crédit est composé de cent vingt-six (126) banques et dix-huit (18) établissements financiers à caractère bancaire agréés.

Leur répartition par pays se présente comme suit :

Tableau 2 : Nombre d'établissements de crédit agréés

Pays	Banques (a)	Succursales (b)	Etablissements financiers à caractère bancaire (c)	Succursales (d)	Total (a+b+c+d)
Bénin	13	3	-	-	16
Burkina	12	2	3	1	18
Côte d'Ivoire	25	3	1	1	30
Guinée-Bissau	3	2	-	-	5
Mali	12	1	2	1	16
Niger	9	3	3	-	15
Sénégal	21	4	3	1	29
Togo	11	2	2	-	15
Total	106	20	14	4	144

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Au 31 décembre 2017, cent trente-huit (138)³ établissements de crédit (123 banques et 15 établissements financiers à caractère bancaire) étaient en activité.

3 - A fin 2017, six (6) établissements de crédit agréés n'ont pas démarré leurs activités : Sonibank succursale du Bénin (Bénin), Wendkuni Bank International (Burkina), BNIF AFUWA (Niger), AL IZZA Transfert d'Argent International (Niger), La Banque Outarde (Sénégal) et La Financière de l'Afrique de l'Ouest (Sénégal).

Tableau 3 : Répartition des établissements de crédit en activité

Pays	Nombre d'établissements			Total bilan (millions FCFA)	Part de marché (*)	Guichets (**)	GAB (***)	Nombre de comptes bancaires	Effectifs
	Banques	EF	Total						
Bénin	15	0	15	3 486 329	9,8%	201	313	1 313 741	2 855
Burkina	13	4	17	5 198 407	14,7%	293	431	1 832 403	3 155
Côte d'Ivoire	28	2	30	11 095 578	31,2%	709	1 004	3 277 292	8 699
Guinée-Bissau	5	0	5	245 921	0,7%	28	28	124 521	495
Mali	13	3	16	4 501 702	12,7%	489	472	1 586 998	3 466
Niger	12	1	13	1 572 520	4,4%	156	186	629 943	1 723
Sénégal	24	3	27	6 788 590	19,1%	481	499	1 689 224	5 455
Togo	13	2	15	2 636 541	7,4%	227	284	1 037 714	2 406
UMOA	123	15	138	35 525 588	100%	2 594	3 217	11 491 836	28 254

(*) Selon le total des bilans des établissements de crédit de l'UMOA

(**) Agences, bureaux et points de vente

(***) Guichet Automatique de Banque

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A fin 2017, les établissements de crédit de l'UMOA affichent un total de bilan de 35 525,6 milliards, en hausse de 9,1% par rapport à 2016. Les parts de marché se présentent comme suit : en Côte d'Ivoire (31,2%), au Sénégal (19,1%), au Burkina (14,7%), au Mali (12,7%), au Bénin (9,8%), au Togo (7,4%), au Niger (4,4%) et en Guinée-Bissau (0,7%).

Le nombre d'agences s'est accru de soixante-deux (62) nouvelles unités en 2017, soit 2,4% pour se fixer à 2 594. Les progressions sont comprises entre un (1) guichet au Niger et soixante-neuf (69) au Sénégal. Le nombre de GAB a augmenté de 202 unités, soit 6,7% pour s'établir à 3 217.

Les emplois créés par le secteur bancaire ont progressé, en variation annuelle, de 1 435 postes (+5,4%) pour atteindre 28 254 au 31 décembre 2017, en liaison avec l'expansion du réseau bancaire et du démarrage des activités de nouveaux établissements. L'effectif du personnel « cadres » représente 41,3% de ces emplois, contre 39,3% un an plus tôt.

Le nombre de comptes de la clientèle a également enregistré une hausse de 11,3% pour s'établir à 11 491 836 à fin 2017. Les comptes de particuliers ont crû de 11,7% et ceux détenus par les personnes morales de 5,9%.

Au 31 décembre 2017, le système bancaire comprend soixante-six (66) banques internationales, cinquante-quatre (54) banques sous-régionales, trois (3) banques mutualistes et quinze (15) établissements financiers à caractère bancaire.

Tableau 4 : Répartition des établissements par groupes homogènes

Catégories	Nombre d'établissements par pays									Part de marché (*)
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA	
Banques internationales	10	8	13	1	7	7	14	6	66	53,4%
Banques sous-régionales	5	5	14	4	5	5	9	7	54	43,0%
Banques mutualistes	-	-	1	-	1	-	1	-	3	2,1%
Etablissements financiers à caractère bancaire	-	4	2	-	3	1	3	2	15	1,5%
Total	15	17	30	5	16	13	27	15	138	100%

(*) Selon le total des bilans des établissements de crédit de l'UMOA

(**) Agences, bureaux et points de vente

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les banques internationales dominent le marché avec 53,4% des actifs bancaires de l'Union. Elles couvrent 50,2% du réseau d'agences, détiennent 52,3% des comptes bancaires et emploient 54,0% des effectifs.

Les banques sous-régionales cumulent 43,0% de part de marché. Cette catégorie regroupe 44,7% des implantations, 45,5% des comptes de la clientèle et 43,1% des effectifs.

Les banques mutualistes représentent 2,1% des actifs et des implantations, 2,2% des comptes de la clientèle et 1,5% des effectifs du système bancaire de l'Union.

Les établissements financiers à caractère bancaire concentrent, pour leur part, 1,5% des actifs, 3,0% des guichets et 1,4% des effectifs.

3.1.1.1. Analyse des établissements de crédit en activité

Suivant la taille du bilan, les établissements de crédit se répartissent en trois (3) catégories :

- grande taille pour un total de bilan supérieur à 200 milliards ;
- taille moyenne pour un total de bilan compris entre 100 milliards et 200 milliards ;
- petite taille pour un total de bilan inférieur à 100 milliards.

Au 31 décembre 2017, le paysage bancaire se composait de cinquante-deux (52) banques de grande taille, trente-trois (33) banques de taille moyenne et cinquante-trois (53) établissements de petite taille.

Tableau 5 : Répartition des établissements de crédit selon la taille du bilan

Catégories	Nombre d'établissements									Part de marché (*)	Guichets (**)	GAB	Nombre de comptes bancaires	Effectifs
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA					
- Grande : Total du bilan > 200 milliards)	6	7	12	-	9	3	11	4	52	80,7%	72,0%	79,9%	82,2%	71,5%
- Moyenne : 100 milliards ≤ Total du bilan ≤ 200 milliards	3	4	5	-	3	3	8	7	33	13,7%	12,5%	12,1%	8,0%	15,0%
- Petite : Total du bilan < 100 milliards	6	6	13	5	4	7	8	4	53	5,6%	15,5%	8,0%	9,8%	13,5%
Total	15	17	30	5	16	13	27	15	138	100%	100%	100%	100%	100%

(*) Selon le total des bilans de l'UMOA

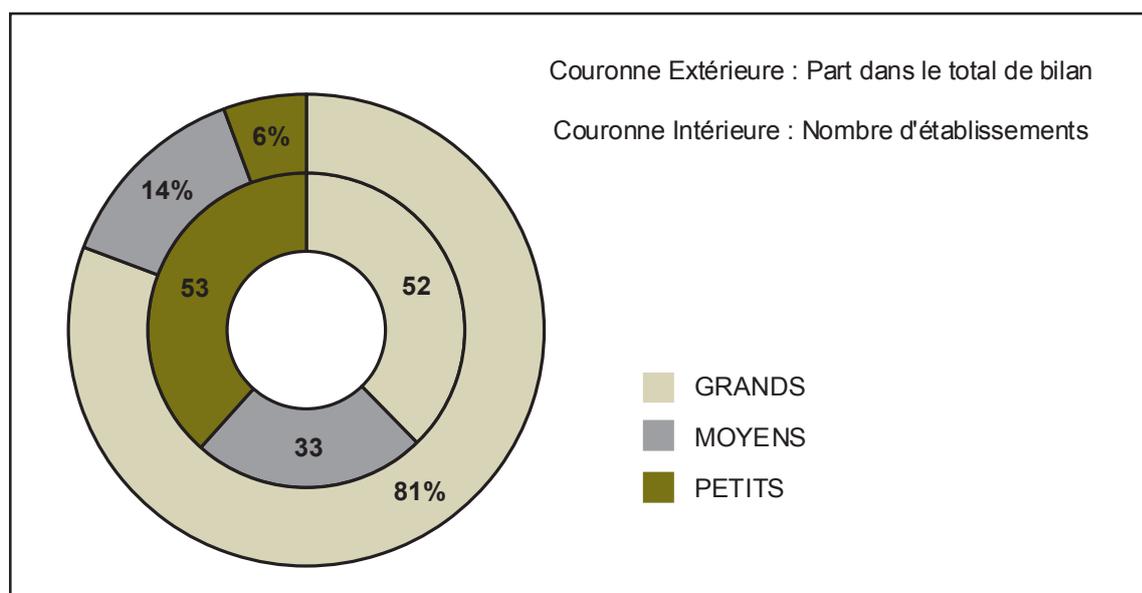
(**) Agences, bureaux et points de ventes

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Le poids des actifs détenus par les établissements de crédit de grande taille dans l'Union est de 80,7%. Ils couvrent 72,0% du réseau d'agences, 79,9% des GAB, 82,2% des comptes bancaires et 71,5% des effectifs.

Le cumul des actifs des banques de taille moyenne représente 13,6% de ceux du système bancaire de l'Union. Cette catégorie regroupe 12,4% des implantations, 12,1% des GAB, 8,0% des comptes de la clientèle et 15,0% des effectifs.

Les cinquante-trois (53) petits établissements détiennent 5,6% des actifs, 15,5% des bureaux et agences, 8,0% des GAB et 9,8% des comptes bancaires. Ils emploient 13,5% des effectifs du système bancaire.

Graphique 3 : Répartition des établissements de crédit selon le total de bilan et la catégorie


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.1.1.2. Analyse par groupes bancaires

3.1.1.2.1. Les établissements par affiliation à un groupe

Au 31 décembre 2017, cent-huit (108) des cent quarante-quatre (144) établissements agréés dans l'Union sont affiliés à trente (30) groupes bancaires. Ces entités concentrent 87,1% des actifs bancaires, 81,1% des guichets, 83,3% des GAB, 82,5% des comptes bancaires de la clientèle, 82,9% des employés et réalisent 94,5% du résultat net global provisoire.

Le nombre de groupes bancaires en activité dans l'UMOA, détenant chacun au moins 2% des actifs du système bancaire, est ressorti à douze (12) au cours de la période.

Avec soixante-dix-sept (77) des cent trente-huit (138) unités en activité, ces entités étendent leur influence à l'ensemble des pays de l'Union. Elles concentrent 79,0% du total des bilans et 74,0% des guichets, emploient 74,4% des agents, détiennent 78,6% des comptes de la clientèle et contrôlent 78,5% des GAB. Lesdits groupes cumulent 89,2% du résultat net global provisoire du système bancaire.

Tableau 6 : Principaux groupes bancaires exerçant dans l'UMOA

Rang	Principaux groupes (part de marché minimum de 2%)	Pays d'origine de la maison-mère	Nombre d'établissements	Part de marché	Guichets	GAB	Nombre de comptes bancaires	Effectifs	Part du résultat net global provisoire
1	Ecobank	Togo	8	14,0%	9,2%	18,5%	15,2%	10,2%	15,4%
2	Bank Of Africa (BOA)	Maroc	8	10,5%	10,8%	9,8%	16,7%	9,1%	15,1%
3	Société Générale	France	5	9,8%	5,8%	8,9%	7,4%	9,5%	15,3%
4	Atlantic Business International (ABI)	Maroc	9	9,6%	8,2%	7,4%	7,5%	7,4%	4,6%
5	Attijariwafa bank	Maroc	9	7,7%	12,3%	7,9%	9,2%	9,7%	9,3%
6	NSIA Banque	Côte d'Ivoire	5	5,5%	5,0%	5,4%	5,2%	6,3%	5,4%
7	Coris Bank International (CBI)	Burkina	6	5,3%	2,7%	2,2%	3,4%	2,8%	2,6%
8	Oragroup	Togo	8	4,3%	3,8%	3,2%	3,2%	4,3%	6,5%
9	BNP Paribas	France	4	4,1%	3,7%	4,8%	3,4%	5,1%	5,2%
10	Banque Sahélo-saharienne pour l'Industrie et le Commerce (BSIC)	Libye	7	2,9%	4,0%	4,0%	2,1%	4,5%	4,0%
11	United Bank for Africa (UBA)	Nigeria	4	2,8%	2,7%	3,4%	3,6%	3,1%	1,9%
12	Banque de Développement du Mali (BDM)	Mali	4	2,6%	5,7%	3,0%	1,7%	2,3%	3,9%
Total		-	77	79,0%	74,0%	78,5%	78,6%	74,4%	89,2%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Le groupe Ecobank, avec une part des actifs de 14,0%, demeure le plus important. Il est présent dans tous les pays de l'Union, détient 9,2% du réseau, 18,5% des GAB, 15,2% des comptes de la clientèle et emploie 10,2% des effectifs. Cette entité contribue à hauteur de 15,4% à la formation du résultat net global provisoire du système bancaire.

Constitué de huit (8) banques et présent dans sept pays de l'UMOA, le groupe Bank Of Africa (BOA) se positionne au deuxième rang avec 10,5% du total des bilans. Il concentre 10,8% des guichets,

9,8% des GAB, 16,7% des comptes bancaires de la clientèle, 9,1% des agents et réalise 15,1% du résultat net global provisoire.

Le groupe Société Générale occupe la troisième place, avec une part des actifs de 9,8%. Présent dans cinq (5) pays de l'UMOA, il totalise 5,8% des guichets, 8,9% des GAB, 7,4% des comptes bancaires de la clientèle, emploie 9,5% des salariés et totalise 15,3% du résultat net global provisoire.

Avec 9,6% de part de marché et quatrième rang au classement des groupes bancaires, le groupe Atlantic Business International (ABI) est présent dans tous les pays de l'Union, avec huit (8) filiales et une (1) succursale. Il dispose de 8,2% du réseau, de 7,4% des GAB, de 7,5% des comptes de la clientèle et emploie 7,4% des salariés. Le groupe affiche 4,6% du résultat net global provisoire.

A la cinquième place, avec un cumul de 7,7% des actifs, le groupe Attijariwafa bank dispose de six (6) filiales et trois (3) succursales. Il détient 12,3% du réseau, 7,9% des GAB, 9,2% des comptes de la clientèle et 9,7% des employés. Le groupe cumule 9,3% du résultat net global provisoire.

Le groupe NSIA Banque, avec deux (2) filiales et trois (3) succursales, occupe la sixième place et représente 5,5% du total des bilans de l'Union, 5,0% des guichets, 5,4% des GAB, 5,2% des comptes de la clientèle et 6,3% des salariés. Sa contribution au résultat provisoire d'ensemble est estimée à 5,4%.

Septième au classement des groupes bancaires, le groupe Coris Bank International (CBI) cumule 5,3% des bilans de l'Union, totalise 2,7% des guichets de l'UMOA, 2,2% des GAB, 3,4% des comptes de la clientèle, 2,8% des salariés et 2,6% du résultat net global provisoire.

Oragroup apparaît au huitième rang et possède 4,3% des actifs bancaires, 3,8% du réseau, 3,2% des GAB et 3,2% des comptes de la clientèle. Il emploie 4,3% des salariés et réalise 6,5% des résultats.

La part de marché du groupe BNP Paribas ressort à 4,1% à fin décembre 2017. Neuvième au classement avec quatre (4) filiales, le groupe détient 3,7% des guichets, 4,8% des GAB, 3,4% des comptes de la clientèle, 5,1% des employés et 5,2% du résultat net global provisoire.

Avec sept (7) unités, le groupe BSIC contribue pour 2,9% du total des actifs, 4,0% du réseau, 4,0% des GAB, 2,1% des comptes de la clientèle, 4,5% des salariés et 4,0% du résultat net global provisoire. Il occupe le dixième rang au classement des groupes bancaires dans l'UMOA.

United Bank for Africa (UBA), avec sa onzième place, concentre 2,8% du total des actifs de l'Union, couvre 2,7% du réseau, 3,4% des GAB, 3,6% des comptes de la clientèle et 3,1% de l'effectif total des employés du secteur. Il réalise 1,9% du résultat net global provisoire.

Le groupe Banque de Développement du Mali (BDM), fermant la liste des groupes détenant chacun au moins 2% des actifs du système bancaire, avec quatre (4) banques, cumule 2,6% des actifs bancaires de l'Union. Il dispose de 5,7% des guichets, 3,0% des GAB, 1,7% des comptes de la clientèle, 2,3% des salariés et 3,9% du résultat net global provisoire.

Dix-huit (18) autres groupes de moindre envergure, détenant moins de 2% des actifs chacun, font également partie du paysage bancaire. Il s'agit, par ordre d'importance, de :

- BGFIBANK (3 établissements, avec 1,7% de part de marché) ;
- Tamweel Africa Holding (2 établissements ; 1,1%) ;
- Libyan Foreign Bank (4 établissements ; 0,9%) ;

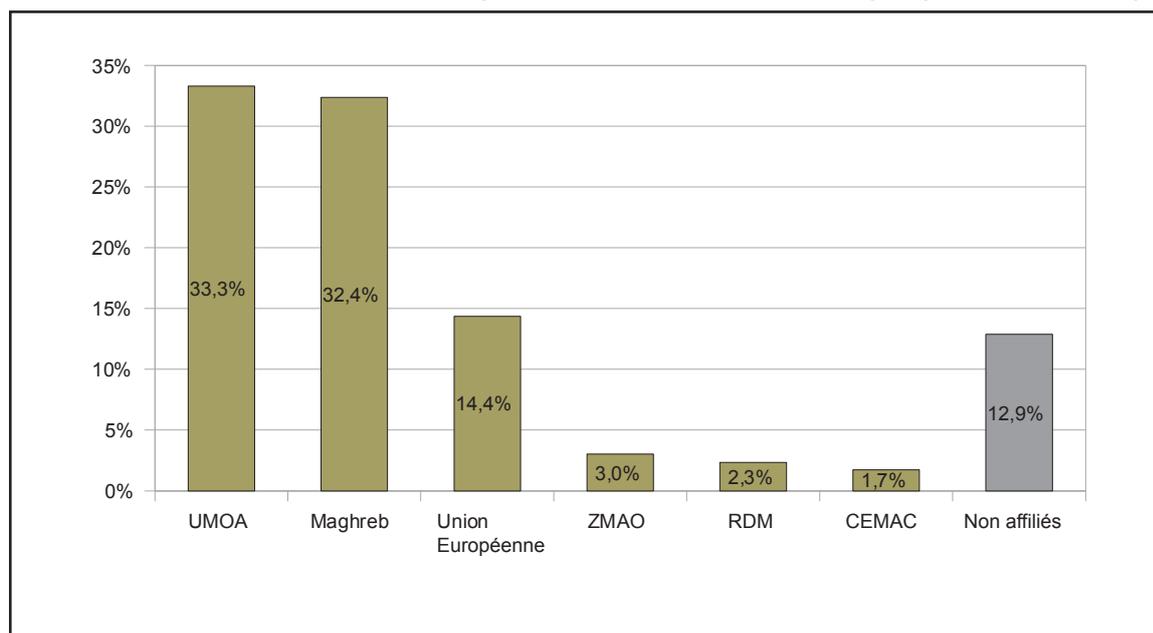
- Bridge Bank Group (1 établissement ; 0,9%) ;
- Citigroup (2 établissements ; 0,7%) ;
- Banque de Dakar (2 établissements ; 0,6%) ;
- Standard Chartered Bank (1 établissement ; 0,5%) ;
- Banque pour le Commerce et l'Industrie (2 établissements ; 0,5%) ;
- TLG Finance (4 établissements ; 0,3%) ;
- Afriland First Group (2 établissements ; 0,2%) ;
- Crédit Libanais (1 établissement ; 0,2%) ;
- SUNU (1 établissement ; 0,1%) ;
- Guaranty Trust Bank (1 établissement ; 0,1%) ;
- African Guaranteed Fund (1 établissement ; 0,1%) ;
- First Bank of Nigeria (1 établissement ; 0,1%) ;
- Atlantic International (1 établissement ; 0,1%) ;
- Standard Bank (1 établissement ; 0,1%) ;
- COFIPA (1 établissement ; 0,1%).

Ensemble, ces 18 groupes contrôlent trente-et-un (31) établissements de crédit de l'Union, totalisent 8,3% des actifs, détiennent 7,1% des implantations, 4,8% des GAB, 3,9% des comptes de la clientèle et emploient 8,5% des effectifs. Leur contribution au résultat net global du système bancaire de l'Union ressort à 5,3% au 31 décembre 2017.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la Décision n°014/24/06/CM/UMOA du Conseil des Ministres en date du 24 juin 2016 relative à la supervision sur base consolidée des établissements de crédit maisons-mères et des compagnies financières de l'UMOA, la Commission Bancaire, a adopté lors de sa session du 11 décembre 2017, la liste des compagnies financières holding et celle des compagnies financières holding intermédiaires de l'UMOA. Il a été recensé neuf (9) compagnies financières holding et deux (2) compagnies financières holding intermédiaires.

3.1.1.2.2. Groupes bancaires par zone géographique

Trente (30) groupes bancaires sont en activité dans l'UMOA au 31 décembre 2017. Ils proviennent principalement de l'UMOA et d'autres zones monétaires, en l'occurrence le Maghreb, l'Union Européenne, la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) et la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC).

Graphique 4 : Part de marché des groupes bancaires par zone géographique d'origine

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les groupes bancaires de l'UMOA⁴, à savoir les établissements de crédit dont les maisons-mères sont installées dans l'Union sont au nombre de neuf (9). Ces entités, qui totalisent 33,3% de part de marché, en terme de total d'actifs, détiennent trente-six (36) unités bancaires, représentant 28,4% des agences, emploient 27,9% des effectifs et concentrent 30,2% des comptes de la clientèle et 32,2% des dépôts. Elles portent 29,5% des crédits à la clientèle et réalisent 34,0% du résultat net global provisoire.

Avec une part des actifs de 32,4%, les sept (7) groupes bancaires du Maghreb⁵ présents dans l'Union disposent de quarante-trois (43) unités bancaires, représentent 37,2% du réseau d'agences et emploient 32,9% des effectifs. Ils détiennent 36,3% des comptes de la clientèle, 31,0% des dépôts de la clientèle et portent 33,1% des crédits octroyés. A fin décembre 2017, ces institutions contribuent à hauteur de 33,7% à la formation du résultat net global provisoire réalisé par le système bancaire. L'activité de ces groupes est dominée par les banques marocaines, avec 27,8% de part de marché, 27,0% des dépôts, 28,3% des crédits octroyés à la clientèle et 29,1% du résultat net global provisoire.

Les trois (3) groupes bancaires européens⁶, pour leur part, avec dix (10) filiales qui représentent 14,4% des actifs, 9,6% du réseau d'agences et 15,0% des effectifs, mobilisent 16,8% des dépôts et sont à l'origine de 17,9% des crédits accordés à la clientèle. Ils ont dégagé 20,5% du résultat net provisoire d'ensemble. Leurs activités sont dominées par les deux (2) banques françaises qui totalisent 13,9% de part de marché, 16,3% des dépôts, 17,7% des crédits et 20,5% du résultat net global provisoire de l'Union.

Avec une part de marché de 3,0%, les groupes bancaires de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO)⁷, au nombre de trois (3), proviennent exclusivement du Nigeria. Leurs six (6) unités constituent 3,0% du réseau d'agences et 3,6% des effectifs du personnel. Elles mobilisent 3,1% des dépôts et octroient 1,6% des crédits à la clientèle dans l'Union. L'apport au résultat net global du système bancaire est estimé à 2,0%.

4 - Burkina (CBI) - Côte d'Ivoire (BBG, NSIA BANQUE, SUNU) - Mali (BDM, COFIPA) - Sénégal (BDK) - Togo (ECOBANK, ORAGROUP).

5 - Maroc (ABI, Attijariwafa bank, BOA) - Libye (BSIC, LFB) - Mauritanie (BCI) - Tunisie (TLG Finance).

6 - France (Société Générale, BNP Paribas) - Royaume Uni (Standard Chartered Bank).

7 - Nigeria (UBA, First Bank, GTBank).

Les deux (2) groupes bancaires de la CEMAC⁸, avec quatre (4) unités bancaires qui détiennent 0,6% du réseau d'agences, 0,1% des comptes bancaires et 1,1% des effectifs du personnel, mobilisent 1,4% des dépôts et sont à l'origine de 2,1% des crédits à la clientèle. Leurs actifs représentent 1,7% du total de l'Union.

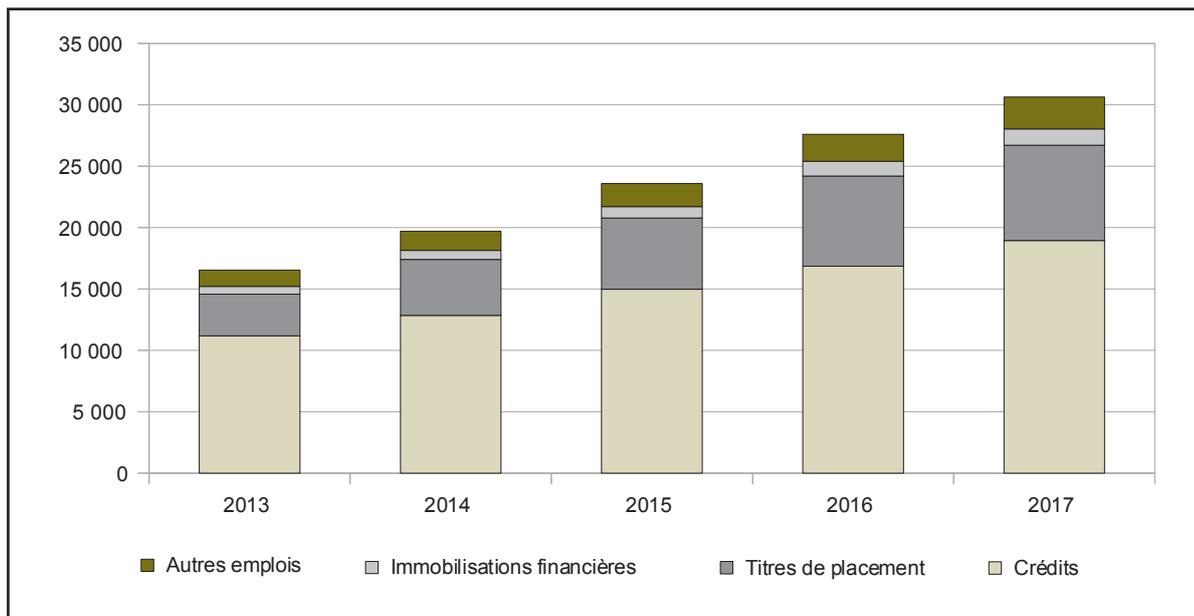
Les groupes bancaires des autres zones géographiques sont au nombre de six (6)⁹. Avec 2,3% de parts de marché, ils détiennent neuf (9) établissements, 2,3% du réseau d'agences et 2,2% des effectifs. Ces institutions représentent 2,5% des dépôts et des crédits à la clientèle ainsi que 1,0% des comptes bancaires. Elles ont contribué à hauteur de 3,4% à la formation du résultat net global provisoire.

3.1.2. Activités et résultats des établissements de crédit

3.1.2.1. Emplois

Les emplois du système bancaire ont progressé en 2017 de 11,0%, pour s'établir à 30 639,0 milliards à fin décembre 2017. Leur structure reste dominée par les crédits à la clientèle à hauteur de 61,9% et les titres de placement pour 25,3%, tandis que les parts des immobilisations financières et des autres emplois se situent respectivement à 4,3% et 8,5%.

Graphique 5 : Evolution des emplois des établissements de crédit (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les crédits à la clientèle ont augmenté de 12,4% en ressortant à 18 955,7 milliards à fin 2017. Ils sont composés principalement des crédits à court terme (46,6%), des crédits à moyen et long termes (46,7%), des créances en souffrance (5,6%) et des engagements de crédit-bail (1,1%).

Les crédits à court terme s'élèvent à 8 827,1 milliards et représentent environ la moitié du total des crédits. Ils ont enregistré un accroissement de 8,9% en rythme annuel, contre 6,8% à fin 2016.

8 - Gabon (BGFIBank) - République du Congo (Atlantic International).

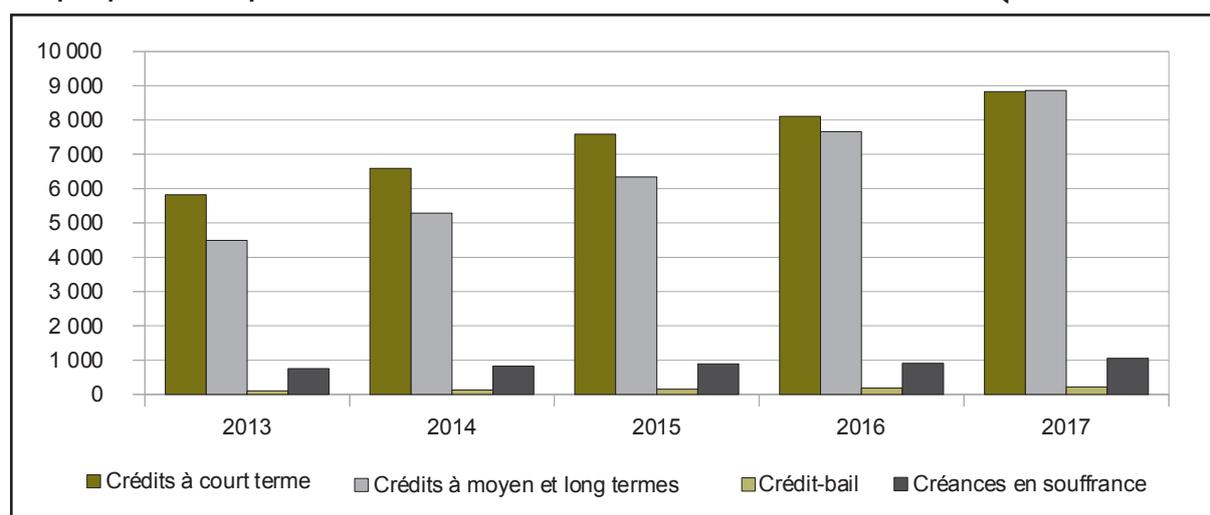
9 - Etats-Unis (Citigroup) - Liban (Crédit Libanais) - Arabie Saoudite (Tamweel Africa Holding) - Suisse (Afriland First Group) - Afrique du Sud (Standard Bank) - Kenya (African Guaranteed Fund).

Quant aux crédits à moyen et long termes, d'un montant de 8 857,1 milliards, ils ont affiché une progression annuelle de 15,6%, contre 20,9% l'année précédente.

S'agissant des créances en souffrance, elles se sont établies, en termes nets, à 1 053,3 milliards, soit une variation annuelle de 15,8%.

Les engagements de crédit-bail, pour leur part, ont enregistré une progression de 15,9%, en rythme annuel, à fin décembre 2017, atteignant 218,2 milliards, contre 20,1% un an plus tôt.

Graphique 6 : Analyse de la structure des crédits des établissements de crédit (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les titres de placement se sont établis à 7 765,9 milliards à fin 2017, soit une augmentation annuelle de 426,4 milliards (+5,8%).

S'agissant des immobilisations financières et des autres emplois, ils affichent 1 321,3 milliards et 2 596,1 milliards, respectivement en augmentation de 8,9% et 18,4% d'une année à l'autre.

La répartition sectorielle des concours octroyés par les établissements de crédit, au cours de l'exercice 2017, telle que retracée par la Centrale des Risques de la BCEAO, se présente comme suit :

Tableau 7 : Répartition des crédits déclarés à la Centrale des Risques par secteur d'activité

Secteurs d'activité	2013	2014	2015	2016	2017
Agriculture, sylviculture et pêche	3%	3%	4%	3%	4%
Industries extractives	2%	2%	2%	2%	2%
Industries manufacturières	17%	18%	19%	17%	16%
Electricité, gaz et eau	4%	4%	3%	4%	6%
Bâtiments et travaux publics	8%	9%	10%	9%	10%
Commerces, restaurants et hôtels	33%	30%	37%	33%	27%
Transports, entrepôts et communications	11%	10%	8%	10%	12%
Assurances, affaires immobilier et services aux entreprises	6%	7%	6%	7%	7%
Services à la collectivité et services sociaux	16%	17%	11%	15%	16%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%

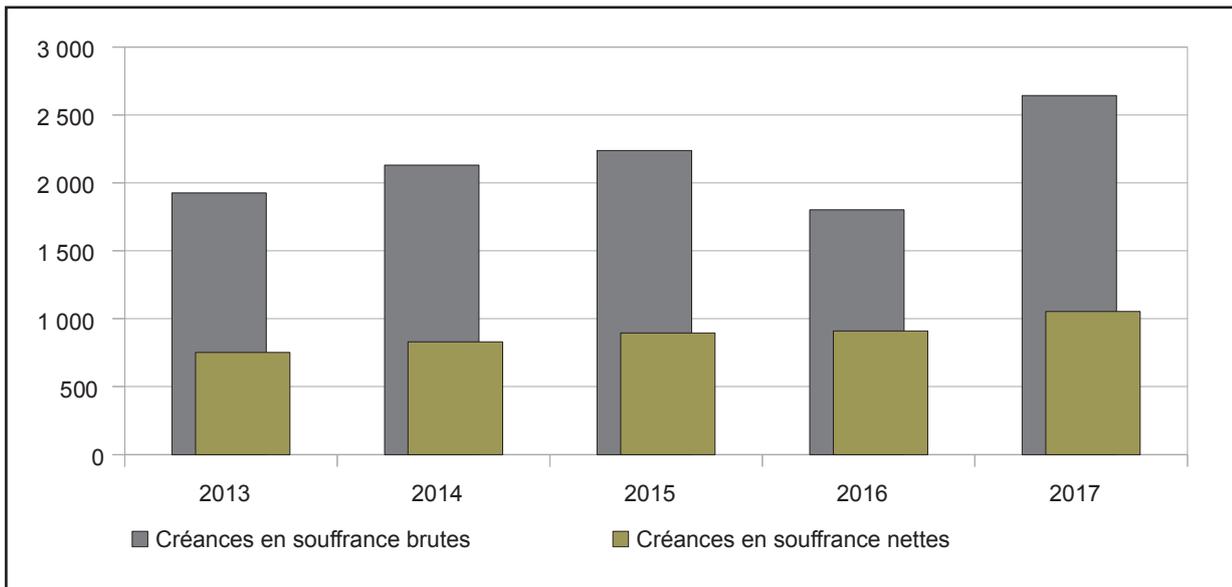
Source : BCEAO

3.1.2.2. Qualité du portefeuille

L'encours des créances en souffrance brutes a augmenté de 840,5 milliards (+46,6%) pour se fixer à 2 642,5 milliards à l'échelle de l'Union, à fin décembre 2017.

En prenant en compte l'impact des provisions constituées à hauteur de 1 589,2 milliards, les créances en souffrance nettes du système bancaire ressortent à 1 053,3 milliards, soit une progression de 143,8 milliards ou 15,8% à fin décembre 2017.

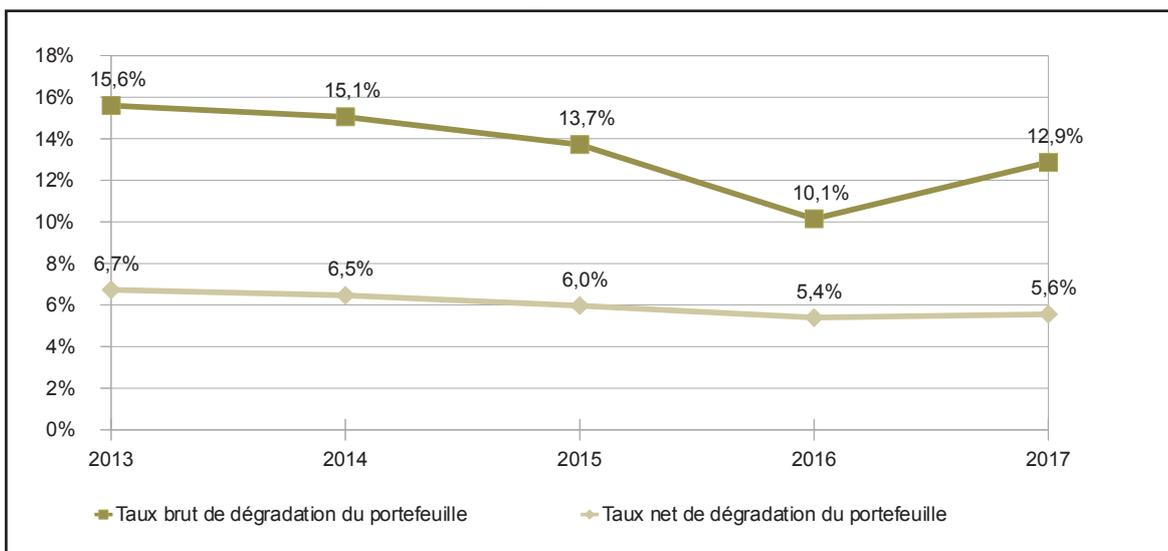
Graphique 7 : Evolution du niveau des créances en souffrance brutes et nettes (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Le taux brut de dégradation du portefeuille s'est établi à 12,9% à fin décembre 2017, en hausse de 2,7 points de pourcentage par rapport à 2016. Le taux net a, pour sa part, augmenté de 0,2 point de pourcentage, en affichant 5,6% en 2017, contre 5,4% un an plus tôt.

Graphique 8 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille des établissements de crédit



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.1.2.3. Ressources

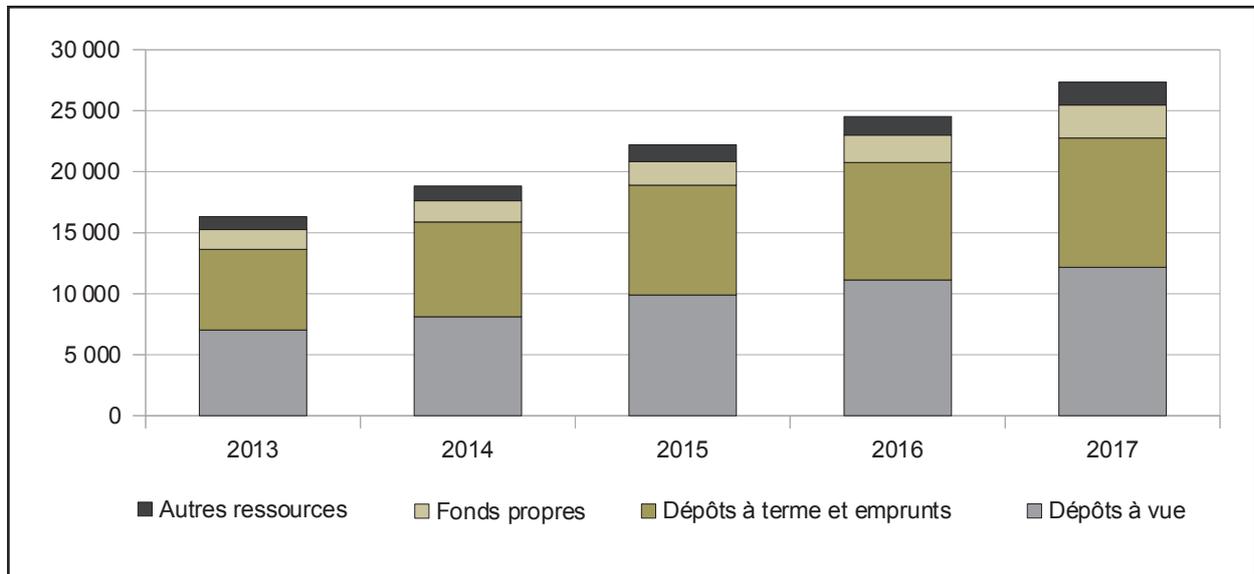
Les ressources mobilisées par les établissements de crédit de l'Union ont progressé de 11,5%, en glissement annuel, pour s'établir à 27 335,6 milliards à fin 2017. Elles sont composées de dépôts et emprunts (83,3%), de fonds propres nets (9,9%) et d'autres ressources (6,8%).

Les dépôts et emprunts ont affiché une hausse annuelle de 9,7% en ressortant à 22 772,7 milliards à fin 2017. Ils sont constitués, pour l'essentiel, des dépôts à vue (12 168,1 milliards ; 53,4%) et de dépôts à terme (10 604,6 milliards ; 46,6%), qui ont augmenté au cours de la période sous revue, respectivement de 9,3% et 10,2%.

Les fonds propres nets du système bancaire ont cru de 458,5 milliards (+20,5%), en passant de 2 240,2 milliards en 2016 à 2 698,7 milliards en 2017.

Quant aux autres ressources (dettes rattachées, versements à effectuer sur titres et immobilisations financières, comptes d'ordre et divers, provisions pour risques et charges), elles ont enregistré une hausse de 344,2 milliards (+22,6%), en glissement annuel, pour se fixer à 1 864,2 milliards à fin 2017.

Graphique 9 : Evolution des ressources des établissements de crédit (en milliards de FCFA)

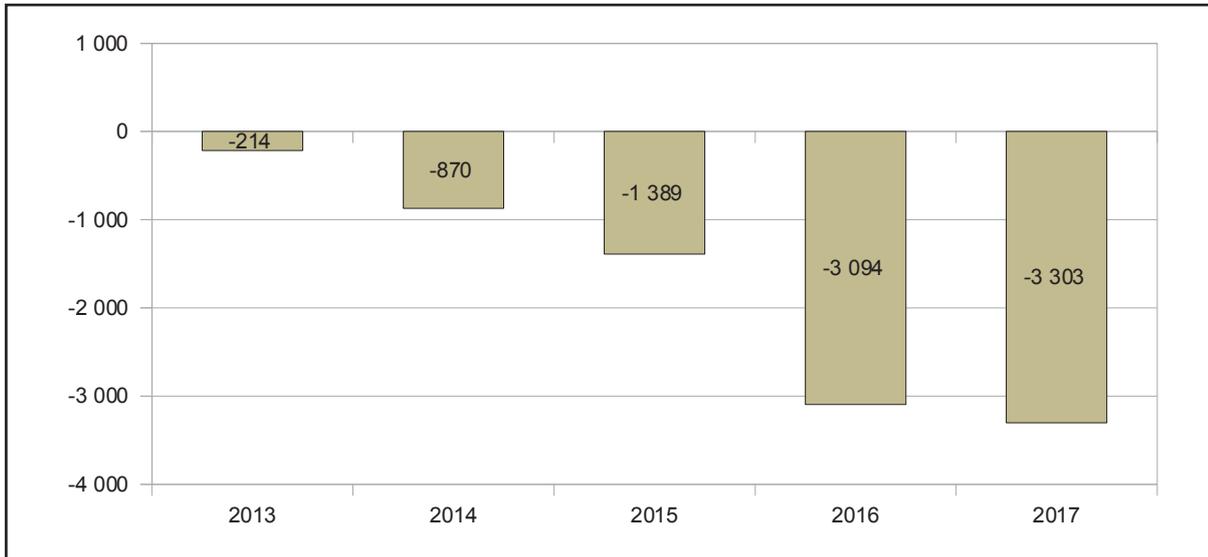


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.1.2.4. Trésorerie

La trésorerie des établissements de crédit de l'Union a poursuivi sa tendance baissière observée depuis 2013. Elle a affiché un déficit de 3 303,4 milliards à fin 2017, contre -3 093,9 milliards un an plus tôt, soit une dégradation de 209,5 milliards.

Graphique 10 : Evolution de la trésorerie des établissements de crédit (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

D'une année à l'autre, il a été observé une accentuation des déficits, par ordre d'importance, sur les places bancaires du Sénégal (-131,2 milliards), de la Côte d'Ivoire (-76,2 milliards), du Niger (-54,9 milliards), du Bénin (-50,9 milliards) et du Togo (-44,5 milliards).

En revanche, un repli a été noté sur les déficits enregistrés au Burkina, au Mali et en Guinée-Bissau, respectivement à hauteur de 71,7 milliards, 66,6 milliards et 9,8 milliards.

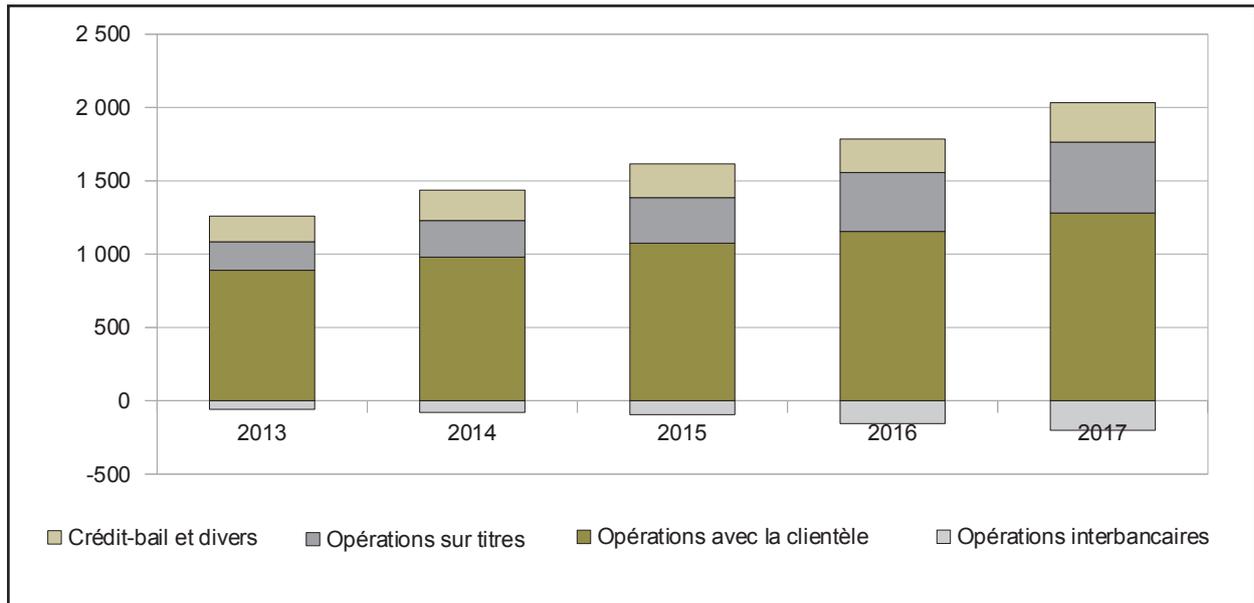
3.1.2.5. Résultats

Au 31 décembre 2017, le Produit Net Bancaire (PNB) de l'ensemble du système bancaire s'est établi à 1 827,2 milliards, en progression de 10,8%, en rythme annuel. Il est principalement composé des revenus nets des opérations avec la clientèle et de ceux relatifs aux opérations sur titres, qui en représentent respectivement 70,1% et 26,5%, contre 71,2% et 24,7% en 2016.

Les produits nets des opérations avec la clientèle et sur titres ont progressé respectivement de 10,9% et 20,7% pour s'établir à 1 281,2 milliards et 483,7 milliards en 2017.

Le produit net des opérations de crédit-bail et opérations diverses a augmenté de 16,5%, en passant de 229,6 milliards en 2016 à 267,5 milliards à fin 2017.

Quant au résultat des opérations de trésorerie et interbancaires, il est ressorti déficitaire de 200,6 milliards en 2017 après un déficit de 156,5 milliards à fin 2016. Cette situation est induite par une augmentation de 70,5 milliards des charges, insuffisamment couverte par celle des produits de 26,3 milliards.

Graphique 11 : Evolution et décomposition du Produit Net Bancaire (en milliards de FCFA)


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

La croissance du PNB a permis de porter le produit global d'exploitation à 1 959,9 milliards en 2017, contre 1 742,0 milliards un an plus tôt, soit une variation annuelle de 12,5%.

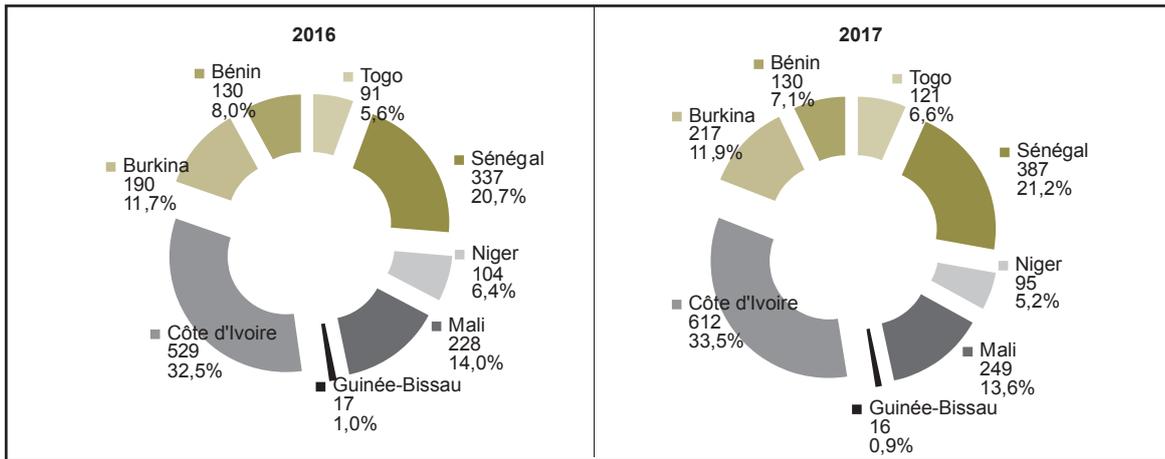
Le résultat brut d'exploitation a augmenté de 17,7% en ressortant à 754,8 milliards, en liaison principalement avec une progression plus importante du PNB (+10,8%) par rapport aux frais généraux (+9,6%).

En prenant en compte les provisions nettes sur risque chiffrées à 239,4 milliards, le résultat d'exploitation s'est établi à 519,9 milliards à la fin de l'exercice 2017, contre 466,3 milliards un an plus tôt. Les constitutions de provisions, en termes nets, ont concerné, par ordre d'importance, les établissements de la Côte d'Ivoire (61,8 milliards), du Mali (46,2 milliards), du Togo (37,8 milliards), du Bénin (34,2 milliards), du Burkina (29,4 milliards), du Sénégal (22,4 milliards), du Niger (4,6 milliards) et de la Guinée-Bissau (3,0 milliards).

Le résultat net global provisoire a affiché une croissance de 29,3% en s'établissant à 449,7 milliards à fin 2017, contre 347,7 milliards en 2016. Toutes les places bancaires ont contribué à cette orientation favorable, à l'exception de celle de la Guinée-Bissau (-0,8 milliard).

Les bénéfices se répartissent, par ordre d'importance, entre la Côte d'Ivoire (158,4 milliards), le Sénégal (111,3 milliards), le Burkina (74,5 milliards), le Mali (53,9 milliards), le Togo (27,0 milliards), le Niger (24,6 milliards) et le Bénin (0,8 milliard).

Graphique 12 : Produit Net Bancaire par place bancaire en 2016 et 2017 (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.1.2.6. Principaux ratios d'exploitation

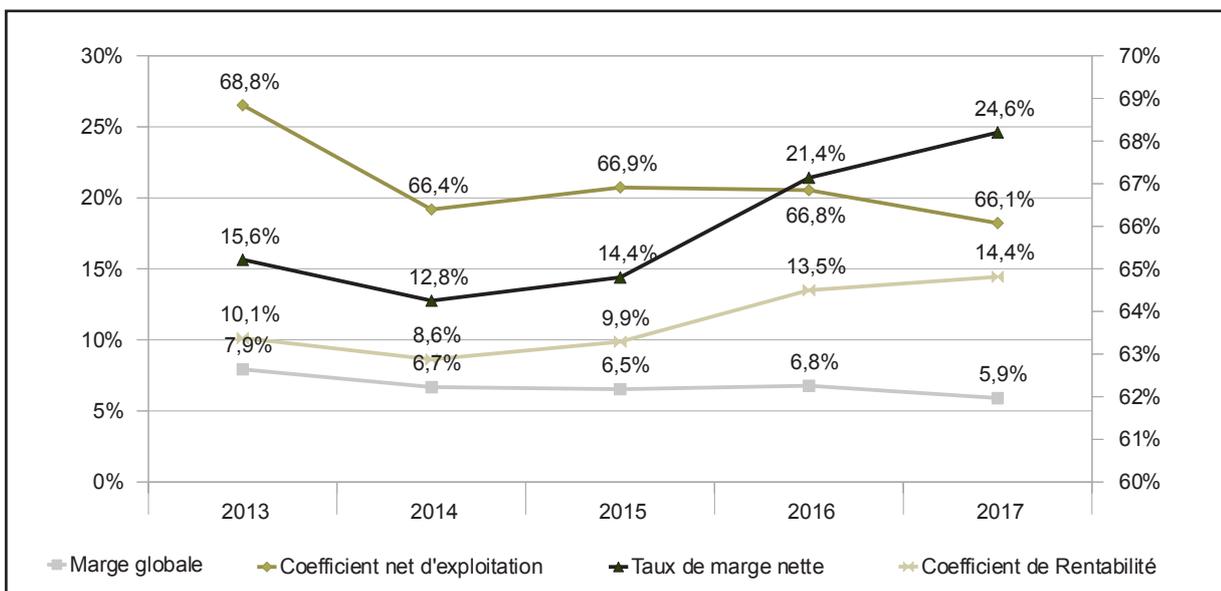
La marge globale a affiché un repli en s'établissant à 5,9% en 2017, contre 6,8% en 2016, en liaison avec une baisse plus importante du rendement des prêts (-1,2 point de pourcentage) par rapport au coût des capitaux (-0,3 point de pourcentage).

Poursuivant la tendance baissière entamée depuis quelques années, le coefficient net d'exploitation s'est amélioré de 0,7 point de pourcentage, en glissement annuel, pour se situer à 66,1% en 2017. Ce ratio mesure le niveau d'absorption du PNB par les frais généraux.

En définitive, le taux de marge nette, qui indique la rentabilité d'un établissement de crédit sur l'exercice en rapportant son résultat net au produit net bancaire, a progressé de 3,2 points de pourcentage, d'une année à l'autre, pour se fixer à 24,6% au 31 décembre 2017.

Quant au coefficient de rentabilité, qui mesure le rendement des fonds propres par rapport au résultat net, il a augmenté de 0,9 point de pourcentage en ressortant à 14,4% à fin 2017.

Graphique 13 : Evolution des principaux ratios caractéristiques du système bancaire



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Tableau 8 : Situation résumée de l'activité des établissements de crédit

(Montants en millions de FCFA)

RUBRIQUES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	Variation (2017/2016)
EMPLOIS NETS (1+2)	23 595 994	27 607 109	30 638 980	11,0%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	14 972 661	16 861 578	18 955 697	12,4%
a) Crédits à court terme	7 584 200	8 102 079	8 827 073	8,9%
b) Crédits à moyen terme	5 761 265	6 850 172	7 929 636	15,8%
c) Crédits à long terme	576 307	811 431	927 490	14,3%
d) Opérations de crédit-bail	156 779	188 317	218 169	15,9%
e) Crédits en souffrance	894 110	909 579	1 053 329	15,8%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	8 623 333	10 745 531	11 683 283	8,7%
a) Titres de placement	5 822 626	7 339 493	7 765 888	5,8%
b) Immobilisations financières	926 173	1 213 587	1 321 317	8,9%
c) Autres immobilisations	975 407	1 092 409	1 182 359	8,2%
d) Divers	899 127	1 100 042	1 413 719	28,5%
RESSOURCES (1+2+3)	22 207 470	24 513 256	27 335 567	11,5%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	18 906 683	20 753 084	22 772 705	9,7%
a) A vue	9 890 737	11 131 855	12 168 149	9,3%
b) A terme	9 015 946	9 621 229	10 604 556	10,2%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	1 934 751	2 240 197	2 698 687	20,5%
a) Capital, dotations & réserves	1 634 351	1 933 622	2 356 857	21,9%
b) Autres	300 400	306 575	341 830	11,5%
3. AUTRES RESSOURCES	1 366 036	1 519 975	1 864 175	22,6%
TRESORERIE : RESSOURCES - EMPLOIS	-1 388 524	-3 093 853	-3 303 413	6,8%
EVOLUTION DES RESULTATS				
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	-93 858	-163 051	-200 623	23,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 074 285	1 173 775	1 281 191	9,2%
OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERSES	311 889	407 724	483 703	18,6%
CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES	18 800	23 137	36 989	59,9%
OPERATIONS DIVERSES	211 775	211 507	230 524	9,0%
DEDUCTION DES INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	-3 195	-3 529	-4 585	29,9%
1. PRODUIT NET BANCAIRE OU FINANCIER	1 519 696	1 649 563	1 827 199	10,8%
PRODUITS ACCESSOIRES NETS	87 712	92 416	132 671	43,6%
2. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION	1 607 408	1 741 979	1 959 870	12,5%
FRAIS GENERAUX	-902 661	-971 799	-1 064 656	9,6%
AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	-113 412	-129 153	-140 457	8,8%
3. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	591 335	641 027	754 757	17,7%
PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	-288 239	-178 305	-239 452	34,3%
REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	3 195	3 529	4 585	29,9%
4. RESULTAT D'EXPLOITATION	306 291	466 251	519 890	11,5%
RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-12 991	-41 176	6 027	-114,6%
RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-13 465	-11 753	-325	-97,2%
IMPÔT SUR LE BENEFICE	-61 043	-65 612	-75 936	15,7%
5. RESULTAT	218 792	347 710	449 656	29,3%

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	Ecart (2017/2016)
Taux brut de dégradation du portefeuille clientèle Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts	13,7%	10,1%	12,9%	2,7
Taux net de dégradation du portefeuille clientèle Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets	6,0%	5,4%	5,6%	0,2
Taux de provisionnement des créances en souffrance Provisions constituées / Créances en souffrance brutes	60,1%	49,5%	60,1%	10,6
Taux de provisionnement des douteux & litigieux Provisions constituées / Créances douteuses et litigieuses brutes	74,6%	49,3%	75,7%	26,4
Marge globale Rendement des prêts - Coût des capitaux	6,5%	6,8%	5,9%	-0,9
Coefficient net d'exploitation (Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire	66,9%	66,8%	66,1%	-0,8
Effort net de provisionnement Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)	48,5%	27,0%	31,5%	4,5
Taux de marge nette Résultat net / Produit Net Bancaire	14,4%	21,4%	24,6%	3,2
Coefficient de rentabilité Résultat net / Fonds propres	9,9%	13,5%	14,4%	0,9
Rentabilité des actifs Résultat net / Total des actifs	0,6%	1,1%	1,3%	0,2

(*) : données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

ENCADRE N°2 : 2^{èmes} RENCONTRES ENTRE LE SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA ET LES DIRECTEURS GENERAUX AINSI QUE LES COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT



Allocution de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la BCEAO, Président de la Commission Bancaire, à l'occasion de la 2^{ème} rencontre entre le SGCB et les Directeurs Généraux des établissements de crédit (Abidjan, le 15 mai 2017)

Le 15 mai 2017 s'est tenue dans la salle de conférence de la CRRAE-UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire), les 2^{èmes} rencontres entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et les Directeurs Généraux ainsi que les Commissaires aux Comptes (CAC) titulaires des établissements de crédit.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la BCEAO, Président de la Commission Bancaire de l'UMOA. Elle a regroupé quatre-vingt (80) Directeurs Généraux d'établissements de crédit en activité dans l'Union et soixante-dix (70) Commissaires aux Comptes titulaires auprès de ces assujettis.

Ces concertations constituaient une opportunité de prolonger le dialogue et l'écoute initialement engagés lors de la première édition tenue le 9 décembre 2015, en marge des cérémonies commémoratives du 25^{ème} anniversaire de la création de la Commission Bancaire de l'UMOA. Elles avaient pour objectif d'échanger sur les préoccupations des Directeurs Généraux et des CAC, dans un contexte marqué par la révision du cadre prudentiel régissant l'activité bancaire, l'adoption du Plan Comptable Bancaire révisé ainsi que la mise en œuvre de la mesure de relèvement du capital social minimum des établissements de crédit.

S'agissant de la rencontre avec les Directeurs Généraux, les travaux ont porté principalement sur l'état d'exécution des diligences issues des premières rencontres, les principaux constats faits des contrôles au titre de l'année 2016, les pistes d'amélioration de la gouvernance et de renforcement des contrôles interne et externe. L'état de mise en œuvre des diligences préalables

à l'entrée en vigueur du Plan Comptable Bancaire révisé et du dispositif prudentiel ainsi que les préoccupations émises par la FAPBEF-UEMOA, ont également été discutés.

Concernant celle avec les CAC, les discussions ont été articulées autour de l'impact du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA sur la mission des Commissaires aux Comptes et la mise en place d'un cadre de concertation entre le SGCB et les Commissaires aux Comptes titulaires.

Au terme des rencontres, il a été noté la nécessité d'améliorer la gouvernance d'entreprise des établissements de crédit. Cette situation constitue une préoccupation à la fois des Directeurs Généraux des établissements de crédit et de l'Autorité de supervision et justifie, à d'autres égards, l'importance de ce cadre de dialogue, qui au fil des années, devra être davantage renforcé.

Il a également été défini, en relation avec les CAC, les grands traits des modalités pratiques d'organisation de la concertation avec le superviseur. Un consensus s'est dégagé, au terme des discussions, au niveau des auditeurs externes des établissements de crédit sur la périodicité de ces rencontres.

3.2. SECTEUR DE LA MICROFINANCE

3.2.1. Paysage des systèmes financiers décentralisés

L'activité de microfinance est régie par la Loi uniforme portant réglementation des SFD, son décret d'application ainsi que les Instructions d'application de la BCEAO.

Selon les dispositions de l'article 44 de cette Loi et de l'Instruction n°007-06-2010 de la BCEAO relative aux modalités de contrôle et de sanction par la Banque Centrale et la Commission Bancaire, ces Autorités de supervision procèdent, après information du Ministre, au contrôle de tout SFD, dont le niveau d'activités atteint un seuil de deux (2) milliards d'encours de dépôts ou de crédits au terme de deux (2) exercices consécutifs. Les autres SFD n'ayant pas atteint ce seuil relèvent du périmètre de supervision des Ministères des Finances.

Sur la base des données comptables reçues au titre des deux (2) derniers exercices, le nombre de SFD relevant de l'article 44 a augmenté de seize (16) unités pour s'établir à cent quarante-six (146) institutions au 31 décembre 2017.

Le paysage des SFD soumis au contrôle de la Commission Bancaire de l'UMOA est composé de soixante-deux (62) faïtières et caisses unitaires et quatre-vingt quatre (84) caisses de base affiliées.

La répartition par pays se présente comme suit :

Tableau 9 : Nombre de SFD agréés relevant de l'article 44

Pays	Faïtières et caisses unitaires	Caisses de base affiliées	Total
Bénin	11	7	18
Burkina	10	17	27
Côte d'Ivoire	9	10	19
Guinée-Bissau	0	0	0
Mali	7	4	11
Niger	4	0	4
Sénégal	11	36	47
Togo	10	10	20
Total	62	84	146

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.2.2. Activités et résultats des systèmes financiers décentralisés

Les données financières et statistiques ont été collectées auprès de cent quarante-deux (142) SFD, soit 97,3% des institutions relevant de l'article 44.

Tableau 10 : Parts de marché des SFD relevant de l'article 44

Pays	SFD auprès desquels les données ont été collectées			Total bilan (millions FCFA)	Parts de marché (*)
	Faïtières et caisses unitaires	Caisses de base affiliées	Total		
Bénin	11	7	18	175 044	10,5%
Burkina	9	17	26	297 923	17,8%
Côte d'Ivoire	9	10	19	334 185	20,0%
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0,0%
Mali	6	3	9	136 447	8,2%
Niger	4	0	4	39 884	2,4%
Sénégal	11	36	47	503 281	30,1%
Togo	9	10	19	184 140	11,0%
UMOA	59	83	142	1 670 904	100%

(*) Par rapport au total de bilan des SFD relevant de l'article 44

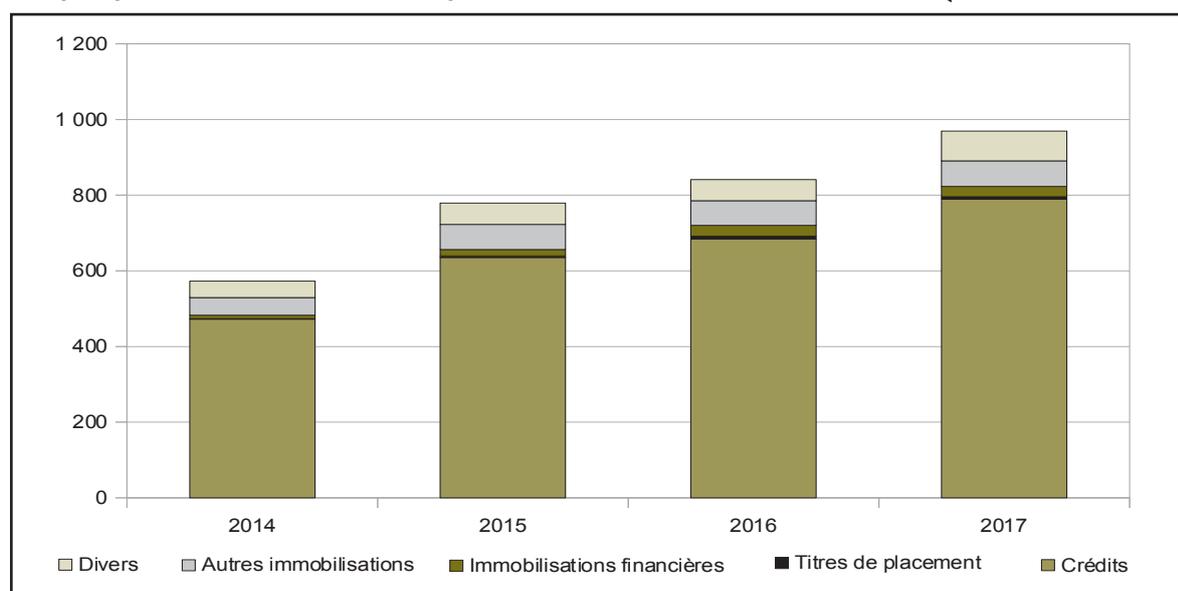
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A fin 2017, ces établissements ont affiché un total de bilan de 1 670,9 milliards, en augmentation de 12,2% par rapport à fin 2016, provenant de l'évolution des actifs en Côte d'Ivoire (+34,4%), au Sénégal (+11,8%), au Burkina (+8,8%), au Mali (+6,3%), au Bénin (+3,7%) et au Togo (+2,9%).

3.2.2.1. Emplois

Les emplois des SFD ont progressé, en variation annuelle, de 15,3%, pour s'établir à 969,6 milliards à fin 2017. Leur structure reste dominée par les crédits à la clientèle (81,4% en 2017 contre 81,3% en 2016).

Les immobilisations financières représentent 2,8% des emplois en 2017, contre 3,4% un an plus tôt. Quant aux autres emplois (titres de placement, autres immobilisations, divers), leur part ressort à 15,7%, contre 15,3% en 2016.

Graphique 14 : Evolution des emplois des SFD relevant de l'article 44 (en milliards de FCFA)


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les crédits à la clientèle ont augmenté de 15,4%, en rythme annuel, pour s'établir à 789,7 milliards à fin 2017. Ils sont composés des crédits à court terme, des crédits à moyen et long termes et des opérations d'engagement par signature.

Les crédits à court terme s'élèvent à 351,5 milliards et représentent 44,5% du total des crédits. Ils ont enregistré un accroissement annuel de 17,7%.

Les crédits à moyen et long termes se chiffrent à 418,6 milliards à fin 2017 et représentent 53,0% du total des crédits. Ils ont affiché une progression annuelle de 13,9% par rapport à l'exercice précédent.

Les créances en souffrance se sont établies, en termes nets, à 19,5 milliards, en variation annuelle, de 9,0%.

Quant aux opérations d'engagement par signature, ils ont enregistré une baisse de 29,7% à fin décembre 2017, en s'établissant à 168 millions.

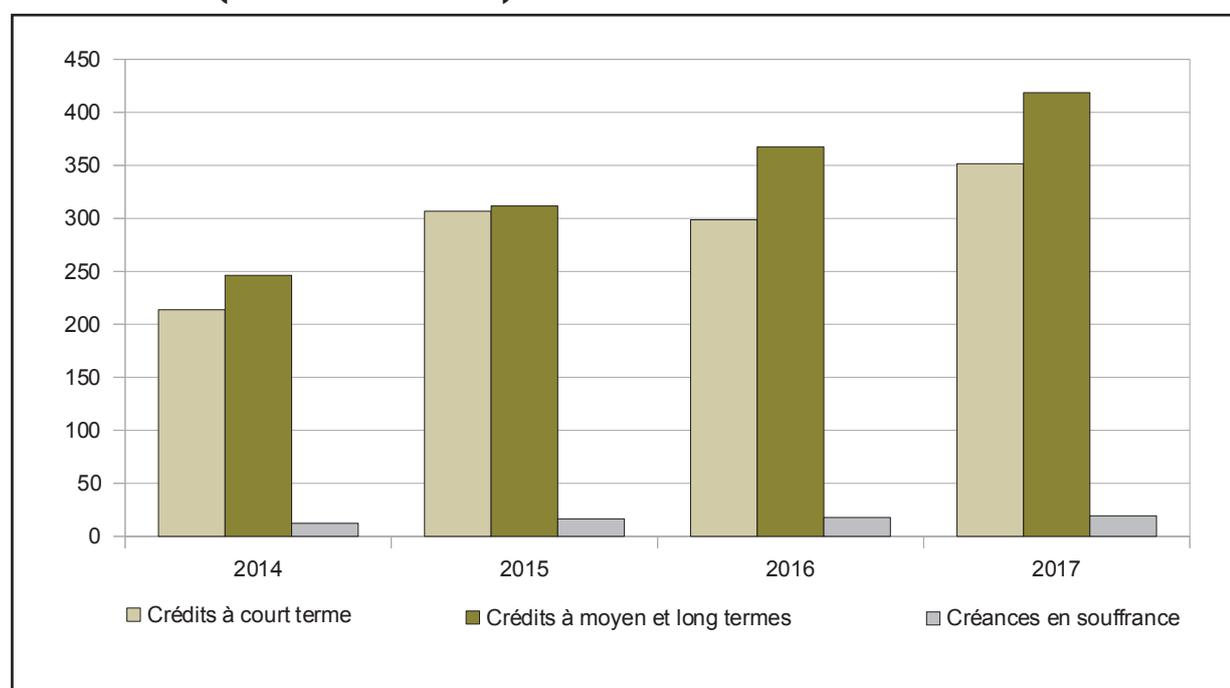
Les titres de placement ont été comptabilisés à 5,9 milliards à fin 2017, en baisse de 22,9% par rapport à l'exercice précédent.

Les immobilisations financières se sont inscrites à 27,4 milliards, en repli de 3,5% d'une année à l'autre.

Les autres immobilisations sont en accroissement de 3,5%, en glissement annuel, pour se situer à 67,4 milliards en 2017.

Quant aux divers emplois (créances rattachées, compte de stock, débiteurs divers, compte d'ordre et divers, etc.), leur niveau a atteint 79,3 milliards en 2017, en progression de 41,1% par rapport à 2016.

Graphique 15 : Analyse de la structure des crédits des SFD relevant de l'article 44
(en milliards de FCFA)



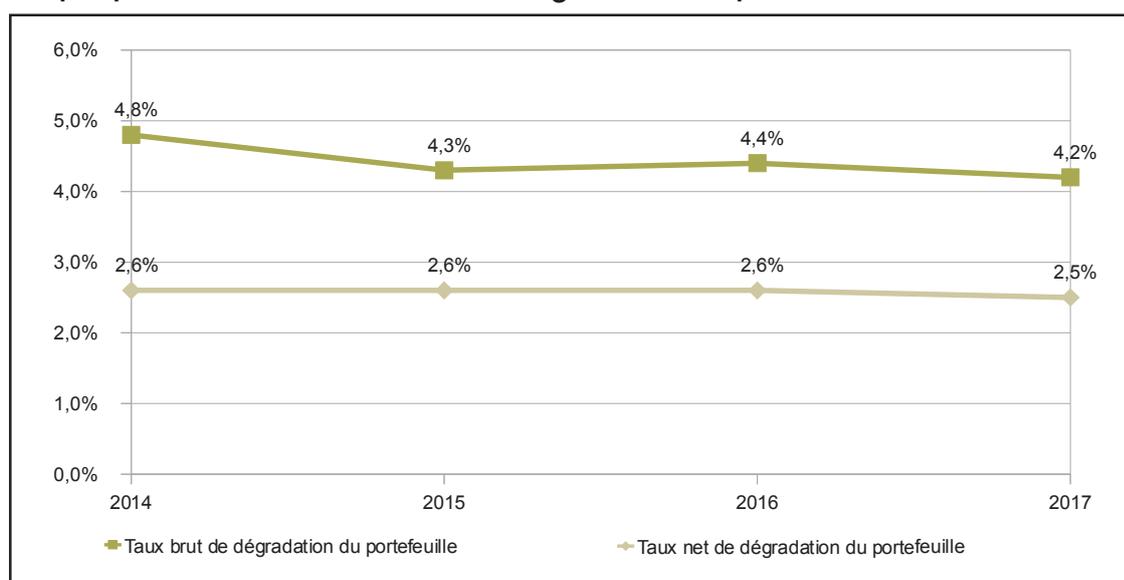
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.2.2.2. Qualité du portefeuille

L'encours des créances en souffrance brutes des SFD relevant de l'article 44 a augmenté de 10,1%, en variation annuelle, pour se fixer à 34,1 milliards à l'échelle de l'Union à fin 2017. En prenant en compte l'impact des provisions constituées, d'un montant de 14,6 milliards, les créances en souffrance nettes s'élèvent à 19,5 milliards en 2017, contre 17,9 milliards un an plus tôt. Le taux de provisionnement ressort ainsi à 42,9%, contre 42,3% au terme de l'exercice 2016.

En conséquence, les taux brut et net de dégradation du portefeuille se sont établis, respectivement à 4,2% et 2,5% à fin 2017, en contraction de 0,2 et 0,1 point de pourcentage par rapport à 2016.

Graphique 16 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille des SFD



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

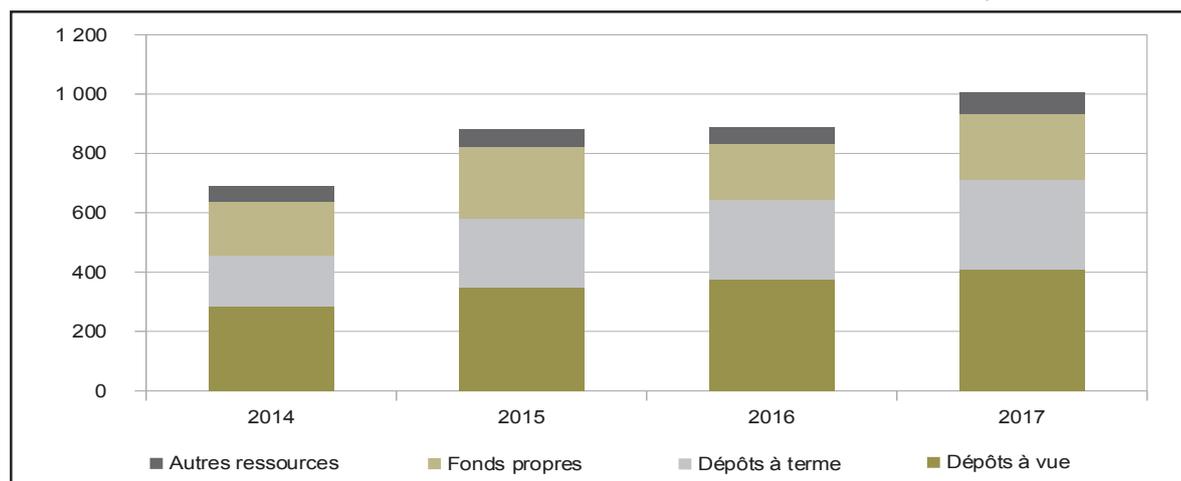
3.2.2.3. Ressources

Les ressources mobilisées par les SFD ont progressé de 13,5%, en glissement annuel, pour atteindre 1 006,6 milliards au 31 décembre 2017. Elles sont composées des dépôts et emprunts (70,5%), des fonds propres (22,3%) et des autres ressources (7,2%).

Les dépôts et emprunts ont affiché une hausse, en rythme annuel, de 10,1% à fin 2017, pour ressortir à 709,4 milliards. Ils sont constitués, pour l'essentiel, des dépôts à vue et à terme, dans des proportions respectives de 57,7% et 42,3%.

Les fonds propres des SFD relevant de l'article 44 ont progressé de 20,8% pour s'établir à 224,6 milliards, contre 185,9 milliards à fin 2016.

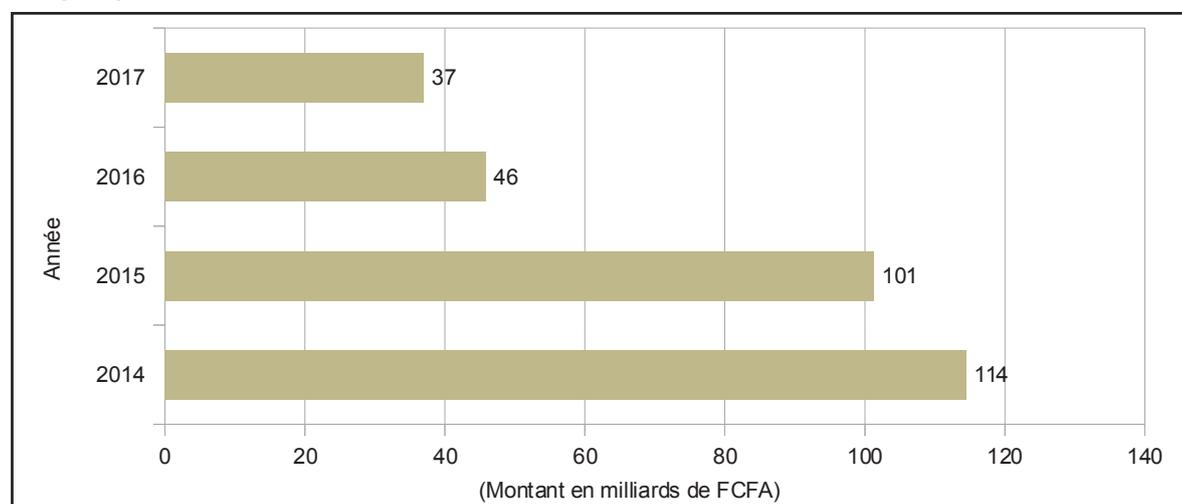
Quant aux autres ressources (dettes rattachées, versements à effectuer sur titres et immobilisations financières, comptes d'ordre et divers, provisions pour risques et charges), elles ont augmenté de 27,4%, pour se fixer à 72,6 milliards à fin décembre 2017.

Graphique 17 : Evolution des ressources des SFD relevant de l'article 44 (en milliards de FCFA)


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.2.2.4. Trésorerie

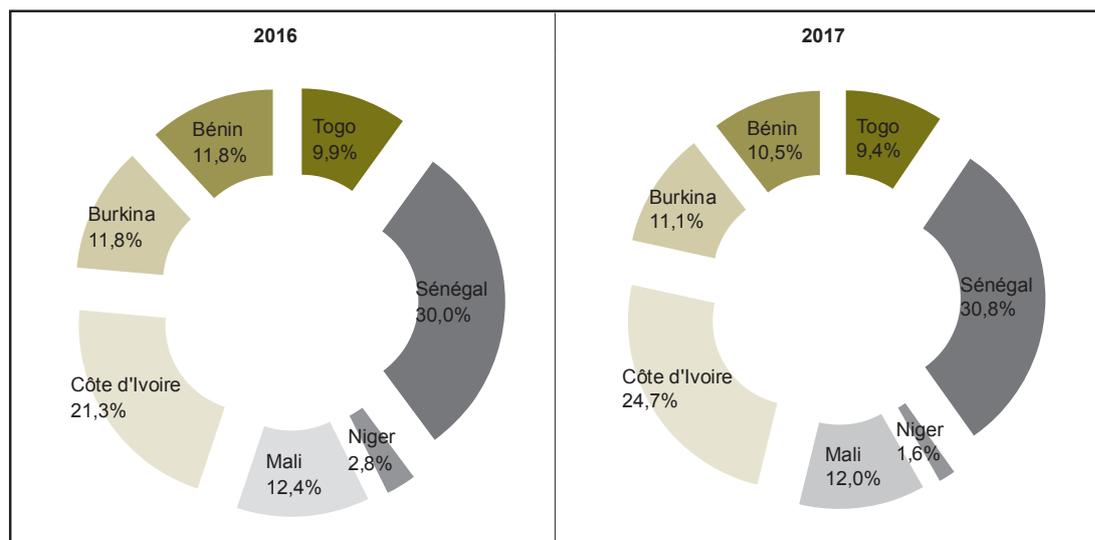
La trésorerie des SFD relevant de l'article 44 a affiché un excédent de 37,0 milliards à fin 2017, contre 45,8 milliards un an plus tôt, soit un fléchissement de 19,4%. Cette tendance baissière observée depuis plusieurs années, résulte d'une progression des ressources, en valeur absolue, moins importante que celle des emplois. En 2017, il a été noté une augmentation des ressources de 13,5%, contre 15,3% pour les emplois.

Graphique 18 : Evolution de la trésorerie des SFD relevant de l'article 44


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.2.2.5. Résultats

Au 31 décembre 2017, le Produit Net Financier (PNF) de l'ensemble des SFD relevant de l'article 44 s'est établi à 158,7 milliards, en progression de 14,3%, en rythme annuel.

Graphique 19 : Produit Net Financier des SFD par place bancaire en 2016 et 2017


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

La croissance du PNF a permis de porter le produit global d'exploitation à 178,4 milliards en 2017, contre 163,1 milliards un an plus tôt, soit une croissance annuelle de 9,4%.

Le résultat brut d'exploitation a augmenté de 45,0% en ressortant à 39,7 milliards, en liaison principalement avec la progression plus importante du PNF (+14,3%) par rapport aux frais généraux (+3,4%).

En prenant en compte les provisions nettes sur risque chiffrées à 24,1 milliards, le résultat d'exploitation s'est établi à 15,6 milliards à la fin de l'exercice 2017, contre 15,1 milliards un an plus tôt.

Quant au résultat net global provisoire, il a affiché une croissance de 14,2% en ressortant à 20,1 milliards contre 17,6 milliards, à titre définitif, au terme de l'exercice 2016. Cette orientation favorable a été notée dans tous les pays, à l'exception du Niger (-0,4 milliard) et du Mali (-0,2 milliard).

Les bénéfices se répartissent, par ordre d'importance, entre le Sénégal (8,2 milliards), le Burkina (5,1 milliards), la Côte d'Ivoire (4,5 milliards), le Bénin (1,8 milliard) et le Togo (1,1 milliard).

3.2.2.6. Principaux ratios financiers

La marge bénéficiaire a affiché une progression de 0,3 point de pourcentage entre 2016 et 2017, en s'établissant à 6,2% contre 5,9%. Cet indicateur (norme > 20%), mesure la part du résultat d'exploitation dégagée sur le montant total des produits d'exploitation.

La rentabilité des fonds propres ressort à 5,1% en 2017 contre 5,9% à fin 2016, pour une norme minimale au dessus de 15%. Elle établit un quotient entre le résultat d'exploitation hors subvention et les fonds propres moyens sur la période.

Le taux de rendement des actifs s'est établi à 13,7% en 2017 contre 13,5% un an plus tôt, soit une augmentation de 0,2 point de pourcentage. Ce ratio (norme > 15%) met en relation le montant des intérêts et commissions perçus sur les actifs productifs de la période.

Le coefficient net d'exploitation s'est amélioré de 8,4 points de pourcentage, en glissement annuel, pour se situer à 80,0% en 2017, contre 88,4% l'année précédente. Ce ratio mesure le niveau d'absorption du PNB par les frais généraux. Il doit être inférieur ou égale à 40% pour les structures de crédit direct et à 60% pour les structures d'épargne et de crédit.

Tableau 11 : Situation résumée de l'activité des SFD relevant de l'article 44

(En millions de FCFA)

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2016	31/12/2017 (*)	Variation 2017-2016
EMPLOIS NETS (1+2)	841 301	969 634	15,3%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	684 079	789 732	15,4%
a) Crédits à court terme	298 607	351 486	17,7%
b) Crédits à moyen terme	268 611	308 873	15,0%
c) Crédits à long terme	98 751	109 734	11,1%
d) Opérations de crédit-bail	239	168	-29,7%
e) Crédits en souffrance	17 871	19 471	9,0%
. Crédits immobilisés	3 510	3 093	-11,9%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	8 447	10 857	28,5%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	3 314	3 691	11,4%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus (provisions)	2 600	1 830	-29,6%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus (provisions)	13 116	14 640	11,6%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	157 222	179 902	14,4%
a) Titres de placement	7 594	5 858	-22,9%
b) Immobilisations financières	28 363	27 372	-3,5%
c) Autres immobilisations	65 094	67 400	3,5%
d) Divers	56 171	79 272	41,1%
RESSOURCES (1+2+3)	887 149	1 006 586	13,5%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	644 272	709 381	10,1%
a) A vue	373 511	409 042	9,5%
b) A terme	270 761	300 339	10,9%
dépôts à terme et bons de caisse	116 719	132 451	13,5%
comptes d'épargne à régime spécial	69 527	74 913	7,7%
autres	84 515	92 975	10,0%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	185 919	224 636	20,8%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	109 873	125 190	13,9%
dont 15% du résultat (si positif)	1 942	3 587	84,7%
b) Autres	76 046	99 446	30,8%
3. AUTRES RESSOURCES	56 958	72 569	27,4%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	45 848	36 952	-19,4%

RESULTATS	31/12/2016	31/12/2017 (*)	Variation 2017-2016
PRODUITS FINANCIERS	175 425	197 405	12,5%
CHARGES FINANCIERES	36 602	38 747	5,9%
1. PRODUIT NET FINANCIER	138 823	158 658	14,3%
PRODUITS ACCESSOIRES NETS	24 259	19 786	-18,4%
2. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION	163 082	178 444	9,4%
FRAIS GENERAUX	122 731	126 905	3,4%
AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	12 988	11 864	-8,7%
3. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	27 363	39 675	45,0%
PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	12 243	24 066	96,6%
4. RESULTAT D'EXPLOITATION	15 120	15 609	3,2%
RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	4 179	6 300	50,8%
RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-1 125	-201	-82,1%
IMPÔT SUR LE BENEFICE	568	1 608	183,1%
5. RESULTAT NET	17 606	20 100	14,2%

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2016	31/12/2017 (*)	Ecart 2017-2016
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE	4,4%	4,2%	-0,2
Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts			
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE	2,6%	2,5%	-0,1
Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets			
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE	42,3%	42,9%	0,6
Provisions constituées / Créances en souffrance brutes			
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS	16,1%	14,6%	-1,5
Frais généraux / Encours brutes des crédits			
RENTABILITE DES FONDS PROPRES	5,9%	5,1%	-0,8
Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres			
MARGE BENEFICIAIRE	5,9%	6,2%	0,3
Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation			
COEFFICIENT D'EXPLOITATION	88,4%	80,0%	-8,4
Frais généraux / PNF			
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS	13,5%	13,7%	0,2
Intérêts et commission perçus / Actifs productifs			
RENTABILITE DES ACTIFS	1,1%	1,3%	0,2
Résultat net / Total des actifs			

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.3. SECTEUR DE LA MONNAIE ELECTRONIQUE

Les activités liées à l'émission de la monnaie électronique sont en pleine expansion dans l'Union, à la faveur du développement de l'offre de services de paiement adossés à la téléphonie mobile.

La supervision des établissements émetteurs de monnaie électronique (EME) concourt à l'atteinte de l'objectif global de préservation de la stabilité du système financier, de la protection des fonds de la clientèle et de la promotion de l'inclusion financière.

Au 31 décembre 2017, trente-huit (38) déploiements de services financiers via la téléphonie mobile sont dénombrés dans l'Union, contre trente-trois (33) un an plus tôt, à travers :

- vingt-huit (28) partenariats entre des banques et des opérateurs de télécommunications ;
- huit (8) établissements de monnaie électronique (EME) ;
- et deux (2) institutions de microfinance.

Ensemble, ces émetteurs de monnaie électronique enregistrent 55 190 098 comptes de monnaie électronique ouverts au 31 décembre 2017, dont 36,12% de comptes actifs. Les transactions effectuées à travers la téléphonie mobile ont porté sur un volume de 1 287 142 207 opérations pour un montant total 17 419,8 milliards de francs CFA à fin 2017.

3.3.1. Paysage des établissements de monnaie électronique agréés

Au 31 décembre 2017, l'Union compte huit (8) établissements de monnaie électronique agréés (EME), répartis comme suit :

Tableau 12 : Nombre d'EME agréés par pays à fin 2017

Pays	Etablissements de monnaie électronique agréés (EME)
Bénin	1
Burkina	1
Côte d'Ivoire	3
Guinée-Bissau	-
Mali	1
Niger	-
Sénégal	2
Togo	-
Total	8

Source : BCEAO

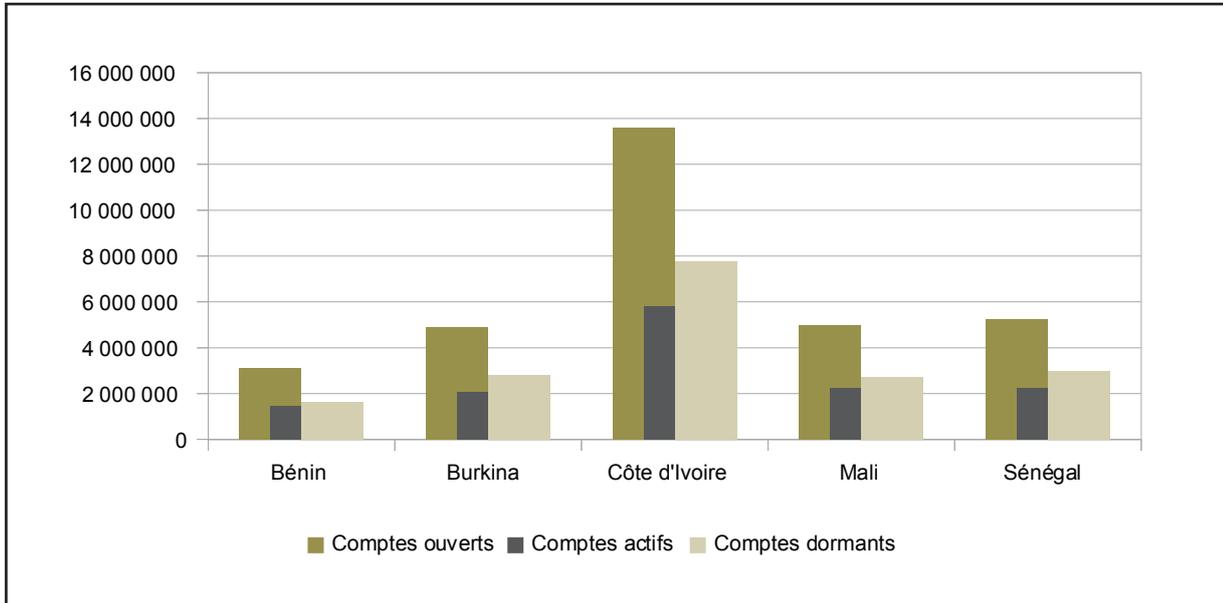
3.3.2. Activités des établissements de monnaie électronique agréés

Au 31 décembre 2017, l'encours de la monnaie électronique émise par les huit (8) EME agréés s'est établi à 276,0 milliards, intégralement garantie par les avoirs en dépôt dans les comptes ouverts dans les livres des établissements de crédit de l'Union.

3.3.2.1. Indicateurs de volumétrie

Le nombre de comptes de monnaie électronique ouverts s’est établi à 31 763 716 au 31 décembre 2017, dont 43,6% de comptes actifs.

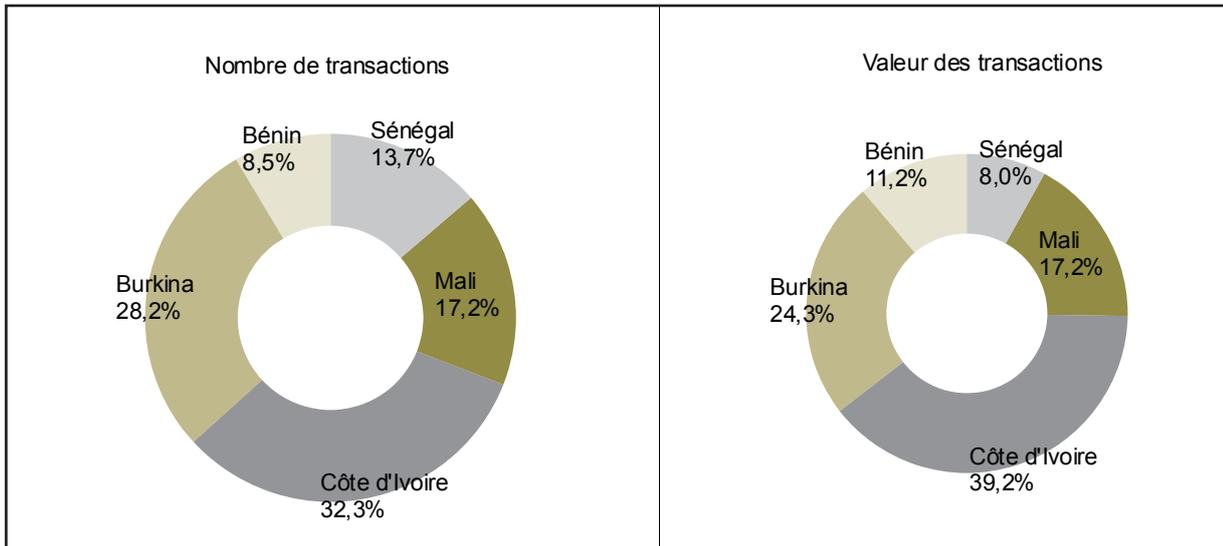
Graphique 20 : Nombre de comptes ouverts par les EME agréés



Source : BCEAO

Les transactions via la téléphonie mobile offertes par les EME ont atteint 15 680,6 milliards à fin 2017, pour un volume global de 1 096 699 154 opérations.

Graphique 21 : Transactions effectuées par les EME agréés au 31 décembre 2017



Source : BCEAO

3.3.2.2. Indicateurs de distribution

Le réseau de distribution des EME compte 187 133 points de services au 31 décembre 2017, répartis entre les GAB/TPE, les sous-distributeurs et les agents distributeurs, dont 68,9% de points de services actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours).

Tableau 13 : Réseau de distribution des EME agréés en 2017

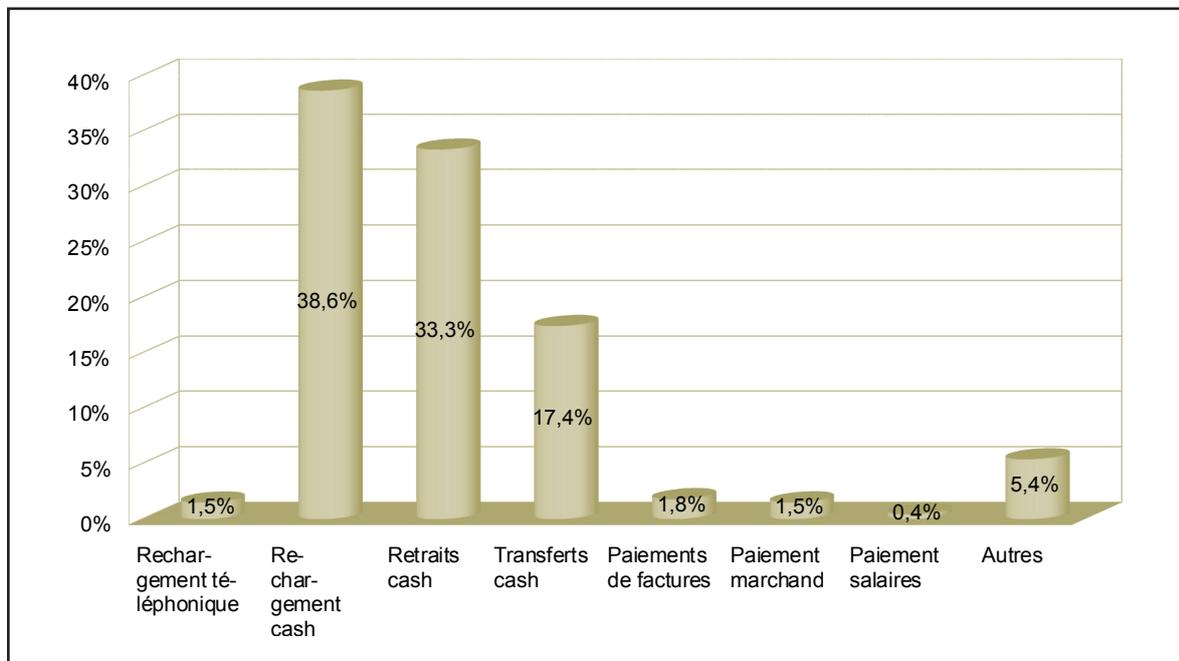
Réseaux	Nombre (unité)
Nombre de GAB/TPE (a)	80
Nombre de sous-distributeurs (b)	144 309
Nombre d'agents distributeurs (c)	42 729
Nombre total de points de services (a+b+c)	187 133
Nombre de points de services actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)	128 941

Source : BCEAO

3.3.2.3. Indicateurs de services financiers par téléphonie mobile

Les paiements effectués à partir des porte-monnaies électroniques concernent, par ordre d'importance, les opérations de :

- rechargement cash (6 058,9 milliards ; 38,6%) ;
- retrait cash (5 226,0 milliards ; 33,3%) ;
- transfert cash (2 729,8 milliards ; 17,4%) ;
- paiement de factures (281,2 milliards ; 1,8%) ;
- paiement marchand (236,1 milliards ; 1,5%) ;
- rechargement téléphonique (234,3 milliards ; 1,5%) ;
- paiement de salaires (69,3 milliards ; 0,4%) ;
- autres services¹⁰ (845,0 milliards ; 5,4%).

Graphique 22 : Indicateurs de services financiers par téléphonie mobile


Source : BCEAO

10 - Transferts de fonds à partir de comptes bancaires de particuliers vers le porte-monnaie électronique, réception de fonds à partir de comptes bancaires de particuliers, transactions avec les administrations publiques (impôts, taxes, bourses, indemnités sociales, etc.), transactions avec les institutions de microfinance, transferts au guichet, forfaits Internet, etc.

IV. SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS



*Photo de famille du Secrétaire Général de la Commission Bancaire de l'UMOA, Madame Séna Elda KPOTSRA (au milieu), avec une délégation du groupe Ecobank, conduite par son Président du Conseil d'Administration, Monsieur Emmanuel IKAZABOH (à gauche)
(3^{ème} réunion du Collège des Superviseurs du groupe Ecobank à Abidjan, les 26 et 27 octobre 2017)*

4.1. SUIVI DU DISPOSITIF PRUDENTIEL

4.1.1. Situation prudentielle des établissements de crédit

Sur la base des données provisoires reçues des établissements de crédit pour le compte de l'exercice clos au 31 décembre 2017, la situation prudentielle du système bancaire de l'Union porte sur cent-quatorze (114) assujettis, dont cent trois (103) banques et onze (11) établissements financiers à caractère bancaire, à l'exclusion des succursales.

4.1.1.1. Normes de solvabilité

- **Représentation du capital social minimum par les fonds propres de base**

Cette norme exige des établissements de crédit de l'UMOA qu'ils détiennent, à tout moment, des fonds propres de base au moins égaux au capital minimum de dix (10) milliards et de trois (3) milliards fixé par le Conseil des Ministres de l'UMOA, respectivement pour les banques et les établissements financiers à caractère bancaire ou au montant fixé dans la décision d'agrément.

Ces nouveaux seuils, dont la date d'entrée en vigueur a échu depuis le 30 juin 2017, sont respectés par quatre vingt-dix (90) établissements de crédit, soit 78,9% des assujettis. Ils totalisent 89,5% des actifs et 90,2% des risques pondérés du système bancaire.

- **Fonds propres effectifs et ratio de couverture des risques**

Au 31 décembre 2017, les fonds propres effectifs et les risques pondérés se sont établis respectivement à 2 185,3 milliards et 18 717,4 milliards.

Tableau 14 : Répartition des établissements de crédit selon le ratio de solvabilité

Tranches	Nombre d'établissements de crédit	Poids en termes de total des actifs	Poids en termes de risques pondérés
< 8%	12	8,8%	8,2%
≥ 8%	102	91,2%	91,8%
TOTAL	114	100%	100%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A la même date, le ratio moyen de couverture des risques (principal ratio de solvabilité) est ressorti à 11,7%, au-dessus du seuil minimal réglementaire fixé à 8% dans l'Union.

Par pays, il se présente comme suit :

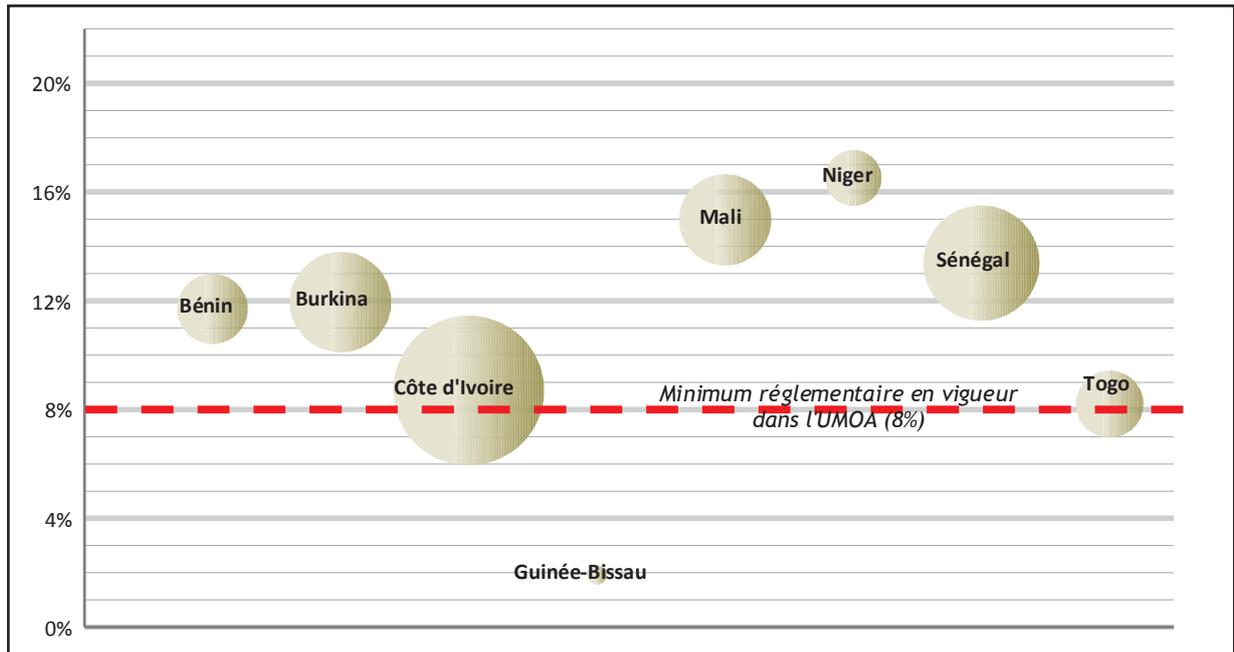
Tableau 15 : Ratio de couverture des risques des établissements de crédit

Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
11,9%	12,2%	9,0%	2,2%	15,2%	16,8%	13,6%	8,4%	11,7%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A l'échelle de l'UMOA, cent deux (102) établissements de crédit respectaient la principale norme de solvabilité. Ces assujettis totalisent 91,2% des actifs bancaires et 91,8% des risques pondérés.

Graphique 23 : Ratio de solvabilité en fonction des risques pondérés



La taille de la boule exprime le volume des risques pondérés.

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

● Limitation des immobilisations et participations

Au 31 décembre 2017, cent deux (102) établissements de crédit, dont les activités représentent 91,1% des actifs et 91,7% des risques pondérés, étaient en règle vis-à-vis de la norme limitant à 100% leurs immobilisations et participations rapportées aux fonds propres effectifs.

4.1.1.2. Autres normes prudentielles

● Limitation des concours aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel

Quatre-vingt-dix-sept (97) établissements de crédit, représentant 85,9% des actifs et 86,1% des risques pondérés au terme de l'année 2017, respectaient la norme qui limite le cumul des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel, à 20% de leurs fonds propres effectifs.

● Limitation des engagements sur une même signature

Les établissements de crédit doivent limiter, à hauteur de 75% de leur fonds propres effectifs, les risques sur un même bénéficiaire ou une même signature.

Le nombre d'assujettis en conformité avec cette norme s'établit à quatre-vingt-douze (92) à fin décembre 2017. Ces établissements totalisent 78,0% des actifs et 77,3% des risques pondérés du système bancaire.

● Ratio de division des risques (limitation du volume global des risques individuels)

Le dispositif prudentiel fait obligation aux établissements de crédit de limiter à huit (8) fois leurs fonds propres effectifs, le total des risques pris sur l'ensemble des bénéficiaires atteignant individuellement 25% desdits fonds propres.

Le nombre d'établissements respectant cette norme est ressorti à cent-huit (108) au terme de l'exercice 2017. Ils concentrent 94,1% des actifs et 94,8% des risques pondérés.

● Coefficient de liquidité

Destinée à prévenir les risques de liquidité à court terme du système bancaire, cette norme requiert des établissements de crédit des disponibilités ou des emplois, dont la durée résiduelle n'excède pas trois (3) mois, suffisants pour couvrir, à concurrence d'au moins 75%, leurs exigibilités de même maturité.

Au 31 décembre 2017, quatre-vingt-onze (91) établissements de crédit, représentant 87,1% des actifs et 86,6% des risques, satisfaisaient à cette exigence. Concernant les établissements financiers à caractère bancaire, ce ratio s'applique uniquement pour ceux qui reçoivent des fonds du public (y compris par l'émission de titres de créances négociables).

● Ratio de couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables

Cette norme, en imposant la couverture, à hauteur de 50% au moins, des emplois immobilisés ou d'une durée résiduelle supérieure à deux (2) ans, par des ressources stables, vise à prévenir une transformation excessive des ressources à court terme des banques en emplois à moyen ou long termes.

Elle contribue à assurer l'équilibre de la structure financière des établissements de crédit.

Au cours de la période sous revue, quatre-vingt-dix-sept (97) entités, représentant 84,8% des actifs et 83,6% des risques, se conformaient à cette exigence.

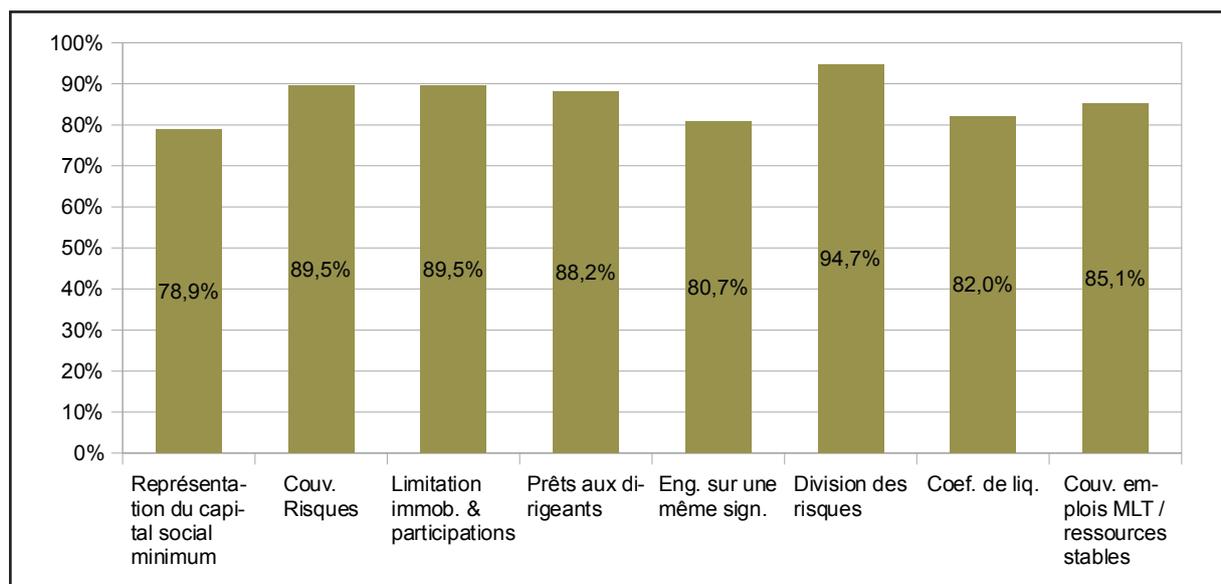
4.1.1.3. Synthèse de la situation prudentielle des établissements de crédit

Le tableau et le graphique ci-après présentent un aperçu global du respect du dispositif prudentiel par les établissements de crédit en activité dans l'Union à fin décembre 2017.

Tableau 16 : Nombre d'établissements de crédit conformes au dispositif prudentiel

Indicateurs Pays	Représent. du capital social minimum par les fonds propres de base	Norme de solvabilité (couv. des risques)	Limitation des immob. et particip.	Prêts aux dirigeants	Engag. sur une même signature	Division des risques	Coefficient de liquidité	Couverture emplois MLT par des ressources stables
Bénin (12)	9	10	11	11	11	12	10	11
Burkina (14)	14	14	14	13	12	14	12	13
Côte d'Ivoire (26)	19	22	21	22	21	23	21	21
Guinée-Bissau (3)	2	2	2	3	1	3	3	2
Mali (14)	11	14	14	12	12	14	12	14
Niger (10)	7	9	10	8	9	10	6	7
Sénégal (22)	19	21	20	19	16	21	18	19
Togo (13)	9	10	10	9	10	11	9	10
Total : 114	90	102	102	97	92	108	91	97

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Graphique 24 : Proportion des établissements de crédit conformes au dispositif prudentiel

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

4.1.2. Situation prudentielle des systèmes financiers décentralisés

Sur la base des données provisoires reçues des SFD relevant de l'article 44, pour le compte de l'exercice clos au 31 décembre 2017, la situation prudentielle porte sur cent trente-neuf (139) assujettis.

4.1.2.1. Normes prudentielles

● Norme de capitalisation

La norme de capitalisation, déterminée par le ratio des fonds propres sur le total de l'actif, vise à garantir un minimum de solvabilité à l'institution au regard de ses engagements. Le seuil à respecter est fixé à 15% minimum.

Les fonds propres se sont établis à 269 milliards à fin 2017. A la même date, les risques portés par les SFD de l'article 44 se sont chiffrés à 1.331 milliards.

Tableau 17 : Répartition des SFD selon le seuil de la norme de capitalisation

Tranches	Nombre de SFD	Poids en termes de total des actifs	Poids en termes de risques portés
≥15%	83	63,1%	68,5%
<15%	56	36,9%	31,5%
TOTAL	139	100%	100%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

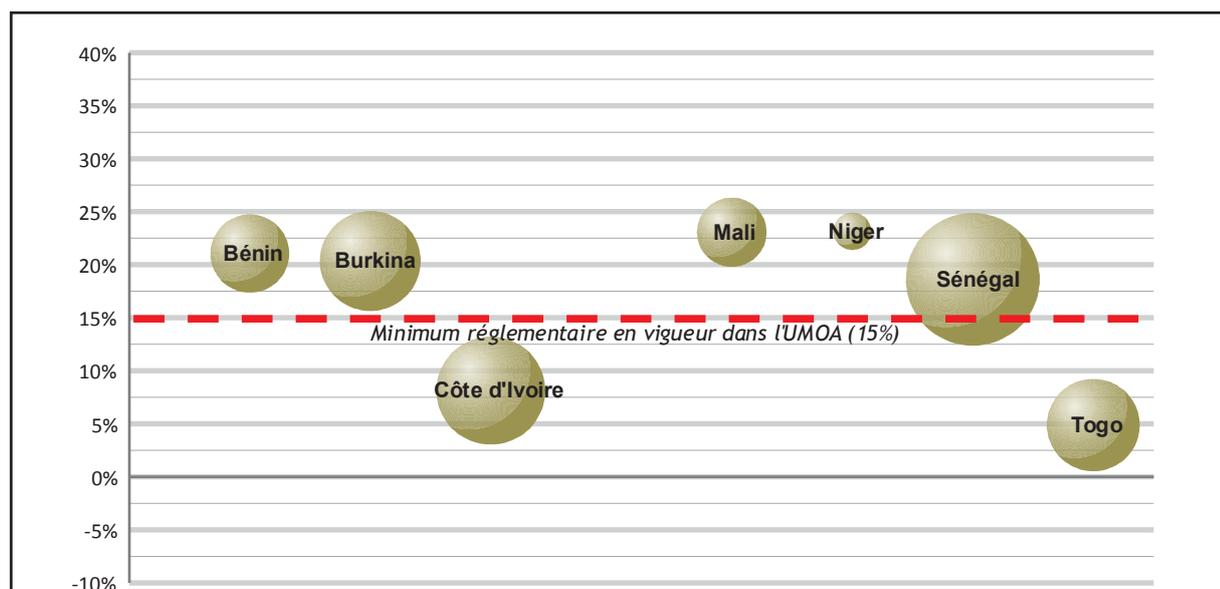
Le ratio moyen de capitalisation est ressorti à 15,6%, au-dessus du seuil minimal réglementaire de 15%. Par pays, il se présente comme suit :

Tableau 18 : Ratio moyen de capitalisation des SFD relevant de l'article 44

Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
21,1%	20,4%	8,1%	-	23,1%	23,2%	18,6%	4,9%	15,6%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A l'échelle de l'UMOA, quatre-vingt-trois (83) SFD respectaient cette norme. Ils totalisaient 62,2% des actifs bancaires et 68,9% des risques portés.

Graphique 25 : Ratio de capitalisation en fonction des actifs

La taille de la boule exprime le volume des actifs

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

● Limitation des risques auxquels est exposée une institution

Les risques auxquels est exposé un SFD ne peuvent excéder le double de ses ressources internes et externes. La norme à respecter est de 200% maximum.

Cent trente-sept (137) SFD, représentant 98,1% des actifs et 98,1% des risques portés, étaient en règle vis-à-vis du ratio au 31 décembre 2017.

● Couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables

En vue d'éviter une transformation excessive des ressources à vue et/ou à court terme en emplois à moyen et long termes, les SFD doivent financer l'ensemble de leurs actifs immobilisés ainsi que leurs autres emplois à moyen et long terme par des ressources stables. La norme à respecter est fixée à 100% minimum.

Pour le calcul du ratio la notion de durée résiduelle ou durée restant à courir est de plus de douze (12) mois.

Au cours de la période sous revue, dix-sept (17) entités, représentant 10,7% des actifs et 9,4% des risques portés, se conformaient à cette exigence.

● **Limitation des prêts aux dirigeants et au personnel ainsi qu'aux personnes liées**

Dans le souci de prévenir le risque de concentration des prêts et des engagements par signature en faveur des dirigeants et du personnel des SFD, la proportion de ressources pouvant leur être dédiée a été fixée, en conformité avec les dispositions de l'article 35 de la Loi portant réglementation des SFD, par le ratio de « limitation des prêts et engagements par signature aux dirigeants et au personnel » à 10% des fonds propres.

Le nombre d'établissements respectant cette norme est ressorti à cent trois (103) à fin décembre 2017. Ils concentrent 75,9% des actifs et 75,0% des risques portés.

● **Limitation des risques pris sur une seule signature**

Les risques pris sur une seule signature sont limités à 10% des fonds propres. Ils se définissent comme étant l'encours des prêts accordés ainsi que les engagements de financement et de garantie donnés aux membres, bénéficiaires ou clients.

Par une seule signature, il faut entendre toute personne physique ou morale agissant en son nom propre et/ou pour le compte d'une autre structure dont il détient directement ou indirectement, un pouvoir de contrôle, notamment un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable, tels que définis dans le référentiel comptable spécifique des SFD.

Cent dix-sept (117) systèmes financiers décentralisés, représentant 83,3% des actifs et 82,3% des risques portés, sont conformes à cette exigence.

● **Coefficient de liquidité**

La norme de liquidité mesure la capacité de l'institution à faire face à son passif exigible, c'est-à-dire à honorer ses engagements à court terme (3 mois au maximum) avec ses ressources à court terme (3 mois au maximum), à savoir ses valeurs réalisables et disponibles.

Pour l'appréciation du coefficient de liquidité, trois (3) cas sont distingués :

- pour les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit non affiliées et les autres SFD qui collectent des dépôts (associations, sociétés anonymes, sociétés à responsabilité limitée), la norme à respecter est fixée à 100% minimum ;
- pour les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit affiliées, la norme à respecter est fixée à 80% minimum ;
- pour les autres SFD qui ne collectent pas de dépôts, la norme à respecter est fixée à 60% minimum.

Le nombre d'établissements respectant cette norme est ressorti à cent six (106) à fin décembre 2017. Ils totalisent 84,4% des actifs et 88,2% des risques portés.

● **Limitation des prises de participation**

Cette norme limite à 25% de leurs fonds propres, les participations que peuvent prendre les SFD dans des sociétés.

Au cours de la période sous revue, cent trente-huit (138) entités représentant 98,6% des actifs et 99,6% des risques portés se conformaient à cette exigence.

● Ratio de limitation des opérations autres que les activités d'épargne et de crédit

Toute activité non comprise dans le champ des activités de collecte de l'épargne et des opérations de prêts prescrites aux alinéas 1 et 2 de l'article 4 de la Loi portant réglementation des SFD, est considérée comme une opération autre que les activités d'épargne et de crédit.

La norme à respecter est de 5% maximum.

Ce ratio est respecté par soixante-dix (70) entités, représentant 53,9% des actifs et 54,1% des risques portés.

4.1.2.2. Synthèse de la situation prudentielle des SFD

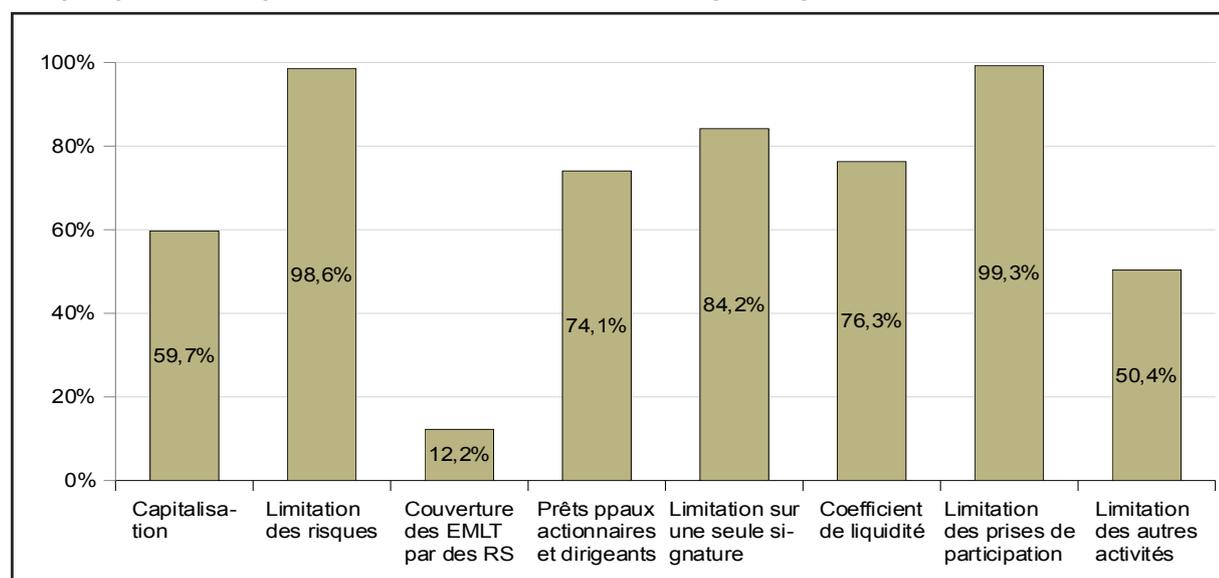
Le tableau et le graphique ci-après présentent un aperçu global du respect du dispositif prudentiel par les SFD à fin 2017.

Tableau 19 : Nombre de SFD conformes au dispositif prudentiel par pays

Pays / Indicateurs	Capitalisation	Limitation des risques auxquels est exposée une institution	Couv. empl. MLT par des ress. stables	Prêts aux principaux actionnaires et dirigeants	Limitation sur une seule signature	Coeff. Liq.	Limitation des prises de participations	Limitation des autres activités
Bénin (18)	11	17	4	15	14	12	18	10
Burkina (24)	17	23	1	11	18	14	23	5
Côte d'Ivoire (19)	10	19	1	18	17	15	19	17
Guinée-Bissau (0)	-	-	-	-	-	-	-	-
Mali (8)	6	8	1	7	7	8	8	7
Niger (4)	4	4	2	4	4	2	4	3
Sénégal (47)	30	47	4	33	41	43	47	18
Togo (19)	5	19	4	15	16	12	19	10
Total : 139	83	137	17	103	117	106	138	70

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Graphique 26 : Proportion des SFD conformes au dispositif prudentiel



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Par ailleurs, sur la base des informations disponibles, cent (100) SFD ont constitué la réserve générale pour un montant global de 13,3 milliards. Elle est obligatoire, quel que soit le niveau atteint par le montant cumulé de cette réserve par rapport au capital social de l'institution.

La dotation de la réserve générale obéit à une prescription légale telle que mentionné à l'article 124 de la Loi portant réglementation des SFD. Elle est alimentée par un prélèvement annuel de 15% minimum sur les excédents nets avant ristourne ou distribution de dividendes de chaque exercice, le cas échéant, après imputation de tout report à nouveau déficitaire éventuel. Les sommes mises en réserve générale ne peuvent être partagées entre les sociétaires, associés ou actionnaires.

4.1.3. Situation prudentielle des établissements de monnaie électronique agréés

Sur la base des données provisoires reçues des établissements de monnaie électronique (EME) agréés à fin décembre 2017, la situation prudentielle d'ensemble porte sur huit (8) assujettis.

● Norme de capital

Le ratio de capital exige des EME de l'UMOA, qu'ils détiennent un capital social fixé à 300 millions pour l'exercice de cette activité. Il est respecté par l'ensemble des assujettis.

● Ratio de couverture de la monnaie électronique

Ce ratio requiert de chaque établissement de monnaie électronique la couverture, par ses capitaux propres, à hauteur d'au moins 3% de l'encours de la monnaie électronique. Il est respecté par les huit (8) EME, qui affichent, à l'échelle de l'Union, un taux de couverture de 8,1%.

● Ratio d'équivalence

Le ratio d'équivalence met en relation la valeur des placements financiers liés à la monnaie électronique et des dépôts à vue sur l'encours de la monnaie électronique. Cet indicateur, qui doit être supérieur ou égal à 100%, est respecté par l'ensemble des EME.

● Ratio de placement de la monnaie électronique

Cette norme limite à 25%, la valeur des placements financiers liés à la monnaie électronique sur l'encours de la monnaie électronique. Sept (7) EME y sont conformes.

● Synthèse de la situation prudentielle

Le tableau, ci-après, donne un aperçu du respect du dispositif prudentiel par les EME en activité, au 31 décembre 2017.

Tableau 20 : Situation prudentielle des EME

Indicateurs	Ratio de capital	Ratio de couverture	Ratio d'équivalence	Ratio de placement
Pays				
Bénin (1)	1	1	1	1
Burkina (1)	1	1	1	1
Côte d'Ivoire (3)	3	3	3	2
Guinée-Bissau (0)	-	-	-	-
Mali (1)	1	1	1	1
Niger (0)	-	-	-	-
Sénégal (2)	2	2	2	2
Togo (0)	-	-	-	-
Total (8)	8	8	8	7

Source : BCEAO

4.2. ACTES ET MESURES

Au cours de l'année 2017, la Commission Bancaire a tenu quatre (4) sessions ordinaires et une session (1) extraordinaire, aux dates et lieux ci-après :

● Sessions ordinaires

- le 20 mars 2017 à Dakar (Sénégal) ;
- le 19 juin 2017 à Dakar (Sénégal) ;
- le 27 septembre 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- le 11 décembre 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire).

● Session extraordinaire

- le 12 décembre 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Au titre des membres désignés par les Etats, un changement a été enregistré au niveau de la représentation de la Guinée-Bissau, par la désignation de Monsieur Emmanuel Benito Santos COSTA, qui a remplacé Monsieur Suleimane SEIDI, à compter de la session du 27 septembre 2017.

S'agissant du collège des membres nommés par le Conseil des Ministres, la Commission n'a pas enregistré de changement.

4.2.1. Mesures administratives

En application des dispositions de l'article 27 de l'Annexe¹¹ à la Convention la régissant, la Commission Bancaire a donné trente et une (31) injonctions au cours de l'exercice 2017, contre huit (8) en 2016. Elles ont été adressées à des établissements de crédit et de microfinance installés au Bénin (3), au Burkina (1), en Côte d'Ivoire (7), en Guinée-Bissau (2), au Mali (3), au Niger (5), au Sénégal (6) et au Togo (4). D'une façon générale, ces injonctions visaient notamment à :

- se conformer à la norme de capital social et à sa représentation par des fonds propres de base, au plus tard le 30 juin 2018 ;
- surseoir à toute distribution de dividendes jusqu'à nouvel ordre ;
- transmettre au Secrétariat Général de la Commission Bancaire, un rapport mensuel sur les diligences accomplies pour la mise en œuvre des termes d'une injonction ;
- se conformer strictement aux limites légales et réglementaires relatives aux participations dans les entreprises autres que les établissements de crédit et les sociétés immobilières.

La Commission a également mis sous surveillance rapprochée des établissements de crédit implantés respectivement en Côte d'Ivoire (2) et au Togo (2).

4.2.2. Sanctions disciplinaires

En vertu des dispositions des articles 28 et 30 de l'Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire, l'Autorité de contrôle a pris, après avoir dûment convoqué et entendu les dirigeants d'établissements de crédit et de SFD installés au Bénin (2), au Burkina (1), en Côte d'Ivoire (3), en Guinée-Bissau (1), au Mali (1), au Niger (1) et au Togo (3), les sanctions disciplinaires suivantes :

¹¹ - Annexe en vigueur en 2017

- blâme à l'encontre des établissements de crédit du Bénin (1), du Burkina (1), de la Côte d'Ivoire (3), de Guinée-Bissau (1), du Mali (1), du Niger (1) et du Togo (3) ;
- démission d'office du Président du Conseil d'Administration et du Directeur Général d'un SFD implanté au Mali.

4.2.3. Avis aux Ministres chargés des Finances

4.2.3.1. Avis simples

- **Prorogation de durée d'administration provisoire et du mandat d'Administrateur Provisoire**

La Commission Bancaire a donné quatre (4) avis favorables à des demandes de prorogation de la durée de l'administration provisoire de quatre (4) banques, soit trois (3) en Côte d'Ivoire et une (1) au Togo, en vue notamment de permettre aux Administrateurs Provisoires, en relation avec les Autorités nationales, de finaliser l'ensemble des diligences ressortant des termes de référence de leurs missions.

En outre, la Commission Bancaire a émis un avis favorable pour la prorogation de la durée du mandat de l'Administrateur Provisoire d'une banque installée au Togo (1), en application des dispositions des articles 60 et 61 de la Loi portant réglementation bancaire.

- **Levée de l'administration provisoire**

La Commission Bancaire a émis des avis favorables à des demandes visant la levée de l'administration provisoire de deux (2) banques installées en Côte d'Ivoire et d'une (1) autre au Togo, en application des dispositions des articles 60 et 61 de la Loi portant réglementation bancaire.

Prorogation de la durée de la liquidation et du mandat du Liquidateur

La Commission Bancaire a émis deux (2) avis favorables pour la prorogation de la durée de la liquidation et du mandat du Liquidateur d'une (1) banque installée en Côte d'Ivoire pour lui permettre de finaliser l'ensemble des diligences ressortant des termes de référence de sa mission.

4.2.3.2. Avis conformes

- **Dérogations à la condition de nationalité des administrateurs et dirigeants non ressortissants des Etats membres**

Au cours de la période sous revue, la Commission Bancaire a rendu les avis conformes ci-après, en faveur de personnes non ressortissantes des Etats membres de l'UMOA, pressenties à des fonctions de direction ou d'administration :

- cinquante (50) avis conformes favorables, concernant vingt-six (26) postes d'administrateurs et vingt-six (26) postes de dirigeants ;
- un (1) avis conforme défavorable pour un (1) poste de dirigeant.

- **Agréments**

En 2017, la Commission Bancaire a donné deux (2) avis conformes favorables à des demandes d'agrément introduites par des sociétés anonymes pour l'exercice des activités de banque respectivement au Burkina et au Mali.

Par ailleurs, la Commission Bancaire a donné trois (3) avis conformes favorables aux demandes d'agrément introduites par trois (3) sociétés anonymes pour l'exercice des activités d'établissements financiers à caractère bancaire respectivement au Niger (2) et au Sénégal (1).

- **Retrait d'agrément**

La Commission Bancaire a donné un avis conforme favorable à une demande de retrait d'agrément pour une banque installée au Bénin dans le cadre d'une opération de fusion par absorption.

- **Modification de la structure de l'actionariat**

En application des dispositions des articles 15, 16, 39 et 41 de la Loi portant réglementation bancaire, la Commission Bancaire a donné, au cours de l'exercice 2017, des avis conformes favorables aux demandes d'autorisation préalable pour la modification de la structure de l'actionariat d'établissements de crédit installés au Bénin (1), au Burkina (1), en Côte d'Ivoire (1), au Niger (1) et au Togo (1).

- **Modification de la dénomination sociale**

L'Autorité de contrôle a donné des avis conformes favorables à deux (2) demandes d'autorisation préalable pour la modification de la dénomination sociale de banques implantées respectivement au Bénin (1) et au Togo (1).

- **Fusion par absorption**

La Commission Bancaire a donné un avis conforme favorable à une demande d'autorisation préalable pour la fusion-absorption de deux (2) banques implantées au Bénin.

Elle a aussi donné deux avis conformes défavorables aux demandes d'autorisation préalable pour la fusion-absorption de deux (2) banques implantées respectivement en Guinée-Bissau et au Niger, par une (1) banque installée en Côte d'Ivoire.

- **Dérogation individuelle et temporaire à une norme prudentielle**

La Commission Bancaire a donné un avis conforme défavorable à une demande de dérogation individuelle et temporaire à la norme de limitation des participations dans les entreprises autres que des banques, établissements financiers et sociétés immobilières introduite par une banque du Sénégal.

4.2.4. Autres

4.2.4.1. Approbation de désignation ou de renouvellement de mandats de commissaires aux comptes

Au cours de l'année 2017, la Commission Bancaire a pris des décisions portant approbation de désignation ou de renouvellement de mandats de commissaires aux comptes auprès de :

- trente (30) établissements de crédit dont un (1) au Bénin, six (6) au Burkina, huit (8) en Côte d'Ivoire, un (1) en Guinée-Bissau, trois (3) au Mali, un (1) au Niger, cinq (5) au Sénégal et cinq (5) au Togo ;
- six (6) systèmes financiers décentralisés dont deux (2) en Côte d'Ivoire, un (1) en Guinée-Bissau, un (1) au Mali, un (1) au Niger et un (1) au Togo.

4.2.4.2. Refus d'installation

L'Autorité de contrôle a refusé l'installation de succursales au Burkina, en Guinée-Bissau et au Niger, à deux (2) banques installées en Côte d'Ivoire.

Elle a également refusé à un établissement financier à caractère bancaire agréé au Sénégal l'installation d'une succursale en Côte d'Ivoire.

4.2.4.3. Autres décisions

La Commission Bancaire a également pris, au cours de l'année sous revue, les autres décisions suivantes :

- une mise sous administration provisoire d'un (1) système financier décentralisé installé au Mali ;
- une prescription, à l'égard de la holding d'origine d'une banque installée au Sénégal, de l'obligation de créer une compagnie financière holding intermédiaire dans l'Union Monétaire Ouest Africaine ;
- un refus de prorogation du délai de détention d'immobilisations hors exploitation acquises par réalisation de garanties à l'égard de deux (2) banques installées respectivement au Mali et au Sénégal ;
- une décision portant établissement et publication de la liste des compagnies financières de l'UMOA.

ENCADRE N°3 : 3^{èmes} REUNIONS DES COLLEGES DE SUPERVISEURS DU GROUPE ECOBANK ET DE ORAGROUP



3^{ème} réunion du Collège des superviseurs de ORAGROUP (Abidjan, le 23 octobre 2017)

Dans le cadre de la supervision des groupes bancaires installés dans l'UMOA, la Commission Bancaire a organisé, à Abidjan (Côte d'Ivoire), en sa qualité d'Autorité de contrôle d'origine, les troisièmes réunions des Collèges de Superviseurs des groupes ci-après :

- Groupe Ecobank : la réunion tenue les 26 et 27 octobre 2017, a enregistré la participation des représentants de treize (13) des vingt-deux (22) Superviseurs de Ecobank et de ses filiales ;
- Oragroup : la rencontre tenue le 23 octobre 2017, a regroupé les représentants des quatre (4) superviseurs des zones d'implantation de la holding et de ses sept (7) filiales.

Ces rencontres s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du Comité de Bâle pour une supervision efficace des groupes bancaires transfrontaliers. L'ordre du jour de ces deux Collèges a porté sur les points ci-après :

- suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des deuxièmes réunions ;
- activités et profils de risque des holdings et de leurs filiales exposés par les superviseurs ;
- présentation de la situation des groupes par leurs dirigeants ;
- recommandations à adresser aux dirigeants des deux groupes.

Lors des réunions, les représentants des Autorités de supervision des filiales de ORAGROUP ont achevé le processus de signature de la Déclaration de coopération mutuelle, qui marque son entrée en vigueur. Le processus de signature se poursuit en ce qui concerne le Collège de Superviseurs du groupe Ecobank.

A l'issue des travaux, les superviseurs ont pris acte de l'engagement des dirigeants des deux groupes à poursuivre la prise en charge des diligences issues des deuxièmes réunions et à veiller au respect intégral des normes en vigueur dans chaque pays d'implantation. De nouvelles recommandations ont également été adressées aux dirigeants en vue d'améliorer la gestion des risques et l'allocation des fonds propres pour certaines filiales.

A cet égard, les dirigeants des deux groupes ont été invités à produire et à soumettre des plans d'action ainsi que des chronogrammes détaillés en vue de la réalisation des diligences inhérentes aux recommandations qui leur ont été communiquées, à l'issue des rencontres, par le SGCB. Il leur a également été demandé de prendre les mesures appropriées pour la mise en œuvre, à compter de 2018, du plan comptable bancaire révisé et du nouveau dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'UMOA.

V. ACTIONS DE COOPERATION ET DE FORMATION



*Cérémonie de signature de la convention de coopération révisée en marge de la 5^{ème} rencontre entre le Secréariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et le Secréariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale, par Monsieur Tiémoko Meyliet KONE (Président de la Commission Bancaire de l'UMOA) et Monsieur ABBAS MAHAMAT TOLLI (Président de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale)
(Abidjan, le 11 avril 2017)*

5.1. ACTIONS DE COOPERATION

Les mutations du paysage bancaire de l'UMOA au cours de ces dernières années, marquées notamment par l'implantation de filiales de groupes bancaires transfrontaliers, ont favorisé le développement de stratégies de mutualisation et de délocalisation de certaines opérations.

Cette transformation de l'environnement bancaire a induit de nouveaux défis en termes de supervision et de renforcement des capacités des agents du Secrétariat Général de la Commission Bancaire.

Conscientes de ces enjeux, les Autorités monétaire et de contrôle de l'Union ont, outre la refonte des textes réglementaires régissant l'activité bancaire, engagé des actions visant à doter la Commission Bancaire de moyens et capacités nécessaires pour une meilleure prise en charge de la surveillance des établissements assujettis.

Ces initiatives se sont principalement traduites par le renforcement de la coopération avec les superviseurs homologues et l'organisation de sessions de formation au profit du personnel.

5.1.1. Mise en œuvre des conventions de coopération

Dans le cadre de la mise en œuvre des conventions de coopération, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA a participé à la 5^{ème} Rencontre bilatérale avec le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale, tenue les 10 et 11 avril 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire). Cette réunion a été marquée par la signature de la convention de coopération amendée entre les deux organes de contrôle.

Par ailleurs, la Commission Bancaire a participé, au cours de l'année 2017, à quatre (4) missions conjointes avec d'autres superviseurs bancaires, dans des établissements de crédit appartenant aux groupes Banque Marocaine pour le Commerce Extérieur (Maroc), Banque Centrale Populaire (Maroc), Guaranty Trust Bank (Nigeria) et United Bank for Africa (Nigeria).

En outre, elle a pris part à des réunions de Collèges de Superviseurs de groupes bancaires étrangers dont les filiales sont implantées dans l'Union. A cet égard, il convient de souligner sa participation aux réunions des Collèges suivants :

- Standard Bank Group, du 27 au 31 mars 2017 à Pretoria (Afrique du Sud) ;
- Groupe BMCE / Bank Of Africa, le 10 mai 2017 à Casablanca (Maroc) ;
- Banque Centrale Populaire du Maroc, le 11 mai 2017 à Casablanca (Maroc) ;
- Standard Chartered Bank, le 27 juin 2017 à Londres (Angleterre) ;
- United Bank for Africa, du 23 au 25 août 2017 à Abuja (Nigeria) ;
- Attijariwafa bank, le 2 novembre 2017 à Casablanca (Maroc) ;
- BGFIBank, du 2 au 3 novembre 2017 à Libreville (Gabon).

5.1.2. Relations avec les groupes de superviseurs bancaires

L'accroissement de la dimension transfrontalière des activités des établissements de crédit implantés dans la zone UMOA a conduit l'Autorité de contrôle à renforcer ses relations de coopération avec les superviseurs et régulateurs étrangers.

A cet égard, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a initié les rencontres ci-après :

- la troisième réunion du Collège des Superviseurs de ORAGROUP, le 23 octobre 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- la troisième réunion du Collège des Superviseurs du Groupe Ecobank, du 26 au 27 octobre 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Ces rencontres organisées par la Commission Bancaire de l'UMOA, en sa qualité de superviseur d'origine, s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du Comité de Bâle pour une supervision efficace des groupes bancaires transfrontaliers. Elles ont regroupé treize (13) des vingt-deux (22) Superviseurs du Groupe Ecobank et de ses filiales ainsi que l'ensemble des quatre (4) Superviseurs de ORAGROUP.

En outre, l'Autorité de Contrôle a participé aux travaux des groupes de superviseurs régionaux et internationaux, qui constituent des cadres privilégiés de partage d'expériences et de meilleures pratiques dans le domaine du contrôle des établissements de crédit ayant des activités transfrontières. Ainsi, elle a pris part aux rencontres ci-après :

- la 24^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO), du 6 au 10 février 2017 à Freetown (Sierra Leone) ;
- la 25^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO), du 27 au 29 avril 2017 à Accra (Ghana) ;
- la 26^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO), du 27 juillet au 4 août 2017 à Accra (Ghana) ;
- la 27^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO), du 23 au 27 octobre 2017 à Koforidua (Ghana).

5.1.3. Relations avec les autres organes de contrôle et institutions financières

En dehors des initiatives prises dans le cadre de la mise en œuvre des conventions de coopération et de la participation aux activités de groupes de superviseurs, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA a pris part aux rencontres suivantes :

- conférence sur le thème « Renforcement de la supervision du secteur financier et priorités réglementaires actuelles », les 26 et 27 janvier 2017 à Cape Town (Afrique du Sud) ;
- conférence de haut niveau sur les réformes réglementaires et les opérations bancaires transfrontalières, les 1^{er} et 2 février 2017 à Ebene (Île Maurice) ;
- séance de travail avec le Fonds Monétaire International, dans le cadre des consultations régionales au titre de l'article IV des Statuts du FMI, le 7 février 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;

- réunion annuelle du Comité de Liaison Anti-Blanchiment de la Zone franc (CLAB), le 17 mars 2017 à Yaoundé (Cameroun) ;
- 5^{ème} rencontre annuelle entre le SGCB-UMOA et le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (SG-COBAC), les 10 et 11 avril 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- réunion des Ministres des Finances de la Zone franc, les 13 et 14 avril 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- réunions de printemps du FMI et de la Banque Mondiale, du 17 au 23 avril 2017 à Washington (Etats-Unis) ;
- réunion du groupe de travail de la Communauté des Superviseurs Bancaires Africains sur la surveillance bancaire transfrontalière, les 25 et 26 mai 2017 à Pretoria (Afrique du Sud) ;
- réunion annuelle du CLAB, le 3 octobre 2017 à Paris (France) ;
- réunion des Ministres des Finances de la Zone franc, les 4 et 5 octobre 2017 à Paris (France) ;
- assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale, du 13 au 15 octobre 2017 à Washington (Etats-Unis).

ENCADRE N°4 : 5^{ème} RENCONTRE BILATERALE ENTRE LE SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA ET LE SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE



Photo de famille entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale

Les 10 et 11 avril 2017, s'est tenue à Abidjan (Côte d'Ivoire), dans les locaux de la Commission Bancaire de l'UMOA, la 5^{ème} rencontre bilatérale entre le SGCB et le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC). Les thèmes retenus pour cette édition, ont porté sur :

- l'évolution de la réglementation des établissements assujettis ;
- la situation des groupes bancaires implantés dans les deux juridictions ;
- le dispositif de supervision des établissements de crédit et de microfinance ;
- le dispositif de résolution des crises bancaires dans les deux juridictions ;
- les modalités concrètes d'intervention du Fonds de Garantie des Dépôts en Afrique Centrale (FOGADAC) dans la résolution des crises bancaires.

Cette rencontre s'est déroulée dans un contexte marqué par des avancées réglementaires et opérationnelles dans la zone UMOA, notamment la mise en place d'un nouveau dispositif prudentiel, l'adoption du cadre de supervision sur base consolidée des établissements de crédit maisons-mères et des compagnies financières dans l'UMOA, la révision du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA. Ces réformes s'ajoutent à celles prises par le Conseil des Ministres de l'UMOA lors de sa session du 30 mars 2015, fixant le capital social minimum à 10 milliards pour les banques et à 3 milliards pour les établissements financiers à caractère bancaire.

Sur chacun de ces sujets, les deux parties ont partagé leurs expériences respectives et échangé sur les moyens de renforcer leurs dispositifs réglementaires ainsi que les outils de contrôle, aux fins d'une supervision bancaire efficace.

En marge de cette réunion, Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la BCEAO, Président de la Commission Bancaire de l'UMOA et Monsieur ABBAS MAHAMAT TOLLI, Gouverneur de la BEAC, Président de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale, ont procédé à la signature de la convention de coopération révisée entre les deux Organes de supervision.

Ce document intitulé « Convention de coopération en matière de contrôle bancaire d'échange d'informations et de coopération générale entre la Commission Bancaire de l'UMOA et la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale » vise à compléter et à renforcer certaines dispositions de la Convention de coopération du 16 octobre 2007, conclue entre les deux Autorités de contrôle.

Elle tient compte de l'évolution des activités bancaires et de la réglementation y afférente, notamment la résolution des crises bancaires, les normes de Bâle II/III, la supervision sur base consolidée, le Plan Comptable Bancaire ainsi que le suivi accru des risques induits par le développement des établissements de crédit transfrontaliers.

A l'issue des travaux, les deux délégations se sont félicitées de la qualité des échanges et ont également convenu de partager leurs expériences respectives, notamment par la communication des textes légaux et réglementaires des deux juridictions.

5.2. ACTIONS DE FORMATION

A l'instar des années précédentes, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a mis l'accent sur le renforcement des capacités de ses agents, à travers l'organisation et la participation à des formations en lien avec le plan stratégique 2016-2018 de la BCEAO.

5.2.1. Formations et séminaires internes

Des séminaires de formation interne, en rapport avec la supervision Bancaire, ont notamment été organisés en collaboration avec des institutions partenaires. Ils ont porté sur les thématiques suivantes :

- séminaire de vulgarisation des textes transposant les règles de Bâle II et Bâle III dans l'UMOA, du 13 au 17 février 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- séminaire sur le renforcement des capacités en matière de contrôle de la qualité de la participation des établissements de crédit au système de partage d'informations sur le crédit, du 21 au 23 février 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- séminaire régional sur la supervision des banques en difficulté, du 18 au 21 avril 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- conférence relative au partage de données sur le crédit dans l'UMOA pour l'amélioration de l'inclusion financière à Dakar (Sénégal), le 1^{er} juin 2017 ;
- séminaire de formation sur la supervision sur base consolidée des établissements de crédit, du 25 au 29 septembre 2017 ;
- atelier de formation sur le système de notation des établissements de crédit, du 9 au 20 octobre 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- séminaire de formation sur la gestion et l'évaluation des risques bancaires, du 20 au 21 octobre 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- atelier de formation sur la supervision basée sur les risques et la mise en œuvre du processus de surveillance prudentielle, du 6 au 7 novembre 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- atelier de formation sur les dispositifs réglementaires relatifs à la gestion des risques bancaires, du 2 au 3 novembre 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- atelier de formation sur la gestion et la conduite des missions de vérification, du 20 au 21 novembre 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- atelier de formation relative à l'application de la méthodologie SREP (Supervisory Review and Evaluation Process / Processus de Surveillance et d'Evaluation Prudentielle) pour l'évaluation des risques bancaires du 22 au 23 novembre 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire).

5.2.2. Formations et séminaires externes

Le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a participé à des formations et séminaires externes organisés par des organismes et institutions, notamment :

- séminaire spécialisé sur la supervision bancaire, du 22 au 25 mai 2017 à la Federal Reserve de New York (Etats-Unis) ;
- séminaire régional relatif aux principes actuels de la supervision sur base consolidée, tenu à Libreville (Gabon) du 29 au 31 mai 2017 ;
- séminaire sur les nouvelles approches standards de Bâle III, du 6 au 8 juin 2017 à Bâle (Suisse) ;
- conférence sur la résolution et l'assurance-dépôts et sur la recherche de la stabilité financière, les 25 et 26 octobre 2017 au Cap (Afrique du Sud) ;
- atelier sur l'impact de la norme IFRS 9, du 26 au 27 octobre 2017 à Pretoria (Afrique du Sud) ;
- séminaire d'actualité prudentielle destiné aux superviseurs bancaires francophones organisé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), les 13 et 14 décembre 2017 à Paris (France).

FOCUS SUR LES GRANDES REFORMES

Ce document spécial a pour objectif de présenter les principaux aménagements apportés au cadre institutionnel et réglementaire de l'Union, à la faveur des chantiers conduits par les Autorités monétaires et de contrôle au cours de ces dernières années.

A. IMPLEMENTATION DES NORMES DE BALE II ET BALE III

● Présentation du nouveau dispositif prudentiel

Par Décisions n°013/24/06/2016/CM/UMOA et n°014/24/06/2016/CM/UMOA en date du 24 juin 2016, le Conseil des Ministres de l'UMOA a adopté le nouveau dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'Union ainsi que le cadre de supervision sur base consolidée applicable aux établissements de crédit maisons-mères et aux compagnies financières en activité dans la zone. Ce nouveau dispositif entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018, tandis que le mécanisme de supervision sur base consolidée est opérationnel depuis juin 2016.

Pour rappel, le nouveau dispositif prudentiel repose sur les trois piliers complémentaires suivants :

- premier pilier, relatif aux exigences minimales de fonds propres en fonction des risques (risque de crédit, risque opérationnel et risque de marché), conformément aux règles de Bâle III. Il aborde également les normes prudentielles connexes aux exigences minimales de fonds propres, notamment la division des risques et le ratio de levier ;
- deuxième pilier qui définit les grands principes de la surveillance prudentielle et le cadre d'intervention y afférent ;
- troisième pilier, relatif à la discipline de marché. Il vise à renforcer la transparence et la communication des établissements vis-à-vis du public quant à leur exposition aux risques.

Le nouveau dispositif prudentiel fixe également de nouvelles exigences prudentielles en matière de liquidité, conformément aux recommandations édictées par le Comité de Bâle.

Le champ d'application du dispositif a été étendu aux compagnies financières. A cet égard, les nouvelles règles prudentielles s'appliquent sur une base :

- sociale (ou individuelle) aux établissements de crédit ;
- sous-consolidée aux compagnies financières holdings intermédiaires ;
- consolidée aux établissements de crédit maisons-mères et aux compagnies financières holdings.

Ce corpus réglementaire définit les catégories de fonds propres, ci-après :

a. les fonds propres de base (T1), qui sont composés :

- i. des fonds propres de base durs, communément appelés « Common Equity Tier one » (CET1), ou noyau dur des fonds propres ;
- ii. et des fonds propres de base additionnels ou autres éléments de T1 (AT1) ;

b. les fonds propres complémentaires (T2).

Les fonds propres effectifs sont constitués de la somme des fonds propres de base et des fonds propres complémentaires.

L'éligibilité d'un élément de fonds propres à chacune des trois catégories susmentionnées (CET1, AT1 et T2) est établie sur la base d'une série de critères définis dans le dispositif prudentiel.

Les fonds propres réglementaires visent à absorber les pertes, en cas de faillite ou de liquidation. A cet égard, tous les instruments de fonds propres de base additionnels (AT1) ainsi que les fonds propres complémentaires (T2) doivent absorber intégralement les pertes, lorsque l'établissement atteint le point de non-viabilité, avant que les contribuables ne soient exposés à des pertes.

Les établissements de crédit seront tenus de conserver un montant minimum de fonds propres pour couvrir les risques liés à leurs activités (risques de crédit, opérationnel et de marché). En plus de ces fonds propres minimums, les exigences réglementaires prescrivent la constitution d'un coussin de conservation, d'un coussin contracyclique et d'un coussin systémique. Ces coussins sont composés d'éléments de fonds propres de base durs (CET1).

Le coussin de conservation, fixé à 2,5% des risques pondérés de l'établissement, a pour objet de lui permettre de constituer, en dehors des périodes de tension, des marges de fonds propres mobilisables en cas de pertes.

S'agissant du coussin contracyclique, fixé au plus à 2,5% du total des risques pondérés, il vise à ce que les exigences de fonds propres des établissements assujettis tiennent compte de l'évolution de l'environnement macrofinancier de l'UMOA et la répartition géographique de leur portefeuille. Ce coussin est activé par l'Autorité en charge de la politique macroprudentielle, lorsqu'elle estime qu'une croissance excessive du crédit est associée à une accumulation de risques à l'échelle du système bancaire.

En ce qui concerne le coussin systémique, il permet de renforcer la solidité des établissements bancaires d'importance systémique dont la défaillance ou les difficultés financières pourraient provoquer des chocs dans le système bancaire de l'UMOA. Les modalités d'identification des établissements concernés et de détermination des taux correspondants sont en cours de définition par la BCEAO.

Les établissements devront atteindre, après la période transitoire de cinq ans, au moins les ratios de solvabilité cibles, ci-après, incluant le coussin de conservation :

- 7,5% de leurs risques pondérés, au titre des fonds propres de base durs (CET1) ;
- 8,5% des risques pondérés, au titre des fonds propres de base (T1) ;
- 11,5% des risques pondérés, au titre des fonds propres effectifs (FPE), constitués des composantes de T1 et T2.

Le dispositif prudentiel a aussi retenu les normes relatives à la division des risques et au ratio de levier. Au titre de la division des risques, les établissements sont tenus de respecter, après une période transitoire de cinq ans, un coefficient maximum de 25%, défini comme le rapport entre le total des actifs pondérés en fonction des risques sur un client ou un groupe de clients liés et le montant des fonds propres de base. Quant au ratio de levier, qui résulte du rapport entre les fonds propres de base et l'exposition totale d'un établissement, sa norme minimale est fixée à 3%.

Par ailleurs, le nouveau cadre réglementaire procède à la révision des normes de liquidité en vigueur à savoir, le coefficient de liquidité ainsi que le coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables, en vue d'assurer leur convergence respectivement vers le ratio de liquidité à court terme (Liquidity Coverage Ratio – LCR) et le ratio structurel de liquidité à long terme (Net Stable Funding Ratio – NSFR) édictés par le Comité de Bâle.

Le ratio de liquidité à court terme exige des établissements de disposer d'un encours suffisant d'actifs liquides de haute qualité non grevés pour surmonter une crise de liquidité qui durerait 30 jours calendaires. Ces actifs non grevés doivent être mobilisables et convertibles en liquidité à tout moment, sans perdre ou en perdant très peu de leur valeur.

Le ratio structurel de liquidité à long terme prescrit le maintien d'une structure de financement viable capable de réduire le risque de financement sur une période plus longue (un an), en imposant aux établissements, de financer leurs activités grâce à des ressources suffisamment stables pour atténuer le risque de tensions sur le financement.

Au titre des autres normes prudentielles, le texte reconduit, conformément aux dispositions pertinentes de la Loi portant réglementation bancaire, les ratios relatifs à la réglementation des immobilisations hors exploitation, ainsi qu'à la limitation du total des immobilisations et des participations par rapport aux fonds propres.

En revanche, il renforce la norme relative aux participations dans les entités commerciales et celle portant sur les prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants, au personnel, aux commissaires aux comptes et aux autres parties liées.

● Mise en œuvre de la supervision sur base consolidée

Les entités assujetties à la supervision sur base consolidée sont :

- les établissements de crédit maisons-mères détenant au moins une filiale qui est un autre établissement de crédit au sein de l'UMOA ;
- les compagnies financières holding et les compagnies financières holding intermédiaires implantées dans l'UMOA ;
- une autre entité intermédiaire d'un Groupe, notamment lorsque les circonstances ou l'évolution de la structure du Groupe le justifient.

Le périmètre de consolidation prudentielle est composé de toutes les entreprises à caractère financier sur lesquelles la maison-mère exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable, indépendamment de leur forme juridique, du pays d'implantation ou d'accueil de leurs activités.

Outre les entreprises d'assurance, sont exclues du périmètre de consolidation prudentielle :

- les entreprises à objet commercial et autres entreprises à caractère non financier ;
- les entreprises à caractère financier dont le montant total des actifs et des éléments de hors bilan est inférieur à 1% du total consolidé des actifs et des éléments de hors bilan de la maison-mère ou de l'entité qui détient la participation.

La Commission Bancaire peut requérir d'une maison-mère qui détient des filiales, établissements de crédit agréés dans l'Union, qu'elle crée dans la zone une compagnie financière holding intermédiaire détenant les participations du groupe dans ces établissements de crédit.

Par ailleurs, la Commission Bancaire a adopté, en sa session du 11 décembre 2017, la liste des compagnies financières holding et de celle des compagnies financières holding intermédiaires de l'UMOA. Elle fera l'objet de publication au Journal Officiel de chaque Etat de l'Union.

En outre, une Instruction de la Banque Centrale fixant le format et les périodicités des remises des états prudentiels a été adoptée. Les premières remises prudentielles sont attendues pour fin avril 2018.

La Banque Centrale a déployé, depuis le mois d'août 2017, un Programme d'Accompagnement Rapproché des Etablissements (PARE BII/III) visant à assurer une mise en œuvre ordonnée et dans les délais de la réforme Bâle II et Bâle III. Le PARE BII/III consiste notamment en des rencontres bimestrielles (mensuelles pour les établissements en difficulté) par visioconférence entre la BCEAO et les responsables des équipes de projet des établissements assujettis. Ces séances de travail bilatérales ont pour objet d'assurer, d'une part, un meilleur suivi du respect des diligences attendues des établissements et, d'autre part, une prise en charge diligente et appropriée par la BCEAO des préoccupations des établissements liées à la réforme.

Principales évolutions du dispositif prudentiel

Dispositif prudentiel en vigueur au 31 décembre 2017	Nouveau dispositif prudentiel
Champ d'application : sur base sociale	Champ d'application : sur base sociale, sous-consolidée et consolidée
Approche de supervision : davantage de conformité	Approche de supervision : basée sur les risques (SNEC, cartographie des risques, Système d'alerte précoce, Stress Tests Top Down et Bottom Up)
Fonds propres de base (FPB) = fonds propres Bâle 1	FPB = CET1 (Fonds propres de base durs communément appelés « Common Equity Tier One ») + AT1 (Fonds propres de base additionnels) (Éligibilité sur la base de critères spécifiques, exclusion progressive des provisions réglementées et des fonds affectés sur 10 ans)
Fonds propres complémentaires (FPC) : critères d'intégration moins restrictifs	FPC = T2 (critères d'éligibilité renforcés ; Prise en compte des Provisions réglementées et des fonds affectés ; exclusion progressive des écarts de réévaluation et des emprunts subordonnés non éligibles sur 10 ans)
Ratio de solvabilité = 8% ; Fonds propres complémentaires limités à 100% des Fonds propres de base	Ratio FPB durs CET1 = 5% (exigence minimale sans coussin) Ratio FPB T1 = 6% (exigence minimale sans coussin) Ratio FPE (T1+T2) = 9% (exigence minimale sans coussin) Coussin de conservation = 2,5% des Actifs Pondérés des Risques (APR) sous forme de CET1 Coussin Contracyclique = entre 0% et 2,5% APR sous forme de CET1 Coussin Systémique = fourchette fixée par la BCEAO Des dispositions transitoires sont prévues afin de permettre aux établissements d'adopter une démarche progressive de mise en œuvre de la réforme.
Risque pris en compte dans le ratio de solvabilité : Risque de crédit	Risques pris en compte dans le ratio de solvabilité : Risque de crédit (approche standard et prise en compte du risque de contrepartie) ; Risque opérationnel (approches Indicateur de base et Standard) ; Risque de marché (Approche standard)
Risque de crédit Pondérations des expositions : • Etats et démembrements = 0% • Banques et prêts garantis par les Etats = 20% • Prêts garantis par des hypothèques = 50% • Autres = 100%	Pondérations des expositions : • Souverains = 0% et Grille de pondération • Organismes Publics hors Administration centrale = 20% et grille • Banque Multilatérales de Développement = 0% ; 20% et Grille de pondération • Institutions Financières = Grille de pondération • Entreprises = Grille de pondération • Clientèle de détail = 75% • Immobilier résidentiel = 35% • Immobilier commercial = 75% • Créances en souffrance = 100% ou 150%, pas de contagion pour la clientèle de détail • Créances à risque élevé = 150% au moins • Autres actifs = 0% à 250% • Prêts non destinés à l'habitat garantis par des hypothèques = 75%
Traitement du hors-bilan Pas de conversion de l'exposition en équivalent-crédit	Hors-bilan soumis à des facteurs de conversion en équivalent crédit= 10% ; 20% ; 50% ; 75% et 100%
Garanties reconnues : • avoirs financiers dans l'établissement, Etat-Banques Centrales, Banques et correspondants, Établissements financiers et AIF (Autres Institutions Financières) • Hypothèques de 1 ^{er} ou 2 ^{ème} rang	• élargissement des sûretés financières éligibles, notamment aux actions et aux parts dans les OPCVM • reconnaissance des accords-cadres de compensation au bilan et des dérivés de crédit • élargissement des garants éligibles à toutes entités n'ayant pas enregistré de créances en souffrance au cours des cinq dernières années • prise en compte de l'effet d'une garantie hypothécaire de 1 ^{er} ou 2 ^{ème} rang dans la pondération applicable
Ratio de liquidité (3 mois maximum) = (Actifs disponibles et réalisables ou mobilisables à CT)/(Passif exigible à CT ou engagements par signature susceptibles d'être exécutés à CT) >= 75%	Deux (2) ratios de liquidité : • RLCT ¹² (30 jours) = (Encours d'actifs liquides de HQ ¹³)/(Total des sorties nettes de trésorerie sur 30 jours) >= 100% • RLLT ¹⁴ (1 an) = (Montant du financement stable disponible)/(Montant du financement stable exigé) >= 100%
Norme de division des risques = 75% des fonds propres effectifs	Norme de division des risques = 25% des fonds propres de base (exemptions : expositions souveraines et intra-journalières sur le marché interbancaire ; Banques Multilatérales de Développement (BMD) et Institutions financières pondérées à 0%)

12 - RLCT : Ratio de Liquidité à Court Terme communément appelé « Liquidity Coverage Ratio ».

13 - HQ : Haute qualité.

14 - RLLT : Ratio structurel de Liquidité à Long Terme communément appelé « Net Stable Funding Ratio ».

B. REVISION DU PLAN COMPTABLE BANCAIRE DE L'UMOA

La révision du plan comptable bancaire de l'UMOA a pour objectif essentiel de répondre aux besoins d'informations des principaux utilisateurs. Elle répond également à la nécessité de l'adapter aux évolutions des normes internationales (IFRS) et de l'activité des établissements assujettis (pension livrée, prêts de titres, crédit-bail, etc.), en vue de renforcer la qualité de l'information financière produite, gage d'une supervision bancaire efficace.

Le nouveau PCB est structuré en trois (3) livres auxquels s'ajoutent treize (13) instructions :

- Livre 1 : Cadre conceptuel (principes généraux relatifs à l'établissement des états financiers) ;
- Livre 2 : Etats financiers (règles d'établissement et de présentation de l'information financière) ;
- Livre 3 : Cadre comptable (règles d'organisation comptable ainsi que le plan, le contenu et le fonctionnement des comptes).

Les principales évolutions sont les suivantes :

- formalisation de la notion de « contagion », à l'exclusion de la clientèle de détail (PME, particuliers et de l'escompte commercial) ;
- suppression de la notion de « créance immobilisée », remplacée par « créance restructurée » ;
- possibilité de reclassement des créances restructurées et des créances douteuses ou litigieuses en créances saines ;
- comptabilisation en créances irrécouvrables des créances douteuses non recouvrées après 5 ans ;
- champ d'application de la consolidation élargi aux compagnies financières, avec obligation d'établissement et de publication d'états financiers semestriels consolidés ;
- mise en œuvre du principe de proportionnalité ;
- adoption de l'approche économique dans le traitement des locations ;
- accent mis sur les principes comptables suivants : « prééminence de la réalité économique sur l'apparence juridique » et « importance significative » ;
- états financiers adaptés aux objectifs de la communication financière des établissements de crédit (liquidité, exigibilité, soldes et indicateurs de gestion) ;
- notes annexes formalisées et plus détaillées (27 notes obligatoires complétées par les informations d'importance significative).

Le PCB révisé de l'UMOA et son annexe entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

C. REVISION DE L'ANNEXE A LA CONVENTION REGISSANT LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA

La révision de l'Annexe à la convention régissant la Commission Bancaire vise principalement à la mettre en cohérence avec certaines décisions prises par le Conseil des Ministres de l'UMOA au cours des dernières années. Il s'agit, notamment des décisions :

- n°25 du 02/07/2015/CM/UMOA instituant un mécanisme de résolution des crises bancaires dans l'Union ;
- n°28 du 29/09/2015/CM/UMOA précisant que le Secrétaire Général de la Commission Bancaire est assisté de deux (2) Adjoints ;
- n°13/24/06/2016/CM/UMOA révisant le dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'Union ;
- n°14/24/06/2016/CM/UMOA relative à la supervision sur base consolidée des établissements de crédit maisons-mères et des compagnies financières de l'Union.

Le texte révisé comporte soixante-et-onze (71) articles contre quarante-trois (43) pour l'Annexe en vigueur. Les principales innovations introduites concernent l'organisation et le fonctionnement de la Commission Bancaire, le cadre de supervision des établissements assujettis ainsi que le nouveau mécanisme de résolution des crises bancaires.

● **Organisation et fonctionnement de la Commission Bancaire**

Les missions de la Commission Bancaire ont été davantage explicitées, en mettant l'accent sur la solidité et la sécurité des établissements assujettis, la protection des déposants et le maintien de la stabilité du système financier de l'UMOA.

La nouvelle Annexe révisée à la Convention régissant la Commission Bancaire, adoptée par le Conseil des Ministres par Décision n°010 du 29/09/2017/CM/UMOA, organise l'Autorité de contrôle, présidée par le Gouverneur de la Banque Centrale, en deux (2) entités distinctes , à savoir :

- un Collège de Supervision, chargé notamment du contrôle prudentiel des établissements assujettis, sur pièces et sur place ;
- un Collège de Résolution, qui met en œuvre les mesures de prévention et de résolution des crises bancaires.

La composition du Collège de Supervision se présente ainsi qu'il suit :

- le Gouverneur de la Banque Centrale ;
- un représentant désigné ou nommé par chaque Etat membre de l'UMOA, à savoir le Directeur du Trésor public ou le Responsable de la direction de tutelle des établissements de crédit ;
- un représentant de l'Etat assurant la garantie de la convertibilité de la monnaie commune ;
- des membres nommés par le Conseil des Ministres de l'UMOA, sur proposition du Gouverneur de la Banque Centrale, en raison de leur compétence dans les domaines bancaire, juridique ou financier ou dans tout autre domaine de compétence jugé compatible avec les fonctions envisagées.

Quant au Collège de Résolution, il est composé des quatre (4) membres permanents ci-après :

- le Gouverneur de la Banque Centrale ;
- le Représentant, au Collège de Supervision, de l'Etat assurant la présidence du Conseil des Ministres ;
- le Directeur du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l'UMOA (FGDR-UMOA) ;
- un membre nommé par le Conseil des Ministres de l'UMOA, sur proposition du Gouverneur de la BCEAO, en raison de sa compétence dans les domaines bancaire, juridique ou financier ou dans tout autre domaine de compétence jugé compatible avec les fonctions envisagées.

Lorsqu'un établissement assujéti fait l'objet d'une procédure de résolution, le Représentant de son Etat d'implantation dans le Collège de Supervision est invité à participer aux travaux du Collège de Résolution. Il intervient à titre de membre non permanent avec droit de vote.

En outre, la procédure de renouvellement, par tirage au sort, des mandats des membres de la Commission Bancaire nommés par le Conseil des Ministres de l'Union a été supprimée. Ceux-ci sont désignés pour une période de trois (3) ans, renouvelable deux fois.

Par ailleurs, la Décision n°28 du 29/09/2015/CM/UMOA du Conseil des Ministres de l'UMOA portant modification de l'article 9 de l'Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA a été prise en compte dans le document révisé. Ainsi, le Secrétaire Général de la Commission Bancaire sera assisté de deux Secrétaires Généraux Adjointes, tous nommés par le Gouverneur parmi le personnel de la Banque Centrale.

Enfin, la Commission Bancaire peut désormais, d'une part, tenir des réunions par visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunication permettant l'identification des commissaires et leur participation effective et, d'autre part, statuer par voie de consultation écrite.

● **Cadre de supervision**

Le pouvoir de contrôle, de sanction et de résolution de la Commission Bancaire est étendu aux compagnies financières et aux établissements de monnaie électronique.

Les compagnies financières sont définies comme des sociétés qui ont, pour activité principale, la prise et la gestion des participations financières et qui contrôlent une ou plusieurs sociétés effectuant des opérations à caractère financier dont une, au moins, est un établissement de crédit.

Conformément aux bonnes pratiques internationales, le texte prévoit expressément que l'examen des demandes des sociétés étrangères, sollicitant l'agrément en qualité d'établissement de crédit dans l'UMOA, requiert l'avis de non-objection de l'Autorité de supervision du pays d'origine.

Le contrôle des établissements assujétis se fonde sur l'approche de supervision basée sur les risques et intègre le principe de proportionnalité. Ce principe tient compte de la taille, de la structure, du profil de risque, de la nature et de la complexité des activités ainsi que de l'importance systémique des établissements.

Les établissements assujétis élaborent et communiquent à la Commission Bancaire un plan préventif de redressement qui permet d'anticiper, en cas de détérioration significative de leur situation financière, les mesures qu'ils devraient prendre pour rétablir leur équilibre financier. Le Collège de Supervision procède à l'évaluation de ces plans.

La Commission Bancaire a la faculté de communiquer à d'autres superviseurs, les conclusions des missions de vérification sur place, sur la base des accords de coopération qu'elle aura signés avec eux.

En outre, les mesures administratives susceptibles d'être prises par la Commission Bancaire à l'encontre des assujettis ont été précisées et énumérées.

Les sanctions disciplinaires ont également été renforcées par l'interdiction faite aux personnes responsables de certaines infractions de diriger, d'administrer ou de gérer un établissement soumis au contrôle de la Commission Bancaire de l'UMOA. Cette interdiction peut être prononcée même après la cessation des fonctions de la personne incriminée.

Les sanctions disciplinaires prononcées par la Commission Bancaire peuvent être rendues publiques dans les journaux ou tout autre support jugé valable, les frais de publication étant à la charge de l'établissement sanctionné.

Par ailleurs, les compétences du Collège de Supervision ont été étendues à la mise en œuvre de la supervision sur base consolidée.

Enfin, le texte prévoit la limitation du droit de recours, contre les décisions de la Commission Bancaire, aux personnes physiques ou morales directement concernées. Ce recours est formé auprès du Conseil des Ministres de l'UMOA.

● **Cadre de résolution**

Le nouveau texte institue un dispositif de résolution de crise applicable principalement aux établissements bancaires d'importance systémique de l'Union ainsi qu'à leurs filiales concernées. Il est également étendu à tout autre établissement assujetti dont la défaillance peut avoir un impact significatif sur la stabilité financière ou sur l'économie d'un ou de plusieurs Etats membres de l'Union.

Dans ce cadre, les plans préventifs de redressement des établissements soumis au régime de résolution, validés par le Collège de Supervision, sont transmis par ce dernier au Collège de Résolution.

Le Collège de Résolution élabore, pour chacun de ces établissements, un plan de résolution décrivant les mesures susceptibles d'être mises en œuvre dès lors que celui-ci se trouve en situation de crise.

Les mesures nécessaires à la mise en œuvre des plans préventifs de redressement et des plans de résolution peuvent être exigées des établissements soumis au régime de résolution par le Collège de Supervision.

Le Collège de Résolution peut, à la demande du Collège de Supervision, décider de l'entrée en résolution de tout établissement assujetti jugé non viable et sans perspective de retour à la viabilité.

A cet égard, le Collège de Résolution est doté de pouvoirs étendus et de prérogatives lui permettant, notamment, de révoquer ou remplacer tout dirigeant dont la responsabilité dans la situation de l'établissement en cours de résolution est établie. Il pourra alors nommer un Administrateur spécial chargé de mettre en œuvre les mesures de résolution et d'exécuter les décisions de l'Autorité de résolution. Il peut également imposer aux créanciers de l'établissement qui connaît des problèmes de solvabilité, la conversion de leurs avoirs en actions ou décider du transfert d'office de tout ou partie d'une ou plusieurs branches d'activité de l'établissement.

Les actions de résolution peuvent être financées par le Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l'UMOA (FGDR-UMOA). Ce Fonds intervient, à la demande du Collège de Résolution et après

épuisement de l'ensemble des recours au financement privé. Ainsi, l'appellation de l'ancien "Fonds de Garantie des Dépôts dans l'UMOA (FGD-UMOA)" sera modifiée pour tenir compte de l'extension de son périmètre d'action à la résolution des crises bancaires.

- **Coopération entre Autorités de supervision en matière de résolution**

Le domaine dans lequel la Commission Bancaire a la faculté de conclure des accords de coopération avec des autorités homologues est étendu à la résolution des crises bancaires.

A cet égard, la Commission Bancaire est notamment habilitée à mettre en place, en cas de besoin, un Comité de gestion de crise pour les établissements soumis au régime de résolution. Elle pourra également participer, en tant qu'Autorité de résolution d'accueil, aux Comités de gestion de crise des groupes étrangers, sur invitation de leurs Autorités de résolution d'origine.

La nouvelle annexe à la convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

D. NOUVELLES CIRCULAIRES REVISEES DE LA COMMISSION BANCAIRE

- **Contexte, justification et objectif**

Au cours de sa session ordinaire tenue à Lomé le 24 juin 2016, le Conseil des Ministres de l'UMOA a adopté les textes transposant les règles de Bâle II/III dans l'UMOA, à savoir :

- la Décision n°013/24/06/2016/CM/UMOA portant dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'UMOA ;
- et la Décision n°014/24/06/2016/CM/UMOA relative à la supervision sur base consolidée des établissements de crédit maisons-mères et des compagnies financières dans l'UMOA.

Ces textes visent à promouvoir un système bancaire solide et résilient, caractérisé par un profil de risque maîtrisé et répondant de manière adéquate aux besoins de financement des économies des Etats membres de l'UMOA.

La mise en œuvre efficace de la réforme nécessite l'édiction de textes d'application précisant certaines dispositions des Décisions susvisées du Conseil des Ministres. Dans ce contexte, cinq (5) Circulaires révisées ont été adoptées par la Commission Bancaire lors de sa session de septembre 2017.

L'objectif général visé par l'adoption de ces Circulaires est de doter la Commission Bancaire d'un dispositif de surveillance prudentielle rénové et renforcé, tenant compte non seulement des principes fondamentaux de Bâle, mais également des spécificités de l'UMOA.

- **Structure et contenu des circulaires**

Les Circulaires portent sur la gouvernance, le contrôle interne, la gestion de la conformité aux normes en vigueur, la gestion des risques et les conditions d'exercice des fonctions d'administrateurs et de dirigeants. Certains textes procèdent de la refonte de la Circulaire n°003-2011/CB/C relative à l'organisation du système de contrôle interne des établissements de crédit de l'UMOA. En effet, celle-ci a été subdivisée en trois (3) nouveaux textes distincts, ci-après, conformément aux standards internationaux :

- la Circulaire sur la gestion des risques, qui transpose dans le corpus réglementaire les recommandations prescrites par les principaux fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace (principes n°15 et n°17 à 25) ;
- la Circulaire sur la gestion de la conformité aux normes en vigueur (principe n°26) ;
- la Circulaire sur le système de contrôle interne, tel que prescrit par le principe n°26.

● **Circulaire relative à la gouvernance des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA**

Elle vise la conformité au principe 14 « Gouvernance d'entreprise » des principes fondamentaux pour une supervision bancaire efficace et reprend les recommandations en la matière, notamment les principes de gouvernance d'entreprise dans les établissements bancaires publiés en juillet 2015. La circulaire s'articule essentiellement autour des rôles et responsabilités des organes délibérant et exécutif, de la gouvernance au sein des groupes, de la gestion des conflits d'intérêts, du système et de la politique en matière de rémunération ainsi que des obligations de transparence et de communication qui en découlent.

De manière générale, les nouvelles règles renforcent les fondements indispensables du dispositif de gouvernance des établissements en activité dans l'UMOA. Elle veille à l'adoption ainsi qu'à l'application de bonnes pratiques de gouvernance au sein du système bancaire de l'Union.

Les principales innovations proposées portent sur les aspects suivants :

- l'obligation de disposer, à tout moment, d'un organe délibérant composé majoritairement d'administrateurs non exécutifs et d'un tiers d'administrateurs indépendants ;
- l'exigence de désigner le Président de l'organe délibérant parmi les administrateurs indépendants ou les administrateurs non exécutifs ;
- l'obligation de disposer d'un comité d'audit et d'un comité des risques pour tout établissement. A ceux-la s'ajoutent un comité de rémunération, pour les EBIS nationale et régionale, et un comité de nomination pour les EBIS régionale ;
- l'obligation faite à tout administrateur, préalablement à sa prise de fonction et annuellement, de soumettre une déclaration sur l'honneur et une déclaration de conflit d'intérêt ;
- la soumission à l'approbation préalable de l'organe délibérant, sur proposition dûment motivée du comité d'audit, de toute décision de désignation, de mutation ou de révocation du responsable d'audit interne et celle des auditeurs internes.

La Circulaire aborde également la gouvernance au sein des groupes bancaires en indiquant les responsabilités que les maisons-mères et leurs filiales ont les unes envers les autres. En outre, elle présente des exigences en matière de gestion des conflits d'intérêts et de bonne conduite, notamment, la mise en place d'un code de déontologie.

Enfin, le cadre de gouvernance de l'établissement doit intégrer un mécanisme de communication transparent et efficace envers toutes les personnes extérieures à l'établissement.

● **Circulaire relative au contrôle interne des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA**

La Circulaire sur le contrôle interne a fait l'objet d'une refonte dans le but de se conformer au principe 26 « Contrôles internes et audit » des principaux fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace. Elle s'appuie sur les meilleures pratiques internationales en la matière, à savoir les référentiels du COSO1514 et de l'IIA1615.

Il est attendu des établissements de crédit et des compagnies financières qu'ils adoptent un système de contrôle interne rigoureux et efficace, essentiel à la conduite prudente de leurs activités et adapté à leur profil de risque. Ce système permet à l'établissement de réaliser au mieux ses objectifs de rentabilité à moyen et long termes, en assurant également la fiabilité de sa communication financière.

A ce titre, les responsabilités des organes délibérant et exécutif ainsi que celles de la fonction d'audit et du personnel doivent être clairement décrites dans l'organisation du système de contrôle interne mis en place par l'établissement. Ce dispositif doit tenir compte des composantes interdépendantes ci-après : l'environnement de contrôle, l'évaluation des risques, les activités de contrôle, les canaux d'information et de communication et la surveillance des activités de contrôle.

La surveillance des activités de contrôle doit s'effectuer à différents niveaux de l'établissement sur la base d'un certain nombre d'exigences :

- i. les unités opérationnelles représentent la première ligne de défense ;
- ii. la deuxième ligne de défense inclut les fonctions de support, notamment la gestion des risques, la conformité, les finances, les ressources humaines, les systèmes d'information, les affaires juridiques ;
- iii. la troisième ligne de défense est assurée par la fonction d'audit interne qui évalue, en toute indépendance, l'efficacité des processus de contrôle mis en place par la première et la deuxième ligne de défense et fournit une assurance sur ces processus. Cette fonction, indépendante des deux premières lignes de défense, réalise des contrôles périodiques sur toutes les composantes du système de contrôle interne.

Enfin, la Circulaire précise les exigences spécifiques à la fonction d'audit au sein des établissements assujettis, encadre les relations entre la Commission Bancaire et les organes de gouvernance d'une part, et d'autre part, avec l'audit interne et externe.

● **Circulaire relative à la gestion de la conformité aux normes en vigueur par les établissements de crédit et les compagnies financières de l'UMOA**

L'encadrement spécifique du risque de non conformité répond au souci de prendre en compte les principes édictés par le Comité de Bâle, notamment le principe 26 des principes fondamentaux pour une supervision bancaire efficace et ceux contenus dans le document intitulé : « Compliance and the compliance function in banks » (avril 2005).

15 - *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO) a publié un référentiel révisé sur le contrôle interne, Internal Control-Integrated framework, mai 2013.*

16 - *Institute of Internal Auditors (IIA) a mis à jour son référentiel Standards & Guidance - International Professional Practices Framework, 2016.*

La principale proposition de la nouvelle Circulaire est l'exigence, pour chaque établissement, de se doter d'un cadre de gestion de la conformité dynamique et adapté permettant d'appliquer une approche fondée sur les risques pour détecter, mesurer, évaluer, suivre et maîtriser le risque de non-conformité.

En outre, le texte requiert des établissements de se doter d'une politique, d'une charte et d'une fonction sur la conformité. Il prévoit la mise en place d'un programme de conformité basé sur les risques, sous la supervision du responsable de conformité, pour assurer une couverture appropriée des activités à l'échelle de l'établissement ainsi que la coordination avec les autres fonctions de gestion des risques.

Enfin, la fonction de conformité doit s'assurer spécifiquement que la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme est respectée dans l'établissement.

● **Circulaire relative à la gestion des risques dans les établissements de crédit et les compagnies financières de l'UMOA**

Cette Circulaire découle de la transposition du principe 15 « Dispositif de gestion des risques », qui exige des établissements la mise en place des politiques et procédures adéquates au regard de leur profil de risque et couvrant toutes les structures. A ce titre, l'ensemble des risques, évoqué dans les principes 17 à 25 des BCP, fait l'objet d'un encadrement spécifique dans la Circulaire en vue d'une mise en conformité auxdits principes.

A cet égard, il est attendu des établissements la mise en place d'un dispositif complet de gestion des risques permettant de détecter, de mesurer, d'évaluer, de suivre et de maîtriser ou d'atténuer tous les risques significatifs et d'en rendre compte, en temps opportun.

Les rôles et les responsabilités des organes délibérant et exécutif ainsi que ceux de la fonction de gestion des risques sont mis en exergue. Il est également attendu des assujettis qu'ils mettent en place des programmes de stress-test aux fins de la gestion des risques, pour évaluer l'impact potentiel de scénarios adverses sévères mais plausibles sur leur solidité financière.

Suivant le principe de proportionnalité, le dispositif doit inclure l'élaboration et l'actualisation de dispositions d'urgence y compris des plans de secours et de continuité de l'activité solides et crédibles, le cas échéant, qui tiennent compte des circonstances spécifiques de l'établissement. Les exigences édictées portent notamment sur :

- le risque de crédit, y compris le risque de concentration et les transactions avec les parties liées ;
- le risque de marché ;
- le risque opérationnel, y compris l'externalisation et le plan de continuité de l'activité ;
- le risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire ;
- le risque de liquidité ;
- les autres risques (risque-pays, risque de transfert, risques de réputation et stratégique).

● **Circulaire relative aux conditions d'exercice des fonctions d'administrateurs et de dirigeants au sein des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA**

En vue d'assurer, sur une base commune, le libre exercice des activités dans tous les Etats membres de l'Union et une égalité des conditions de concurrence entre les établissements de crédit, quelle que soit la composition de l'actionnariat, la Circulaire sur les conditions d'exercice des fonctions d'administrateurs et de dirigeants dans l'UMOA a été revisitée.

Le nouveau texte reprend et renforce les dispositions pertinentes de la Circulaire n° 002-2011 /CB/C du 4 janvier 2011 relative aux conditions d'exercice des fonctions d'administrateurs et de dirigeants au sein des établissements de crédit de l'UMOA, au regard des modifications induites en matière de gouvernance, de contrôle interne et de gestion des risques. Il introduit notamment les innovations ci-après :

- la requête pour l'obtention de la dérogation à la condition de nationalité doit préciser la motivation du recours à une personne non-ressortissante de l'UMOA ;
- les observations de la Commission Bancaire sur la compétence et la moralité des personnes pressenties comme administrateurs ou dirigeants sont désormais étendues aux ressortissants de l'UMOA ;
- une exigence de déclaration de conflits d'intérêts à l'endroit des administrateurs et des dirigeants sur la base d'un canevas joint en annexe de la Circulaire.

En outre, le projet de texte introduit une exigence linguistique, faisant obligation aux administrateurs et dirigeants d'établissements assujettis d'être en mesure de s'exprimer dans la langue officielle de travail de l'UMOA.

Ces cinq (5) Circulaires entrent en vigueur le 2 juillet 2018.

ANNEXES

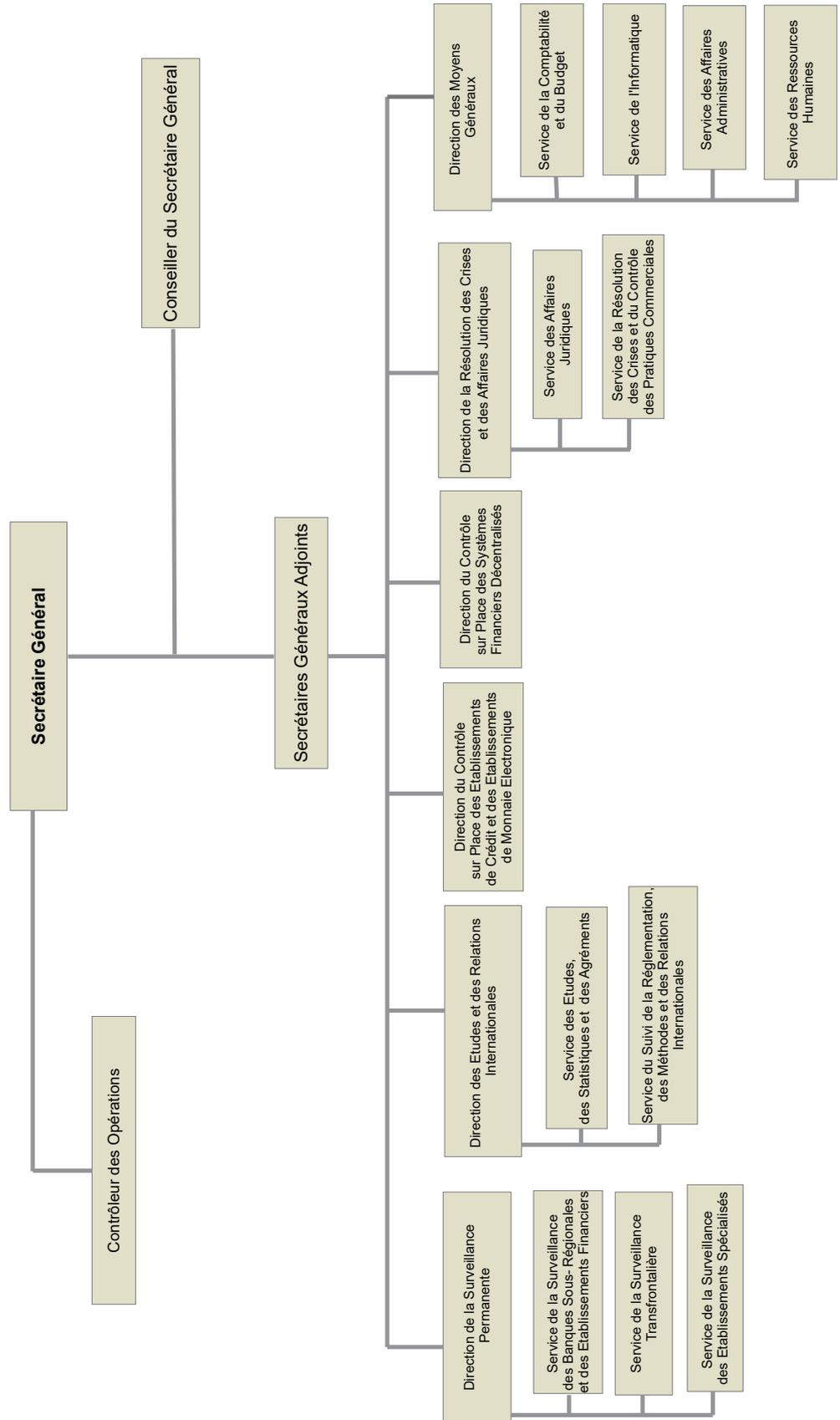
LISTE DES ANNEXES

- I. ORGANIGRAMME DU SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2017
- II. STATISTIQUES DES ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT
- III. STATISTIQUES DES ACTIVITES DES SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44
- IV. STATISTIQUES DES ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE (EME)

ANNEXE I

ORGANIGRAMME DU SGCB AU 31 DECEMBRE 2017

ORGANIGRAMME DU SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2017



SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2017

Secrétaire Général :

Madame Séna Elda Afiwa KPOTSRA

Secrétaire Général Adjoint :

Monsieur Antoine TRAORE

Conseiller du Secrétaire Général :

Monsieur Adjoumani KOUAKOU

Directeur de la Résolution des Crises et des Affaires Juridiques :

Monsieur Megbagnon Thierry TOFFA

Directeur des Etudes et des Relations Internationales :

Monsieur Malick DIARRA

Directeur de la Surveillance Permanente :

Monsieur Babacar FALL

**Directeur du Contrôle sur Place des Etablissements de Crédit
et des Etablissements de Monnaie Electronique :**

Monsieur Adjoumani KOUAKOU

**Adjoint au Directeur du Contrôle sur Place des Systèmes Financiers Décentralisés,
chargé de l'intérim :**

Monsieur Kalidou Assane THIAM

Directeur des Moyens Généraux :

Monsieur Moussa DIARRA

ANNEXE II

STATISTIQUES DES ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

ANNEXE II-1

II.1.1 - LISTE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

II.1.2 - BILANS, COMPTES DE RESULTATS ET RATIOS

BANQUES (123)

(En millions de FCFA)

ETAT	SIGLE	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Côte d'Ivoire	SGBCI	1 661 653	1	1 285 842	1	1 153 122	1
Côte d'Ivoire	ECOBANK	1 481 711	2	861 364	2	667 970	4
Côte d'Ivoire	BACI	1 381 463	3	860 049	3	712 570	2
Burkina	CBI	1 133 353	4	621 299	8	544 059	8
Côte d'Ivoire	NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE	1 088 903	5	725 359	4	701 009	3
Côte d'Ivoire	SIB	994 029	6	673 448	7	636 378	5
Bénin	BOA-BENIN	974 433	7	539 610	11	402 544	11
Sénégal	CBAO, GROUPE ATTIJARIWafa BANK	942 405	8	706 806	5	609 637	6
Burkina	ECOBANK	892 966	9	551 953	9	386 243	13
Sénégal	SGBS	874 345	10	675 305	6	575 708	7
Burkina	BOA-BURKINA	757 165	11	523 810	12	431 574	10
Sénégal	ECOBANK	715 755	12	509 453	13	342 078	17
Mali	BDM	708 491	13	462 374	15	355 158	14
Mali	BMS	695 206	14	399 623	17	350 214	15
Côte d'Ivoire	BICICI	647 649	15	549 423	10	466 519	9
Côte d'Ivoire	BOA-CI	646 566	16	403 042	16	347 663	16
Bénin	ECOBANK	620 758	17	361 352	19	206 225	30
Burkina	SG-BF	596 790	18	398 125	18	399 982	12
Côte d'Ivoire	BNI	557 495	19	500 951	14	307 964	19
Togo	ORABANK	545 425	20	317 407	23	292 221	22
Mali	ECOBANK	532 618	21	338 401	21	185 223	33
Sénégal	BOA-SENEGAL	470 928	22	272 767	28	244 883	24
Mali	BNDA	469 862	23	257 102	31	294 481	21
Mali	BOA-MALI	457 396	24	327 432	22	251 162	23
Sénégal	BICIS	445 122	25	352 959	20	327 489	18
Burkina	BANQUE ATLANTIQUE	419 966	26	274 205	27	236 104	25
Togo	ECOBANK	416 866	27	301 003	24	161 932	40
Mali	BIM	399 352	28	295 375	25	227 279	29
Burkina	UBA-BURKINA	382 267	29	270 066	29	87 199	59
Sénégal	BRM	373 749	30	120 070	58	149 877	41
Bénin	NSIA BANQUE (EX-DIAMOND BANK)	370 368	31	245 138	33	171 927	36
Sénégal	BHS	368 801	32	250 807	32	297 723	20
Sénégal	BANQUE ATLANTIQUE	343 268	33	194 007	35	192 972	32
Côte d'Ivoire	BGFIBANK-CI	334 714	34	162 064	43	229 406	28
Bénin	BANQUE ATLANTIQUE	333 941	35	181 550	38	170 853	37
Côte d'Ivoire	CBI CI	324 512	36	151 423	47	133 108	46
Côte d'Ivoire	BBG-CI	322 364	37	275 119	26	196 670	31
Sénégal	BIS	315 549	38	258 066	30	230 486	27
Mali	BANQUE ATLANTIQUE	304 484	39	134 782	50	161 943	39
Togo	UTB	303 102	40	214 295	34	149 042	42
Niger	SONIBANK	302 854	41	162 222	42	180 876	34
Niger	BOA-NIGER	294 545	42	157 532	45	170 455	38
Côte d'Ivoire	ORABANK CI	286 286	43	139 236	49	133 980	45
Bénin	SGB	274 786	44	153 209	46	179 857	35
Sénégal	CNCAS	262 925	45	171 115	39	234 023	26
Togo	BANQUE ATLANTIQUE	253 278	46	104 182	65	117 106	50
Sénégal	UBA-SENEGAL	245 063	47	162 754	41	119 992	48
Burkina	BICIA-B	242 095	48	182 650	36	138 104	43
Mali	BSIC-MALI	242 095	48	182 650	36	138 104	43
Bénin	ORABANK	231 509	50	158 523	44	92 577	54
Niger	ECOBANK	226 153	51	145 174	48	99 096	52
Mali	CBI MALI	205 957	52	103 652	66	91 121	55
Bénin	BGFIBANK-BENIN	194 672	53	115 246	59	119 590	49
Niger	BANQUE ATLANTIQUE	193 110	54	83 600	71	123 953	47
Côte d'Ivoire	UBA CI	188 835	55	121 989	55	38 642	88
Bénin	UBA BENIN	188 835	55	121 989	55	38 642	88
Sénégal	NSIA Banque Bénin, Succursale du Sénégal	182 527	57	129 139	53	98 496	53
Côte d'Ivoire	SCB-CI	181 721	58	129 848	52	42 939	86
Togo	BTCI	172 287	59	168 948	40	85 702	60
Sénégal	CDS	167 846	60	120 210	57	90 093	56
Niger	BIA-NIGER	166 964	61	124 035	54	74 202	70
Sénégal	BDK	164 449	62	99 491	68	82 279	64
Burkina	BCB	159 932	63	133 755	51	82 673	63
Burkina	BSIC-BURKINA	159 375	64	104 199	64	78 800	66
Togo	NSIA Banque Bénin, Succursale du Togo	154 263	65	107 064	62	59 077	74
Sénégal	ORABANK, Succursale du Sénégal	154 262	66	108 243	61	100 024	51
Côte d'Ivoire	NSIA Banque Bénin, Succursale de CI	152 205	67	110 738	60	83 322	61
Sénégal	BNDE	141 267	68	72 240	75	87 283	58
Mali	BCS	138 778	69	62 516	77	88 530	57
Niger	BSIC-NIGER	137 209	70	58 948	82	75 885	68

ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2017
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN, LE VOLUME DES DEPOTS ET DES CREDITS (*)

Annexe II.1.1.a

BANQUES (123)

(En millions de FCFA)

ETAT	SIGLE	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Côte d'Ivoire	CITIBANK-CI	136 186	71	104 616	63	70 119	71
Côte d'Ivoire	BSIC-CI	132 734	72	87 255	69	74 462	69
Bénin	BSIC-BENIN	131 920	73	60 228	79	60 231	73
Togo	CBI-TOGO	131 078	74	52 542	88	47 007	83
Burkina	ORABANK, Succursale du Burkina	127 346	75	84 219	70	57 261	75
Togo	BOA-TOGO	125 265	76	62 205	78	56 946	76
Mali	BCI	125 186	77	60 190	80	80 739	65
Sénégal	BSIC-SENEGAL	125 024	78	59 845	81	68 918	72
Mali	BICI-M	114 202	79	76 507	73	77 695	67
Burkina	BHBF	107 232	80	79 443	72	82 744	62
Togo	BIA-TOGO	105 184	81	57 727	83	33 603	93
Togo	BSIC-TOGO	104 984	82	38 669	94	51 904	78
Sénégal	CITIBANK-SENEGAL	101 380	83	66 641	76	50 720	79
Burkina	BDU-BF	93 464	84	46 605	90	28 244	97
Côte d'Ivoire	BHCI	86 971	85	76 433	74	55 545	77
Guinée-Bissau	ECOBANK	77 747	86	30 155	101	19 014	103
Niger	BAGRI	74 928	87	37 387	96	45 586	85
Niger	BIN	70 114	88	47 571	89	47 665	82
Côte d'Ivoire	BDU-CI	69 420	89	12 010	110	17 296	104
Mali	ORABANK, Succursale du Mali	69 311	90	44 719	92	50 030	80
Burkina	CBAO, Succursale du Burkina	67 129	91	26 515	102	45 748	84
Togo	SGB, Succursale du Togo	65 281	92	30 833	100	39 797	87
Bénin	CBI, Succursale du Bénin	64 174	93	53 594	86	30 012	94
Côte d'Ivoire	VERSUS BANK	63 008	94	57 308	84	48 588	81
Sénégal	CREDIT INTERNATIONAL	62 887	95	46 289	91	28 353	96
Côte d'Ivoire	CNCE	62 123	96	103 528	67	4 408	118
Sénégal	BGFIBANK	57 786	97	22 864	104	34 256	92
Côte d'Ivoire	FIRST BANK CI	53 070	98	36 347	97	35 847	91
Niger	ORABANK, Succursale du Niger	52 701	99	32 269	99	29 917	95
Guinée-Bissau	BDU	49 078	100	13 796	109	20 465	101
Togo	BPEC	48 138	101	53 808	85	37 395	90
Guinée-Bissau	ORABANK, Succursale de la GB	46 056	102	33 079	98	22 297	100
Guinée-Bissau	BAO	45 406	103	52 615	87	25 673	98
Sénégal	CBI, Succursale du Sénégal	40 255	104	23 359	103	22 566	99
Sénégal	BCI Mali, Succursale du Sénégal	35 810	105	22 056	106	14 321	106
Côte d'Ivoire	GTB	35 227	106	20 189	107	11 430	109
Côte d'Ivoire	BDA	34 427	107	5 689	120	8 014	115
Bénin	CCEI BANK	33 440	108	11 390	111	7 576	116
Sénégal	FBNBANK	30 771	109	14 420	108	5 101	117
Sénégal	BIMAO	30 506	110	38 218	95	19 181	102
Côte d'Ivoire	BMS, Succursale de Côte d'Ivoire	29 221	111	9 784	112	14 894	105
Guinée-Bissau	BACI, Succursale de Guinée-Bissau	27 634	112	7 936	115	10 279	112
Niger	CBAO, Succursale du Niger	25 700	113	7 929	116	12 658	107
Bénin	BAIC	24 762	114	9 390	113	9 706	113
Côte d'Ivoire	STANBIC	23 952	115	2 409	122	2 000	120
Bénin	CBAO, Succursale du Bénin	21 508	116	6 228	117	10 936	111
Bénin	BIBE	21 223	117	43 150	93	11 241	110
Côte d'Ivoire	BRM, Succursale de Côte d'Ivoire	21 066	118	5 916	119	1 268	121
Côte d'Ivoire	CIBCI	18 251	119	22 089	105	12 655	108
Niger	BCN	16 436	120	3 814	121	3 152	119
Togo	SIAB	12 004	121	9 038	114	8 693	114
Niger	BRM, Succursale du Niger	7 632	122	6 062	118	290	122
Bénin	BHB	-	123	-	123	-	123
Total		35 008 211		22 615 201		18 798 466	

(*) : Données provisoires

ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2017
 CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN, LE VOLUME DES DEPOTS ET DES CREDITS (*)

Annexe II.1.1.b

ETABLISSEMENTS FINANCIERS (15)

(En millions de FCFA)

ETAT	SIGLE	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Togo	CRRH-UEMOA	165 588	1	102 183	1	0	11
Sénégal	LOCAFRIQUE	117 135	2	6 323	4	37 466	2
Côte d'Ivoire	SAFCA-ALIOS FINANCE	70 083	3	31 378	2	58 752	1
Togo	GARI	33 798	4	0	14	176	9
Burkina	FIDELIS FINANCE	33 242	5	4 793	5	20 109	3
Mali	FGSP	23 796	6	700	10	0	11
Sénégal	SAFCA-ALIOS FINANCE, Succursale	15 580	7	1 736	6	13 500	4
Burkina	SOBCA	12 607	8	6 517	3	8 123	5
Côte d'Ivoire	FIDELIS, Succursale de Côte d'Ivoire	9 733	9	1 348	7	7 941	6
Burkina	SOFIGIB	9 321	10	1 104	8	0	11
Mali	SAFCA-ALIOS FINANCE, Succursale	9 213	11	998	9	7 242	7
Mali	FGHM	5 755	12	13	12	112	10
Niger	SAHFI	4 174	13	2	13	0	11
Burkina	SAFCA-ALIOS FINANCE, Succursale	4 157	14	409	11	3 810	8
Sénégal	WAFACASH	3 195	15	0	14	0	11
	Total	517 377		157 504		157 231	

(*) : Données provisoires

B I L A N S	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
			(*)	2016-2015	2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	4 630 471	4 964 292	4 890 030	7,2%	-1,5%
- Caisse	629 205	645 335	627 861	2,6%	-2,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	2 814 551	3 093 278	2 476 898	9,9%	-19,9%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	275 590	311 827	315 637	13,1%	1,2%
- Comptes de prêts	897 803	899 160	1 445 809	0,2%	60,8%
- Valeurs non imputées	2 126	1 499	2 640	-29,5%	76,1%
- Créances rattachées	8 567	11 329	16 421	32,2%	44,9%
- Créances en souffrance	2 629	1 864	4 764	-29,1%	155,6%
<i>(provisions)</i>	404	2 164	1 687	435,6%	-22,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	14 792 115	16 634 638	18 744 806	12,5%	12,7%
- Portefeuille d'effets commerciaux	566 842	685 230	715 159	20,9%	4,4%
. <i>Crédits de campagne</i>	1 862	0	30 370	-100,0%	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	564 980	685 230	684 789	21,3%	-0,1%
- Autres crédits à court terme	4 503 686	4 847 570	5 337 606	7,6%	10,1%
. <i>Crédits de campagne</i>	567 896	670 892	640 589	18,1%	-4,5%
. <i>Crédits ordinaires</i>	3 935 790	4 176 678	4 697 017	6,1%	12,5%
- Comptes ordinaires débiteurs	2 283 503	2 303 163	2 496 717	0,9%	8,4%
- Crédits à moyen terme	5 761 265	6 850 172	7 929 636	18,9%	15,8%
- Crédits à long terme	576 307	811 431	927 490	40,8%	14,3%
- Affacturage	52 505	67 794	78 967	29,1%	16,5%
- Valeurs non imputées	28 467	10 231	21 368	-64,1%	108,9%
- Créances rattachées	134 485	160 955	195 653	19,7%	21,6%
- Créances en souffrance	885 055	898 092	1 042 210	1,5%	16,0%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	444 420	491 978	563 075	10,7%	14,5%
<i>(provisions)</i>	39 123	486 528	84 631	1143,6%	-82,6%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	440 197	402 603	474 281	-8,5%	17,8%
<i>(provisions)</i>	1 286 601	394 162	1 481 820	-69,4%	275,9%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	438	3 511	4 854	701,6%	38,3%
<i>(provisions)</i>	8 833	3 511	8 655	-60,3%	146,5%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	6 717 275	8 442 969	9 127 640	25,7%	8,1%
- Titres de placement	5 822 626	7 339 493	7 765 888	26,1%	5,8%
- Comptes de stocks	6 405	11 486	10 187	79,3%	-11,3%
- Débiteurs divers	234 480	299 394	288 962	27,7%	-3,5%
- Créances rattachées	95 406	142 810	171 805	49,7%	20,3%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	149 197	188 091	177 256	26,1%	-5,8%
- Valeurs à rejeter	6 878	4 872	57 589	-29,2%	1 082,0%
- Comptes d'ordre & divers	402 283	456 823	655 953	13,6%	43,6%
VALEURS IMMOBILISEES	2 084 410	2 529 570	2 760 174	21,4%	9,1%
- Immobilisations financières	926 173	1 213 587	1 321 317	31,0%	8,9%
- Dépôts & cautionnements	23 055	29 581	31 175	28,3%	5,4%
- Immobilisations en cours	103 431	118 781	120 118	14,8%	1,1%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	7 650	12 075	14 523	57,8%	20,3%
- Immobilisations d'exploitation	582 485	608 155	675 701	4,4%	11,1%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	43 992	45 567	50 386	3,6%	10,6%
- Immobilisations hors-exploitation	266 436	335 892	355 365	26,1%	5,8%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	615	850	64	38,2%	-92,5%
- Crédit-bail & opérations assimilées	156 779	188 317	218 169	20,1%	15,9%
- Créances rattachées	16 996	23 770	27 210	39,9%	14,5%
- Créances en souffrance	9 055	11 487	11 119	26,9%	-3,2%
<i>(provisions)</i>	9 778	8 171	14 048	-16,4%	71,9%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	7 856	2 606	2 938	-66,8%	12,7%
- Actionnaires, capital non appelé	1 000	890	0	-11,0%	-100,0%
- Actionnaires, capital appelé non versé	6 856	1 716	2 938	-75,0%	71,2%
TOTAL DE L'ACTIF	28 232 127	32 574 075	35 525 588	15,4%	9,1%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	6 031 585	8 077 747	8 215 166	33,9%	1,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	1 174 554	1 533 002	1 323 014	30,5%	-13,7%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	205 998	311 726	263 396	51,3%	-15,5%
- Comptes d'emprunts	4 627 632	6 197 056	6 560 040	33,9%	5,9%
- Autres sommes dues	8 617	16 429	40 633	90,7%	147,3%
- Dettes rattachées	14 784	19 534	28 083	32,1%	43,8%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	18 882 680	20 723 622	22 730 640	9,7%	9,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	9 587 331	10 819 685	11 767 238	12,9%	8,8%
- Dépôts à terme reçus	4 678 505	4 999 247	5 427 118	6,9%	8,6%
- Comptes d'épargne à régime spécial	3 374 509	3 708 913	4 088 242	9,9%	10,2%
- Dépôts de garantie reçus	688 892	619 546	743 255	-10,1%	20,0%
- Autres dépôts	54 235	44 772	71 337	-17,4%	59,3%
- Bons de caisse	67 558	78 258	83 743	15,8%	7,0%
- Comptes d'affacturage	1 050	6 372	2 000	506,9%	-68,6%
- Emprunts à la clientèle	30 986	32 321	33 937	4,3%	5,0%
- Autres sommes dues	302 356	305 798	398 911	1,1%	30,4%
- Dettes rattachées	97 258	108 710	114 859	11,8%	5,7%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	877 873	975 045	1 224 985	11,1%	25,6%
- Versements restant à effectuer / titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	121 261	138 172	156 924	13,9%	13,6%
- Crédoeurs divers	251 767	267 095	323 883	6,1%	21,3%
- Dettes rattachées	1 669	1 956	15 731	17,2%	704,2%
- Comptes d'ordre & divers	503 176	567 822	728 447	12,8%	28,3%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	1 000	1 037	971	3,7%	-6,4%
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	106	106	106	0,0%	0,0%
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	894	931	865	4,1%	-7,1%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	2 438 989	2 796 624	3 353 826	14,7%	19,9%
- Subventions d'investissement	10 649	9 806	9 030	-7,9%	-7,9%
- Fonds affectés	81 898	83 673	91 253	2,2%	9,1%
- Provisions pour risques & charges	209 794	211 603	232 715	0,9%	10,0%
- Provisions réglementées	684	684	1 044	0,0%	52,6%
- Comptes bloqués d'actionnaires	13 730	17 992	11 208	31,0%	-37,7%
- Titres et emprunts subordonnés	125 979	127 438	145 537	1,2%	14,2%
- Dettes rattachées	3 552	3 688	5 615	3,8%	52,3%
- Fonds pour risques bancaires généraux	66 332	86 083	69 944	29,8%	-18,7%
- Primes liées au capital	94 639	126 513	158 172	33,7%	25,0%
- Réserves	585 170	606 551	650 103	3,7%	7,2%
- Ecart de réévaluation	45 126	42 844	72 310	-5,1%	68,8%
- Capital	1 235 490	1 387 462	1 597 447	12,3%	15,1%
- Dotations	73 338	86 283	108 233	17,7%	25,4%
- Report à nouveau	-326 184	-342 324	-248 441	4,9%	-27,4%
- Résultat de l'exercice	218 792	348 328	449 656	59,2%	29,1%
TOTAL DU PASSIF	28 232 127	32 574 075	35 525 588	15,4%	9,1%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	958 342	1 131 535	1 540 440	18,1%	36,1%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	3 812 999	4 219 323	4 548 067	10,7%	7,8%
AUTRES ENGAGEMENTS	235 694	231 026	183 141	-2,0%	-20,7%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	40 797	39 729	47 350	-2,6%	19,2%

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	23 595 994	27 607 109	30 638 980	17,0%	11,0%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	14 972 661	16 861 578	18 955 697	12,6%	12,4%
a) Crédits à court terme	7 584 200	8 102 079	8 827 073	6,8%	8,9%
<i>dont Crédits de campagne</i>	<i>569 758</i>	<i>670 892</i>	<i>670 959</i>	<i>17,8%</i>	<i>0,0%</i>
b) Crédits à moyen terme	5 761 265	6 850 172	7 929 636	18,9%	15,8%
c) Crédits à long terme	576 307	811 431	927 490	40,8%	14,3%
d) Opérations de crédit-bail	156 779	188 317	218 169	20,1%	15,9%
e) Crédits en souffrance	894 110	909 579	1 053 329	1,7%	15,8%
impayés ou immobilisés	449 407	500 149	569 318	11,3%	13,8%
<i>provisions</i>	<i>40 622</i>	<i>494 699</i>	<i>85 181</i>	<i>1117,8%</i>	<i>-82,8%</i>
douteux ou litigieux	444 703	409 430	484 011	-7,9%	18,2%
<i>provisions</i>	<i>1 303 713</i>	<i>397 673</i>	<i>1 503 973</i>	<i>-69,5%</i>	<i>278,2%</i>
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	8 623 333	10 745 531	11 683 283	24,6%	8,7%
a) Titres de placement	5 822 626	7 339 493	7 765 888	26,1%	5,8%
b) Immobilisations financières	926 173	1 213 587	1 321 317	31,0%	8,9%
c) Autres immobilisations	975 407	1 092 409	1 182 359	12,0%	8,2%
d) Divers	899 127	1 100 042	1 413 719	22,3%	28,5%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	22 207 470	24 513 256	27 335 567	10,4%	11,5%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	18 906 683	20 753 084	22 772 705	9,8%	9,7%
a) A vue	9 890 737	11 131 855	12 168 149	12,5%	9,3%
b) A terme	9 015 946	9 621 229	10 604 556	6,7%	10,2%
dépôts à terme et bons de caisse	4 746 063	5 077 505	5 510 861	7,0%	8,5%
comptes d'épargne à régime spécial	3 374 509	3 708 913	4 088 242	9,9%	10,2%
autres	895 374	834 811	1 005 453	-6,8%	20,4%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	1 934 751	2 240 197	2 698 687	15,8%	20,5%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	1 634 351	1 933 622	2 356 857	18,3%	21,9%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	<i>46 026</i>	<i>55 809</i>	<i>73 031</i>	<i>21,3%</i>	<i>30,9%</i>
b) Autres	300 400	306 575	341 830	2,1%	11,5%
3. AUTRES RESSOURCES	1 366 036	1 519 975	1 864 175	11,3%	22,6%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-1 388 524	-3 093 853	-3 303 413	122,8%	6,8%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	1 388 524	3 093 853	3 303 413	122,8%	6,8%
1. DISPONIBILITES	-635 578	-656 732	-637 922	3,3%	-2,9%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	2 024 102	3 750 585	3 941 335	85,3%	5,1%
emplois	-3 992 699	-4 307 628	-4 245 748	7,9%	-1,4%
<i>dont hors UMOA</i>	<i>-463 901</i>	<i>-498 642</i>	<i>-464 063</i>	<i>7,5%</i>	<i>-6,9%</i>
<i>dont emplois en souffrance</i>	<i>1 909</i>	<i>1 182</i>	<i>1 338</i>	<i>-38,1%</i>	<i>13,2%</i>
ressources	6 016 801	8 058 213	8 187 083	33,9%	1,6%
<i>dont hors UMOA</i>	<i>719 153</i>	<i>895 491</i>	<i>1 033 530</i>	<i>24,5%</i>	<i>15,4%</i>

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
1. PRODUITS BANCAIRES	3 598 247	2 901 849	3 429 402	-19,4%	18,2%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	49 725	55 017	80 189	10,6%	45,8%
+Produits sur opérations avec la clientèle	1 455 963	1 599 683	1 745 393	9,9%	9,1%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	326 514	426 198	503 831	30,5%	18,2%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	82 656	95 416	125 096	15,4%	31,1%
+Produits sur opérations de change	1 575 781	614 439	858 062	-61,0%	39,6%
+Produits sur opérations de hors-bilan	67 140	68 189	68 634	1,6%	0,7%
+Produits sur prestations de services financiers	34 271	40 125	46 961	17,1%	17,0%
+Autres produits d'exploitation bancaire	9 392	6 311	5 821	-32,8%	-7,8%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	3 195	3 529	4 585	10,5%	29,9%
2. CHARGES BANCAIRES	2 078 552	1 252 286	1 602 203	-39,8%	27,9%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	143 583	218 068	280 812	51,9%	28,8%
-Charges sur opérations avec la clientèle	381 679	425 908	464 202	11,6%	9,0%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	14 625	18 474	20 128	26,3%	9,0%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	63 856	72 279	88 107	13,2%	21,9%
-Charges sur opérations de change	1 449 403	490 854	716 554	-66,1%	46,0%
-Charges sur opérations de hors-bilan	2 321	2 821	3 017	21,5%	6,9%
-Charges sur prestations de services financiers	16 373	19 607	25 532	19,8%	30,2%
-Autres charges d'exploitation bancaire	6 712	4 275	3 851	-36,3%	-9,9%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	1 519 695	1 649 563	1 827 199	8,5%	10,8%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	87 712	92 416	132 671	5,4%	43,6%
+Produits sur immobilisations financières	41 694	50 984	53 018	22,3%	4,0%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	46 897	42 665	80 779	-9,0%	89,3%
-Charges sur immobilisations financières	170	545	329	220,6%	-39,6%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	709	688	797	-3,0%	15,8%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	1 607 407	1 741 979	1 959 870	8,4%	12,5%
6. FRAIS GENERAUX	902 661	971 799	1 064 656	7,7%	9,6%
-Frais de personnel	389 918	428 342	457 651	9,9%	6,8%
-Impôts, taxes et versements assimilés	39 767	45 838	50 915	15,3%	11,1%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	472 976	497 619	556 090	5,2%	11,8%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	113 412	129 153	140 457	13,9%	8,8%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	114 217	133 204	142 649	16,6%	7,1%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	805	4 051	2 192	403,2%	-45,9%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	591 334	641 027	754 757	8,4%	17,7%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	288 239	178 305	239 452	-38,1%	34,3%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	621 331	618 077	560 979	-0,5%	-9,2%
+Reprises de provisions	333 092	439 772	321 527	32,0%	-26,9%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	3 195	3 529	4 585	10,5%	29,9%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	306 290	466 251	519 890	52,2%	11,5%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-12 990	-41 176	6 027	217,0%	-114,6%
+Subventions d'exploitation	288	127	134	-55,9%	5,5%
+Récupérations sur créances amorties	5 063	3 704	10 191	-26,8%	175,1%
+Produits exceptionnels	13 619	8 194	9 401	-39,8%	14,7%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	15 953	24 310	36 335	52,4%	49,5%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	7 414	8 352	8 922	12,7%	6,8%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	21 446	47 052	26 597	119,4%	-43,5%
-Charges exceptionnelles	19 053	22 107	14 515	16,0%	-34,3%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-13 465	-11 753	-325	-12,7%	-97,2%
+Profits sur exercices antérieurs	30 484	34 014	33 642	11,6%	-1,1%
-Pertes sur exercices antérieurs	43 949	45 767	33 967	4,1%	-25,8%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	61 043	65 612	75 936	7,5%	15,7%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	218 792	347 710	449 656	58,9%	29,3%
+Bénéfices	343 670	446 999	544 645	30,1%	21,8%
-Pertes	-124 878	-99 289	-94 989	-20,5%	-4,3%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	13,7%	10,1%	12,9%	-3,6	2,7
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	6,0%	5,4%	5,6%	-0,6	0,2
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	60,1%	49,5%	60,1%	-10,5	10,6
COUT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,0%	4,4%	3,6%	1,4	-0,8
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,2%	2,4%	2,1%	0,2	-0,3
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,4%	2,9%	2,5%	0,5	-0,3
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	8,8%	5,1%	5,0%	-3,6	-0,1
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,5%	1,6%	2,0%	0,1	0,5
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	10,8%	11,6%	9,8%	0,8	-1,8
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	8,9%	9,6%	8,4%	0,7	-1,2
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	6,5%	6,8%	5,9%	0,2	-0,9
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	66,9%	66,8%	66,1%	-0,1	-0,8
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	48,5%	27,0%	31,5%	-21,5	4,5
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	14,4%	21,4%	24,6%	7,0	3,2
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	9,9%	13,5%	14,4%	3,6	0,9
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	35,1	35,7	37,8	1,8%	5,8%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	23,0	23,7	26,8	3,2%	12,9%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	52,7%	50,7%	57,3%	-2,1	6,7

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période
Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
MONTANT DU CAPITAL	1 235 490	1 387 462	1 597 447	12,3%	15,1%
REPARTITION DU CAPITAL	1 235 490	1 342 562	1 602 754	8,7%	19,4%
Nationaux	465 664	486 147	558 309	4,4%	14,8%
<i>Etat</i>	206 726	200 922	204 133	-2,8%	1,6%
<i>Privés</i>	258 938	285 225	354 176	10,2%	24,2%
Non-nationaux	769 826	856 415	1 044 445	11,2%	22,0%
<i>dont UMOA</i>	197 759	250 781	408 266	26,8%	62,8%
TOTAL DU BILAN	28 232 127	32 574 075	35 525 588	15,4%	9,1%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	2 427	2 532	2 594	105	62
Périodiques	12	7	0	-5	-7
Permanents	2 415	2 525	2 594	110	69
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	2 805	3 015	3 217	210	202
EFFECTIFS	25 727	26 819	28 254	1 092	1 435
Employés	15 502	16 274	16 580	772	306
<i>dont Etrangers</i>	123	187	263	64	76
Cadres	10 225	10 545	11 674	320	1 129
<i>dont Etrangers</i>	262	414	562	152	148
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	8 910 811	10 327 921	11 491 836	1 417 110	1 163 915
Personnes physiques	8 245 692	9 514 099	10 629 727	1 268 407	1 115 628
<i>dont Etrangers</i>	156 047	236 351	239 495	80304	3 144
Personnes morales	665 119	813 822	862 109	148 703	48 287
<i>dont Etrangers</i>	6 382	8 736	19 939	2 354	11 203
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	129	131	138	2	7

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II-2

STATISTIQUES AGREGÉES PAR PAYS

ANNEXE II.2-1 : BENIN

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX DE COMPTES (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					ETAT	PRIVES				NON- NATIONAUX	CADRES	EMPLOYES
BANQUES (16)				213 846	10 632	28 336	174 878	199	1 297 373	504	2 327	2 831
B 0061 F	- Bank Of Africa - Bénin	BOA - BENIN	13/10/1989	20 281	15	8 281	11 985	49	523 189	68	505	573
B 0062 G	- Ecobank - Bénin	ECOBANK	13/10/1989	10 000	0	2 115	7 885	27	248 114	82	288	370
B 0099 X	- NSIA Banque Bénin (Ex-Diamond Bank)	-	24/01/2001	20 450	0	600	19 850	22	172 062	56	411	467
B 0115 P	- Banque Atlantique du Bénin	BANQUE ATLANTIQUE	13/01/2005	16 000	0	7 361	8 639	16	79 701	21	123	144
B 0104 C	- Société Générale - Bénin	SGB	31/10/2006	42 000	0	3 555	38 445	16	46 600	81	165	246
B 0058 C	- Orabank-Bénin	-	05/12/1988	13 811	0	599	13 212	13	51 025	68	195	263
B 0157 K	- BGFIBANK-Bénin	-	23/04/2010	24 000	0	3 771	20 229	8	7 148	26	113	139
B 0067 M	- United Bank for Africa Bénin	UBA-BENIN	15/02/1992	16 500	617	2 054	13 829	16	101 779	21	179	200
B 0107 F	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce-Bénin	BSIC-BENIN	11/08/2003	15 418	0	0	15 418	13	24 755	12	156	168
B 0196 C	- Coris Bank International, Succursale du Bénin	-	11/12/2015	0	0	0	0	1	1 933	12	21	33
B 0184 P	- CCEI BANK BENIN	-	16/07/2014	11 386	0	0	11 386	4	3 492	9	36	45
B 0185 Q	- Banque Africaine pour l'Industrie et le Commerce	BAIC	20/11/2014	14 000	0	0	14 000	1	327	19	19	38
B 0177 G	- CBAO, Groupe Atijariwaifa Bank Succursale du Bénin	-	06/09/2013	0	0	0	0	1	716	5	11	16
B 0063 H	- Banque Internationale du Bénin	B.IBE	05/02/1990	10 000	10 000	0	0	12	36 532	24	105	129
B 0113 M	- Banque de l'Habitat du Bénin (****)	BHB	05/04/2004	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B 0199 F	- Société Nigérienne de Banque, Succursale du Bénin	-	13/12/2016	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ETABLISSEMENTS FINANCIERS (0)				0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL ETABLISSEMENTS (16)				213 846	10 632	28 336	174 878	199	1 297 373	504	2 327	2 831

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

(****): Etablissement fusionné avec BOA-Bénin, selon Arrêté ministériel du 1er février 2018

BENIN
(14 établissements)

Annexe II.2-1 b

B I L A N S	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	649 139	624 108	511 278	-3,9%	-18,1%
- Caisse	56 532	54 465	43 729	-3,7%	-19,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	376 016	425 377	255 645	13,1%	-39,9%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	23 731	14 658	19 438	-38,2%	32,6%
- Comptes de prêts	187 585	124 331	189 263	-33,7%	52,2%
- Valeurs non imputées	2 093	1 496	135	-28,5%	-91,0%
- Créances rattachées	2 865	3 440	1 371	20,1%	-60,1%
- Créances en souffrance (provisions)	317 0	341 0	1 697 0	7,6%	397,7%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 291 575	1 426 025	1 522 994	10,4%	6,8%
- Portefeuille d'effets commerciaux	13 023	6 599	2 821	-49,3%	-57,3%
. Crédits de campagne	0	0	286	-	-
. Crédits ordinaires	13 023	6 599	2 535	-49,3%	-61,6%
- Autres crédits à court terme	368 311	316 389	304 580	-14,1%	-3,7%
. Crédits de campagne	41 803	38 832	56 762	-7,1%	46,2%
. Crédits ordinaires	326 508	277 557	247 818	-15,0%	-10,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	178 420	166 701	135 852	-6,6%	-18,5%
- Crédits à moyen terme	517 900	686 815	831 161	32,6%	21,0%
- Crédits à long terme	60 297	104 300	104 718	73,0%	0,4%
- Affacturage	2 188	3 656	6 951	67,1%	90,1%
- Valeurs non imputées	37	350	332	845,9%	-5,1%
- Créances rattachées	18 939	19 020	23 368	0,4%	22,9%
- Créances en souffrance	132 460	122 195	113 211	-7,7%	-7,4%
. Impayées ou immobilisées (provisions)	80 665 2 507	60 869 60 701	65 438 6 733	-24,5%	7,5%
. douteuses ou litigieuses (provisions)	51 795 187 728	59 228 56 779	45 341 198 934	14,4%	-23,4%
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses (provisions)	0 4 446	2 098 2 098	2 432 0	-	-15,9%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	958 593	950 306	979 347	-0,9%	3,1%
- Titres de placement	878 765	853 699	885 003	-2,9%	3,7%
- Comptes de stocks	417	1 652	2 495	296,2%	51,0%
- Débiteurs divers	9 154	13 526	16 326	47,8%	20,7%
- Créances rattachées	17 068	18 631	20 797	9,2%	11,6%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	8 349	20 979	9 641	151,3%	-54,0%
- Valeurs à rejeter	296	90	90	-69,6%	0,0%
- Comptes d'ordre & divers	44 544	41 729	44 995	-6,3%	7,8%
VALEURS IMMOBILISEES	414 207	516 713	472 710	24,7%	-8,5%
- Immobilisations financières	313 019	401 147	349 394	28,2%	-12,9%
- Dépôts & cautionnements	2 883	2 416	2 459	-16,2%	1,8%
- Immobilisations en cours	14 292	12 300	14 566	-13,9%	18,4%
dont Immobilisations incorporelles	399	747	948	87,2%	26,9%
- Immobilisations d'exploitation	60 445	61 625	62 506	2,0%	1,4%
dont Immobilisations incorporelles	5 619	7 034	7 464	25,2%	6,1%
- Immobilisations hors-exploitation	17 435	28 679	33 539	64,5%	16,9%
dont Immobilisations incorporelles	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	1 212	2 262	2 499	86,6%	10,5%
- Créances rattachées	4 890	8 238	7 596	68,5%	-7,8%
- Créances en souffrance (provisions)	31 758	46 33	151 771	48,4%	228,3%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	3 313 514	3 517 152	3 486 329	6,1%	-0,9%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

BENIN
(14 établissements)

Annexe II.2-1 b

B I L A N S (Suite)	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
			(*)	2016-2015	2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	978 230	1 138 130	1 079 597	16,3%	-5,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	270 274	360 018	154 528	33,2%	-57,1%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	58 338	60 552	54 973	3,8%	-9,2%
- Comptes d'emprunts	648 293	714 374	867 819	10,2%	21,5%
- Autres sommes dues	4	1 508	103	37600,0%	-93,2%
- Dettes rattachées	1 321	1 678	2 174	27,0%	29,6%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 045 610	2 095 944	2 074 547	2,5%	-1,0%
- Comptes ordinaires créditeurs	828 972	848 880	872 111	2,4%	2,7%
- Dépôts à terme reçus	818 887	823 775	759 223	0,6%	-7,8%
- Comptes d'épargne à régime spécial	299 902	327 346	336 581	9,2%	2,8%
- Dépôts de garantie reçus	41 112	40 755	41 082	-0,9%	0,8%
- Autres dépôts	9 618	2 465	4 371	-74,4%	77,3%
- Bons de caisse	455	350	350	-23,1%	0,0%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-
- Autres sommes dues	32 306	38 487	46 879	19,1%	21,8%
- Dettes rattachées	14 358	13 886	13 950	-3,3%	0,5%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	72 664	61 884	74 388	-14,8%	20,2%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	800	400	0	-50,0%	-100,0%
- Crédoeurs divers	25 865	16 812	24 370	-35,0%	45,0%
- Dettes rattachées	11	6	0	-45,5%	-100,0%
- Comptes d'ordre & divers	45 988	44 666	50 018	-2,9%	12,0%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	858	894	832	4,2%	-6,9%
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	858	894	832	4,2%	-6,9%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	216 152	220 300	256 965	1,9%	16,6%
- Subventions d'investissement	0	0	0	-	-
- Fonds affectés	1 014	1 263	504	24,6%	-60,1%
- Provisions pour risques & charges	13 983	13 023	14 339	-6,9%	10,1%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	1 966	4 000	1 000	103,5%	-75,0%
- Titres et emprunts subordonnés	26 239	23 805	22 886	-9,3%	-3,9%
- Dettes rattachées	1 150	953	915	-17,1%	-4,0%
- Fonds pour risques bancaires généraux	1 959	4 247	3 569	116,8%	-16,0%
- Primes liées au capital	12 850	12 237	3 319	-4,8%	-72,9%
- Réserves	53 651	51 302	57 236	-4,4%	11,6%
- Ecart de réévaluation	1 956	1 729	1 729	-11,6%	0,0%
- Capital	167 376	182 276	212 846	8,9%	16,8%
- Dotations	0	3 850	7 350	-	90,9%
- Report à nouveau	-62 922	-68 271	-69 518	8,5%	1,8%
- Résultat de l'exercice	-3 070	-10 114	790	229,4%	-107,8%
TOTAL DU PASSIF	3 313 514	3 517 152	3 486 329	6,1%	-0,9%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	102 634	97 218	78 298	-5,3%	-19,5%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	379 110	296 225	331 831	-21,9%	12,0%
AUTRES ENGAGEMENTS	8 885	8 642	7 895	-2,7%	-8,6%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	1 603	381	305	-76,2%	-19,9%

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

BENIN
(14 établissements)

Annexe II.2-1 b

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	2 666 839	2 894 873	2 973 977	8,6%	2,7%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 282 228	1 430 292	1 511 917	11,5%	5,7%
a) Crédits à court terme	570 328	514 674	460 177	-9,8%	-10,6%
<i>dont Crédits de campagne</i>	41 803	38 832	57 048	-7,1%	46,9%
b) Crédits à moyen terme	517 900	686 815	831 161	32,6%	21,0%
c) Crédits à long terme	60 297	104 300	104 718	73,0%	0,4%
d) Opérations de crédit-bail	1 212	2 262	2 499	86,6%	10,5%
e) Crédits en souffrance	132 491	122 241	113 362	-7,7%	-7,3%
impayés ou immobilisés	80 695	60 902	65 509	-24,5%	7,6%
<i>provisions</i>	2 507	60 734	6 733	2322,6%	-88,9%
douteux ou litigieux	51 796	61 339	47 853	18,4%	-22,0%
<i>provisions</i>	192 932	58 877	199 705	-69,5%	239,2%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	1 384 611	1 464 581	1 462 060	5,8%	-0,2%
a) Titres de placement	878 765	853 699	885 003	-2,9%	3,7%
b) Immobilisations financières	313 019	401 147	349 394	28,2%	-12,9%
c) Autres immobilisations	95 055	105 020	113 070	10,5%	7,7%
d) Divers	97 772	104 715	114 593	7,1%	9,4%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	2 336 605	2 380 700	2 408 906	1,9%	1,2%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	2 032 052	2 082 458	2 060 597	2,5%	-1,0%
a) A vue	861 278	887 367	918 990	3,0%	3,6%
b) A terme	1 170 774	1 195 091	1 141 607	2,1%	-4,5%
dépôts à terme et bons de caisse	819 342	824 125	759 573	0,6%	-7,8%
comptes d'épargne à régime spécial	299 902	327 346	336 581	9,2%	2,8%
autres	51 530	43 620	45 453	-15,4%	4,2%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	187 187	191 000	228 775	2,0%	19,8%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	156 012	160 203	202 656	2,7%	26,5%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	2 442	2 704	2 283	10,7%	-15,6%
b) Autres	31 175	30 797	26 119	-1,2%	-15,2%
3. AUTRES RESSOURCES	117 366	107 242	119 534	-8,6%	11,5%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-330 234	-514 173	-565 071	55,7%	9,9%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	330 234	514 173	565 071	55,7%	9,9%
1. DISPONIBILITES	-56 933	-56 076	-46 174	-1,5%	-17,7%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	387 167	570 249	611 245	47,3%	7,2%
emplois	-589 742	-566 203	-466 178	-4,0%	-17,7%
<i>dont hors UMOA</i>	-69 499	-69 905	-55 832	0,6%	-20,1%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-317	-341	-1 697	7,6%	397,7%
ressources	976 909	1 136 452	1 077 423	16,3%	-5,2%
<i>dont hors UMOA</i>	63 617	92 767	137 611	45,8%	48,3%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
			(*)	2016-2015	2017-2016
1. PRODUITS BANCAIRES	532 789	391 409	401 408	-26,5%	2,6%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	9 010	8 937	7 544	-0,8%	-15,6%
+Produits sur opérations avec la clientèle	138 675	137 640	141 283	-0,7%	2,6%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	52 174	58 355	60 780	11,8%	4,2%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	339	878	1 054	159,0%	20,0%
+Produits sur opérations de change	323 581	178 697	181 989	-44,8%	1,8%
+Produits sur opérations de hors-bilan	3 319	3 509	3 014	5,7%	-14,1%
+Produits sur prestations de services financiers	3 605	3 348	3 925	-7,1%	17,2%
+Autres produits d'exploitation bancaire	3 018	261	2 168	-91,4%	730,7%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	932	216	349	-76,8%	61,6%
2. CHARGES BANCAIRES	394 443	261 778	271 673	-33,6%	3,8%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	21 537	29 124	36 766	35,2%	26,2%
-Charges sur opérations avec la clientèle	63 048	68 275	64 988	8,3%	-4,8%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	1 000	664	605	-33,6%	-8,9%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	545	714	1 102	31,0%	54,3%
-Charges sur opérations de change	305 192	160 892	166 065	-47,3%	3,2%
-Charges sur opérations de hors-bilan	361	166	85	-54,0%	-48,8%
-Charges sur prestations de services financiers	2 737	1 940	2 061	-29,1%	6,2%
-Autres charges d'exploitation bancaire	23	3	1	-87,0%	-66,7%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	138 346	129 631	129 735	-6,3%	0,1%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	12 092	18 899	17 821	56,3%	-5,7%
+Produits sur immobilisations financières	9 460	15 685	14 067	65,8%	-10,3%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	2 664	3 324	3 865	24,8%	16,3%
-Charges sur immobilisations financières	32	110	111	243,8%	0,9%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	0	-	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	150 438	148 530	147 556	-1,3%	-0,7%
6. FRAIS GENERAUX	88 309	94 563	99 757	7,1%	5,5%
-Frais de personnel	38 047	41 712	43 995	9,6%	5,5%
-Impôts, taxes et versements assimilés	3 850	3 854	4 725	0,1%	22,6%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	46 412	48 997	51 037	5,6%	4,2%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	10 240	13 006	11 734	27,0%	-9,8%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	10 305	13 006	12 489	26,2%	-4,0%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	65	0	755	-100,0%	-
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	51 889	40 961	36 065	-21,1%	-12,0%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	54 750	36 325	34 168	-33,7%	-5,9%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	97 965	84 675	56 576	-13,6%	-33,2%
+Reprises de provisions	43 215	48 350	22 408	11,9%	-53,7%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	932	216	349	-76,8%	61,6%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	-1 929	4 852	2 246	-351,5%	-53,7%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-337	-4 223	-992	1153,1%	-76,5%
+Subventions d'exploitation	0	0	0	-	-
+Récupérations sur créances amorties	908	607	865	-33,1%	42,5%
+Produits exceptionnels	219	407	611	85,8%	50,1%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	267	272	1 837	1,9%	575,4%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	1 312	1 448	1 446	10,4%	-0,1%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	0	2 109	1 900	-	-9,9%
-Charges exceptionnelles	419	1 952	959	365,9%	-50,9%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	1 505	-8 695	1 729	-677,7%	-119,9%
+Profits sur exercices antérieurs	4 177	3 676	4 364	-12,0%	18,7%
-Pertes sur exercices antérieurs	2 672	12 371	2 635	363,0%	-78,7%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	2 309	2 048	2 193	-11,3%	7,1%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	-3 070	-10 114	790	229,4%	-107,8%
+Bénéfices	18 014	20 317	19 986	12,8%	-1,6%
-Pertes	-21 084	-30 431	-19 196	44,3%	-36,9%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

BENIN
(14 établissements)

Annexe II.2-1 b

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
			(*)	2016-2015	2017-2016
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	22,2%	15,6%	18,6%	-6,6	3,0
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	10,3%	8,5%	7,5%	-1,8	-1,0
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	59,6%	49,5%	64,6%	-10,1	15,1
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	2,6%	3,5%	3,6%	0,9	0,1
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	3,4%	3,6%	2,8%	0,2	-0,8
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	3,1%	3,6%	3,0%	0,5	-0,6
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	13,6%	9,1%	7,7%	-4,5	-1,4
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	2,1%	2,0%	1,8%	-0,1	-0,2
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	10,4%	10,3%	8,8%	-0,1	-1,5
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	8,3%	8,3%	7,4%	0,0	-0,9
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	5,2%	4,7%	4,4%	-0,5	-0,3
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	71,3%	83,0%	86,5%	11,7	3,5
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	103,7%	88,2%	93,8%	-15,5	5,6
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	-2,2%	-7,8%	0,6%	-5,6	8,4
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	-1,5%	-4,9%	0,3%	-3,4	5,2
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	32,2	34,5	35,2	7,1%	2,0%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	18,9	15,0	12,7	-20,6%	-15,3%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	28,0%	38,8%	42,2%	10,8	3,4

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

BENIN
(14 établissements)

Annexe II.2-1 b

STATISTIQUES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
MONTANT DU CAPITAL	167 376	182 276	213 846	8,9%	17,3%
REPARTITION DU CAPITAL	167 376	159 376	213 846	-4,8%	34,2%
Nationaux	31 929	31 337	38 968	-1,9%	24,4%
<i>Etat</i>	9 225	9 245	10 632	0,2%	15,0%
<i>Privés</i>	22 704	22 092	28 336	-2,7%	28,3%
Non-nationaux	135 447	128 039	174 878	-5,5%	36,6%
<i>dont UMOA</i>	30 553	23 145	62 896	-24,2%	171,7%
TOTAL DU BILAN	3 313 514	3 517 152	3 486 329	6,1%	-0,9%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	205	199	201	-2,9%	1,0%
Périodiques	5	0	0	-100,0%	-
Permanents	200	199	201	-0,5%	1,0%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	277	306	313	10,5%	2,3%
EFFECTIFS	2 739	2 795	2 855	2,0%	2,1%
Employés	2 241	2 300	2 344	2,6%	1,9%
<i>dont Etrangers</i>	33	44	34	33,3%	-22,7%
Cadres	498	495	511	-0,6%	3,2%
<i>dont Etrangers</i>	26	49	45	88,5%	-8,2%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 013 686	1 177 021	1 313 741	16,1%	11,6%
Personnes physiques	957 150	1 090 576	1 219 290	13,9%	11,8%
<i>dont Etrangers</i>	22 623	17 981	11 340	-20,5%	-36,9%
Personnes morales	56 536	86 445	94 451	52,9%	9,3%
<i>dont Etrangers</i>	1 553	568	439	-63,4%	-22,7%
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	13	14	14	1	0
A - Par type					
Banques	13	14	14	1	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	12	13	14	1	1
Banques spécialisées	1	1	0	0	-1
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	6	6	6	0	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	2	3	3	1	0
Petits (Actifs < 100 milliards)	5	5	5	0	0

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.2-2 : BURKINA

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES EMPLOYES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	NON- NATIONAUX						
	BANQUES (14)			171 362	22 588	53 633	5 139 080	287	1 832 403	1 495	1 563	3 058
C 0148 V	- Coris Bank International	CBI	26/12/2007	32 000	1 830	29 076	1 133 353	42	326 499	352	104	456
C 0083 Z	- Ecobank-Burkina	ECOBANK	04/02/1997	11 818	393	1 375	892 966	42	452 610	272	201	473
C 0084 A	- Bank Of Africa-Burkina Faso	BOA-BURKINA	30/10/1997	22 000	0	4 230	757 165	50	429 891	27	445	472
C 0074 P	- Société Générale-Burkina Faso	-	16/12/1974	12 800	1 920	2 236	596 790	24	121 757	294	5	299
C 0134 E	- Banque Atlantique - Burkina Faso	BANQUE ATLANTIQUE	06/10/2005	11 000	2 012	2 819	419 966	23	107 428	95	110	205
C 0022 H	- United Bank for Africa Burkina	UBA-BURKINA FASO	16/12/1974	18 566	1 900	1 706	382 267	28	177 287	98	176	274
C 0023 J	- Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture du Burkina	BICIA-B	16/12/1974	10 000	2 500	2 399	242 095	15	84 183	130	145	275
C 0056 V	- Banque Commerciale du Burkina	BCB	10/08/1995	17 208	8 604	0	159 932	18	56 952	76	96	172
C 0108 B	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Burkina	BSC-BURKINA	06/08/2003	12 212	0	0	159 375	12	26 672	61	111	172
C 0120 P	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Burkina	-	01/08/2005	0	0	0	127 346	9	26 377	18	62	80
C 0139 K	- Banque de l'Habitat du Burkina Faso	BHBF	11/10/2005	12 827	3 429	8 192	107 232	12	5 204	43	56	99
C 0179 D	- Banque De l'Union - Burkina Faso	BDUJBF	13/12/2013	10 931	0	1 600	93 464	6	5 826	18	18	36
C 0141 J	- CBAO, Altijarwafabank, Succursale du Burkina	-	20/06/2011	0	0	0	67 129	6	11 717	11	34	45
C 0202 D	- Wendkuni Bank International	WBI	26/10/2017									
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (4)			11 793	3 478	6 024	59 327	5	0	36	61	97
C 0085 B	- Fidelis Finance - Burkina Faso	FIDELIS FINANCE BF	30/10/1997	4 593	699	1 639	33 242	3	0	8	18	26
C 0021 G	- Société Burkinabè de Crédit Automobile	SOBCA	01/02/1972	4 000	2 232	1 732	12 607	0	0	13	35	48
C 0146 S	- Société Financière de Garantie Interbancaire du Burkina	SOFIGIB	31/12/2007	3 200	547	2 653	9 321	1	0	14	2	16
C 0149 W	- Société Africaine de Crédit Automobile - Allos Finance Succursale du Burkina	-	09/05/2007	0	0	0	4 157	1	0	1	6	7
	TOTAL ETABLISSEMENTS (18)			183 155	26 066	59 657	5 198 407	292	1 832 403	1 531	1 624	3 155

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

BURKINA
(17 établissements)

Annexe II.2-2 b

B I L A N S	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	464 915	592 438	754 156	27,4%	27,3%
- Caisse	63 328	69 477	71 261	9,7%	2,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	225 433	334 557	394 231	48,4%	17,8%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	36 220	44 484	50 117	22,8%	12,7%
- Comptes de prêts	139 175	142 518	236 075	2,4%	65,6%
- Valeurs non imputées	3	1	2	-66,7%	100,0%
- Créances rattachées	713	1 401	2 454	96,5%	75,2%
- Créances en souffrance (provisions)	43 0	0 0	16 0	-100,0%	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 071 315	2 235 682	2 641 434	7,9%	18,1%
- Portefeuille d'effets commerciaux	52 376	47 032	65 212	-10,2%	38,7%
. Crédits de campagne	90	0	0	-100,0%	-
. Crédits ordinaires	52 286	47 032	65 212	-10,0%	38,7%
- Autres crédits à court terme	675 428	692 460	820 296	2,5%	18,5%
. Crédits de campagne	119 344	143 621	135 485	20,3%	-5,7%
. Crédits ordinaires	556 084	548 839	684 811	-1,3%	24,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	284 526	262 265	277 464	-7,8%	5,8%
- Crédits à moyen terme	906 706	1 074 982	1 272 568	18,6%	18,4%
- Crédits à long terme	56 449	61 321	65 769	8,6%	7,3%
- Affacturage	2 282	1 756	16 068	-23,0%	815,0%
- Valeurs non imputées	3 204	1 764	2 879	-44,9%	63,2%
- Créances rattachées	25 109	29 859	37 824	18,9%	26,7%
- Créances en souffrance	65 235	64 243	83 354	-1,5%	29,7%
. Impayées ou immobilisées (provisions)	25 293 2 510	25 115 22 533	53 586 5 409	-0,7% 797,7%	113,4% -76,0%
. Douteuses ou litigieuses (provisions)	39 942 133 449	39 128 35 016	28 084 147 162	-2,0% -73,8%	-28,2% 320,3%
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses (provisions)	0 438	0 0	1 684 195	-	-
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	987 976	1 360 117	1 537 031	37,7%	13,0%
- Titres de placement	890 351	1 236 108	1 371 113	38,8%	10,9%
- Comptes de stocks	959	1 617	1 798	68,6%	11,2%
- Débiteurs divers	26 245	24 317	30 153	-7,3%	24,0%
- Créances rattachées	13 377	20 979	27 167	56,8%	29,5%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	13 126	15 477	19 026	17,9%	22,9%
- Valeurs à rejeter	458	71	271	-84,5%	281,7%
- Comptes d'ordre & divers	43 460	61 548	87 503	41,6%	42,2%
VALEURS IMMOBILISEES	242 490	271 494	265 786	12,0%	-2,1%
- Immobilisations financières	135 782	146 273	123 480	7,7%	-15,6%
- Dépôts & cautionnements	2 323	2 848	3 165	22,6%	11,1%
- Immobilisations en cours	13 267	17 714	15 556	33,5%	-12,2%
dont Immobilisations incorporelles	1 215	1 174	1 195	-3,4%	1,8%
- Immobilisations d'exploitation	56 568	59 168	63 420	4,6%	7,2%
dont Immobilisations incorporelles	1 763	1 985	2 984	12,6%	50,3%
- Immobilisations hors-exploitation	25 042	34 948	48 742	39,6%	39,5%
dont Immobilisations incorporelles	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	6 651	7 495	7 714	12,7%	2,9%
- Créances rattachées	2 560	2 608	3 282	1,9%	25,8%
- Créances en souffrance (provisions)	297 544	440 353	427 781	48,1% -35,1%	-3,0% 121,2%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	3 766 696	4 459 731	5 198 407	18,4%	16,6%

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	947 519	1 202 761	1 293 335	26,9%	7,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	135 980	219 415	229 274	61,4%	4,5%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	17 705	23 064	21 464	30,3%	-6,9%
- Comptes d'emprunts	791 396	957 418	1 038 249	21,0%	8,4%
- Autres sommes dues	164	8	16	-95,1%	100,0%
- Dettes rattachées	2 274	2 856	4 332	25,6%	51,7%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 416 133	2 758 622	3 324 979	14,2%	20,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	1 063 741	1 257 269	1 543 609	18,2%	22,8%
- Dépôts à terme reçus	816 112	907 336	1 088 159	11,2%	19,9%
- Comptes d'épargne à régime spécial	431 265	479 901	545 550	11,3%	13,7%
- Dépôts de garantie reçus	52 544	50 969	76 979	-3,0%	51,0%
- Autres dépôts	16 382	14 558	14 530	-11,1%	-0,2%
- Bons de caisse	0	0	1 900	-	-
- Comptes d'affacturage	0	150	96	-	-36,0%
- Emprunts à la clientèle	10 700	12 478	12 704	16,6%	1,8%
- Autres sommes dues	14 397	22 501	25 340	56,3%	12,6%
- Dettes rattachées	10 992	13 460	16 112	22,5%	19,7%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	83 465	106 246	111 591	27,3%	5,0%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	3 800	2 300	800	-39,5%	-65,2%
- Crédeurs divers	21 088	23 658	27 359	12,2%	15,6%
- Dettes rattachées	182	150	54	-17,6%	-64,0%
- Comptes d'ordre & divers	58 395	80 138	83 378	37,2%	4,0%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	3	3	3	0,0%	0,0%
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	3	3	3	0,0%	0,0%
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	319 576	392 099	468 499	22,7%	19,5%
- Subventions d'investissement	86	52	26	-39,5%	-50,0%
- Fonds affectés	15 110	16 552	18 229	9,5%	10,1%
- Provisions pour risques & charges	10 804	8 326	13 835	-22,9%	66,2%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	2 156	2 196	868	1,9%	-60,5%
- Titres et emprunts subordonnés	9 334	8 201	9 036	-12,1%	10,2%
- Dettes rattachées	134	98	122	-26,9%	24,5%
- Fonds pour risques bancaires généraux	12 799	14 786	14 001	15,5%	-5,3%
- Primes liées au capital	16 670	46 820	41 820	180,9%	-10,7%
- Réserves	73 017	85 201	94 057	16,7%	10,4%
- Ecart de réévaluation	1 242	1 242	1 242	0,0%	0,0%
- Capital	141 412	156 514	183 155	10,7%	17,0%
- Dotations	9 512	10 509	10 509	10,5%	0,0%
- Report à nouveau	-19 851	-20 354	7 195	2,5%	-135,3%
- Résultat de l'exercice	47 151	61 956	74 404	31,4%	20,1%
TOTAL DU PASSIF	3 766 696	4 459 731	5 198 407	18,4%	16,6%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	77 573	69 842	142 662	-10,0%	104,3%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	669 304	664 974	796 224	-0,6%	19,7%
AUTRES ENGAGEMENTS	160 118	160 187	91 600	0,0%	-42,8%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	5 457	4 605	6 550	-15,6%	42,2%

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

BURKINA
(17 établissements)

Annexe II.2-2 b

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
			(*)	2016-2015	2017-2016
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	3 301 535	3 867 082	4 444 924	17,1%	14,9%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	2 066 280	2 229 235	2 630 777	7,9%	18,0%
a) Crédits à court terme	1 030 942	1 020 754	1 200 945	-1,0%	17,7%
<i>dont Crédits de campagne</i>	119 434	143 621	135 485	20,3%	-5,7%
b) Crédits à moyen terme	906 706	1 074 982	1 272 568	18,6%	18,4%
c) Crédits à long terme	56 449	61 321	65 769	8,6%	7,3%
d) Opérations de crédit-bail	6 651	7 495	7 714	12,7%	2,9%
e) Crédits en souffrance	65 532	64 683	83 781	-1,3%	29,5%
impayés ou immobilisés	25 469	25 468	53 926	0,0%	111,7%
<i>provisions</i>	2 526	22 886	5 413	806,0%	-76,3%
douteux ou litigieux	40 063	39 215	29 855	-2,1%	-23,9%
<i>provisions</i>	134 415	35 016	148 134	-73,9%	323,0%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	1 235 255	1 637 847	1 814 147	32,6%	10,8%
a) Titres de placement	890 351	1 236 108	1 371 113	38,8%	10,9%
b) Immobilisations financières	135 782	146 273	123 480	7,7%	-15,6%
c) Autres immobilisations	97 200	114 678	130 883	18,0%	14,1%
d) Divers	111 922	140 788	188 671	25,8%	34,0%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	2 821 451	3 259 826	3 909 404	15,5%	19,9%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	2 408 941	2 747 462	3 309 667	14,1%	20,5%
a) A vue	1 078 138	1 279 920	1 569 045	18,7%	22,6%
b) A terme	1 330 803	1 467 542	1 740 622	10,3%	18,6%
dépôts à terme et bons de caisse	816 112	907 336	1 090 059	11,2%	20,1%
comptes d'épargne à régime spécial	431 265	479 901	545 550	11,3%	13,7%
autres	83 426	80 305	105 013	-3,7%	30,8%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	268 370	335 423	391 635	25,0%	16,8%
a) Capital, dotations & réserves	233 664	298 598	351 786	27,8%	17,8%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	7 107	8 515	11 100	19,8%	30,4%
b) Autres	34 706	36 825	39 849	6,1%	8,2%
3. AUTRES RESSOURCES	144 140	176 941	208 102	22,8%	17,6%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-480 084	-607 256	-535 520	26,5%	-11,8%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	480 084	607 256	535 520	26,5%	-11,8%
1. DISPONIBILITES	-64 287	-71 089	-73 042	10,6%	2,7%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	544 371	678 345	608 562	24,6%	-10,3%
emplois	-400 874	-521 560	-680 441	30,1%	30,5%
<i>dont hors UMOA</i>	-60 121	-63 400	-60 182	5,5%	-5,1%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-43	0	-16	-100,0%	-
ressources	945 245	1 199 905	1 289 003	26,9%	7,4%
<i>dont hors UMOA</i>	111 909	147 193	113 780	31,5%	-22,7%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

BURKINA
(17 établissements)

Annexe II.2-2 b

RESULTATS	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	
				2016-2015	2017-2016
			(*)		
1. PRODUITS BANCAIRES	917 083	490 923	597 654	-46,5%	21,7%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	3 971	5 627	11 023	41,7%	95,9%
+Produits sur opérations avec la clientèle	191 612	199 281	224 421	4,0%	12,6%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	48 704	66 498	85 177	36,5%	28,1%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	3 572	4 360	5 096	22,1%	16,9%
+Produits sur opérations de change	656 250	201 785	256 291	-69,3%	27,0%
+Produits sur opérations de hors-bilan	8 393	7 704	9 473	-8,2%	23,0%
+Produits sur prestations de services financiers	4 117	5 519	5 888	34,1%	6,7%
+Autres produits d'exploitation bancaire	596	375	449	-37,1%	19,7%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	132	226	164	71,2%	-27,4%
2. CHARGES BANCAIRES	730 749	300 704	380 159	-58,8%	26,4%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	24 605	35 139	44 904	42,8%	27,8%
-Charges sur opérations avec la clientèle	62 392	71 335	85 261	14,3%	19,5%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	1 228	1 729	1 936	40,8%	12,0%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	2 326	3 104	3 386	33,4%	9,1%
-Charges sur opérations de change	638 253	186 202	240 533	-70,8%	29,2%
-Charges sur opérations de hors-bilan	125	212	329	69,6%	55,2%
-Charges sur prestations de services financiers	1 710	2 831	3 525	65,6%	24,5%
-Autres charges d'exploitation bancaire	110	152	285	38,2%	87,5%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	186 334	190 219	217 495	2,1%	14,3%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	9 819	12 518	14 856	27,5%	18,7%
+Produits sur immobilisations financières	5 115	8 416	8 680	64,5%	3,1%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	4 819	4 398	6 366	-8,7%	44,7%
-Charges sur immobilisations financières	115	296	190	157,4%	-35,8%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	0	-	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	196 153	202 737	232 351	3,4%	14,6%
6. FRAIS GENERAUX	90 228	98 644	108 034	9,3%	9,5%
-Frais de personnel	37 879	41 518	45 866	9,6%	10,5%
-Impôts, taxes et versements assimilés	2 166	2 700	2 813	24,7%	4,2%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	50 183	54 426	59 355	8,5%	9,1%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	11 460	12 597	14 250	9,9%	13,1%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	11 477	12 825	14 263	11,7%	11,2%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	17	228	13	1241,2%	-94,3%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	94 465	91 496	110 067	-3,1%	20,3%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	36 435	18 167	29 390	-50,1%	61,8%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	60 109	58 172	57 470	-3,2%	-1,2%
+Reprises de provisions	23 674	40 005	28 080	69,0%	-29,8%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	132	226	164	71,2%	-27,4%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	58 162	73 555	80 841	26,5%	9,9%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-1 811	-1 966	-113	8,6%	-94,3%
+Subventions d'exploitation	0	0	0	-	-
+Récupérations sur créances amorties	472	530	614	12,3%	15,8%
+Produits exceptionnels	3 078	798	738	-74,1%	-7,5%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	23	110	1 232	378,3%	1020,0%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	767	716	807	-6,6%	12,7%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	3 395	1 987	779	-41,5%	-60,8%
-Charges exceptionnelles	1 222	701	1 111	-42,6%	58,5%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-310	1 154	971	-472,3%	-15,9%
+Profits sur exercices antérieurs	4 932	5 837	6 291	18,3%	7,8%
-Pertes sur exercices antérieurs	5 242	4 683	5 320	-10,7%	13,6%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	8 890	10 783	7 295	21,3%	-32,3%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	47 151	61 960	74 404	31,4%	20,1%
+Bénéfices	54 189	62 819	78 007	15,9%	24,2%
-Pertes	-7 038	-859	-3 603	-87,8%	319,4%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

BURKINA
(17 établissements)

Annexe II.2-2 b

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
			(*)	2016-2015	2017-2016
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	9,2%	5,4%	8,5%	-3,8	3,1
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	3,2%	2,9%	3,2%	-0,3	0,3
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	67,6%	47,2%	64,7%	-20,4	17,5
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,2%	3,5%	3,6%	0,3	0,1
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,8%	2,8%	2,9%	0,0	0,1
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,9%	3,0%	3,1%	0,1	0,1
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	22,6%	7,9%	8,3%	-14,7	0,4
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,3%	1,5%	2,0%	0,2	0,5
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	9,7%	9,6%	9,3%	-0,1	-0,3
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	8,6%	8,3%	7,9%	-0,3	-0,4
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	5,7%	5,3%	4,8%	-0,4	-0,5
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	54,6%	58,6%	56,2%	4,0	-2,4
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	38,5%	19,8%	26,7%	-18,7	6,9
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	25,3%	32,6%	34,2%	7,3	1,6
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	15,3%	16,1%	16,4%	0,8	0,3
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	30,1	32,0	34,8	6,3%	8,8%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	31,6	29,7	35,4	-6,0%	19,2%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	53,7%	58,2%	66,1%	4,5	7,9

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.
Montants en millions de FCFA

BURKINA
(17 établissements)

Annexe II.2-2 b

STATISTIQUES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
MONTANT DU CAPITAL	141 412	156 514	183 155	10,7%	17,0%
REPARTITION DU CAPITAL	141 412	156 514	183 155	10,7%	17,0%
Nationaux	64 458	75 594	85 723	17,3%	13,4%
<i>Etat</i>	22 886	27 072	26 066	18,3%	-3,7%
<i>Privés</i>	41 572	48 522	59 657	16,7%	22,9%
Non-nationaux	76 954	80 920	97 432	5,2%	20,4%
<i>dont UMOA</i>	29 502	29 847	46 824	1,2%	56,9%
TOTAL DU BILAN	3 766 696	4 459 731	5 198 407	18,4%	16,6%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	274	281	293	2,6%	4,3%
Périodiques	3	3	0	0,0%	-100,0%
Permanents	271	278	293	2,6%	5,4%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	341	376	431	10,3%	14,6%
EFFECTIFS	2 994	3 081	3 155	2,9%	2,4%
Employés	1 860	1 860	1 624	0,0%	-12,7%
<i>dont Etrangers</i>	16	13	46	-18,8%	253,8%
Cadres	1 134	1 221	1 531	7,7%	25,4%
<i>dont Etrangers</i>	30	34	29	13,3%	-14,7%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 391 472	1 642 048	1 832 403	18,0%	11,6%
Personnes physiques	1 334 273	1 507 167	1 684 597	13,0%	11,8%
<i>dont Etrangers</i>	13 666	11 918	14 141	-12,8%	18,7%
Personnes morales	57 199	134 881	147 806	135,8%	9,6%
<i>dont Etrangers</i>	427	388	578	-9,1%	49,0%
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	17	17	17	0	0
A - Par type					
Banques	13	13	13	0	0
Etablissements Financiers	4	4	4	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	12	12	12	0	0
Banques spécialisées	1	1	1	0	0
Etablissements Financiers	4	4	4	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	7	7	7	0	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	2	2	4	0	2
Petits (Actifs < 100 milliards)	8	8	6	0	-2

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.2-3 : CÔTE D'IVOIRE

ETABLISSEMENTS DE CREDIT AGRES AU 31 DECEMBRE 2017

COTE D'IVOIRE

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAU (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS	
					ETAT	PRIVES	NON- NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES
BANQUES (23)				413 891	76 387	99 688	237 816	706	3 277 292	3 985	4 628	8 613
A.0008 D	- Société Générale de Banques en Côte d'Ivoire	SGBCI	01/09/1966	15 556	0	3 755	11 801	69	455 422	650	609	1 259
A.0059 J	- Ecobank Côte d'Ivoire	ECOBANK	16/03/1989	27 525	2 023	2 988	22 514	56	313 909	272	395	667
A.0034 G	- Banque Atlantique Côte d'Ivoire	BACI	11/08/1978	14 963	0	14 938	25	1 381 463	341 999	305	306	611
A.0042 Q	- NSIA Banque - Côte d'Ivoire	NSIA BANQUE-CI	30/12/1980	23 170	0	23 170	0	1 088 903	297 891	382	538	920
A.0007 C	- Société Ivoirienne de Banque	SIB	01/09/1966	10 000	500	300	9 200	60	384 670	380	407	787
A.0006 B	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire	BICICI	01/09/1966	16 667	5 500	0	11 167	48	184 699	375	258	633
A.0032 E	- Bank Of Africa - Côte d'Ivoire	BOA-CÔTE D'IVOIRE	14/12/1995	20 000	0	9 374	10 626	36	646 566	128	275	403
A.0092 V	- Banque Nationale d'Investissement	BNI	04/03/1999	20 500	20 500	0	0	36	151 310	345	252	597
A.0162 W	- BGFIBank Côte d'Ivoire	BGFIBANK CI	03/05/2011	10 000	0	2 000	8 000	6	1 130	57	45	102
A.0166 A	- Coris Bank International Côte d'Ivoire	CB-ICI	26/09/2012	10 400	0	1 040	9 360	14	44 782	123	4	127
A.0131 M	- Bridge Bank Group Côte d'Ivoire	BBG CI	08/05/2006	10 000	0	9 647	353	322 364	8 139	135	76	211
A.0121 B	- Oriabank Côte d'Ivoire	-	11/02/2005	44 444	750	26 699	16 995	7	16 177	89	16	105
A.0150 H	- United Bank for Africa	UBA	30/04/2008	16 500	617	2 054	13 829	16	101 779	21	179	200
A.0097 A	- Standard Chartered Bank-Côte d'Ivoire	-	01/02/2000	10 300	0	0	10 300	2	1 754	77	26	103
A.0158 R	- NSIA Banque Bénin, Succursale de Côte d'Ivoire (Ex-Diamond Bank, Succ. CI)	-	02/09/2010	0	0	0	0	7	43 230	59	76	135
A.0118 Y	- CITIBANK - Côte d'Ivoire	CITIBANK CI	11/02/2005	10 000	0	2	9 998	1	23	39	5	44
A.0154 M	- Banque Sahélo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce - Côte d'Ivoire	BSIC-CÔTE D'IVOIRE	04/06/2009	13 700	0	0	13 700	19	24 565	81	134	215
A.0068 T	- Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire	BHCI	28/04/1983	6 776	3 497	3 129	150	9	86 971	49	133	182
A.0180 Q	- Banque De l'Union - Côte d'Ivoire	BDU-CI	13/12/2013	11 413	0	357	11 056	9	69 420	18	47	65
A.0112 R	- Versus Bank	VERSUS BANK	01/12/2003	3 000	3 000	0	0	3	8 592	39	70	109
A.0155 N	- Caisse Nationale des Caisses d'Epargne	CNCE	28/10/2009	40 000	40 000	0	0	117	488 583	145	577	722
A.0106 K	- Afiland First Bank Côte d'Ivoire	FIRST BANK CI	26/11/1996	14 245	0	124	14 121	9	17 114	76	77	153
A.0163 X	- Guaranty Trust Bank Côte d'Ivoire	GTBANK-CI	07/07/2011	14 832	0	101	14 731	4	62 793	40	29	69
A.0201 N	- Banque D'Abidjan	-	20/02/2017	22 000	0	0	22 000	3	34 427	143	11	42
A.0188 Z	- Banque Malienne de Solidarité, Succursale de Côte d'Ivoire	-	29/09/2014	0	0	0	0	5	6 270	21	44	65
A.0198 K	- Stanbic Bank	STANBIC	21/07/2016	22 900	0	0	22 900	1	23 952	17	13	30
A.0194 F	- Banque Régionale de Marchés, Succursale de Côte d'Ivoire	-	11/06/2015	0	0	0	0	1	21 066	10	4	14
A.0071 X	- Corfpa Investment Bank-Côte d'Ivoire	C.I.B.C.I	18/03/1976	5 000	0	10	4 990	4	18 251	21	22	43
ETABLISSEMENTS FINANCIERS (2)				3 248	0	1 303	1 945	3	79 816	0	58	86
A.0001 W	- Société Africaine de Crédit Automobile-Aliis Finance	SAFCA-ALIOS FINANCE	05/01/1996	3 248	0	1 303	1 945	2	70 083	0	48	70
A.0186 X	- Fidelis Finance Burkina Faso, Succursale de Côte d'Ivoire	FDELIS COTE D'IVOIRE	29/09/2014	0	0	0	0	1	9 733	0	10	16
TOTAL ETABLISSEMENTS (30)				417 139	76 387	100 991	239 761	709	11 095 578	3 277 292	4 043	8 659

(a) : Montants en millions de FCFA

(**) : ou d'autorisation d'installation

(†) : Données provisoires

(***): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

COTE D'IVOIRE
(30 établissements)

Annexe II.2-3 b

B I L A N S	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
			(*)	2016-2015	2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 318 949	1 325 868	1 417 219	0,5%	6,9%
- Caisse	229 171	231 712	225 176	1,1%	-2,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	870 067	858 990	812 050	-1,3%	-5,5%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	33 834	30 558	53 064	-9,7%	73,7%
- Comptes de prêts	183 732	202 404	323 462	10,2%	59,8%
- Valeurs non imputées	23	0	20	-100,0%	-
- Créances rattachées	1 576	1 705	2 947	8,2%	72,8%
- Créances en souffrance	546	499	500	-8,6%	0,2%
<i>(provisions)</i>	330	454	451	37,6%	-0,7%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	4 737 838	5 295 978	6 101 628	11,8%	15,2%
- Portefeuille d'effets commerciaux	221 965	264 713	277 715	19,3%	4,9%
. <i>Crédits de campagne</i>	0	0	3 649	-	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	221 965	264 713	274 066	19,3%	3,5%
- Autres crédits à court terme	1 615 366	1 707 328	1 880 853	5,7%	10,2%
. <i>Crédits de campagne</i>	390 522	458 691	407 010	17,5%	-11,3%
. <i>Crédits ordinaires</i>	1 224 844	1 248 637	1 473 843	1,9%	18,0%
- Comptes ordinaires débiteurs	812 555	838 436	948 452	3,2%	13,1%
- Crédits à moyen terme	1 699 533	2 037 261	2 405 487	19,9%	18,1%
- Crédits à long terme	157 806	225 477	276 101	42,9%	22,5%
- Affacturage	5 801	25 119	26 826	333,0%	6,8%
- Valeurs non imputées	9 706	2 802	2 627	-71,1%	-6,2%
- Créances rattachées	26 452	32 502	44 630	22,9%	37,3%
- Créances en souffrance	188 654	162 340	238 937	-13,9%	47,2%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	94 132	92 112	127 712	-2,1%	38,6%
<i>(provisions)</i>	1 146	91 891	3 275	7918,4%	-96,4%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	94 520	70 208	111 177	-25,7%	58,4%
<i>(provisions)</i>	300 808	70 063	368 545	-76,7%	426,0%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	2	20	48	900,0%	140,0%
<i>(provisions)</i>	3 098	20	5 437	-99,4%	27085,0%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	1 769 967	2 324 898	2 586 553	31,4%	11,3%
- Titres de placement	1 450 811	1 890 698	2 087 879	30,3%	10,4%
- Comptes de stocks	985	958	984	-2,7%	2,7%
- Débiteurs divers	105 973	155 565	123 358	46,8%	-20,7%
- Créances rattachées	20 810	32 725	38 743	57,3%	18,4%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	81 603	110 151	84 413	35,0%	-23,4%
- Valeurs à rejeter	1 036	78	53 712	-92,5%	68761,5%
- Comptes d'ordre & divers	108 749	134 723	197 464	23,9%	46,6%
VALEURS IMMOBILISEES	647 895	777 314	989 178	20,0%	27,3%
- Immobilisations financières	269 068	361 112	533 650	34,2%	47,8%
- Dépôts & cautionnements	6 909	8 513	8 125	23,2%	-4,6%
- Immobilisations en cours	23 882	28 478	26 427	19,2%	-7,2%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	3 394	4 584	3 194	35,1%	-30,3%
- Immobilisations d'exploitation	218 337	226 761	244 726	3,9%	7,9%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	18 149	19 017	20 689	4,8%	8,8%
- Immobilisations hors-exploitation	27 417	30 573	34 611	11,5%	13,2%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	615	850	0	38,2%	-100,0%
- Crédit-bail & opérations assimilées	96 724	113 819	129 503	17,7%	13,8%
- Créances rattachées	4 343	6 040	8 569	39,1%	41,9%
- Créances en souffrance	1 215	2 018	3 567	66,1%	76,8%
<i>(provisions)</i>	5 459	1 643	6 451	-69,9%	292,6%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	1 000	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	1 000	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	8 474 649	9 724 058	11 095 578	14,7%	14,1%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
			(*)	2016-2015	2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 412 069	1 996 701	2 166 409	41,4%	8,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	221 157	371 022	435 429	67,8%	17,4%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	5 211	21 633	19 515	315,1%	-9,8%
- Comptes d'emprunts	1 180 489	1 596 492	1 692 977	35,2%	6,0%
- Autres sommes dues	2 030	2 803	10 333	38,1%	268,6%
- Dettes rattachées	3 182	4 751	8 155	49,3%	71,6%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	6 182 451	6 663 638	7 538 395	7,8%	13,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	3 321 011	3 688 427	4 136 865	11,1%	12,2%
- Dépôts à terme reçus	1 098 142	1 194 088	1 340 722	8,7%	12,3%
- Comptes d'épargne à régime spécial	1 243 758	1 307 388	1 470 982	5,1%	12,5%
- Dépôts de garantie reçus	293 571	229 487	280 225	-21,8%	22,1%
- Autres dépôts	10 640	6 874	30 597	-35,4%	345,1%
- Bons de caisse	53 089	62 951	66 119	18,6%	5,0%
- Comptes d'affacturage	987	6 207	1 894	528,9%	-69,5%
- Emprunts à la clientèle	5 657	448	350	-92,1%	-21,9%
- Autres sommes dues	121 169	129 334	168 214	6,7%	30,1%
- Dettes rattachées	34 427	38 434	42 427	11,6%	10,4%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	251 972	307 524	388 442	22,0%	26,3%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	25 431	31 595	30 226	24,2%	-4,3%
- Crédoeurs divers	88 465	98 574	107 547	11,4%	9,1%
- Dettes rattachées	231	213	192	-7,8%	-9,9%
- Comptes d'ordre & divers	137 845	177 142	250 477	28,5%	41,4%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	100	100	100	0,0%	0,0%
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	100	100	100	0,0%	0,0%
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	628 057	756 095	1 002 232	20,4%	32,6%
- Subventions d'investissement	0	0	0	-	-
- Fonds affectés	358	374	378	4,5%	1,1%
- Provisions pour risques & charges	78 676	73 908	77 654	-6,1%	5,1%
- Provisions réglementées	684	684	684	0,0%	0,0%
- Comptes bloqués d'actionnaires	3 577	3 577	3 729	0,0%	4,2%
- Titres et emprunts subordonnés	49 795	52 042	78 678	4,5%	51,2%
- Dettes rattachées	1 152	1 135	3 000	-1,5%	164,3%
- Fonds pour risques bancaires généraux	31 992	35 345	29 502	10,5%	-16,5%
- Primes liées au capital	12 474	12 473	74 464	0,0%	497,0%
- Réserves	144 305	163 498	169 454	13,3%	3,6%
- Ecart de réévaluation	6 711	10 308	40 272	53,6%	290,7%
- Capital	312 625	354 173	417 139	13,3%	17,8%
- Dotations	10 734	14 722	16 722	37,2%	13,6%
- Report à nouveau	-134 392	-112 295	-67 825	-16,4%	-39,6%
- Résultat de l'exercice	109 366	146 151	158 381	33,6%	8,4%
TOTAL DU PASSIF	8 474 649	9 724 058	11 095 578	14,7%	14,1%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	263 166	430 242	547 763	63,5%	27,3%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	1 073 239	1 102 856	1 128 227	2,8%	2,3%
AUTRES ENGAGEMENTS	20 942	47 072	10 776	124,8%	-77,1%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	6 940	9 813	6 086	41,4%	-38,0%

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	7 156 291	8 398 939	9 679 323	17,4%	15,2%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	4 890 928	5 489 464	6 274 481	12,2%	14,3%
a) Crédits à court terme	2 746 996	2 948 549	3 220 886	7,3%	9,2%
<i>dont Crédits de campagne</i>	390 522	458 691	410 659	17,5%	-10,5%
b) Crédits à moyen terme	1 699 533	2 037 261	2 405 487	19,9%	18,1%
c) Crédits à long terme	157 806	225 477	276 101	42,9%	22,5%
d) Opérations de crédit-bail	96 724	113 819	129 503	17,7%	13,8%
e) Crédits en souffrance	189 869	164 358	242 504	-13,4%	47,5%
impayés ou immobilisés	95 106	93 755	130 508	-1,4%	39,2%
<i>provisions</i>	1 449	93 534	3 757	6355,1%	-96,0%
douteux ou litigieux	94 763	70 603	111 996	-25,5%	58,6%
<i>provisions</i>	309 062	70 083	379 951	-77,3%	442,1%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	2 265 363	2 909 475	3 404 842	28,4%	17,0%
a) Titres de placement	1 450 811	1 890 698	2 087 879	30,3%	10,4%
b) Immobilisations financières	269 068	361 112	533 650	34,2%	47,8%
c) Autres immobilisations	276 545	294 325	313 889	6,4%	6,6%
d) Divers	268 939	363 340	469 424	35,1%	29,2%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	7 065 762	7 732 108	8 936 324	9,4%	15,6%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	6 173 455	6 656 799	7 526 194	7,8%	13,1%
a) A vue	3 443 167	3 823 968	4 306 973	11,1%	12,6%
b) A terme	2 730 288	2 832 831	3 219 221	3,8%	13,6%
dépôts à terme et bons de caisse	1 151 231	1 257 039	1 406 841	9,2%	11,9%
comptes d'épargne à régime spécial	1 243 758	1 307 388	1 470 982	5,1%	12,5%
autres	335 299	268 404	341 398	-20,0%	27,2%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	421 281	527 095	769 117	25,1%	45,9%
a) Capital, dotations & réserves	344 600	444 554	645 376	29,0%	45,2%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	18 480	23 235	26 727	25,7%	15,0%
b) Autres	76 681	82 541	123 741	7,6%	49,9%
3. AUTRES RESSOURCES	471 026	548 214	641 013	16,4%	16,9%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-90 529	-666 831	-742 999	636,6%	11,4%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	90 529	666 831	742 999	636,6%	11,4%
1. DISPONIBILITES	-230 156	-232 668	-226 159	1,1%	-2,8%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	320 685	899 499	969 158	180,5%	7,7%
emplois	-1 088 202	-1 092 451	-1 189 096	0,4%	8,8%
<i>dont hors UMOA</i>	-162 221	-126 731	-126 728	-21,9%	0,0%
<i>dont emplois en souffrance</i>	546	499	500	-8,6%	0,2%
ressources	1 408 887	1 991 950	2 158 254	41,4%	8,3%
<i>dont hors UMOA</i>	203 098	333 903	376 532	64,4%	12,8%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
			(*)	2016-2015	2017-2016
1. PRODUITS BANCAIRES	797 005	835 554	1 107 677	4,8%	32,6%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	14 667	12 985	20 029	-11,5%	54,2%
+Produits sur opérations avec la clientèle	454 210	508 366	574 570	11,9%	13,0%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	87 346	110 918	135 508	27,0%	22,2%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	53 742	63 893	81 012	18,9%	26,8%
+Produits sur opérations de change	164 405	118 166	269 966	-28,1%	128,5%
+Produits sur opérations de hors-bilan	13 470	11 494	12 950	-14,7%	12,7%
+Produits sur prestations de services financiers	9 611	10 424	14 227	8,5%	36,5%
+Autres produits d'exploitation bancaire	419	389	584	-7,2%	50,1%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	865	1 081	1 169	25,0%	8,1%
2. CHARGES BANCAIRES	316 380	306 801	495 618	-3,0%	61,5%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	28 891	48 783	63 205	68,9%	29,6%
-Charges sur opérations avec la clientèle	103 495	110 455	124 245	6,7%	12,5%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	3 742	5 898	5 771	57,6%	-2,2%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	43 940	53 074	66 018	20,8%	24,4%
-Charges sur opérations de change	129 969	79 903	227 152	-38,5%	184,3%
-Charges sur opérations de hors-bilan	794	1 412	1 292	77,8%	-8,5%
-Charges sur prestations de services financiers	4 954	5 983	7 356	20,8%	22,9%
-Autres charges d'exploitation bancaire	595	1 293	579	117,3%	-55,2%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	480 625	528 753	612 059	10,0%	15,8%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	27 122	23 903	28 812	-11,9%	20,5%
+Produits sur immobilisations financières	13 753	13 215	14 659	-3,9%	10,9%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	13 776	10 999	14 414	-20,2%	31,0%
-Charges sur immobilisations financières	7	58	3	728,6%	-94,8%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	400	253	258	-36,8%	2,0%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	507 747	552 656	640 871	8,8%	16,0%
6. FRAIS GENERAUX	294 296	304 743	340 089	3,5%	11,6%
-Frais de personnel	128 643	135 288	145 925	5,2%	7,9%
-Impôts, taxes et versements assimilés	16 521	18 302	20 565	10,8%	12,4%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	149 132	151 153	173 599	1,4%	14,8%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	35 746	37 108	45 630	3,8%	23,0%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	36 096	38 862	46 125	7,7%	18,7%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	350	1 754	495	401,1%	-71,8%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	177 705	210 805	255 152	18,6%	21,0%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	33 626	30 294	61 824	-9,9%	104,1%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	96 467	96 387	135 802	-0,1%	40,9%
+Reprises de provisions	62 841	66 093	73 978	5,2%	11,9%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	865	1 081	1 169	25,0%	8,1%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	144 944	181 592	194 497	25,3%	7,1%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-7 250	-8 497	-1 684	17,2%	-80,2%
+Subventions d'exploitation	0	0	0	-	-
+Récupérations sur créances amorties	2 478	1 341	4 261	-45,9%	217,7%
+Produits exceptionnels	3 679	1 882	4 621	-48,8%	145,5%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	14 924	23 558	21 195	57,9%	-10,0%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	2 879	3 432	4 267	19,2%	24,3%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	16 245	26 638	22 347	64,0%	-16,1%
-Charges exceptionnelles	9 207	5 208	5 147	-43,4%	-1,2%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-9 475	-1 787	-2 895	-81,1%	62,0%
+Profits sur exercices antérieurs	10 097	7 967	7 205	-21,1%	-9,6%
-Pertes sur exercices antérieurs	19 572	9 754	10 100	-50,2%	3,5%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	18 853	24 795	31 537	31,5%	27,2%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	109 366	146 513	158 381	34,0%	8,1%
+Bénéfices	130 236	163 777	187 015	25,8%	14,2%
-Pertes	-20 870	-17 264	-28 634	-17,3%	65,9%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

COTE D'IVOIRE
(30 établissements)

Annexe II.2-3 b

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
			(*)	2016-2015	2017-2016
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	9,6%	5,8%	9,4%	-3,8	3,6
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	3,9%	3,0%	3,9%	-0,9	0,9
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	62,1%	49,9%	61,3%	-12,2	11,4
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,3%	3,3%	3,2%	0,0	-0,1
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	1,9%	1,8%	1,7%	-0,1	-0,1
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,1%	2,1%	2,1%	0,0	0,0
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	4,7%	3,8%	5,1%	-0,9	1,3
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,4%	1,1%	1,7%	-0,3	0,6
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle</i>	11,6%	10,9%	10,0%	-0,7	-0,9
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,5%	8,9%	8,6%	-0,6	-0,3
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,4%	6,8%	6,5%	-0,6	-0,3
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	68,7%	65,0%	63,1%	-3,7	-1,9
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	18,8%	14,3%	24,1%	-4,5	9,8
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	22,8%	27,7%	25,9%	4,9	-1,8
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	19,9%	21,5%	17,2%	1,6	-4,3
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	37,7	37,5	39,1	-0,5%	4,3%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	22,8	25,9	29,3	13,6%	13,1%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	55,6%	56,1%	62,6%	0,5	6,5

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
MONTANT DU CAPITAL	312 625	354 173	417 139	13,3%	17,8%
REPARTITION DU CAPITAL	312 625	333 673	422 446	6,7%	26,6%
Nationaux	135 781	134 966	177 378	-0,6%	31,4%
<i>Etat</i>	71 247	70 886	76 387	-0,5%	7,8%
<i>Privés</i>	64 534	64 080	100 991	-0,7%	57,6%
Non-nationaux	176 844	198 707	245 068	12,4%	23,3%
<i>dont UMOA</i>	17 102	47 099	65 429	175,4%	38,9%
TOTAL DU BILAN	8 474 649	9 724 058	11 095 578	14,7%	14,1%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	630	666	709	5,7%	6,5%
Périodiques	0	0	0		
Permanents	630	666	709	5,7%	6,5%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	901	934	1 004	3,7%	7,5%
EFFECTIFS	7 797	8 126	8 699	4,2%	7,1%
Employés	4 450	4 339	4 686	-2,5%	8,0%
<i>dont Etrangers</i>	3	31	58	933,3%	87,1%
Cadres	3 347	3 787	4 013	13,1%	6,0%
<i>dont Etrangers</i>	55	124	149	125,5%	20,2%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	2 515 467	2 905 534	3 277 292	15,5%	12,8%
Personnes physiques	2 354 622	2 792 134	3 122 270	18,6%	11,8%
<i>dont Etrangers</i>	28 022	50 798	47 258	81,3%	-7,0%
Personnes morales	160 845	113 400	155 022	-29,5%	36,7%
<i>dont Etrangers</i>	193	764	837	295,9%	9,6%
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	26	27	30	1	3
A - Par type					
Banques	24	25	28	1	3
Etablissements Financiers	2	2	2	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	22	22	24	0	2
Banques spécialisées	2	3	4	1	1
Etablissements Financiers	2	2	2	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	10	10	12	0	2
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	7	7	5	0	-2
Petits (Actifs < 100 milliards)	9	10	13	1	3

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.2-4 : GUINEE-BISSAU

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					ETAT	PRIVES	NON- NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
	BANQUES (5)			26 478	0	2 014	24 464	245 921	28	124 521	113	382	495
S 0143 V	- Ecobank Guinée-Bissau	ECOBANK	29/11/2006	10 000	0	0	10 000	77 747	6	39 395	12	109	121
S 0128 D	- Banco Da União	BDU	01/04/2005	10 000	0	200	9 800	49 078	3	10 572	14	64	78
S 0172 B	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale de Guinée-Bissau	-	05/06/2013	0	0	0	0	46 056	5	13 862	9	87	96
S 0096 T	- Banco da Africa Ocidental	BAO	03/02/1997	6 478	0	1 814	4 664	45 406	13	54 143	61	107	168
S 0195 B	- Banque Atlantique Côte d'Ivoire, Succursale de Guinée-Bissau	-	28/09/2015	0	0	0	0	27 634	1	6 549	17	15	32
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (0)			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL ETABLISSEMENTS (5)			26 478	0	2 014	24 464	245 921	28	124 521	113	382	495

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

GUINEE-BISSAU
(5 établissements)

Annexe II.2-4 b

B I L A N S	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
			(*)	2016-2015	2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	45 658	44 389	51 834	-2,8%	16,8%
- Caisse	5 041	4 997	7 261	-0,9%	45,3%
- Comptes ordinaires débiteurs	34 511	34 099	36 080	-1,2%	5,8%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	482	285	276	-40,9%	-3,2%
- Comptes de prêts	5 610	5 000	8 168	-10,9%	63,4%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	14	8	49	-42,9%	512,5%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	0	28	0	-	-100,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	108 020	111 072	99 007	2,8%	-10,9%
- Portefeuille d'effets commerciaux	0	0	1 619	-	-
<i>. Crédits de campagne</i>	0	0	0	-	-
<i>. Crédits ordinaires</i>	0	0	1 619	-	-
- Autres crédits à court terme	11 145	16 155	20 035	45,0%	24,0%
<i>. Crédits de campagne</i>	0	0	512	-	-
<i>. Crédits ordinaires</i>	11 145	16 155	19 523	45,0%	20,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	18 598	12 639	11 752	-32,0%	-7,0%
- Crédits à moyen terme	60 302	63 117	39 774	4,7%	-37,0%
- Crédits à long terme	9 065	9 014	9 312	-0,6%	3,3%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	1 736	1	1	-99,9%	0,0%
- Créances rattachées	2 169	3 361	1 308	55,0%	-61,1%
- Créances en souffrance	5 005	6 785	15 206	35,6%	124,1%
<i>. Impayées ou immobilisées</i>	4 140	3 269	4 439	-21,0%	35,8%
<i>(provisions)</i>	0	2 117	53	-	-97,5%
<i>. Douteuses ou litigieuses</i>	865	3 516	10 767	306,5%	206,2%
<i>(provisions)</i>	2 380	3 516	27 908	47,7%	693,7%
<i>. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	141	0	132	-100,0%	-
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	26 892	55 040	63 536	104,7%	15,4%
- Titres de placement	24 144	46 558	54 225	92,8%	16,5%
- Comptes de stocks	23	19	20	-17,4%	5,3%
- Débiteurs divers	748	3 778	4 603	405,1%	21,8%
- Créances rattachées	612	812	1 198	32,7%	47,5%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	132	212	0	60,6%	-100,0%
- Valeurs à rejeter	0	0	0	-	-
- Comptes d'ordre & divers	1 233	3 661	3 490	196,9%	-4,7%
VALEURS IMMOBILISEES	14 536	30 303	31 544	108,5%	4,1%
- Immobilisations financières	7 466	22 500	22 350	201,4%	-0,7%
- Dépôts & cautionnements	133	107	409	-19,5%	282,2%
- Immobilisations en cours	596	695	779	16,6%	12,1%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	68	301	451	342,6%	49,8%
- Immobilisations d'exploitation	4 778	5 356	5 767	12,1%	7,7%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	351	305	536	-13,1%	75,7%
- Immobilisations hors-exploitation	1 373	1 060	1 434	-22,8%	35,3%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	29	-	-
- Créances rattachées	190	585	776	207,9%	32,6%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	195 106	240 804	245 921	23,4%	2,1%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

GUINEE-BISSAU
(5 établissements)

Annexe II.2-4 b

B I L A N S (Suite)	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
	0,0		(*)	2016-2015	2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	46 092	84 790	82 512	84,0%	-2,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	19 650	30 985	25 414	57,7%	-18,0%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	116	116	116	0,0%	0,0%
- Comptes d'emprunts	26 296	53 635	56 693	104,0%	5,7%
- Autres sommes dues	0	0	162	-	-
- Dettes rattachées	30	54	127	80,0%	135,2%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	117 273	121 388	137 994	3,5%	13,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	80 112	82 176	88 741	2,6%	8,0%
- Dépôts à terme reçus	19 106	15 217	18 932	-20,4%	24,4%
- Comptes d'épargne à régime spécial	12 988	17 258	21 827	32,9%	26,5%
- Dépôts de garantie reçus	4 381	3 012	6 324	-31,2%	110,0%
- Autres dépôts	0	0	0	-	-
- Bons de caisse	0	0	0	-	-
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-
- Autres sommes dues	461	3 388	1 757	634,9%	-48,1%
- Dettes rattachées	225	337	413	49,8%	22,6%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	5 572	5 174	9 458	-7,1%	82,8%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	0	0	0	-	-
- Crédoeurs divers	3 168	1 707	6 480	-46,1%	279,6%
- Dettes rattachées	0	0	0	-	-
- Comptes d'ordre & divers	2 404	3 467	2 978	44,2%	-14,1%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	26 169	29 452	15 957	12,5%	-45,8%
- Subventions d'investissement	0	0	0	-	-
- Fonds affectés	0	0	0	-	-
- Provisions pour risques & charges	512	3 050	3 233	495,7%	6,0%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	680	680	680	0,0%	0,0%
- Titres et emprunts subordonnés	1 053	761	381	-27,7%	-49,9%
- Dettes rattachées	31	22	51	-29,0%	131,8%
- Fonds pour risques bancaires généraux	0	0	170	-	-
- Primes liées au capital	0	0	0	-	-
- Réserves	2 605	1 693	1 533	-35,0%	-9,5%
- Ecart de réévaluation	0	0	0	-	-
- Capital	16 800	20 028	26 478	19,2%	32,2%
- Dotations	1 500	1 500	5 500	0,0%	266,7%
- Report à nouveau	-7 133	2 422	-21 271	-134,0%	-978,2%
- Résultat de l'exercice	10 121	-704	-798	-107,0%	13,4%
TOTAL DU PASSIF	195 106	240 804	245 921	23,4%	2,1%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	10 940	8 825	3 828	-19,3%	-56,6%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	8 743	4 851	31 612	-44,5%	551,7%
AUTRES ENGAGEMENTS	8 450	6 725	0	-20,4%	-100,0%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	614	250	250	-59,3%	0,0%

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	149 439	196 404	194 116	31,4%	-1,2%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	105 983	107 923	97 728	1,8%	-9,4%
a) Crédits à court terme	31 611	29 007	33 407	-8,2%	15,2%
<i>dont Crédits de campagne</i>	0	0	512	-	-
b) Crédits à moyen terme	60 302	63 117	39 774	4,7%	-37,0%
c) Crédits à long terme	9 065	9 014	9 312	-0,6%	3,3%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	29	-	-
e) Crédits en souffrance	5 005	6 785	15 206	35,6%	124,1%
impayés ou immobilisés	4 140	3 269	4 439	-21,0%	35,8%
<i>provisions</i>	0	2 117	53	-	-97,5%
douteux ou litigieux	865	3 516	10 767	306,5%	206,2%
<i>provisions</i>	2 521	3 516	28 040	39,5%	697,5%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	43 456	88 481	96 388	103,6%	8,9%
a) Titres de placement	24 144	46 558	54 225	92,8%	16,5%
b) Immobilisations financières	7 466	22 500	22 350	201,4%	-0,7%
c) Autres immobilisations	6 880	7 218	8 389	4,9%	16,2%
d) Divers	4 966	12 205	11 424	145,8%	-6,4%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	149 044	156 068	163 536	4,7%	4,8%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	117 048	121 051	137 581	3,4%	13,7%
a) A vue	80 573	85 564	90 498	6,2%	5,8%
b) A terme	36 475	35 487	47 083	-2,7%	32,7%
dépôts à terme et bons de caisse	19 106	15 217	18 932	-20,4%	24,4%
comptes d'épargne à régime spécial	12 988	17 258	21 827	32,9%	26,5%
autres	4 381	3 012	6 324	-31,2%	110,0%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	24 539	24 184	10 626	-1,4%	-56,1%
a) Capital, dotations & réserves	22 806	22 743	9 565	-0,3%	-57,9%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	192	388	362	102,1%	-6,7%
b) Autres	1 733	1 441	1 061	-16,8%	-26,4%
3. AUTRES RESSOURCES	7 457	10 833	15 329	45,3%	41,5%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-395	-40 336	-30 580	10111,6%	-24,2%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	395	40 336	30 580	10111,6%	-24,2%
1. DISPONIBILITES	-5 064	-5 016	-7 281	-0,9%	45,2%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	5 459	45 352	37 861	730,8%	-16,5%
emplois	-40 603	-39 384	-44 524	-3,0%	13,1%
<i>dont hors UMOA</i>	-728	-3 613	-4 264	396,3%	18,0%
<i>dont emplois en souffrance</i>	0	0	0	-	-
ressources	46 062	84 736	82 385	84,0%	-2,8%
<i>dont hors UMOA</i>	3 944	2 209	356	-44,0%	-83,9%

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

GUINEE-BISSAU
(5 établissements)

Annexe II.2-4 b

R E S U L T A T S	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
			(*)	2016-2015	2017-2016
1. PRODUITS BANCAIRES	22 344	20 230	20 281	-9,5%	0,3%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	331	632	303	90,9%	-52,1%
+Produits sur opérations avec la clientèle	12 560	14 747	13 879	17,4%	-5,9%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	1 333	2 220	3 283	66,5%	47,9%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0		
+Produits sur opérations de change	7 512	1 750	1 837	-76,7%	5,0%
+Produits sur opérations de hors-bilan	316	534	471	69,0%	-11,8%
+Produits sur prestations de services financiers	233	304	459	30,5%	51,0%
+Autres produits d'exploitation bancaire	59	43	49	-27,1%	14,0%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0		
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	0	0	0		
2. CHARGES BANCAIRES	8 260	3 488	4 272	-57,8%	22,5%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	444	1 523	2 310	243,0%	51,7%
-Charges sur opérations avec la clientèle	1 270	1 329	1 431	4,6%	7,7%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	12	12	4	0,0%	-66,7%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0		
-Charges sur opérations de change	6 426	565	416	-91,2%	-26,4%
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	0		
-Charges sur prestations de services financiers	100	54	108	-46,0%	100,0%
-Autres charges d'exploitation bancaire	8	5	3	-37,5%	-40,0%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	14 084	16 742	16 009	18,9%	-4,4%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	467	743	1 409	59,1%	89,6%
+Produits sur immobilisations financières	433	739	1 408	70,7%	90,5%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	34	18	11	-47,1%	-38,9%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0		
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	14	10		-28,6%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	14 551	17 485	17 418	20,2%	-0,4%
6. FRAIS GENERAUX	12 752	10 982	12 692	-13,9%	15,6%
-Frais de personnel	4 359	4 762	5 418	9,2%	13,8%
-Impôts, taxes et versements assimilés	15	61	72	306,7%	18,0%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	8 378	6 159	7 202	-26,5%	16,9%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	1 034	1 357	1 906	31,2%	40,5%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	1 034	1 456	1 907	40,8%	31,0%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	0	99	1		-99,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	765	5 146	2 820	572,7%	-45,2%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	-12 999	2 543	3 019	-119,6%	18,7%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	4 301	4 218	4 273	-1,9%	1,3%
+Reprises de provisions	17 300	1 675	1 254	-90,3%	-25,1%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	0	0	0		
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	13 764	2 603	-199	-81,1%	-107,6%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-136	-2 781	-315	1944,9%	-88,7%
+Subventions d'exploitation	0	0	0		
+Récupérations sur créances amorties	0	0	0		
+Produits exceptionnels	37	26	19	-29,7%	-26,9%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0		
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	110	98	76	-10,9%	-22,4%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	0	2 599	170		-93,5%
-Charges exceptionnelles	63	110	88	74,6%	-20,0%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-303	-53	82	-82,5%	-254,7%
+Profits sur exercices antérieurs	275	71	233	-74,2%	228,2%
-Pertes sur exercices antérieurs	578	124	151	-78,5%	21,8%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	3 204	473	366	-85,2%	-22,6%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	10 121	-704	-798	-107,0%	13,4%
+Bénéfices	10 121	2 584	2 646	-74,5%	2,4%
-Pertes	0	-3 288	-3 444		4,7%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

GUINEE-BISSAU
(5 établissements)

Annexe II.2-4 b

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	6,9%	10,9%	34,4%	4,0	23,5
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	4,7%	6,3%	15,6%	1,6	9,3
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	33,5%	45,4%	64,9%	11,9	19,5
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	1,7%	2,8%	3,0%	1,1	0,2
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	1,1%	1,1%	0,9%	0,0	-0,2
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	1,2%	1,6%	1,6%	0,4	0,0
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	5,2%	1,8%	1,7%	-3,4	-0,1
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	0,9%	1,6%	0,9%	0,7	-0,7
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle</i>	15,4%	15,4%	13,3%	0,0	-2,1
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	10,8%	11,4%	10,2%	0,6	-1,2
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	9,6%	9,8%	8,6%	0,2	-1,2
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	97,9%	74,3%	91,2%	-23,6	16,9
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	-1699,2%	49,4%	107,1%	1 748,6	57,7
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	71,9%	-4,2%	-5,0%	-76,1	-0,8
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	39,5%	-2,7%	-6,3%	-42,2	-3,6
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	30,8	26,1	25,6	-15,3%	-1,9%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	1,8	12,2	5,7	577,8%	-53,3%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>			0,0%	-	-

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.
Montants en millions de FCFA

GUINEE-BISSAU
(5 établissements)

Annexe II.2-4 b

STATISTIQUES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
MONTANT DU CAPITAL	16 800	20 028	26 478	19,2%	32,2%
REPARTITION DU CAPITAL	16 800	20 028	26 478	19,2%	32,2%
Nationaux	1 619	2 014	2 014	24,4%	0,0%
<i>Etat</i>	0	0	0	-	-
<i>Privés</i>	1 619	2 014	2 014	24,4%	0,0%
Non-nationaux	15 181	18 014	24 464	18,7%	35,8%
<i>dont UMOA</i>	11 600	13 350	24 464	15,1%	83,3%
TOTAL DU BILAN	195 106	240 804	245 921	23,4%	2,1%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	28	28	28	0,0%	0,0%
Périodiques	0	0	0	-	-
Permanents	28	28	28	0,0%	0,0%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	42	51	28	21,4%	-45,1%
EFFECTIFS	414	421	495	1,7%	17,6%
Employés	276	329	382	19,2%	16,1%
<i>dont Etrangers</i>	2	8	16	300,0%	100,0%
Cadres	138	92	113	-33,3%	22,8%
<i>dont Etrangers</i>	9	11	20	22,2%	81,8%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	97 338	97 091	124 521	-0,3%	28,3%
Personnes physiques	91 722	89 879	116 502	-2,0%	29,6%
<i>dont Etrangers</i>	844	2 131	3 064	152,5%	43,8%
Personnes morales	5 616	7 212	8 019	28,4%	11,2%
<i>dont Etrangers</i>	52	99	113	90,4%	14,1%
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	4	4	5	0	1
A - Par type					
Banques	4	5	5	1	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	4	5	5	1	0
Banques spécialisées	0	0	0	0	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	0	0	0	0	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	0	0	0	0	0
Petits (Actifs < 100 milliards)	4	4	5	0	1

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.2-5 : MALI

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (e)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	PRIVES						
	BANQUES (13)			201 373	32 834	52 603	115 936	486	1 586 998	1 574	1 860	3 434
D 0016 W	- Banque de Développement du Mali	BDM	12/09/1996	25 000	10 228	2 688	12 084	130	175 057	231	231	462
D 0102 P	- Banque Malienne de Solidarité	BMS	09/04/2002	34 595	7 805	25 955	835	47	243 732	154	152	306
D 0090 B	- Ecobank-Mali	ECOBANK	11/09/1998	10 000	0	659	9 341	33	147 553	183	212	395
D 0043 A	- Banque Nationale de Développement Agricole	BNDA	06/10/1982	26 522	9 674	0	16 848	51	280 824	151	258	409
D 0045 C	- Bank Of Africa - Mali	BOA-MALI	24/12/1982	15 450	0	5 646	9 804	61	262 386	167	219	386
D 0041 Y	- Banque Internationale pour le Mali	BIM	08/10/1980	10 006	1 052	3 852	5 102	83	273 848	171	249	420
D 0109 X	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Mali	BSIC-MALI	04/08/2003	10 000	2 500	2 399	5 101	15	84 183	130	145	275
D 0135 A	- Banque Atlantique - Mali	BANQUE ATLANTIQUE	12/10/2005	22 000	0	9 899	12 101	25	61 250	119	221	340
D 0181 A	- Coris Bank International - Mali	-	13/12/2013	11 000	1 100	0	9 900	7	7 738	77	3	80
D 0044 B	- Banque Commerciale du Sahel	BCS	06/10/1982	14 300	475	5	13 820	19	28 570	69	92	161
D 0147 N	- Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali	BCI	23/01/2007	12 500	0	0	12 500	2	417	7	18	25
D 0089 A	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Mali	BICI-M	28/05/1998	10 000	0	1 500	8 500	1	5 468	57	27	84
D 0173 R	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Mali	-	05/06/2013	0	0	0	0	12	15 972	58	33	91
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (3)			8 997	6 487	2 510	0	3	38 764	22	10	32
D 0163 C	- Fonds de Garantie pour le Secteur Privé	FGSP	17/04/2014	5 961	3 850	2 011	0	1	0	13	4	17
D 0152 T	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance, Succursale du Mali	SAFCA-ALIOS FINANCE	28/02/2008	0	0	0	0	1	0	2	5	7
D 0098 K	- Fonds de Garantie Hypothécaire du Mali	FGHM	02/11/2000	3 036	2 537	499	0	1	0	7	1	8
	TOTAL ETABLISSEMENTS (16)			210 370	39 321	55 113	115 936	489	1 586 998	1 596	1 870	3 466

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

MALI
(16 établissements)

Annexe II.2-5 b

B I L A N S	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
			(*)	2016-2015	2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	617 889	641 806	597 710	3,9%	-6,9%
- Caisse	89 380	89 908	90 667	0,6%	0,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	395 439	434 814	298 589	10,0%	-31,3%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	28 495	31 550	35 196	10,7%	11,6%
- Comptes de prêts	103 672	84 597	168 261	-18,4%	98,9%
- Valeurs non imputées	1	0	2 478	-100,0%	-
- Créances rattachées	727	935	2 517	28,6%	169,2%
- Créances en souffrance	175	2	2	-98,9%	0,0%
<i>(provisions)</i>	0	1 364	1 236	-	-9,4%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 895 120	2 203 635	2 373 251	16,3%	7,7%
- Portefeuille d'effets commerciaux	144 521	191 318	202 266	32,4%	5,7%
. <i>Crédits de campagne</i>	0	0	26 435	-	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	144 521	191 318	175 831	32,4%	-8,1%
- Autres crédits à court terme	702 446	745 022	756 729	6,1%	1,6%
. <i>Crédits de campagne</i>	1 000	4 780	11 354	378,0%	137,5%
. <i>Crédits ordinaires</i>	701 446	740 242	745 375	5,5%	0,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	222 683	274 152	296 669	23,1%	8,2%
- Crédits à moyen terme	617 577	705 159	806 116	14,2%	14,3%
- Crédits à long terme	62 714	83 374	86 559	32,9%	3,8%
- Affacturage	0	0	40	-	-
- Valeurs non imputées	7 268	3 741	11 774	-48,5%	214,7%
- Créances rattachées	23 466	32 394	32 841	38,0%	1,4%
- Créances en souffrance	114 445	168 475	180 257	47,2%	7,0%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	49 666	96 027	101 721	93,3%	5,9%
<i>(provisions)</i>	684	95 766	30 021	13900,9%	-68,7%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	64 729	71 939	78 521	11,1%	9,1%
<i>(provisions)</i>	180 299	71 706	247 187	-60,2%	244,7%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	50	509	15	918,0%	-97,1%
<i>(provisions)</i>	545	509	625	-6,6%	22,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	1 044 679	1 188 639	1 196 458	13,8%	0,7%
- Titres de placement	922 804	1 055 797	990 671	14,4%	-6,2%
- Comptes de stocks	230	1 418	2 083	516,5%	46,9%
- Débiteurs divers	36 089	24 602	37 935	-31,8%	54,2%
- Créances rattachées	14 676	23 254	28 132	58,4%	21,0%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	9 441	7 642	10 646	-19,1%	39,3%
- Valeurs à rejeter	421	3 472	856	724,7%	-75,3%
- Comptes d'ordre & divers	61 018	72 454	126 135	18,7%	74,1%
VALEURS IMMOBILISEES	264 279	296 233	333 133	12,1%	12,5%
- Immobilisations financières	69 398	79 616	104 308	14,7%	31,0%
- Dépôts & cautionnements	1 479	1 961	2 276	32,6%	16,1%
- Immobilisations en cours	16 766	18 919	15 241	12,8%	-19,4%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	307	1 825	1 819	494,5%	-0,3%
- Immobilisations d'exploitation	69 883	74 390	83 744	6,4%	12,6%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	3 556	3 265	4 532	-8,2%	38,8%
- Immobilisations hors-exploitation	97 307	110 707	117 376	13,8%	6,0%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	6 289	8 343	6 825	32,7%	-18,2%
- Créances rattachées	2 728	1 991	2 211	-27,0%	11,0%
- Créances en souffrance	429	306	1 152	-28,7%	276,5%
<i>(provisions)</i>	492	221	3 183	-55,1%	1340,3%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	1 150	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	1 150	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	3 821 967	4 330 313	4 501 702	13,3%	4,0%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
			(*)	2016-2015	2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	942 480	1 250 548	1 140 896	32,7%	-8,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	153 118	191 646	117 449	25,2%	-38,7%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	33 598	44 794	27 344	33,3%	-39,0%
- Comptes d'emprunts	751 112	1 009 466	987 251	34,4%	-2,2%
- Autres sommes dues	1 966	1 729	3 939	-12,1%	127,8%
- Dettes rattachées	2 686	2 913	4 913	8,5%	68,7%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 381 450	2 536 654	2 750 181	6,5%	8,4%
- Comptes ordinaires créditeurs	1 348 599	1 432 423	1 567 852	6,2%	9,5%
- Dépôts à terme reçus	428 257	495 616	495 049	15,7%	-0,1%
- Comptes d'épargne à régime spécial	395 744	451 823	514 477	14,2%	13,9%
- Dépôts de garantie reçus	112 438	90 873	93 371	-19,2%	2,7%
- Autres dépôts	1 620	3 482	1 731	114,9%	-50,3%
- Bons de caisse	400	0	0	-100,0%	-
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	11 585	10 229	8 736	-11,7%	-14,6%
- Autres sommes dues	70 749	38 388	56 818	-45,7%	48,0%
- Dettes rattachées	12 058	13 820	12 147	14,6%	-12,1%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	98 691	113 670	133 447	15,2%	17,4%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	9 000	9 000	9 000	0,0%	0,0%
- Crédoeurs divers	29 492	39 838	40 996	35,1%	2,9%
- Dettes rattachées	190	190	190	0,0%	0,0%
- Comptes d'ordre & divers	60 009	64 642	83 261	7,7%	28,8%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	399 346	429 441	477 178	7,5%	11,1%
- Subventions d'investissement	10 536	9 750	9 000	-7,5%	-7,7%
- Fonds affectés	19 576	20 570	26 466	5,1%	28,7%
- Provisions pour risques & charges	27 671	30 956	35 191	11,9%	13,7%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	1 876	1 876	1 122	0,0%	-40,2%
- Titres et emprunts subordonnés	7 321	12 357	8 467	68,8%	-31,5%
- Dettes rattachées	126	221	302	75,4%	36,7%
- Fonds pour risques bancaires généraux	7 962	16 489	11 317	107,1%	-31,4%
- Primes liées au capital	15 273	15 670	10 898	2,6%	-30,5%
- Réserves	53 216	58 600	73 009	10,1%	24,6%
- Ecart de réévaluation	15 013	15 013	14 515	0,0%	-3,3%
- Capital	156 617	182 232	210 370	16,4%	15,4%
- Dotations	10 900	10 900	10 900	0,0%	0,0%
- Report à nouveau	18 552	8 997	11 699	-51,5%	30,0%
- Résultat de l'exercice	54 707	45 810	53 922	-16,3%	17,7%
TOTAL DU PASSIF	3 821 967	4 330 313	4 501 702	13,3%	4,0%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	179 723	140 858	125 584	-21,6%	-10,8%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	385 134	587 431	612 269	52,5%	4,2%
AUTRES ENGAGEMENTS	10	0	0	-100,0%	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	3 287	3 398	6 715	3,4%	97,6%

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	3 204 575	3 688 024	3 903 278	15,1%	5,8%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 887 813	2 187 532	2 359 033	15,9%	7,8%
a) Crédits à court terme	1 086 359	1 221 875	1 278 124	12,5%	4,6%
<i>dont Crédits de campagne</i>	1 000	4 780	37 789	378,0%	690,6%
b) Crédits à moyen terme	617 577	705 159	806 116	14,2%	14,3%
c) Crédits à long terme	62 714	83 374	86 559	32,9%	3,8%
d) Opérations de crédit-bail	6 289	8 343	6 825	32,7%	-18,2%
e) Crédits en souffrance	114 874	168 781	181 409	46,9%	7,5%
impayés & immobilisés	50 084	96 248	102 249	92,2%	6,2%
<i>provisions</i>	776	95 987	30 046	12269,5%	-68,7%
douteux & litigieux	64 790	72 533	79 160	12,0%	9,1%
<i>provisions</i>	181 244	72 215	250 970	-60,2%	247,5%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	1 316 762	1 500 492	1 544 245	14,0%	2,9%
a) Titres de placement	922 804	1 055 797	990 671	14,4%	-6,2%
b) Immobilisations financières	69 398	79 616	104 308	14,7%	31,0%
c) Autres immobilisations	185 435	205 977	218 637	11,1%	6,1%
d) Divers	139 125	159 102	230 629	14,4%	45,0%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	2 882 173	3 082 678	3 364 569	7,0%	9,1%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	2 378 392	2 531 834	2 747 034	6,5%	8,5%
a) A vue	1 419 348	1 470 811	1 624 670	3,6%	10,5%
b) A terme	959 044	1 061 023	1 122 364	10,6%	5,8%
dépôts à terme et bons de caisse	428 657	495 616	495 049	15,6%	-0,1%
comptes d'épargne à régime spécial	395 744	451 823	514 477	14,2%	13,9%
autres	134 643	113 584	112 838	-15,6%	-0,7%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	325 586	358 690	385 555	10,2%	7,5%
a) Capital, dotations & réserves	271 264	299 124	325 985	10,3%	9,0%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	8 112	6 983	9 702	-13,9%	38,9%
b) Autres	54 322	59 566	59 570	9,7%	0,0%
3. AUTRES RESSOURCES	178 195	192 154	231 980	7,8%	20,7%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-322 402	-605 346	-538 709	87,8%	-11,0%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	322 402	605 346	538 709	87,8%	-11,0%
1. DISPONIBILITES	-89 610	-91 326	-92 748	1,9%	1,6%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	412 012	696 672	631 457	69,1%	-9,4%
emplois	-527 782	-550 963	-504 526	4,4%	-8,4%
<i>dont hors UMOA</i>	-42 807	-56 237	-42 911	31,4%	-23,7%
<i>dont emplois en souffrance</i>	175	2	2	-98,9%	0,0%
ressources	939 794	1 247 635	1 135 983	32,8%	-8,9%
<i>dont hors UMOA</i>	119 180	108 100	138 621	-9,3%	28,2%

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

MALI
(16 établissements)

Annexe II.2-5 b

R E S U L T A T S	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
1. PRODUITS BANCAIRES	432 360	328 480	365 673	-24,0%	11,3%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	5 224	6 347	8 935	21,5%	40,8%
+Produits sur opérations avec la clientèle	180 883	210 598	229 478	16,4%	9,0%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	45 386	58 720	63 933	29,4%	8,9%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	3 021	4 308	6 644	42,6%	54,2%
+Produits sur opérations de change	176 671	27 771	35 606	-84,3%	28,2%
+Produits sur opérations de hors-bilan	17 083	18 686	18 554	9,4%	-0,7%
+Produits sur prestations de services financiers	1 423	1 811	2 458	27,3%	35,7%
+Autres produits d'exploitation bancaire	2 728	344	519	-87,4%	50,9%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0		
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	59	105	454	78,0%	332,4%
2. CHARGES BANCAIRES	223 999	100 485	117 014	-55,1%	16,4%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	19 287	35 792	45 278	85,6%	26,5%
-Charges sur opérations avec la clientèle	36 802	43 778	45 742	19,0%	4,5%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	1 131	1 683	1 349	48,8%	-19,8%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	2 365	3 596	3 774	52,1%	4,9%
-Charges sur opérations de change	162 135	13 316	18 308	-91,8%	37,5%
-Charges sur opérations de hors-bilan	351	272	532	-22,5%	95,6%
-Charges sur prestations de services financiers	1 666	1 970	1 965	18,2%	-0,3%
-Autres charges d'exploitation bancaire	262	78	66	-70,2%	-15,4%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	208 361	227 995	248 659	9,4%	9,1%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	13 273	12 033	12 803	-9,3%	6,4%
+Produits sur immobilisations financières	5 884	4 812	5 905	-18,2%	22,7%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	7 389	7 248	6 901	-1,9%	-4,8%
-Charges sur immobilisations financières	0	27	0		-100,0%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	3		
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	221 634	240 028	261 462	8,3%	8,9%
6. FRAIS GENERAUX	120 168	134 179	145 854	11,7%	8,7%
-Frais de personnel	53 891	60 019	62 969	11,4%	4,9%
-Impôts, taxes et versements assimilés	4 521	5 285	5 799	16,9%	9,7%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	61 756	68 875	77 086	11,5%	11,9%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	17 130	16 780	19 303	-2,0%	15,0%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	17 202	18 480	19 446	7,4%	5,2%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	72	1 700	143	2261,1%	-91,6%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	84 336	89 069	96 305	5,6%	8,1%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	18 856	23 571	46 189	25,0%	96,0%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	50 908	87 374	88 548	71,6%	1,3%
+Reprises de provisions	32 052	63 803	42 359	99,1%	-33,6%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	59	105	454	78,0%	332,4%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	65 539	65 603	50 570	0,1%	-22,9%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-443	-10 239	9 871	2211,3%	-196,4%
+Subventions d'exploitation	120	120	120	0,0%	0,0%
+Récupérations sur créances amorties	797	447	3 954	-43,9%	784,6%
+Produits exceptionnels	1 953	1 855	1 031	-5,0%	-44,4%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	289	0	7 615	-100,0%	
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	537	613	440	14,2%	-28,2%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	1 203	9 687	687	705,2%	-92,9%
-Charges exceptionnelles	1 862	2 361	1 722	26,8%	-27,1%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-2 122	-1 284	1 108	-39,5%	-186,3%
+Profits sur exercices antérieurs	4 037	4 076	5 249	1,0%	28,8%
-Pertes sur exercices antérieurs	6 159	5 360	4 141	-13,0%	-22,7%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	8 267	8 270	7 627	0,0%	-7,8%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	54 707	45 810	53 922	-16,3%	17,7%
+Bénéfices	55 384	49 230	65 532	-11,1%	33,1%
-Pertes	-677	-3 420	-11 610	405,2%	239,5%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

MALI
(16 établissements)

Annexe II.2-5 b

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	14,3%	14,3%	17,5%	0,0	3,2
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	6,1%	7,7%	7,7%	1,6	0,0
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	61,3%	49,9%	60,8%	-11,4	10,9
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	2,8%	3,8%	4,1%	1,0	0,3
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	1,7%	1,8%	1,8%	0,1	0,0
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,0%	2,4%	2,5%	0,4	0,1
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	7,2%	2,8%	2,9%	-4,4	0,1
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,4%	1,6%	2,1%	0,2	0,5
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	11,2%	11,0%	10,3%	-0,2	-0,7
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,4%	9,4%	8,9%	0,0	-0,5
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,4%	7,0%	6,4%	-0,4	-0,6
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	65,9%	67,0%	66,5%	1,1	-0,5
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	22,3%	26,4%	47,7%	4,1	21,3
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	26,3%	20,1%	21,7%	-6,2	1,6
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	14,7%	11,5%	12,2%	-3,2	0,7
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	37,7	41,0	42,1	8,8%	2,7%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	26,5	27,2	27,8	2,6%	2,2%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	48,0%	51,6%	97,3%	3,6	45,7

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.
Montants en millions de FCFA

MALI
(16 établissements)

Annexe II.2-5 b

STATISTIQUES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
MONTANT DU CAPITAL	156 617	182 232	210 370	16,4%	15,4%
REPARTITION DU CAPITAL	156 617	182 232	210 370	16,4%	15,4%
Nationaux	68 969	76 393	94 434	10,8%	23,6%
<i>Etat</i>	48 158	34 968	39 321	-27,4%	12,4%
<i>Privés</i>	20 811	41 425	55 113	99,1%	33,0%
Non-nationaux	87 648	105 839	115 936	20,8%	9,5%
<i>dont UMOA</i>	19 187	35 819	42 906	86,7%	19,8%
TOTAL DU BILAN	3 821 967	4 330 313	4 501 702	13,3%	4,0%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	536	557	489	3,9%	-12,2%
Périodiques	3	3	0	0,0%	-100,0%
Permanents	533	554	489	3,9%	-11,7%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	405	440	472	8,6%	7,3%
EFFECTIFS	3 188	3 272	3 466	2,6%	5,9%
Employés	1 713	1 779	1 870	3,9%	5,1%
<i>dont Etrangers</i>	37	11	13	-70,3%	18,2%
Cadres	1 475	1 493	1 596	1,2%	6,9%
<i>dont Etrangers</i>	27	30	136	11,1%	353,3%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 251 267	1 339 486	1 586 998	7,1%	18,5%
Personnes physiques	1 112 676	1 197 180	1 416 680	7,6%	18,3%
<i>dont Etrangers</i>	24 894	58 043	55 283	133,2%	-4,8%
Personnes morales	138 591	142 306	170 318	2,7%	19,7%
<i>dont Etrangers</i>	854	387	4 326	-54,7%	1017,8%
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	17	16	16	-1	0
A - Par type					
Banques	14	13	13	-1	0
Etablissements Financiers	3	3	3	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	11	11	11	0	0
Banques spécialisées	3	2	2	-1	0
Etablissements Financiers	3	3	3	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	7	7	9	0	2
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	4	5	3	1	-2
Petits (Actifs <100 milliards)	6	4	4	-2	0

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.2-6 : NIGER

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					ETAT	NATIONAL PRIVES	NON- NATIONALS				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
	BANQUES (12)			108 930	14 116	13 548	81 266	1 568 346	155	629 943	825	887	1 712
H 0064 B	- Société Nigérienne de Banque	SONIBANK	11/09/1990	12 000	3 165	4 147	4 688	302 854	13	76 111	180	88	268
H 0038 Y	- Bank Of Africa Niger	BOA-Niger	22/04/1994	13 000	215	913	11 872	294 545	28	213 641	184	82	266
H 0095 K	- Ecobank Niger	ECOBANK	14/01/1999	10 962	0	1 034	9 928	226 153	15	101 559	93	135	228
H 0136 E	- Banque Atlantique - Niger	BANQUE ATLANTIQUE	07/10/2005	10 500	0	2 235	8 265	193 110	19	67 100	39	137	176
H 0040 A	- Banque Internationale pour l'Afrique au Niger	BIA-NIGER	24/10/1996	19 188	1 059	3 691	14 438	166 964	17	56 055	69	91	160
H 0110 B	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Niger	BSC-NIGER	25/07/2003	11 000	0	0	11 000	137 209	15	23 568	72	80	152
H 0164 K	- Banque Agricole du Niger	BAGRI	07/02/2011	9 373	7 845	1 528	0	74 928	23	28 360	63	100	163
H 0081 V	- Banque Islamique du Niger	BIN	03/06/1997	12 500	1 005	0	11 495	70 114	14	36 186	36	67	103
H 0174 W	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Niger	-	25/05/2016	0	0	0	0	52 701	7	20 082	52	47	99
H 0168 P	- CBAO, Groupe Atijjanwaïfa Bank, Succursale du Niger	-	08/08/2013	0	0	0	0	25 700	1	1 306	6	9	15
H 0057 T	- Banque Commerciale du Niger	BCN	01/03/1987	10 407	827	0	9 580	16 436	2	5 915	21	49	70
H 0193 R	- Banque Régionale de Marchés, Succursale du Niger	-	11/06/2015	0	0	0	0	7 632	1	60	10	2	12
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (3)			2 925	0	2 925	0	4 174	1	0	5	6	11
H 0129 X	- Société Sahélienne de Financement	SAHFI	14/06/2005	2 925	0	2 925	0	4 174	1	0	5	6	11
H 0204 D	- Bureau National d'Intermédiation Financière	BNIF AFUWA	13/11/2017										
H 0205 E	- AL-IZZA Transfert d'Argent International	AL IZZA	13/11/2017										
	TOTAL ETABLISSEMENTS (15)			111 855	14 116	16 473	81 266	1 572 520	156	629 943	830	893	1 723

(a) : Montants en millions de FCFA

(1) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

NIGER
(13 établissements)

Annexe II.2-6 b

B I L A N S	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
			(*)	2016-2015	2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	199 261	210 875	264 729	5,8%	25,5%
- Caisse	39 915	49 852	45 576	24,9%	-8,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	99 978	138 104	99 153	38,1%	-28,2%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	15 326	11 267	10 407	-26,5%	-7,6%
- Comptes de prêts	43 602	11 081	108 698	-74,6%	880,9%
- Valeurs non imputées	0	0	1	-	-
- Créances rattachées	440	571	894	29,8%	56,6%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	0	199	0	-	-100,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	709 378	858 468	870 351	21,0%	1,4%
- Portefeuille d'effets commerciaux	16 189	11 254	10 203	-30,5%	-9,3%
<i>. Crédits de campagne</i>	1 772	0	0	-100,0%	-
<i>. Crédits ordinaires</i>	14 417	11 254	10 203	-21,9%	-9,3%
- Autres crédits à court terme	160 097	217 226	205 057	35,7%	-5,6%
<i>. Crédits de campagne</i>	721	1 101	2 215	52,7%	101,2%
<i>. Crédits ordinaires</i>	159 376	216 125	202 842	35,6%	-6,1%
- Comptes ordinaires débiteurs	171 469	193 717	194 517	13,0%	0,4%
- Crédits à moyen terme	299 281	340 513	354 071	13,8%	4,0%
- Crédits à long terme	26 516	36 350	36 529	37,1%	0,5%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	1 766	486	7	-72,5%	-98,6%
- Créances rattachées	4 779	6 495	8 679	35,9%	33,6%
- Créances en souffrance	29 281	52 427	61 288	79,0%	16,9%
<i>. Impayées ou immobilisées</i>	14 856	28 091	27 189	89,1%	-3,2%
<i>(provisions)</i>	16 939	27 945	12 348	65,0%	-55,8%
<i>. Douteuses ou litigieuses</i>	14 375	24 109	34 098	67,7%	41,4%
<i>(provisions)</i>	79 072	23 907	93 375	-69,8%	290,6%
<i>. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	50	227	1	354,0%	-99,6%
<i>(provisions)</i>	56	227	2	305,4%	-99,1%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	254 003	253 234	302 793	-0,3%	19,6%
- Titres de placement	225 214	216 943	265 997	-3,7%	22,6%
- Comptes de stocks	280	328	170	17,1%	-48,2%
- Débiteurs divers	10 216	9 506	8 241	-6,9%	-13,3%
- Créances rattachées	3 676	4 644	5 932	26,3%	27,7%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	1 728	894	2 063	-48,3%	130,8%
- Valeurs à rejeter	221	131	0	-40,7%	-100,0%
- Comptes d'ordre & divers	12 668	20 788	20 390	64,1%	-1,9%
VALEURS IMMOBILISEES	91 856	142 481	133 859	55,1%	-6,1%
- Immobilisations financières	37 168	83 938	63 135	125,8%	-24,8%
- Dépôts & cautionnements	515	798	701	55,0%	-12,2%
- Immobilisations en cours	7 843	11 120	13 111	41,8%	17,9%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	397	1 210	2 909	204,8%	140,4%
- Immobilisations d'exploitation	22 753	25 248	26 100	11,0%	3,4%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	952	900	905	-5,5%	0,6%
- Immobilisations hors-exploitation	22 681	19 165	29 142	-15,5%	52,1%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	39	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	896	2 212	1 670	146,9%	-24,5%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	966	0	0	-100,0%	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	966	466	788	-51,8%	69,1%
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	966	466	788	-51,8%	69,1%
TOTAL DE L'ACTIF	1 255 464	1 465 524	1 572 520	16,7%	7,3%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
			(*)	2016-2015	2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	283 885	346 266	455 571	22,0%	31,6%
- Comptes ordinaires créditeurs	29 105	16 097	38 489	-44,7%	139,1%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	12 308	16 141	13 525	31,1%	-16,2%
- Comptes d'emprunts	241 504	312 552	401 031	29,4%	28,3%
- Autres sommes dues	3	0	1	-100,0%	-
- Dettes rattachées	965	1 476	2 525	53,0%	71,1%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	781 457	904 414	870 608	15,7%	-3,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	460 340	540 539	531 470	17,4%	-1,7%
- Dépôts à terme reçus	149 766	153 170	154 016	2,3%	0,6%
- Comptes d'épargne à régime spécial	125 907	146 135	129 591	16,1%	-11,3%
- Dépôts de garantie reçus	23 176	33 428	27 374	44,2%	-18,1%
- Autres dépôts	390	272	318	-30,3%	16,9%
- Bons de caisse	1 014	969	957	-4,4%	-1,2%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	1	-	-
- Autres sommes dues	16 880	24 825	22 818	47,1%	-8,1%
- Dettes rattachées	3 984	5 076	4 063	27,4%	-20,0%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	35 609	31 205	42 019	-12,4%	34,7%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	800	400	0	-50,0%	-100,0%
- Crédeurs divers	15 089	13 423	11 994	-11,0%	-10,6%
- Dettes rattachées	11	10	1	-9,1%	-90,0%
- Comptes d'ordre & divers	19 709	17 372	30 024	-11,9%	72,8%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	3	3	3	0,0%	0,0%
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	3	3	3	0,0%	0,0%
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	154 510	183 636	204 319	18,9%	11,3%
- Subventions d'investissement	16	4	4	-75,0%	0,0%
- Fonds affectés	2 000	315	76	-84,3%	-75,9%
- Provisions pour risques & charges	13 843	18 522	18 248	33,8%	-1,5%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	400	1 734	1 734	333,5%	0,0%
- Titres et emprunts subordonnés	6 926	1 746	861	-74,8%	-50,7%
- Dettes rattachées	26	57	33	119,2%	-42,1%
- Fonds pour risques bancaires généraux	2 582	3 769	2 763	46,0%	-26,7%
- Primes liées au capital	7 016	9 695	4 966	38,2%	-48,8%
- Réserves	34 733	50 353	35 275	45,0%	-29,9%
- Ecart de réévaluation	1 119	1 119	1 119	0,0%	0,0%
- Capital	88 120	104 365	111 855	18,4%	7,2%
- Dotations	8 941	10 441	17 000	16,8%	62,8%
- Report à nouveau	-31 310	-29 571	-14 253	-5,6%	-51,8%
- Résultat de l'exercice	20 098	11 087	24 638	-44,8%	122,2%
TOTAL DU PASSIF	1 255 464	1 465 524	1 572 520	16,7%	7,3%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	29 959	36 801	68 468	22,8%	86,0%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	279 777	286 147	242 547	2,3%	-15,2%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	2 598	-	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	1 965	2 147	2 780	9,3%	29,5%

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

NIGER
(13 établissements)

Annexe II.2-6 b

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
			(*)	2016-2015	2017-2016
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	1 055 397	1 254 426	1 307 727	18,9%	4,2%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	706 327	852 867	863 735	20,7%	1,3%
a) Crédits à court terme	351 249	423 577	411 847	20,6%	-2,8%
<i>dont Crédits de campagne</i>	2 493	1 101	2 215	-55,8%	101,2%
b) Crédits à moyen terme	299 281	340 513	354 071	13,8%	4,0%
c) Crédits à long terme	26 516	36 350	36 529	37,1%	0,5%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-	-
e) Crédits en souffrance	29 281	52 427	61 288	79,0%	16,9%
impayés & immobilisés	14 856	28 091	27 189	89,1%	-3,2%
<i>provisions</i>	17 905	27 945	12 348	56,1%	-55,8%
douteux & litigieux	14 425	24 336	34 099	68,7%	40,1%
<i>provisions</i>	79 128	24 134	93 377	-69,5%	286,9%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	349 070	401 559	443 992	15,0%	10,6%
a) Titres de placement	225 214	216 943	265 997	-3,7%	22,6%
b) Immobilisations financières	37 168	83 938	63 135	125,8%	-24,8%
c) Autres immobilisations	53 792	56 331	69 054	4,7%	22,6%
d) Divers	32 896	44 347	45 806	34,8%	3,3%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	971 578	1 120 268	1 118 686	15,3%	-0,1%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	778 273	899 738	866 545	15,6%	-3,7%
a) A vue	477 220	565 364	554 288	18,5%	-2,0%
b) A terme	301 053	334 374	312 257	11,1%	-6,6%
dépôts à terme et bons de caisse	150 780	154 139	154 973	2,2%	0,5%
comptes d'épargne à régime spécial	125 907	146 135	129 591	16,1%	-11,3%
autres	24 366	34 100	27 693	39,9%	-18,8%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	124 435	149 450	163 648	20,1%	9,5%
a) Capital, dotations & réserves	113 974	144 532	159 854	26,8%	10,6%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	2 688	2 672	3 812	-0,6%	42,7%
b) Autres	10 461	4 918	3 794	-53,0%	-22,9%
3. AUTRES RESSOURCES	68 870	71 080	88 493	3,2%	24,5%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-83 819	-134 158	-189 041	60,1%	40,9%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	83 819	134 158	189 041	60,1%	40,9%
1. DISPONIBILITES	-40 195	-50 180	-45 746	24,8%	-8,8%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	124 014	184 338	234 787	48,6%	27,4%
emplois	-158 906	-160 452	-218 259	1,0%	36,0%
<i>dont hors UMOA</i>	-16 978	-18 373	-17 423	8,2%	-5,2%
<i>dont emplois en souffrance</i>	0	0	0	-	-
ressources	282 920	344 790	453 046	21,9%	31,4%
<i>dont hors UMOA</i>	35 447	30 225	48 273	-14,7%	59,7%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

NIGER
(13 établissements)

Annexe II.2-6 b

R E S U L T A T S	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
			(*)	2016-2015	2017-2016
1. PRODUITS BANCAIRES	137 252	138 622	135 427	1,0%	-2,3%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	1 869	3 092	3 088	65,4%	-0,1%
+Produits sur opérations avec la clientèle	82 424	98 617	89 913	19,6%	-8,8%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	13 970	17 765	19 990	27,2%	12,5%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	1		
+Produits sur opérations de change	32 275	10 003	16 789	-69,0%	67,8%
+Produits sur opérations de hors-bilan	5 884	7 906	4 594	34,4%	-41,9%
+Produits sur prestations de services financiers	802	1 300	1 110	62,1%	-14,6%
+Autres produits d'exploitation bancaire	44	44	71	0,0%	61,4%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0		
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	16	105	129	556,3%	22,9%
2. CHARGES BANCAIRES	44 963	32 037	40 586	-28,7%	26,7%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	9 886	13 477	17 537	36,3%	30,1%
-Charges sur opérations avec la clientèle	12 370	15 068	14 095	21,8%	-6,5%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	186	106	87	-43,0%	-17,9%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	131		
-Charges sur opérations de change	21 456	1 893	7 507	-91,2%	296,6%
-Charges sur opérations de hors-bilan	432	404	436	-6,5%	7,9%
-Charges sur prestations de services financiers	389	671	625	72,5%	-6,9%
-Autres charges d'exploitation bancaire	244	418	168	71,3%	-59,8%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	92 289	106 585	94 841	15,5%	-11,0%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	2 464	1 617	1 664	-34,4%	2,9%
+Produits sur immobilisations financières	743	776	808	4,4%	4,1%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	1 887	1 028	1 200	-45,5%	16,7%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0		
-Autres charges d'exploitation non bancaires	166	187	344	12,7%	84,0%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	94 753	108 202	96 505	14,2%	-10,8%
6. FRAIS GENERAUX	48 502	55 092	56 233	13,6%	2,1%
-Frais de personnel	21 952	26 672	24 218	21,5%	-9,2%
-Impôts, taxes et versements assimilés	2 018	2 436	2 320	20,7%	-4,8%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	24 532	25 984	29 695	5,9%	14,3%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	5 435	6 052	6 276	11,4%	3,7%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	5 449	6 056	6 458	11,1%	6,6%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	14	4	182	-71,4%	4450,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	40 816	47 058	33 996	15,3%	-27,8%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	13 317	30 790	4 617	131,2%	-85,0%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	29 921	46 929	30 176	56,8%	-35,7%
+Reprises de provisions	16 604	16 139	25 559	-2,8%	58,4%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	16	105	129	556,3%	22,9%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	27 515	16 373	29 508	-40,5%	80,2%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	1 122	-2 933	474	-361,4%	-116,2%
+Subventions d'exploitation	21	7	0	-66,7%	-100,0%
+Récupérations sur créances amorties	338	66	37	-80,5%	-43,9%
+Produits exceptionnels	1 540	387	689	-74,9%	78,0%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	83	75	995	-9,6%	1226,7%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	413	314	200	-24,0%	-36,3%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	75	1 272	364	1596,0%	-71,4%
-Charges exceptionnelles	372	1 882	683	405,9%	-63,7%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-1 611	1 660	-1 205	-203,0%	-172,6%
+Profits sur exercices antérieurs	1 095	3 530	801	222,4%	-77,3%
-Pertes sur exercices antérieurs	2 706	1 870	2 006	-30,9%	7,3%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	6 928	4 012	4 139	-42,1%	3,2%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	20 098	11 088	24 638	-44,8%	122,2%
+Bénéfices	22 451	21 712	29 110	-3,3%	34,1%
-Pertes	-2 353	-10 624	-4 472	351,5%	-57,9%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

NIGER
(13 établissements)

Annexe II.2-6 b

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	15,7%	11,5%	17,2%	-4,2	5,7
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	4,1%	6,1%	7,1%	2,0	1,0
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	76,8%	49,8%	63,3%	-27,0	13,5
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	2,3%	3,6%	3,2%	1,3	-0,4
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	1,0%	1,6%	1,5%	0,6	-0,1
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	1,3%	2,2%	2,2%	0,9	0,0
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	2,4%	2,2%	2,5%	-0,2	0,3
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	0,6%	1,7%	1,8%	1,1	0,1
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle</i>	7,7%	11,4%	9,7%	3,7	-1,7
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	6,1%	9,7%	8,4%	3,6	-1,3
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	4,8%	7,5%	6,2%	2,7	-1,3
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	58,5%	55,6%	66,1%	-2,9	10,5
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	32,6%	63,3%	13,5%	30,7	-49,8
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	21,8%	12,2%	26,0%	-9,6	13,8
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	14,4%	7,7%	13,3%	-6,7	5,6
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	30,2	31,6	32,6	4,6%	3,2%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	25,4	28,9	19,7	13,8%	-31,8%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>				-	-

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.
Montants en millions de FCFA

NIGER
(13 établissements)

Annexe II.2-6 b

STATISTIQUES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
MONTANT DU CAPITAL	88 120	104 365	111 855	18,4%	7,2%
REPARTITION DU CAPITAL	88 120	102 865	111 855	16,7%	8,7%
Nationaux	35 812	37 473	30 589	4,6%	-18,4%
<i>Etat</i>	21 847	22 869	14 116	4,7%	-38,3%
<i>Privés</i>	13 965	14 604	16 473	4,6%	12,8%
Non-nationaux	52 308	65 392	81 266	25,0%	24,3%
<i>dont UMOA</i>	24 072	31 526	53 242	31,0%	68,9%
TOTAL DU BILAN	1 255 464	1 465 524	1 572 520	16,7%	7,3%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	147	155	156	5,4%	0,6%
Périodiques	0	0	0	-	-
Permanents	147	155	156	5,4%	0,6%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	145	158	186	9,0%	17,7%
EFFECTIFS	1 605	1 658	1 723	3,3%	3,9%
Employés	809	1 037	893	28,2%	-13,9%
<i>dont Etrangers</i>	2	4	7	100,0%	75,0%
Cadres	796	621	830	-22,0%	33,7%
<i>dont Etrangers</i>	10	15	18	50,0%	20,0%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	497 153	611 354	629 943	23,0%	3,0%
Personnes physiques	442 803	512 088	587 197	15,6%	14,7%
<i>dont Etrangers</i>	5 931	5 881	7 365	-0,8%	25,2%
Personnes morales	54 350	99 266	42 746	82,6%	-56,9%
<i>dont Etrangers</i>	1 053	1 999	1 048	89,8%	-47,6%
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	12	12	13	0	1
A - Par type					
Banques	11	11	12	0	1
Etablissements Financiers	1	1	1	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	10	10	11	0	1
Banques spécialisées	1	1	1	0	0
Etablissements Financiers	1	1	1	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	3	4	3	1	-1
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	3	2	3	-1	1
Petits (Actifs < 100 milliards)	6	6	7	0	1

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.2-7 : SENEGAL

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS EMPLOYES	
					ETAT	PRIVES				NON- NATIONAUX	CADRES
	BANQUES (25)			285 544	13 825	60 555	211 164	417	1 689 224	1 868	3 381
K 0012 C	- CBAO, Groupe Atijariwafa bank		30/07/1965	11 450	897	5 879	4 674	86	325 409	483	530
K 0011 B	- Société Générale de Banques au Sénégal	SGBS	12/03/1965	10 000	0	3 513	6 487	40	226 308	413	416
K 0094 R	- Ecobank-Sénégal	ECOBANK	19/02/1999	16 777	0	3 275	13 502	34	237 045	145	210
K 0100 Y	- Bank Of Africa Sénégal	BOA-SENEGAL	19/09/2001	24 000	0	9 183	14 817	55	213 635	65	265
K 0010 A	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal	BICIS	12/03/1965	10 000	2 490	2 060	5 450	32	116 328	121	334
K 0144 W	- Banque Régionale de Marchés	BRM	13/10/2006	10 000	0	8 400	1 600	2	1 020	41	35
K 0039 G	- Banque de l'Habitat du Sénégal	BHS	10/10/1979	10 000	4 000	6 000	0	16	168 793	85	154
K 0137 N	- Banque Atlantique - Sénégal	BANQUE ATLANTIQUE	28/10/2005	25 003	0	0	25 003	18	71 197	57	156
K 0079 A	- Banque Islamique du Sénégal	BIS	20/07/1982	10 000	600	6 073	3 327	27	53 895	49	133
K 0048 R	- Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal	CNCAS	15/06/1984	10 000	2 588	61	7 351	34	133 103	65	263
K 0153 F	- United Bank for Africa Sénégal	UBA	09/01/2009	15 000	0	1 216	13 784	10	28 046	37	154
K 0159 M	- NSIA Banque Béhin, Succursale du Sénégal (Ex-Diamond Bank, Succ. SN)	-	16/07/2001	0	0	0	0	8	26 773	25	109
K 0060 E	- Crédit Du Sénégal	CDS	14/06/1989	10 000	500	0	9 500	8	21 025	45	86
K 0191 X	- Banque de Dakar	BDK	20/04/2015	22 000	0	470	21 530	1	1 197	26	26
K 0175 E	- Oribank Côte d'Ivoire, Succursale du Sénégal	-	05/06/2013	0	0	0	0	7	15 715	31	77
K 0169 Y	- Banque Nationale pour le Développement Economique	BNDE	25/06/2013	11 000	2 750	3 650	4 600	11	8 114	29	121
K 0111 K	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Sénégal	BASIC-SENEGAL	22/08/2003	23 500	0	0	23 500	14	32 966	35	130
K 0141 S	- Citibank - Sénégal	CITIBANK	15/05/2006	17 549	0	0	17 549	1	247	27	2
K 0156 J	- Crédit International	CI	14/10/2009	12 000	0	800	11 200	2	1 401	11	28
K 0189 V	- BGFIBank Sénégal	-	22/01/2015	14 000	0	0	14 000	1	446	24	20
K 0197 D	- Coris Bank International, Succursale du Sénégal	-	11/12/2015	0	0	0	0	2	2 372	17	14
K 0178 H	- Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali, Succursale du Sénégal	-	06/09/2013	0	0	0	0	2	417	7	18
K 0140 R	- FBNBank - Sénégal	-	20/10/2005	13 265	0	0	13 265	3	3 095	14	75
K 0117 R	- Banque des Institutions Mutualistes d'Afrique de l'Ouest	BIMAO	07/01/2005	10 000	0	9 975	25	3	677	16	25
K 0200 G	- La Banque Outarde	LBO	25/01/2017								
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (4)			16 000	0	11 500	4 500	64	0	30	176
K 0029 W	- Compagnie Ouest Africaine de Crédit-Bail	LOCAFRIQUE	14/05/1977	11 500	0	11 500	0	2	0	16	22
K 0145 X	- Société Africaine de Crédit Automobile - Allos Finance Succursale du Sénégal	-	20/07/2006	0	0	0	0	1	0	5	15
K 0192 Y	- Wafacash West Africa	WAFACASH	20/04/2015	4 500	0	0	4 500	61	0	9	139
K 0203 K	- La Financière de l'Afrique de l'Ouest	LA FINAO	16/11/2017								
	TOTAL ETABLISSEMENTS (29)			301 544	13 825	72 055	215 664	481	1 689 224	1 898	3 557
											5 455

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

B I L A N S	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
			(*)	2016-2015	2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	907 043	969 025	802 847	6,8%	-17,1%
- Caisse	107 286	107 146	107 687	-0,1%	0,5%
- Comptes ordinaires débiteurs	606 661	615 419	393 850	1,4%	-36,0%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	92 603	68 802	68 421	-25,7%	-0,6%
- Comptes de prêts	99 402	176 821	227 613	77,9%	28,7%
- Valeurs non imputées	6	2	4	-66,7%	100,0%
- Créances rattachées	537	813	2 723	51,4%	234,9%
- Créances en souffrance	548	22	2 549	-96,0%	11 486,4%
(provisions)	74	110	0	48,6%	-100,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 964 531	3 322 924	3 989 368	12,1%	20,1%
- Portefeuille d'effets commerciaux	111 393	157 422	120 849	41,3%	-23,2%
. Crédits de campagne	0	0	0	-	-
. Crédits ordinaires	111 393	157 422	120 849	41,3%	-23,2%
- Autres crédits à court terme	779 797	975 448	1 158 345	25,1%	18,8%
. Crédits de campagne	14 406	22 235	27 106	54,3%	21,9%
. Crédits ordinaires	765 391	953 213	1 131 239	24,5%	18,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	378 454	367 324	427 477	-2,9%	16,4%
- Crédits à moyen terme	1 144 549	1 248 962	1 616 948	9,1%	29,5%
- Crédits à long terme	175 068	257 526	307 743	47,1%	19,5%
- Affacturage	42 234	37 263	29 082	-11,8%	-22,0%
- Valeurs non imputées	4 729	1 087	3 710	-77,0%	241,3%
- Créances rattachées	25 825	28 653	32 669	11,0%	14,0%
- Créances en souffrance	302 482	249 239	292 545	-17,6%	17,4%
. Impayées ou immobilisées	147 780	140 670	154 321	-4,8%	9,7%
(provisions)	14 976	139 913	25 514	834,2%	-81,8%
. Douteuses ou litigieuses	154 366	107 912	137 550	-30,1%	27,5%
(provisions)	218 745	106 612	264 168	-51,3%	147,8%
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses	336	657	674	95,5%	2,6%
(provisions)	97	657	2 264	577,3%	244,6%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	1 195 218	1 586 949	1 590 254	32,8%	0,2%
- Titres de placement	1 013 467	1 383 921	1 333 028	36,6%	-3,7%
- Comptes de stocks	3 104	3 994	1 917	28,7%	-52,0%
- Débiteurs divers	34 182	53 509	35 700	56,5%	-33,3%
- Créances rattachées	17 608	26 431	26 784	50,1%	1,3%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	34 242	31 488	43 305	-8,0%	37,5%
- Valeurs à rejeter	4 442	1 025	2 659	-76,9%	159,4%
- Comptes d'ordre & divers	88 173	86 581	146 861	-1,8%	69,6%
VALEURS IMMOBILISEES	322 176	408 957	406 121	26,9%	-0,7%
- Immobilisations financières	72 930	110 551	114 656	51,6%	3,7%
- Dépôts & cautionnements	6 338	10 238	11 113	61,5%	8,5%
- Immobilisations en cours	18 896	16 815	17 661	-11,0%	5,0%
dont Immobilisations incorporelles	1 615	1 276	2 064	-21,0%	61,8%
- Immobilisations d'exploitation	102 536	111 497	112 176	8,7%	0,6%
dont Immobilisations incorporelles	10 022	10 339	10 269	3,2%	-0,7%
- Immobilisations hors-exploitation	67 127	92 738	70 009	38,2%	-24,5%
dont Immobilisations incorporelles	0	0	25	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	45 877	56 388	71 599	22,9%	27,0%
- Créances rattachées	1 389	2 053	3 085	47,8%	50,3%
- Créances en souffrance	7 083	8 677	5 822	22,5%	-32,9%
(provisions)	1 559	5 921	2 862	279,8%	-51,7%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	5 506	890	0	-83,8%	-100,0%
- Actionnaires, capital non appelé	0	890	0	-	-100,0%
- Actionnaires, capital appelé non versé	5 506	0	0	-100,0%	-
TOTAL DE L'ACTIF	5 394 474	6 288 745	6 788 590	16,6%	7,9%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	942 681	1 329 690	1 291 127	41,1%	-2,9%
- Comptes ordinaires créditeurs	218 482	218 775	197 767	0,1%	-9,6%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	19 970	13 870	48 921	-30,5%	252,7%
- Comptes d'emprunts	697 083	1 083 256	1 014 471	55,4%	-6,3%
- Autres sommes dues	4 420	10 293	26 070	132,9%	153,3%
- Dettes rattachées	2 726	3 496	3 898	28,2%	11,5%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3 675 793	4 139 186	4 508 584	12,6%	8,9%
- Comptes ordinaires créditeurs	1 970 086	2 314 787	2 438 035	17,5%	5,3%
- Dépôts à terme reçus	868 781	889 945	1 011 678	2,4%	13,7%
- Comptes d'épargne à régime spécial	617 550	704 063	765 593	14,0%	8,7%
- Dépôts de garantie reçus	131 362	133 233	173 945	1,4%	30,6%
- Autres dépôts	15 142	12 709	17 153	-16,1%	35,0%
- Bons de caisse	12 219	13 622	14 051	11,5%	3,1%
- Comptes d'affacturage	63	15	10	-76,2%	-33,3%
- Emprunts à la clientèle	3 044	9 166	12 146	201,1%	32,5%
- Autres sommes dues	41 670	43 700	57 857	4,9%	32,4%
- Dettes rattachées	15 876	17 946	18 116	13,0%	0,9%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	194 413	199 855	261 931	2,8%	31,1%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	9 100	8 105	14 715	-10,9%	81,6%
- Crédoeurs divers	57 773	62 925	72 268	8,9%	14,8%
- Dettes rattachées	204	190	13 462	-6,9%	6985,3%
- Comptes d'ordre & divers	127 336	128 635	161 486	1,0%	25,5%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	581 587	620 014	726 948	6,6%	17,2%
- Subventions d'investissement	0	0	0	-	-
- Fonds affectés	43 277	43 831	44 991	1,3%	2,6%
- Provisions pour risques & charges	46 667	43 809	52 641	-6,1%	20,2%
- Provisions réglementées	0	0	360	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	3 075	3 929	3 075	27,8%	-21,7%
- Titres et emprunts subordonnés	15 449	19 057	15 820	23,4%	-17,0%
- Dettes rattachées	428	462	144	7,9%	-68,8%
- Fonds pour risques bancaires généraux	5 834	5 972	5 792	2,4%	-3,0%
- Primes liées au capital	21 130	20 276	13 363	-4,0%	-34,1%
- Réserves	194 529	166 470	187 173	-14,4%	12,4%
- Ecart de réévaluation	18	18	18	0,0%	0,0%
- Capital	246 074	276 190	301 544	12,2%	9,2%
- Dotations	18 030	20 640	27 531	14,5%	33,4%
- Report à nouveau	-43 338	-27 032	-36 812	-37,6%	36,2%
- Résultat de l'exercice	30 414	46 392	111 308	52,5%	139,9%
TOTAL DU PASSIF	5 394 474	6 288 745	6 788 590	16,6%	7,9%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	230 368	300 406	434 276	30,4%	44,6%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	686 363	915 677	1 063 228	33,4%	16,1%
AUTRES ENGAGEMENTS	37 289	8 400	70 272	-77,5%	736,6%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	10 230	7 962	5 262	-22,2%	-33,9%

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	4 479 358	5 315 649	5 986 556	18,7%	12,6%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	3 025 908	3 390 824	4 077 425	12,1%	20,2%
a) Crédits à court terme	1 350 849	1 570 032	1 782 768	16,2%	13,5%
<i>dont Crédits de campagne</i>	14 406	22 235	27 106	54,3%	21,9%
b) Crédits à moyen terme	1 144 549	1 248 962	1 616 948	9,1%	29,5%
c) Crédits à long terme	175 068	257 526	307 743	47,1%	19,5%
d) Opérations de crédit-bail	45 877	56 388	71 599	22,9%	27,0%
e) Crédits en souffrance	309 565	257 916	298 367	-16,7%	15,7%
impayés & immobilisés	151 169	146 591	156 829	-3,0%	7,0%
<i>provisions</i>	15 098	145 834	25 553	865,9%	-82,5%
douteux & litigieux	158 396	111 325	141 538	-29,7%	27,1%
<i>provisions</i>	220 279	107 269	269 255	-51,3%	151,0%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	1 453 450	1 924 825	1 909 131	32,4%	-0,8%
a) Titres de placement	1 013 467	1 383 921	1 333 028	36,6%	-3,7%
b) Immobilisations financières	72 930	110 551	114 656	51,6%	3,7%
c) Autres immobilisations	194 897	231 288	210 959	18,7%	-8,8%
d) Divers	172 156	199 065	250 488	15,6%	25,8%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	4 449 013	4 961 661	5 501 361	11,5%	10,9%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	3 669 017	4 129 345	4 505 183	12,5%	9,1%
a) A vue	2 011 819	2 358 502	2 495 902	17,2%	5,8%
b) A terme	1 657 198	1 770 843	2 009 281	6,9%	13,5%
dépôts à terme et bons de caisse	881 000	903 567	1 025 729	2,6%	13,5%
comptes d'épargne à régime spécial	617 550	704 063	765 593	14,0%	8,7%
autres	158 648	163 213	217 959	2,9%	33,5%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	490 987	519 293	584 843	5,8%	12,6%
a) Capital, dotations & réserves	429 168	452 458	520 579	5,4%	15,1%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	6 705	9 807	15 761	46,3%	60,7%
b) Autres	61 819	66 835	64 264	8,1%	-3,8%
3. AUTRES RESSOURCES	289 009	313 023	411 335	8,3%	31,4%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-30 345	-353 988	-485 195	1066,5%	37,1%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	30 345	353 988	485 195	1066,5%	37,1%
1. DISPONIBILITES	-110 390	-111 140	-109 597	0,7%	-1,4%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	140 735	465 128	594 792	230,5%	27,9%
emplois	-799 220	-861 066	-692 437	7,7%	-19,6%
<i>dont hors UMOA</i>	-66 468	-95 880	-93 326	44,2%	-2,7%
<i>dont emplois en souffrance</i>	548	22	2 549	-96,0%	11486,4%
ressources	939 955	1 326 194	1 287 229	41,1%	-2,9%
<i>dont hors UMOA</i>	119 736	119 071	115 927	-0,6%	-2,6%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
1. PRODUITS BANCAIRES	444 516	489 321	566 711	10,1%	15,8%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	6 664	6 654	14 199	-0,2%	113,4%
+Produits sur opérations avec la clientèle	289 514	316 812	354 590	9,4%	11,9%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	55 259	75 414	86 699	36,5%	15,0%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	21 962	21 957	31 277	0,0%	42,4%
+Produits sur opérations de change	45 716	38 647	51 033	-15,5%	32,0%
+Produits sur opérations de hors-bilan	12 607	12 673	13 788	0,5%	8,8%
+Produits sur prestations de services financiers	12 442	15 223	16 583	22,4%	8,9%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 522	3 735	862	145,4%	-76,9%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0		
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	1 170	1 794	2 320	53,3%	29,3%
2. CHARGES BANCAIRES	145 769	152 288	179 648	4,5%	18,0%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	26 533	33 718	44 912	27,1%	33,2%
-Charges sur opérations avec la clientèle	67 243	75 832	81 813	12,8%	7,9%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	3 149	3 734	4 323	18,6%	15,8%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	14 680	11 791	13 696	-19,7%	16,2%
-Charges sur opérations de change	24 927	19 771	23 514	-20,7%	18,9%
-Charges sur opérations de hors-bilan	60	81	144	35,0%	77,8%
-Charges sur prestations de services financiers	3 890	5 092	8 591	30,9%	68,7%
-Autres charges d'exploitation bancaire	5 287	2 269	2 655	-57,1%	17,0%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	298 747	337 033	387 063	12,8%	14,8%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	19 960	20 181	21 181	1,1%	5,0%
+Produits sur immobilisations financières	4 708	5 727	6 532	21,6%	14,1%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	15 395	14 699	14 853	-4,5%	1,0%
-Charges sur immobilisations financières	0	26	25		-3,8%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	143	219	179	53,1%	-18,3%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	318 707	357 214	408 244	12,1%	14,3%
6. FRAIS GENERAUX	183 022	202 057	224 613	10,4%	11,2%
-Frais de personnel	78 239	88 388	96 357	13,0%	9,0%
-Impôts, taxes et versements assimilés	8 606	10 773	11 860	25,2%	10,1%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	96 177	102 896	116 396	7,0%	13,1%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	22 369	33 394	31 267	49,3%	-6,4%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	22 521	33 447	31 870	48,5%	-4,7%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	152	53	603	-65,1%	1037,7%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	113 316	121 763	152 364	7,5%	25,1%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	71 719	57 680	22 444	-19,6%	-61,1%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	192 233	205 101	134 301	6,7%	-34,5%
+Reprises de provisions	120 514	147 421	111 857	22,3%	-24,1%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	1 170	1 794	2 320	53,3%	29,3%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	42 767	65 877	132 240	54,0%	100,7%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-1 691	-5 425	-2 131	220,8%	-60,7%
+Subventions d'exploitation	57	0	14	-100,0%	
+Récupérations sur créances amorties	68	538	449	691,2%	-16,5%
+Produits exceptionnels	2 363	1 996	1 520	-15,5%	-23,8%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	20	166	180	730,0%	8,4%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	812	1 120	1 099	37,9%	-1,9%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	328	375	350	14,3%	-6,7%
-Charges exceptionnelles	3 059	6 630	2 845	116,7%	-57,1%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-781	-3 205	-36	310,4%	-98,9%
+Profits sur exercices antérieurs	3 775	5 785	6 742	53,2%	16,5%
-Pertes sur exercices antérieurs	4 556	8 990	6 778	97,3%	-24,6%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	9 881	11 840	18 765	19,8%	58,5%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	30 414	45 407	111 308	49,3%	145,1%
+Bénéfices	51 276	73 259	115 089	42,9%	57,1%
-Pertes	-20 862	-27 852	-3 781	33,5%	-86,4%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

SENEGAL
(27 établissements)

Annexe II.2-7 b

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	16,7%	14,0%	13,6%	-2,7	-0,4
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	10,2%	7,6%	7,3%	-2,6	-0,3
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	43,2%	49,5%	49,7%	6,3	0,2
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,0%	3,2%	3,8%	0,2	0,6
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,0%	2,0%	1,9%	0,0	-0,1
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,2%	2,2%	2,4%	0,0	0,2
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	3,0%	2,8%	3,0%	-0,2	0,2
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,0%	0,9%	2,1%	-0,1	1,2
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	9,9%	10,0%	9,8%	0,1	-0,2
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	8,2%	8,2%	8,6%	0,0	0,4
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	6,0%	6,0%	6,2%	0,0	0,2
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	68,8%	69,9%	66,3%	1,1	-3,6
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	62,6%	46,7%	14,5%	-15,9	-32,2
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	10,2%	13,5%	28,8%	3,3	15,3
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	5,7%	7,9%	16,5%	2,2	8,6
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	37,8	39,2	41,2	3,7%	5,1%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	23,4	23,6	27,9	0,9%	18,2%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	47,9%	38,9%	43,7%	-9,0	4,8

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
MONTANT DU CAPITAL	246 074	276 190	301 544	12,2%	9,2%
REPARTITION DU CAPITAL	246 074	276 190	301 544	12,2%	9,2%
Nationaux	88 240	86 206	85 880	-2,3%	-0,4%
<i>Etat</i>	13 347	13 348	13 825	0,0%	3,6%
<i>Privés</i>	74 893	72 858	72 055	-2,7%	-1,1%
Non-nationaux	157 834	189 984	215 664	20,4%	13,5%
<i>dont UMOA</i>	34 472	36 128	60 002	4,8%	66,1%
TOTAL DU BILAN	5 394 474	6 288 745	6 788 590	16,6%	7,9%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	396	412	481	4,0%	16,7%
Périodiques	1	1	0	0,0%	-100,0%
Permanents	395	411	481	4,1%	17,0%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	455	484	499	6,4%	3,1%
EFFECTIFS	4 836	5 149	5 455	6,5%	5,9%
Employés	3 064	3 439	3 557	12,2%	3,4%
<i>dont Etrangers</i>	29	67	85	131,0%	26,9%
Cadres	1 772	1 710	1 898	-3,5%	11,0%
<i>dont Etrangers</i>	85	112	118	31,8%	5,4%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 362 266	1 597 066	1 689 224	17,2%	5,8%
Personnes physiques	1 213 858	1 434 189	1 527 677	18,2%	6,5%
<i>dont Etrangers</i>	36 451	51 259	54 235	40,6%	5,8%
Personnes morales	148 408	162 877	161 547	9,7%	-0,8%
<i>dont Etrangers</i>	1 574	3 202	2 056	103,4%	-35,8%
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	25	26	27	1	1
A - Par type					
Banques	23	23	24	0	1
Etablissements Financiers	2	3	3	1	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	18	18	19	0	1
Banques spécialisées	5	5	5	0	0
Etablissements Financiers	2	3	3	1	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	10	12	11	2	-1
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	3	4	8	1	4
Petits (Actifs < 100 milliards)	12	10	8	-2	-2

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.2-8 : TOGO

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES EMPLOYES	EFFECTIFS TOTAL
					NATIONAL ETAT	PRIVES	NON- NATIONAUX					
	BANQUES (13)			111 731	21 268	17 136	73 327	2 437 155	225	1 037 714	1 169	2 387
T 0116 K	- Oriabank-Togo	-	08/11/2004	10 019	1 054	8 964	1	545 425	38	210 195	209	382
T 0055 T	- Ecobank-Togo	ECOBANK	25/02/1988	10 000	526	1 276	8 198	416 866	24	201 303	185	279
T 0009 T	- Union Togolaise de Banque	UTB	25/04/1977	10 000	10 000	0	0	303 102	47	191 161	158	298
T 0136 J	- Banque Atlantique - Togo	BANQUE ATLANTIQUE	21/09/2005	10 137	0	1 564	8 583	253 278	25	67 662	121	205
T 0024 K	- Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie	BTCI	02/05/1974	7 000	6 408	592	0	172 287	21	60 013	177	314
T 0160 H	- NSIA Banque Bénin, Succursale du Togo (Ex-Diamond Bank, Succ. Togo)	-	22/06/2010	0	0	0	0	154 263	11	55 222	19	133
T 0162 G	- Coris Bank International - Togo	CBIT-TOGO	20/03/2014	12 500	0	0	12 500	131 078	4	5 829	30	53
T 0167 Q	- Bank Of Africa - Togo	BOA-TOGO	14/01/2013	15 500	0	0	15 500	125 265	0	36 787	81	132
T 0005 P	- Banque Internationale pour l'Afrique au Togo	BIA-TOGO	20/08/1981	10 000	1 917	1 310	6 773	105 184	11	34 402	23	167
T 0133 D	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce - Togo	BSIC-TOGO	21/09/2005	13 440	0	0	13 440	104 984	15	20 541	74	126
T 0187 M	- Société Générale Bénin, Succursale du Togo	-	01/12/2014	0	0	0	0	65 281	1	327	19	37
T 0151 Y	- Banque Populaire pour l'Epargne et le Crédit	BPEC	04/12/2007	6 500	970	3 440	2 090	48 138	27	154 272	47	206
T 0027 N	- Société Interfricaine de Banque	SIAB	25/04/1977	6 635	393	0	6 242	12 004	1	0	26	55
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (2)			21 329	2 518	2 401	16 410	199 386	2	0	13	19
T 0165 N	- Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA	CRRH-UEMOA	11/11/2011	8 375	0	2 401	5 974	165 588	1	0	6	11
T 0076 R	- African Guarantee Fund pour les Petites et moyennes entreprises	AGF WEST AFRICA	03/07/1995	12 954	2 518	0	10 436	33 798	1	0	7	8
	TOTAL ETABLISSEMENTS (15)			133 060	23 786	19 537	89 737	2 636 541	227	1 037 714	1 182	2 406

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

TOGO
(15 établissements)

Annexe II.2-8 b

B I L A N S	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
			(*)	2016-2015	2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	427 617	555 783	490 257	30,0%	-11,8%
- Caisse	38 552	37 778	36 504	-2,0%	-3,4%
- Comptes ordinaires débiteurs	206 446	251 918	187 300	22,0%	-25,7%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	44 899	110 223	78 718	145,5%	-28,6%
- Comptes de prêts	135 025	152 408	184 269	12,9%	20,9%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	1 695	2 456	3 466	44,9%	41,1%
- Créances en souffrance	1 000	1 000	0	0,0%	-100,0%
<i>(provisions)</i>	0	9	0	-	-100,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 014 338	1 180 854	1 146 773	16,4%	-2,9%
- Portefeuille d'effets commerciaux	7 375	6 892	34 474	-6,5%	400,2%
<i>. Crédits de campagne</i>	0	0	0	-	-
<i>. Crédits ordinaires</i>	7 375	6 892	34 474	-6,5%	400,2%
- Autres crédits à court terme	191 096	177 542	191 711	-7,1%	8,0%
<i>. Crédits de campagne</i>	100	1 632	145	1532,0%	-91,1%
<i>. Crédits ordinaires</i>	190 996	175 910	191 566	-7,9%	8,9%
- Comptes ordinaires débiteurs	216 798	187 929	204 534	-13,3%	8,8%
- Crédits à moyen terme	515 417	693 363	603 511	34,5%	-13,0%
- Crédits à long terme	28 392	34 069	40 759	20,0%	19,6%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	21	0	38	-100,0%	-
- Créances rattachées	7 746	8 671	14 334	11,9%	65,3%
- Créances en souffrance	47 493	72 388	57 412	52,4%	-20,7%
<i>. Impayées ou immobilisées</i>	27 888	45 825	28 669	64,3%	-37,4%
<i>(provisions)</i>	361	45 662	1 278	12548,8%	-97,2%
<i>. Douteuses ou litigieuses</i>	19 605	26 563	28 743	35,5%	8,2%
<i>(provisions)</i>	184 120	26 563	134 541	-85,6%	406,5%
<i>. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	12	0	0	-100,0%	-
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	479 947	723 786	871 668	50,8%	20,4%
- Titres de placement	417 070	655 769	777 972	57,2%	18,6%
- Comptes de stocks	407	1 500	720	268,6%	-52,0%
- Débiteurs divers	11 873	14 591	32 646	22,9%	123,7%
- Créances rattachées	7 579	15 334	23 052	102,3%	50,3%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	576	1 248	8 162	116,7%	554,0%
- Valeurs à rejeter	4	5	1	25,0%	-80,0%
- Comptes d'ordre & divers	42 438	35 339	29 115	-16,7%	-17,6%
VALEURS IMMOBILISEES	86 971	86 075	127 843	-1,0%	48,5%
- Immobilisations financières	21 342	8 450	10 344	-60,4%	22,4%
- Dépôts & cautionnements	2 475	2 700	2 927	9,1%	8,4%
- Immobilisations en cours	7 889	12 740	16 777	61,5%	31,7%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	255	958	1 943	275,7%	102,8%
- Immobilisations d'exploitation	47 185	44 110	77 262	-6,5%	75,2%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	3 580	2 722	3 007	-24,0%	10,5%
- Immobilisations hors-exploitation	8 054	18 022	20 512	123,8%	13,8%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	26	10	0	-61,5%	-100,0%
- Créances rattachées	0	43	21	-	-51,2%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	1 384	1 250	0	-9,7%	-100,0%
- Actionnaires, capital non appelé	1 000	0	0	-100,0%	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	384	1 250	0	225,5%	-100,0%
TOTAL DE L'ACTIF	2 010 257	2 547 748	2 636 541	26,7%	3,5%

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	478 629	728 861	705 719	52,3%	-3,2%
- Comptes ordinaires créditeurs	126 788	125 044	124 664	-1,4%	-0,3%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	58 752	131 556	77 538	123,9%	-41,1%
- Comptes d'emprunts	291 459	469 863	501 549	61,2%	6,7%
- Autres sommes dues	30	88	9	193,3%	-89,8%
- Dettes rattachées	1 600	2 310	1 959	44,4%	-15,2%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 282 513	1 503 776	1 525 352	17,3%	1,4%
- Comptes ordinaires créditeurs	514 470	655 184	588 555	27,4%	-10,2%
- Dépôts à terme reçus	479 454	520 100	559 339	8,5%	7,5%
- Comptes d'épargne à régime spécial	247 395	274 999	303 641	11,2%	10,4%
- Dépôts de garantie reçus	30 308	37 789	43 955	24,7%	16,3%
- Autres dépôts	443	4 412	2 637	895,9%	-40,2%
- Bons de caisse	381	366	366	-3,9%	0,0%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-
- Autres sommes dues	4 724	5 175	19 228	9,5%	271,6%
- Dettes rattachées	5 338	5 751	7 631	7,7%	32,7%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	135 487	149 487	203 709	10,3%	36,3%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	72 330	86 372	102 183	19,4%	18,3%
- Crédeurs divers	10 827	10 158	32 869	-6,2%	223,6%
- Dettes rattachées	840	1 197	1 832	42,5%	53,0%
- Comptes d'ordre & divers	51 490	51 760	66 825	0,5%	29,1%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	36	37	33	2,8%	-10,8%
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	36	37	33	2,8%	-10,8%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	113 592	165 587	201 728	45,8%	21,8%
- Subventions d'investissement	11	0	0	-100,0%	-
- Fonds affectés	563	768	609	36,4%	-20,7%
- Provisions pour risques & charges	17 638	20 009	17 574	13,4%	-12,2%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	0	0	0	-	-
- Titres et emprunts subordonnés	9 862	9 469	9 408	-4,0%	-0,6%
- Dettes rattachées	505	740	1 048	46,5%	41,6%
- Fonds pour risques bancaires généraux	3 204	5 475	2 830	70,9%	-48,3%
- Primes liées au capital	9 226	9 342	9 342	1,3%	0,0%
- Réserves	29 114	29 434	32 366	1,1%	10,0%
- Ecart de réévaluation	19 067	13 415	13 415	-29,6%	0,0%
- Capital	106 466	111 684	133 060	4,9%	19,1%
- Dotations	13 721	13 721	12 721	0,0%	-7,3%
- Report à nouveau	-45 790	-96 220	-57 656	110,1%	-40,1%
- Résultat de l'exercice	-49 995	47 750	27 011	-195,5%	-43,4%
TOTAL DU PASSIF	2 010 257	2 547 748	2 636 541	26,7%	3,5%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	63 979	47 343	139 561	-26,0%	194,8%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	331 329	361 162	342 129	9,0%	-5,3%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	0	-	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	10 701	11 173	19 402	4,4%	73,7%

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

TOGO
(15 établissements)

Annexe II.2-8 b

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	1 582 560	1 991 712	2 149 079	25,9%	7,9%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 007 194	1 173 441	1 140 601	16,5%	-2,8%
a) Crédits à court terme	415 866	373 611	438 919	-10,2%	17,5%
<i>dont Crédits de campagne</i>	100	1 632	145	1532,0%	-91,1%
b) Crédits à moyen terme	515 417	693 363	603 511	34,5%	-13,0%
c) Crédits à long terme	28 392	34 069	40 759	20,0%	19,6%
d) Opérations de crédit-bail	26	10	0	-61,5%	-100,0%
e) Crédits en souffrance	47 493	72 388	57 412	52,4%	-20,7%
impayés & immobilisés	27 888	45 825	28 669	64,3%	-37,4%
<i>provisions</i>	361	45 662	1 278	12548,8%	-97,2%
douteux & litigieux	19 605	26 563	28 743	35,5%	8,2%
<i>provisions</i>	184 132	26 563	134 541	-85,6%	406,5%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	575 366	818 271	1 008 478	42,2%	23,2%
a) Titres de placement	417 070	655 769	777 972	57,2%	18,6%
b) Immobilisations financières	21 342	8 450	10 344	-60,4%	22,4%
c) Autres immobilisations	65 603	77 572	117 478	18,2%	51,4%
d) Divers	71 351	76 480	102 684	7,2%	34,3%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	1 531 844	1 819 947	1 932 781	18,8%	6,2%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	1 349 505	1 584 397	1 619 904	17,4%	2,2%
a) A vue	519 194	660 359	607 783	27,2%	-8,0%
b) A terme	830 311	924 038	1 012 121	11,3%	9,5%
dépôts à terme et bons de caisse	479 835	520 466	559 705	8,5%	7,5%
comptes d'épargne à régime spécial	247 395	274 999	303 641	11,2%	10,4%
autres	103 081	128 573	148 775	24,7%	15,7%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	92 366	135 062	164 488	46,2%	21,8%
a) Capital, dotations & réserves	62 863	111 410	141 056	77,2%	26,6%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	300	1 505	3 284	401,7%	118,2%
b) Autres	29 503	23 652	23 432	-19,8%	-0,9%
3. AUTRES RESSOURCES	89 973	100 488	148 389	11,7%	47,7%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-50 716	-171 765	-216 298	238,7%	25,9%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	50 716	171 765	216 298	238,7%	25,9%
1. DISPONIBILITES	-38 943	-39 237	-37 175	0,8%	-5,3%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	89 659	211 002	253 473	135,3%	20,1%
emplois	-387 370	-515 549	-450 287	33,1%	-12,7%
<i>dont hors UMOA</i>	-45 079	-64 503	-63 397	43,1%	-1,7%
<i>dont emplois en souffrance</i>	1 000	1 000	0	0,0%	-100,0%
ressources	477 029	726 551	703 760	52,3%	-3,1%
<i>dont hors UMOA</i>	62 222	62 023	102 430	-0,3%	65,1%

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	VARIATION	VARIATION
			(*)	2016-2015	2017-2016
1. PRODUITS BANCAIRES	314 898	207 310	234 571	-34,2%	13,1%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	7 989	10 743	15 068	34,5%	40,3%
+Produits sur opérations avec la clientèle	106 085	113 622	117 259	7,1%	3,2%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	22 342	36 308	48 461	62,5%	33,5%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	20	20	12	0,0%	-40,0%
+Produits sur opérations de change	169 371	37 620	44 551	-77,8%	18,4%
+Produits sur opérations de hors-bilan	6 068	5 683	5 790	-6,3%	1,9%
+Produits sur prestations de services financiers	2 038	2 196	2 311	7,8%	5,2%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 006	1 120	1 119	11,3%	-0,1%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0		
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	21	2	0	-90,5%	-100,0%
2. CHARGES BANCAIRES	213 989	94 705	113 233	-55,7%	19,6%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	12 400	20 512	25 900	65,4%	26,3%
-Charges sur opérations avec la clientèle	35 059	39 836	46 627	13,6%	17,0%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	4 177	4 648	6 053	11,3%	30,2%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0		
-Charges sur opérations de change	161 045	28 312	33 059	-82,4%	16,8%
-Charges sur opérations de hors-bilan	198	274	199	38,4%	-27,4%
-Charges sur prestations de services financiers	927	1 066	1 301	15,0%	22,0%
-Autres charges d'exploitation bancaire	183	57	94	-68,9%	64,9%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	100 909	112 605	121 338	11,6%	7,8%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	2 515	2 522	34 125	0,3%	1253,1%
+Produits sur immobilisations financières	1 598	1 614	959	1,0%	-40,6%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	933	951	33 169	1,9%	3387,8%
-Charges sur immobilisations financières	16	28	0	75,0%	-100,0%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	15	3		-80,0%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	103 424	115 127	155 463	11,3%	35,0%
6. FRAIS GENERAUX	65 384	71 539	77 384	9,4%	8,2%
-Frais de personnel	26 908	29 983	32 903	11,4%	9,7%
-Impôts, taxes et versements assimilés	2 070	2 427	2 761	17,2%	13,8%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	36 406	39 129	41 720	7,5%	6,6%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	9 998	8 859	10 091	-11,4%	13,9%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	10 133	9 072	10 091	-10,5%	11,2%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	135	213	0	57,8%	-100,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	28 042	34 729	67 988	23,8%	95,8%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	72 535	-21 065	37 801	-129,0%	-279,4%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	89 427	35 221	53 833	-60,6%	52,8%
+Reprises de provisions	16 892	56 286	16 032	233,2%	-71,5%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	21	2	0	-90,5%	-100,0%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	-44 472	55 796	30 187	-225,5%	-45,9%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-2 444	-5 112	917	109,2%	-117,9%
+Subventions d'exploitation	90	0	0	-100,0%	
+Récupérations sur créances amorties	2	175	11	8650,0%	-93,7%
+Produits exceptionnels	750	843	172	12,4%	-79,6%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	347	129	3 281	-62,8%	2443,4%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	584	611	587	4,6%	-3,9%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	200	2 385	0	1092,5%	-100,0%
-Charges exceptionnelles	2 849	3 263	1 960	14,5%	-39,9%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-368	457	-79	-224,2%	-117,3%
+Profits sur exercices antérieurs	2 096	3 072	2 757	46,6%	-10,3%
-Pertes sur exercices antérieurs	2 464	2 615	2 836	6,1%	8,5%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	2 711	3 391	4 014	25,1%	18,4%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	-49 995	47 750	27 011	-195,5%	-43,4%
+Bénéfices	1 999	53 301	47 260	2566,4%	-11,3%
-Pertes	-51 994	-5 551	-20 249	-89,3%	264,8%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

TOGO
(15 établissements)

Annexe II.2-8 b

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	19,5%	11,6%	15,1%	-7,9	3,5
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	4,7%	6,2%	5,0%	1,5	-1,2
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	79,5%	49,9%	70,3%	-29,6	20,4
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	2,8%	2,1%	3,7%	-0,7	1,6
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,8%	2,1%	3,1%	-0,7	1,0
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,8%	2,1%	3,3%	-0,7	1,2
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	11,7%	2,6%	4,8%	-9,1	2,2
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	2,0%	2,1%	3,2%	0,1	1,1
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle</i>	10,0%	7,7%	10,2%	-2,3	2,5
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	7,8%	6,1%	8,2%	-1,7	2,1
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	5,0%	4,0%	4,9%	-1,0	0,9
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	74,8%	72,0%	72,1%	-2,8	0,1
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	258,5%	-94,5%	55,6%	-353,0	150,1
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	-49,5%	51,1%	22,3%	100,6	-28,8
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	-53,1%	32,3%	14,8%	85,4	-17,5
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	30,4	25,0	32,2	-17,8%	28,8%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	13,0	12,1	28,3	-6,9%	133,9%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	76,9%	200,0%		123,1	-200,0

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.
Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2016-2015	VARIATION 2017-2016
MONTANT DU CAPITAL	106 466	111 684	133 060	4,9%	19,1%
REPARTITION DU CAPITAL	106 466	111 684	133 060	4,9%	19,1%
Nationaux	38 856	42 164	43 323	8,5%	2,7%
<i>Etat</i>	20 016	22 534	23 786	12,6%	5,6%
<i>Privés</i>	18 840	19 630	19 537	4,2%	-0,5%
Non-nationaux	67 610	69 520	89 737	2,8%	29,1%
<i>dont UMOA</i>	31 271	33 867	52 503	8,3%	55,0%
TOTAL DU BILAN	2 010 257	2 547 748	2 636 541	26,7%	3,5%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	211	234	237	10,9%	1,3%
Périodiques	0	0	0	-	-
Permanents	211	234	237	10,9%	1,3%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	239	266	284	11,3%	6,8%
EFFECTIFS	2 154	2 317	2 406	7,6%	3,8%
Employés	1 089	1 191	1 224	9,4%	2,8%
<i>dont Etrangers</i>	1	9	4	800,0%	-55,6%
Cadres	1 065	1 126	1 182	5,7%	5,0%
<i>dont Etrangers</i>	20	39	47	95,0%	20,5%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	782 162	958 321	1 037 714	22,5%	8,3%
Personnes physiques	738 588	890 886	955 514	20,6%	7,3%
<i>dont Etrangers</i>	23 616	38 340	46 809	62,3%	22,1%
Personnes morales	43 574	67 435	82 200	54,8%	21,9%
<i>dont Etrangers</i>	676	1 329	10 542	96,6%	693,2%
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	15	15	15	0	0
A - Par type					
Banques	13	13	13	0	0
Etablissements Financiers	2	2	2	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	13	13	13	0	0
Banques spécialisées	0	0	0	0	0
Etablissements Financiers	2	2	2	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	3	5	4	2	-1
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	4	4	7	0	3
Petits (Actifs < 100 milliards)	8	6	4	-2	-2

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.2-9 : COMPAGNIES FINANCIERES

COMPAGNIES FINANCIERES IMPLANTEES DANS L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2017

UMOA

IMMATRICULATION	DESIGNATION	SIGLES	PAYS D'IMPLANTATION	RESEAUX BANCAIRE	UNITES BANCAIRES		
					FILIALES	SUCCESSALES	TOTAL
	COMPAGNIES FINANCIERES HOLDING (9)				24	10	34
CF-C-001	- Coris Holding	-	Burkina Faso	CORIS BANK	4	2	6
CF-A-002	- Bridge Group West Africa	BGWA	Côte d'Ivoire	BRIDGE BANK	1	0	1
CF-A-003	- Manzi Finances	-	Côte d'Ivoire	NSIA BANQUE	2	3	5
CF-A-004	- Sunu Investment Holding	SIH	Côte d'Ivoire	BPEC	1	0	1
CF-D-005	- Holding COFIPA	-	Mali	COFIPA	1	0	1
CF-K-006	- Groupe BDK	-	Sénégal	(*)	2	0	2
CF-K-007	- Tamweel Africa Holding	TAH	Sénégal	BANQUE ISLAMIQUE	2	0	2
CF-T-008	- Ecobank Transnational Incorporated	ETI	Togo	ECOBANK	8	0	8
CF-T-009	- Oragroup	-	Togo	ORABANK	3	5	8
	COMPAGNIES FINANCIERES HOLDING INTERMEDIAIRES (2)				16	1	17
CF-A-010	- Atlantic Business International	ABI	Côte d'Ivoire	BANQUE ATLANTIQUE	8	1	9
CF-A-011	- BOA West Africa	BOA WA	Côte d'Ivoire	BANK OF AFRICA	8	0	8
	TOTAL COMPAGNIES FINANCIERES (11)	-	-	-	40	11	51

(*) le Groupe BDK possède deux (2) banques dans l'Union, qui évoluent sous des appellations différentes.

ANNEXE III

STATISTIQUES DES ACTIVITES DES SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44

ANNEXE III-1

III.1.1 - LISTE DES SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44

III.1.2 - BILANS, COMPTES DE RESULTATS ET RATIOS

SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44, EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2017
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN (*)
(142 Institutions)

Annexe III.1-1

ETAT	SIGLE	MONTANT (**)	RANG
SENEGAL	FCCMS	101 581	1
COTE D'IVOIRE	MICROCREC SA	100 754	2
BURKINA	FCPB	96 397	3
SENEGAL	MICROCREC	90 407	4
COTE D'IVOIRE	ADVANS CI	72 078	5
MALI	KAFO JIGINEW	50 735	6
TOGO	COOPEC SOLIDARITE	44 675	7
COTE D'IVOIRE	UNACOOPEC-CI	40 033	8
TOGO	FUCEC-TOGO	37 628	9
COTE D'IVOIRE	CAC CI	35 391	10
SENEGAL	COFINA	34 968	11
BENIN	PADME	34 120	12
BENIN	FECECAM	33 685	13
NIGER	ASUSU	30 168	14
COTE D'IVOIRE	FIDRA	26 346	15
MALI	MICROCREC	24 241	16
SENEGAL	UM PAMECAS	21 930	17
TOGO	COOPEC AD	17 724	18
BURKINA	CP CISSIN	17 665	19
BURKINA	CP SIG-NOGHIN	15 901	20
BURKINA	CP DASSASGHO	15 381	21
BENIN	ONG BETHESDA	15 132	22
MALI	KAFO JIGINEW SIKASSO	14 972	23
SENEGAL	ACEP DAKAR	14 762	24
COTE D'IVOIRE	GES-CI	14 716	25
MALI	NYESIGISO	14 459	26
BENIN	VITAL FINANCE	14 029	27
BURKINA	ACEP BURKINA	13 681	28
TOGO	COOPEC AVE	13 200	29
SENEGAL	U IMCEC	12 908	30
BURKINA	CP SONG-TAABA	12 823	31
SENEGAL	UM ACEP	12 608	32
SENEGAL	CAURIE MF	12 267	33
BURKINA	CP DAPOYA	12 074	34
TOGO	WAGES	12 070	35
BURKINA	CP GOUNGHIN	11 419	36
BENIN	FINADEV	11 021	37
COTE D'IVOIRE	MA2E	10 449	38
BENIN	RENACA	9 944	39
SENEGAL	PAMECAS MBOUR	9 802	40
SENEGAL	MECAP	9 715	41
BENIN	CLCAM NONSINA	9 471	42
MALI	RMCR	8 885	43
MALI	CAECE-JIGISEME	8 475	44
BURKINA	COOPEC GALOR	8 288	45
BURKINA	PAMF	8 048	46
BENIN	CPEC	7 913	47
SENEGAL	CMS RUFISQUE	7 762	48
BURKINA	CP DAFRA	7 618	49
SENEGAL	CMS MALICK SY	7 207	50
SENEGAL	PAMECAS TIVAOUANE	7 026	51
SENEGAL	CMS THIES	7 004	52
BURKINA	CP FARAKAN	6 977	53
BURKINA	CPB	6 937	54
TOGO	COOPEC MATURITE	6 865	55
SENEGAL	PAMECAS THIES	6 813	56
SENEGAL	ACEP KAOLACK	6 807	57

ETAT	SIGLE	MONTANT (**)	RANG
BURKINA	CODEC OUAGA	6 708	58
SENEGAL	MECTRANS	6 681	59
BURKINA	CP COLSAMA	6 623	60
TOGO	CECA	6 551	61
SENEGAL	CMS OUAKAM	6 399	62
SENEGAL	CMS YEUMBEUL	6 379	63
BURKINA	CP KOUDOUGOU	6 351	64
MALI	SORO YIRIWASO	6 297	65
COTE D'IVOIRE	PAMFCI	6 206	66
SENEGAL	ACEP PIKINE	6 184	67
SENEGAL	CMS SAHM	6 058	68
SENEGAL	CMS BOURGUIBA	6 050	69
SENEGAL	CMS ZIGUINCHOR	5 768	70
BURKINA	CP KAYA	5 724	71
BURKINA	CP OUAHIGOUYA	5 696	72
SENEGAL	CMS GRAND YOFF	5 587	73
BENIN	ALIDE	5 579	74
TOGO	UMECTO	5 571	75
BURKINA	CP COLMA	5 564	76
SENEGAL	CMS THIAROYE	5 522	77
TOGO	COOPEC EELO	5 457	78
BURKINA	URC-NAZINON	5 315	79
SENEGAL	CMS SALY	5 311	80
BENIN	ACFB	5 281	81
MALI	CAECE BAMAKO	5 116	82
BENIN	ASMAB	4 705	83
SENEGAL	CMS KAOLACK	4 656	84
BURKINA	CP KOUPELA	4 635	85
NIGER	TAANADI	4 571	86
SENEGAL	ACEP THIES	4 568	87
SENEGAL	ACEP DIOURBEL	4 521	88
SENEGAL	PAMECAS OUAKAM	4 511	89
TOGO	COCEC	4 435	90
BURKINA	SOFIPE	4 367	91
BENIN	CLCAM PARAKOU	4 348	92
SENEGAL	KAJAS	4 331	93
SENEGAL	CMS COLOBANE	4 316	94
SENEGAL	CMS SAINT-LOUIS	4 215	95
TOGO	URCLEC	4 186	96
SENEGAL	CMS MBOUR	4 166	97
SENEGAL	CMS PIKINE	4 135	98
BENIN	CLCAM ABOMEY-CALAVI	4 051	99
SENEGAL	ACEP SAINT LOUIS	4 025	100
BURKINA	GRAINE SARL	3 871	101
SENEGAL	CMS TAMBACOUNDA	3 850	102
TOGO	COOPEC TSEVIE	3 811	103
SENEGAL	CMS KOLDA	3 685	104
BENIN	CLCAM BOHICON	3 669	105
SENEGAL	CMS BIGNONA	3 624	106
SENEGAL	CMS PLATEAU	3 611	107
BURKINA	CP CASCADES	3 597	108
TOGO	COOPEC NOVISSI	3 561	109
BENIN	CLCAM COTONOU	3 527	110
TOGO	COOPEC DAPAONG	3 391	111
SENEGAL	IMCEC DAKAR	3 349	112
TOGO	COOPEC KARA	3 271	113
NIGER	ACEP NIGER SA	3 268	114
MALI	CAECE BAMAKO	3 267	115
BENIN	CLCAM PORTO-NOVO	3 253	116
SENEGAL	IMCEC MBOUR	3 249	117
BURKINA	CP YAKO	3 232	118

ETAT	SIGLE	MONTANT (**)	RANG
SENEGAL	IMCEC THIES	3 232	119
TOGO	MUTUELLE ASJD	3 193	120
SENEGAL	CMS PARCELLES ASSAINIES	3 189	121
COTE D'IVOIRE	RCMEC-CI	3 164	122
BENIN	SIAN'SON	3 159	123
SENEGAL	FIDES	3 081	124
BURKINA	CP GAOUA	3 031	125
TOGO	COOPEC GAIETE	2 962	126
TOGO	FECECAV	2 929	127
SENEGAL	ACEP TAMBACOUNDA	2 825	128
COTE D'IVOIRE	COOPEC SAN PEDRO	2 780	129
COTE D'IVOIRE	COOPEC PLATEAU	2 775	130
COTE D'IVOIRE	COOPEC PORT-BOUET	2 690	131
TOGO	COOPEC KLOTO	2 660	132
COTE D'IVOIRE	COOPEC ANGRE	2 660	133
COTE D'IVOIRE	COOPEC COCODY	2 643	134
SENEGAL	CMS KAFRINE	2 637	135
COTE D'IVOIRE	COOPEC ADJAME	2 479	136
COTE D'IVOIRE	COOPEC ANANERAIE	2 370	137
COTE D'IVOIRE	COOPEC ABOBO	2 338	138
COTE D'IVOIRE	COOPEC YOP. SELMER	2 238	139
BENIN	CLCAM DJOUGOU	2 157	140
COTE D'IVOIRE	COOPEC TREICHVILLE	2 074	141
NIGER	UCMN	1 877	142
BURKINA	FINACOM	ND	
MALI	CAISSE NYÉSIGISO COMMUNE VI	ND	
MALI	KONDO JIGIMA	ND	
TOGO	ECHOPPE-TOGO	ND	
TOTAL		1 670 904	

(*) : Données provisoires

(**) : Montants en millions de FCFA

B I L A N S	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	542 469	586 842	8,2%
- Caisse	23 686	26 780	13,1%
- Comptes ordinaires débiteurs	239 283	244 842	2,3%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	247 044	279 077	13,0%
- Comptes de prêts	27 514	31 355	14,0%
- Créances rattachées	4 284	4 223	-1,4%
- Créances en souffrance	658	565	-14,1%
<i>(Provisions)</i>	471	319	-32,3%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	782 989	895 081	14,3%
Crédits à court terme	358 005	391 586	9,4%
Comptes ordinaires débiteurs	3 424	25 735	651,6%
Crédits à moyen terme	279 804	318 565	13,9%
Crédits à long terme	105 274	117 337	11,5%
Créances rattachées	14 919	18 397	23,3%
Crédits en souffrance	21 563	23 461	8,8%
<i>(provisions)</i>	4 434	8 195	84,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	52 865	76 769	45,2%
- Titres de placement	8 274	6 718	-18,8%
- Comptes de stocks	1 323	1 714	29,6%
- Débiteurs divers	19 647	32 615	66,0%
- Créances rattachées	20	108	440,0%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	1 173	1 360	15,9%
- Valeurs à rejeter	0	0	-
- Comptes d'ordre & divers	22 428	34 254	52,7%
VALEURS IMMOBILISEES	109 523	110 358	0,8%
- Immobilisations financières	25 519	24 595	-3,6%
- Prêts et titres subordonnés	12 335	11 908	-3,5%
- Dépôts & cautionnements	1 822	3 840	110,8%
- Immobilisations en cours	8 495	7 386	-13,1%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	215	562	161,4%
- Immobilisations d'exploitation	70 293	73 252	4,2%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	3 724	3 477	-6,6%
- Immobilisations hors-exploitation	2 734	552	-79,8%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	239	175	-26,8%
- Créances rattachées	421	558	32,5%
- Créances en souffrance	0	0	-
<i>(provisions)</i>	10 116	8 225	-18,7%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	1 850	1 854	0,2%
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	1 850	1 854	0,2%
TOTAL DE L'ACTIF	1 489 696	1 670 904	12,2%

B I L A N S (S u i t e)	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	497 561	546 531	9,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	190 583	215 715	13,2%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	78 247	73 918	-5,5%
- Comptes d'emprunts	217 861	248 992	14,3%
- Autres sommes dues	285	-266	-193,3%
- Ressources affectées	4 288	3 277	-23,6%
- Dettes rattachées	6 297	4 895	-22,3%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	701 272	771 076	10,0%
- Comptes ordinaires créditeurs	398 131	435 801	9,5%
- Dépôts à terme reçus	124 343	140 854	13,3%
- Comptes d'épargne à régime spécial	73 770	78 225	6,0%
- Dépôts de garantie reçus	95 369	103 286	8,3%
- Autres dépôts	2 009	2 464	22,6%
- Emprunts à la clientèle	1 964	4 371	122,6%
- Autres sommes dues	41	61	48,8%
- Dettes rattachées	5 645	6 014	6,5%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	32 634	47 396	45,2%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	188	0	-100,0%
- Crédoiteurs divers	20 383	23 156	13,6%
- Comptes d'ordre & divers	12 063	24 240	100,9%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	483	0	-100,0%
- Titres de participation	483	0	-100,0%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	257 746	305 901	18,7%
- Subventions d'investissement	4 697	3 994	-15,0%
- Fonds affectés	51 820	55 767	7,6%
- Fonds de crédits	4 156	4 483	7,9%
- Provisions pour risques & charges	13 081	13 218	1,0%
- Provisions réglementées	1	2 663	266200,0%
- Titres et emprunts subordonnés	29 053	44 630	53,6%
- Dettes rattachées	167	727	335,3%
- Fonds pour risques bancaires généraux	2 501	2 637	5,4%
- Primes liées au capital	1 367	1 437	5,1%
- Réserves	93 332	100 848	8,1%
- Ecart de réévaluation	2 441	6 894	182,4%
- Capital	66 962	76 906	14,9%
- Dotations	24 078	24 723	2,7%
- Report à nouveau	-53 583	-53 126	-0,9%
- Résultat de l'exercice	17 673	20 100	13,7%
TOTAL DU PASSIF	1 489 696	1 670 904	12,2%

HORS-BILAN

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	28 693	16 760	-41,6%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	56 317	26 655	-52,7%
AUTRES ENGAGEMENTS	204	7	-96,6%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	-

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	841 301	969 634	15,3%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	684 079	789 732	15,4%
a) Crédits à court terme	298 607	351 486	17,7%
b) Crédits à moyen terme	268 611	308 873	15,0%
c) Crédits à long terme	98 751	109 734	11,1%
d) Opérations de crédit-bail	239	168	-29,7%
e) Crédits en souffrance	17 871	19 471	9,0%
. <i>Crédits immobilisés</i>	3 510	3 093	-11,9%
. <i>Crédits en souffrance de 6 mois au plus</i>	8 447	10 857	28,5%
. <i>Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus</i>	3 314	3 691	11,4%
. <i>Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus (provisions)</i>	2 600	1 830	-29,6%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	157 222	179 902	14,4%
a) Titres de placement	7 594	5 858	-22,9%
b) Immobilisations financières	28 363	27 372	-3,5%
c) Autres immobilisations	65 094	67 400	3,5%
d) Divers	56 171	79 272	41,1%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	887 149	1 006 586	13,5%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	644 272	709 381	10,1%
a) A vue	373 511	409 042	9,5%
b) A terme	270 761	300 339	10,9%
dépôts à terme et bons de caisse	116 719	132 451	13,5%
comptes d'épargne à régime spécial	69 527	74 913	7,7%
autres	84 515	92 975	10,0%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	185 919	224 636	20,8%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ... <i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	109 873	125 190	13,9%
b) Autres	76 046	99 446	30,8%
3. AUTRES RESSOURCES	56 958	72 569	27,4%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	45 848	36 952	-19,4%

RESULTATS	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
1. PRODUITS FINANCIERS	175 425	197 405	12,5%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	20 263	20 463	1,0%
+Produits sur opérations avec la clientèle	151 721	173 317	14,2%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	1 288	2 077	61,3%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	376	248	-34,0%
+Produits sur opérations de change	93	96	3,2%
+Produits sur opérations de hors-bilan	216	309	43,1%
+Produits sur prestations de services financiers	788	746	-5,3%
+Autres produits d'exploitation bancaire	680	149	-78,1%
2. CHARGES FINANCIERS	36 602	38 747	5,9%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	25 551	27 032	5,8%
-Charges sur opérations avec la clientèle	9 058	10 028	10,7%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	901	1 048	16,3%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	67	69	3,0%
-Charges sur opérations de change	18	27	50,0%
-Charges sur opérations de hors-bilan	5	72	1340,0%
-Charges sur prestations de services financiers	444	446	0,5%
-Autres charges d'exploitation bancaire	558	25	-95,5%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	138 823	158 658	14,3%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	24 259	19 786	-18,4%
+Produits sur immobilisations financières	553	634	14,6%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	26 112	21 565	-17,4%
-Charges sur immobilisations financières	273	255	-6,6%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	2 133	2 158	1,2%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	163 082	178 444	9,4%
6. FRAIS GENERAUX	122 731	126 905	3,4%
-Frais de personnel	60 325	62 725	4,0%
-Impôts, taxes et versements assimilés	3 791	4 383	15,6%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	58 615	59 797	2,0%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	12 988	11 864	-8,7%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	13 503	11 878	-12,0%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	515	14	-97,3%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	27 363	39 675	45,0%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	12 243	24 066	96,6%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	61 005	53 411	-12,4%
+Reprises de provisions	48 762	29 345	-39,8%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	15 120	15 609	3,2%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	4 179	6 300	50,8%
+Subventions d'exploitation	1 282	996	-22,3%
+Récupérations sur créances amorties	3 499	3 353	-4,2%
+Produits exceptionnels	5 143	5 215	1,4%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	170	1 256	638,8%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	234	652	178,6%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	1 064	661	-37,9%
-Charges exceptionnelles	4 617	3 207	-30,5%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-1 125	-201	-82,1%
+Profits sur exercices antérieurs	4 539	777	-82,9%
-Pertes sur exercices antérieurs	5 664	978	-82,7%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	568	1 608	183,1%
14. RESULTAT (11+12+13-14)	17 606	20 100	14,2%
+Bénéfices	23 757	31 451	32,4%
-Pertes	-6 151	-11 351	84,5%

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	4,4%	4,2%	-0,2
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	2,6%	2,5%	-0,1
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	42,3%	42,9%	0,6
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	30,4%	26,3%	-4,1
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	16,1%	14,6%	-1,5
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	7,9%	7,2%	-0,7
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	5,9%	5,1%	-0,8
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	319,9%	317,9%	-2,0
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	108,8%	108,8%	0,0
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	5,9%	6,2%	0,3
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	88,4%	80,0%	-8,4
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	13,5%	13,7%	0,2
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	34,8%	33,4%	-1,4

(*) : données provisoires

ANNEXE III-2

STATISTIQUES AGREGÉES PAR PAYS

ANNEXE III.2-1 : BENIN

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (***) (a)
FAITIERS(*) ET CAISSES UNITAIRES (11)				
19/05/1999	Fédération des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel	FECECAM	FECECAM	33 685
08/05/2014	Association des Caisses pour le Financement à la Base	ACFB	-	5 281
08/12/2009	Organisation Non-Gouvernementale "BETHESDA"	ONG BETHESDA	-	15 132
25/06/2001	Vital Finance	VITAL FINANCE	-	14 029
20/09/1999	Coopérative pour la Promotion d'Epargne et de Crédit	CPEC	-	7 913
24/06/2005	Association pour la Promotion et l'Appui au Développement de Micro-Entreprises	PADME	-	34 120
04/02/2008	Réseau National des Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit Autogérées	RENACA	-	9 944
24/01/2014	SIAN'SON Microfinance	SIAN'SON	-	3 159
18/11/2013	Association de Lutte pour la promotion des Initiatives de Développement	ALIDE	-	5 579
18/11/2013	Association pour la Solidarité des Marchés du Bénin	ASMAB	-	4 705
18/11/2013	Financial Development	FINADEV	-	11 021
CAISSES DE BASE AFFILIEES (7)				
08/08/2014	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – BOHICON	CLCAM BOHICON	FECECAM	3 669
08/08/2014	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – ABOMEY CALAVI	CLCAM ABOMEY-CALAVI	FECECAM	4 051
08/08/2014	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – COTONOU	CLCAM COTONOU	FECECAM	3 527
08/08/2014	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – PARAKOU	CLCAM PARAKOU	FECECAM	4 348
08/08/2014	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – PORTO NOVO	CLCAM PORTO-NOVO	FECECAM	3 253
08/08/2014	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – NONSINA	CLCAM NONSINA	FECECAM	9 471
08/08/2014	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – DJOUGOU	CLCAM DJOUGOU	FECECAM	2 157
TOTAL			18	175 044

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données de la faillite

(**) : Données provisoires

B I L A N S	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	52 612	50 740	-3,6%
- Caisse	1 117	1 816	62,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	13 061	12 557	-3,9%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	36 176	33 555	-7,2%
- Comptes de prêts	1 860	2 519	35,4%
- Créances rattachées	398	293	-26,4%
- Créances en souffrance	0	0	-
(Provisions)	0	0	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	86 702	90 015	3,8%
Crédits à court terme	63 850	46 640	-27,0%
Comptes ordinaires débiteurs	0	20 567	-
Crédits à moyen terme	11 193	9 692	-13,4%
Crédits à long terme	6 523	7 603	16,6%
Créances rattachées	1 444	1 523	5,5%
Crédits en souffrance	3 692	3 990	8,1%
(provisions)	1 434	1 780	24,1%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	6 004	11 328	88,7%
- Titres de placement	680	860	26,5%
- Comptes de stocks	393	467	18,8%
- Débiteurs divers	2 741	3 461	26,3%
- Créances rattachées	0	0	-
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	145	-12	-108,3%
- Valeurs à rejeter	0	0	-
- Comptes d'ordre & divers	2 045	6 552	220,4%
VALEURS IMMOBILISEES	23 402	22 961	-1,9%
- Immobilisations financières	5 118	5 108	-0,2%
- Prêts et titres subordonnés	4 373	4 023	-8,0%
- Dépôts & cautionnements	221	239	8,1%
- Immobilisations en cours	2 152	1 913	-11,1%
dont Immobilisations incorporelles	26	37	42,3%
- Immobilisations d'exploitation	15 635	15 174	-2,9%
dont Immobilisations incorporelles	843	992	17,7%
- Immobilisations hors-exploitation	242	304	25,6%
dont Immobilisations incorporelles	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	7	-
- Créances rattachées	34	216	535,3%
- Créances en souffrance	0	0	-
(provisions)	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	168 720	175 044	3,7%

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	62 238	54 796	-12,0%
- Comptes ordinaires créditeurs	3 101	3 650	17,7%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	20 447	11 546	-43,5%
- Comptes d'emprunts	33 483	37 110	10,8%
- Autres sommes dues	0	-2	-
- Ressources affectées	2 256	1 912	-15,2%
- Dettes rattachées	2 951	580	-80,3%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	51 798	55 850	7,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	24 661	26 813	8,7%
- Dépôts à terme reçus	7 624	8 403	10,2%
- Comptes d'épargne à régime spécial	4 243	3 312	-21,9%
- Dépôts de garantie reçus	14 760	17 102	15,9%
- Autres dépôts	47	44	-6,4%
- Emprunts à la clientèle	20	0	-100,0%
- Autres sommes dues	0	7	-
- Dettes rattachées	443	169	-61,9%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	3 367	9 410	179,5%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	39	0	-100,0%
- Crédoeurs divers	1 526	1 674	9,7%
- Comptes d'ordre & divers	1 802	7 736	329,3%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	483	0	-100,0%
- Titres de participation	483	0	-100,0%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	50 834	54 988	8,2%
- Subventions d'investissement	1 903	1 656	-13,0%
- Fonds affectés	7 459	7 496	0,5%
- Fonds de crédits	1 014	1 007	-0,7%
- Provisions pour risques & charges	1 736	1 694	-2,4%
- Provisions réglementées	1	75	7400,0%
- Titres et emprunts subordonnés	5 218	7 683	47,2%
- Dettes rattachées	129	429	232,6%
- Fonds pour risques bancaires généraux	138	138	-
- Primes liées au capital	136	207	52,2%
- Réserves	5 573	5 996	7,6%
- Ecart de réévaluation	527	1 068	102,7%
- Capital	4 108	3 803	-7,4%
- Dotations	3 636	3 162	-13,0%
- Report à nouveau	16 329	18 795	15,1%
- Résultat de l'exercice	2 927	1 779	-39,2%
TOTAL DU PASSIF	168 720	175 044	3,7%
HORS-BILAN			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	3 367	1 437	-57,3%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	5 098 103	2 128	-100,0%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	1 475	0	-100,0%

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	120 753	128 361	6,3%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	85 403	88 487	3,6%
a) Crédits à court terme	63 995	67 195	5,0%
b) Crédits à moyen terme	11 193	9 692	-13,4%
c) Crédits à long terme	6 523	7 603	16,6%
d) Opérations de crédit-bail	0	7	-
e) Crédits en souffrance	3 692	3 990	8,1%
. Crédits immobilisés	1 002	892	-11,0%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	1 655	1 536	-7,2%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	631	984	55,9%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus (provisions)	404	578	43,1%
	1 434	1 780	24,1%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	35 350	39 874	12,8%
a) Titres de placement	680	860	26,5%
b) Immobilisations financières	9 491	9 131	-3,8%
c) Autres immobilisations	18 250	17 630	-3,4%
d) Divers	6 929	12 253	76,8%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	109 433	120 828	10,4%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	51 355	55 681	8,4%
a) A vue	24 661	26 820	8,8%
b) A terme	26 694	28 861	8,1%
dépôts à terme et bons de caisse	7 624	8 403	10,2%
comptes d'épargne à régime spécial	4 243	3 312	-21,9%
autres	14 827	17 146	15,6%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	45 785	49 893	9,0%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	29 663	30 908	4,2%
dont 15% du résultat (si positif)	562	525	-6,6%
b) Autres	16 122	18 985	17,8%
3. AUTRES RESSOURCES	12 293	15 254	24,1%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	-11 320	-7 533	-33,5%

Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
1. PRODUITS FINANCIERS	20 984	20 244	-3,5%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	3 214	2 448	-23,8%
+Produits sur opérations avec la clientèle	17 696	17 674	-0,1%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	17	42	147,1%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	1	1	-
+Produits sur opérations de change	4	6	50,0%
+Produits sur opérations de hors-bilan	37	64	73,0%
+Produits sur prestations de services financiers	12	9	-25,0%
+Autres produits d'exploitation bancaire	3	0	-100,0%
2. CHARGES FINANCIERS	4 585	3 643	-20,5%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	3 413	2 884	-15,5%
-Charges sur opérations avec la clientèle	627	653	4,1%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	0	0	-
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	-
-Charges sur opérations de change	0	0	-
-Charges sur opérations de hors-bilan	2	69	3350,0%
-Charges sur prestations de services financiers	21	37	76,2%
-Autres charges d'exploitation bancaire	522	0	-100,0%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	16 399	16 601	1,2%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	2 059	1 742	-15,4%
+Produits sur immobilisations financières	128	294	129,7%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	2 681	1 703	-36,5%
-Charges sur immobilisations financières	19	0	-100,0%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	731	255	-65,1%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	18 458	18 343	-0,6%
6. FRAIS GENERAUX	13 995	13 541	-3,2%
-Frais de personnel	7 399	7 405	0,1%
-Impôts, taxes et versements assimilés	379	257	-32,2%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	6 217	5 879	-5,4%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	1 649	1 445	-12,4%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	1 917	1 445	-24,6%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	268	0	-100,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	2 814	3 357	19,3%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	1 318	2 076	57,5%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	4 464	4 570	2,4%
+Reprises de provisions	3 146	2 494	-20,7%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	1 496	1 281	-14,4%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	1 095	475	-56,6%
+Subventions d'exploitation	159	77	-51,6%
+Récupérations sur créances amorties	667	407	-39,0%
+Produits exceptionnels	416	305	-26,7%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	2	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	129	302	134,1%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	-
-Charges exceptionnelles	18	14	-22,2%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-67	38	-156,7%
+Profits sur exercices antérieurs	150	140	-6,7%
-Pertes sur exercices antérieurs	217	102	-53,0%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	-386	15	-103,9%
14. RESULTAT (10+11+12-13)	2 910	1 779	-38,9%
+Bénéfices	3 783	3 515	-7,1%
-Pertes	-873	-1 736	98,9%

Montants en millions de FCFA

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	5,9%	6,4%	0,5
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	4,3%	4,5%	0,2
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	28,0%	30,8%	2,8
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	29,3%	26,2%	-3,1
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	16,4%	15,3%	-1,1
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	8,7%	8,4%	-0,3
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	2,9%	2,3%	-0,6
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	0,9%	0,7%	-0,2
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	102,1%	108,3%	6,2
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	5,9%	5,1%	-0,8
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	85,3%	81,6%	-3,7
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	15,1%	14,6%	-0,5
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	30,2%	27,9%	-2,3

(*) : données provisoires

ANNEXE III.2-2 : BURKINA

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (**) (a)
FAITIERS⁽¹⁾ ET CAISSES UNITAIRES (10)				
19/06/2013	Fédération des Caisses Populaires du Burkina	FCPB	FCPB	96 397
14/11/2008	Caisse des Producteurs du Burkina	CPB	-	6 937
12/05/1998	Coopérative d'Epargne et de Crédit GALO	COOPEC GALOR	-	8 288
17/12/2007	Coopérative Diocésaine d'Epargne et de Crédit de Ouagadougou	CODEC OUAGA	-	6 708
04/04/2006	Première Agence de Microfinance	PAMF	-	8 048
17/12/2007	Union Régionale des Coopératives d'Epargne et de Crédit du NAZINON	URC-NAZINON	-	5 315
12/09/2012	Société de Financement de la Petite Entreprise	SOFIPE	-	4 367
27/06/2012	Agence de Crédit pour l'Entreprise Privée du Burkina	ACEP BURKINA	-	13 681
17/12/2010	Société Groupe d'Accompagnement à l'Investissement et à l'Epargne	GRAINE SARL	-	3 871
14/10/2009	Finance Communautaire	FINACOM	-	N.D.
CAISSES DE BASE AFFILIEES (17)				
09/06/2011	Caisse Populaire de FARAKAN	CP FARAKAN	FCPB	6 977
09/06/2011	Caisse Populaire de CISSIN	CP CISSIN	FCPB	17 665
09/06/2011	Caisse Populaire de DAPOYA	CP DAPOYA	FCPB	12 074
09/06/2011	Caisse Populaire de DASSASGHO	CP DASSASGHO	FCPB	15 381
09/06/2011	Caisse Populaire de COLMA	CP COLMA	FCPB	5 564
09/06/2011	Caisse Populaire de GOUNGHIN	CP GOUNGHIN	FCPB	11 419
09/06/2011	Caisse Populaire de SIG-NOGHIN	CP SIG-NOGHIN	FCPB	15 901
09/06/2011	Caisse Populaire de SONG-TAABA	CP SONG-TAABA	FCPB	12 823
09/06/2011	Caisse Populaire de COLSAMA	CP COLSAMA	FCPB	6 623
09/06/2011	Caisse Populaire de DAFRA	CP DAFRA	FCPB	7 618
09/06/2011	Caisse Populaire de KAYA	CP KAYA	FCPB	5 724
09/06/2011	Caisse Populaire de KOUDOUGOU	CP KOUDOUGOU	FCPB	6 351
09/06/2011	Caisse Populaire de KOUPELA	CP KOUPELA	FCPB	4 635
09/06/2011	Caisse Populaire de OUAHIGOUYA	CP OUAHIGOUYA	FCPB	5 696
09/06/2011	Caisse Populaire de CASCADES	CP CASCADES	FCPB	3 597
09/06/2011	Caisse Populaire de YAKO	CP YAKO	FCPB	3 232
07/10/2011	Caisse Populaire de GAOUA	CP GAOUA	FCPB	3 031
TOTAL		27	1	297 923

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données de la faitière

(**) : Données provisoires

N.D : Non Disponible

B I L A N S	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	152 041	165 797	9,0%
- Caisse	5 094	5 585	9,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	77 607	80 132	3,3%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	66 122	76 046	15,0%
- Comptes de prêts	1 985	3 372	69,9%
- Créances rattachées	1 233	662	-46,3%
- Créances en souffrance	0	0	-
<i>(Provisions)</i>	0	0	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	99 539	108 264	8,8%
Crédits à court terme	52 399	62 740	19,7%
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	-
Crédits à moyen terme	15 165	13 869	-8,5%
Crédits à long terme	27 612	28 032	1,5%
Créances rattachées	1 639	1 998	21,9%
Crédits en souffrance	2 724	1 625	-40,3%
<i>(provisions)</i>	279	317	13,6%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	7 925	9 427	19,0%
- Titres de placement	1 387	1 400	0,9%
- Comptes de stocks	275	197	-28,4%
- Débiteurs divers	1 738	1 916	10,2%
- Créances rattachées	13	62	376,9%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	590	1 093	85,3%
- Valeurs à rejeter	0	0	-
- Comptes d'ordre & divers	3 922	4 759	21,3%
VALEURS IMMOBILISEES	14 418	14 431	0,1%
- Immobilisations financières	4 670	4 999	7,0%
- Prêts et titres subordonnés	970	1 049	8,1%
- Dépôts & cautionnements	246	254	3,3%
- Immobilisations en cours	140	485	246,4%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	307	-
- Immobilisations d'exploitation	8 391	8 461	0,8%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	147	156	6,1%
- Immobilisations hors-exploitation	670	0	-100,0%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	238	167	-29,8%
- Créances rattachées	63	65	3,2%
- Créances en souffrance	0	0	-
<i>(provisions)</i>	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	4	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	4	-
TOTAL DE L'ACTIF	273 923	297 923	8,8%

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	75 744	87 157	15,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	62 841	70 568	12,3%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	3 218	4 087	27,0%
- Comptes d'emprunts	9 039	12 055	33,4%
- Autres sommes dues	0	0	-
- Ressources affectées	8	6	-25,0%
- Dettes rattachées	638	441	-30,9%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	137 052	141 702	3,4%
- Comptes ordinaires créditeurs	111 480	119 020	6,8%
- Dépôts à terme reçus	8 490	9 412	10,9%
- Comptes d'épargne à régime spécial	8 767	5 405	-38,3%
- Dépôts de garantie reçus	7 497	7 116	-5,1%
- Autres dépôts	331	243	-26,6%
- Emprunts à la clientèle	369	377	2,2%
- Autres sommes dues	0	0	-
- Dettes rattachées	118	129	9,3%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	5 638	6 566	16,5%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	-
- Crédoeurs divers	3 594	3 259	-9,3%
- Comptes d'ordre & divers	2 044	3 307	61,8%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	-
- Titres de participation	0	0	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	55 489	62 498	12,6%
- Subventions d'investissement	327	307	-6,1%
- Fonds affectés	10 116	10 948	8,2%
- Fonds de crédits	703	725	3,1%
- Provisions pour risques & charges	689	732	6,2%
- Provisions réglementées	0	0	-
- Titres et emprunts subordonnés	5 755	5 916	2,8%
- Dettes rattachées	0	31	-
- Fonds pour risques bancaires généraux	85	0	-100,0%
- Primes liées au capital	0	0	-
- Réserves	32 139	34 866	8,5%
- Ecart de réévaluation	0	0	-
- Capital	5 623	6 338	12,7%
- Dotations	1 806	1 800	-0,3%
- Report à nouveau	-4 536	-4 312	-4,9%
- Résultat de l'exercice	2 782	5 147	85,0%
TOTAL DU PASSIF	273 923	297 923	8,8%
HORS-BILAN			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	24 481	15 272	-37,6%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	4 367	4 532	3,8%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	-

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	124 060	133 823	7,9%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	98 728	107 526	8,9%
a) Crédits à court terme	52 989	63 833	20,5%
b) Crédits à moyen terme	15 165	13 869	-8,5%
c) Crédits à long terme	27 612	28 032	1,5%
d) Opérations de crédit-bail	238	167	-29,8%
e) Crédits en souffrance	2 724	1 625	-40,3%
. Crédits immobilisés	791	122	-84,6%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	1 413	793	-43,9%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	377	414	9,8%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus (provisions)	143	296	107,0%
	279	317	13,6%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	25 332	26 297	3,8%
a) Titres de placement	1 387	1 400	0,9%
b) Immobilisations financières	5 640	6 048	7,2%
c) Autres immobilisations	9 447	9 200	-2,6%
d) Divers	8 858	9 649	8,9%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	198 817	211 203	6,2%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	136 934	141 573	3,4%
a) A vue	111 480	119 020	6,8%
b) A terme	25 454	22 553	-11,4%
dépôts à terme et bons de caisse	8 490	9 412	10,9%
comptes d'épargne à régime spécial	8 767	5 405	-38,3%
autres	8 197	7 736	-5,6%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	52 372	57 414	9,6%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ... dont 15% du résultat (si positif)	35 471	39 518	11,4%
	427	761	78,2%
b) Autres	16 901	17 896	5,9%
3. AUTRES RESSOURCES	9 511	12 216	28,4%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	74 757	77 380	3,5%

Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
1. PRODUITS FINANCIERS	20 292	22 420	10,5%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	5 698	5 950	4,4%
+Produits sur opérations avec la clientèle	14 284	16 079	12,6%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	38	52	36,8%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	110	98	-10,9%
+Produits sur opérations de change	0	1	-
+Produits sur opérations de hors-bilan	19	100	426,3%
+Produits sur prestations de services financiers	139	139	-
+Autres produits d'exploitation bancaire	4	1	-75,0%
2. CHARGES FINANCIERS	3 935	4 871	23,8%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	3 479	4 256	22,3%
-Charges sur opérations avec la clientèle	356	496	39,3%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	0	9	-
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	62	64	3,2%
-Charges sur opérations de change	0	0	-
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	-
-Charges sur prestations de services financiers	38	45	18,4%
-Autres charges d'exploitation bancaire	0	1	-
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	16 357	17 549	7,3%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	3 842	4 095	6,6%
+Produits sur immobilisations financières	15	10	-33,3%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	4 278	4 609	7,7%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	451	524	16,2%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	20 199	21 644	7,2%
6. FRAIS GENERAUX	15 129	15 297	1,1%
-Frais de personnel	6 131	6 241	1,8%
-Impôts, taxes et versements assimilés	129	153	18,6%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	8 869	8 903	0,4%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	1 425	1 303	-8,6%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	1 578	1 303	-17,4%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	153	0	-100,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	3 645	5 044	38,4%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	855	799	-6,5%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	3 976	3 159	-20,5%
+Reprises de provisions	3 121	2 360	-24,4%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	2 790	4 245	52,2%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	23	886	3752,2%
+Subventions d'exploitation	175	270	54,3%
+Récupérations sur créances amorties	345	415	20,3%
+Produits exceptionnels	395	355	-10,1%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	2	0	-100,0%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	34	45	32,4%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	260	17	-93,5%
-Charges exceptionnelles	600	92	-84,7%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	41	28	-31,7%
+Profits sur exercices antérieurs	43	34	-20,9%
-Pertes sur exercices antérieurs	2	6	200,0%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	122	12	-90,2%
14. RESULTAT (10+11+12-13)	2 732	5 147	88,4%
+Bénéfices	3 142	5 349	70,2%
-Pertes	-410	-202	-50,7%

Montants en millions de FCFA

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	3,0%	1,8%	-1,2
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	2,8%	1,5%	-1,3
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	9,3%	16,3%	7,0
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	25,1%	23,2%	-1,9
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	15,7%	14,4%	-1,3
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	6,3%	5,9%	-0,4
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	5,0%	6,8%	1,8
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	1,5%	2,1%	0,6
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	114,0%	120,5%	6,5
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	9,9%	14,3%	4,4
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	92,5%	87,2%	-5,3
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	8,2%	8,3%	0,1
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	54,8%	54,8%	0,0

(*) : données provisoires

ANNEXE III.2-3 : CÔTE D'IVOIRE

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (***) (a)
FAITIERS⁽¹⁾ ET CAISSES UNITAIRES (9)				
03/08/1998	Union Nationale des Cooperatives d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire	UNACOOPEC-CI	UNACOOPEC-CI	40 033
03/06/1998	Groupe d'Epargne et de Soutien en Côte d'Ivoire	GES-CI	-	14 716
08/06/1999	Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit	RCMEC-CI	-	3 164
03/11/2011	Fonds International pour le Développement de la Retraite Active	FIDRA	-	26 346
18/01/2010	MICROCREC	MICROCREC SA	-	100 754
11/02/2014	ADVANS CÔTE D'IVOIRE	ADVANS CI	-	72 078
23/06/2014	Compagnie Africaine de Crédit	CAC CI	-	35 391
26/08/2009	Mutuelle des Agents de l'Eau et de l'Electricité	MAZE	-	10 449
11/02/2014	Première Agence de Microfinance de Côte d'Ivoire	PAMFCI	-	6 206
CAISSES DE BASE AFFILIEES (10)				
04/08/1998	Coopérative d'Epargne et de Crédit de Yop. Selmer	COOPEC YOP. SELMER	UNACOOPEC-CI	2 238
N.D	Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Abobo	COOPEC ABOBO	UNACOOPEC-CI	2 338
03/08/2001	Coopérative d'Epargne et de Crédit de Cocody	COOPEC COCODY	UNACOOPEC-CI	2 643
N.D	Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Angré	COOPEC ANGRE	UNACOOPEC-CI	2 660
04/08/1998	Coopérative d'Epargne et de Crédit de San-Pédro	COOPEC SAN PEDRO	UNACOOPEC-CI	2 780
N.D	Coopérative d'Epargne et de Crédit du Plateau	COOPEC PLATEAU	UNACOOPEC-CI	2 775
N.D	Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé	COOPEC ADJAME	UNACOOPEC-CI	2 479
N.D	Coopérative d'Epargne et de Crédit Port-Bouet	COOPEC PORT-BOUET	UNACOOPEC-CI	2 690
N.D	Coopérative d'Epargne et de Crédit Treichville	COOPEC TREICHVILLE	UNACOOPEC-CI	2 074
N.D	Coopérative d'Epargne et de Crédit Ananeraie	COOPEC ANANERAIE	UNACOOPEC-CI	2 370
	TOTAL	19	1	334 185

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données de la faillite

(**) : Données provisoires

N.D : Non Disponible

B I L A N S	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	65 084	74 055	13,8%
- Caisse	3 919	5 272	34,5%
- Comptes ordinaires débiteurs	26 693	33 050	23,8%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	25 526	25 726	0,8%
- Comptes de prêts	8 463	9 385	10,9%
- Créances rattachées	415	491	18,3%
- Créances en souffrance	68	131	92,6%
(Provisions)	0	2	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	152 951	215 743	41,1%
Crédits à court terme	64 883	88 650	36,6%
Comptes ordinaires débiteurs	378	2 169	473,8%
Crédits à moyen terme	74 204	102 268	37,8%
Crédits à long terme	7 818	11 436	46,3%
Créances rattachées	2 001	3 928	96,3%
Crédits en souffrance	3 667	7 292	98,9%
(provisions)	508	694	36,6%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	16 568	27 670	67,0%
- Titres de placement	6 108	2 429	-60,2%
- Comptes de stocks	252	375	48,8%
- Débiteurs divers	6 397	13 634	113,1%
- Créances rattachées	0	0	-
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	149	9	-94,0%
- Valeurs à rejeter	0	0	-
- Comptes d'ordre & divers	3 662	11 223	206,5%
VALEURS IMMOBILISEES	13 992	16 717	19,5%
- Immobilisations financières	1 297	906	-30,1%
- Prêts et titres subordonnés	0	0	-
- Dépôts & cautionnements	539	724	34,3%
- Immobilisations en cours	1 290	1 802	39,7%
dont Immobilisations incorporelles	14	40	185,7%
- Immobilisations d'exploitation	10 866	13 285	22,3%
dont Immobilisations incorporelles	870	1 035	19,0%
- Immobilisations hors-exploitation	0	0	-
dont Immobilisations incorporelles	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	-
- Créances rattachées	0	0	-
- Créances en souffrance	0	0	-
(provisions)	2 415	0	-100,0%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	248 595	334 185	34,4%

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	96 130	130 586	35,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	28 340	35 697	26,0%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	19 679	19 735	0,3%
- Comptes d'emprunts	47 367	74 107	56,5%
- Autres sommes dues	0	0	-
- Ressources affectées	33	33	-
- Dettes rattachées	711	1 014	42,6%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	135 135	163 585	21,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	65 165	80 394	23,4%
- Dépôts à terme reçus	33 867	36 345	7,3%
- Comptes d'épargne à régime spécial	19 640	24 303	23,7%
- Dépôts de garantie reçus	15 140	20 605	36,1%
- Autres dépôts	268	308	14,9%
- Emprunts à la clientèle	1	6	500,0%
- Autres sommes dues	12	25	108,3%
- Dettes rattachées	1 042	1 599	53,5%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	8 967	14 711	64,1%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	149	0	-100,0%
- Créiteurs divers	6 920	6 772	-2,1%
- Comptes d'ordre & divers	1 898	7 939	318,3%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	-
- Titres de participation	0	0	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	8 363	25 303	202,6%
- Subventions d'investissement	204	199	-2,5%
- Fonds affectés	634	869	37,1%
- Fonds de crédits	0	0	-
- Provisions pour risques & charges	3 823	2 813	-26,4%
- Provisions réglementées	0	2 588	-
- Titres et emprunts subordonnés	5 108	13 857	171,3%
- Dettes rattachées	29	62	113,8%
- Fonds pour risques bancaires généraux	0	0	-
- Primes liées au capital	0	0	-
- Réserves	2 057	2 674	30,0%
- Ecart de réévaluation	274	351	28,1%
- Capital	16 850	18 326	8,8%
- Dotations	7 574	8 340	10,1%
- Report à nouveau	-33 483	-29 292	-12,5%
- Résultat de l'exercice	5 293	4 516	-14,7%
TOTAL DU PASSIF	248 595	334 185	34,4%
HORS-BILAN			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0	-
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS	204	0	-100,0%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	-

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS- RESSOURCES	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	183 914	260 601	41,7%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	151 099	211 824	40,2%
a) Crédits à court terme	65 410	90 828	38,9%
b) Crédits à moyen terme	74 204	102 268	37,8%
c) Crédits à long terme	7 818	11 436	46,3%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	-
e) Crédits en souffrance	3 667	7 292	98,9%
. <i>Crédits immobilisés</i>	33	29	-12,1%
. <i>Crédits en souffrance de 6 mois au plus</i>	3 255	6 337	94,7%
. <i>Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus</i>	358	710	98,3%
. <i>Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus</i>	21	216	928,6%
(provisions)	2 923	694	-76,3%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	32 815	48 777	48,6%
a) Titres de placement	6 108	2 429	-60,2%
b) Immobilisations financières	1 297	906	-30,1%
c) Autres immobilisations	12 695	15 811	24,5%
d) Divers	12 715	29 631	133,0%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	153 176	204 613	33,6%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	134 093	161 986	20,8%
a) A vue	65 177	80 419	23,4%
b) A terme	68 916	81 567	18,4%
dépôts à terme et bons de caisse	33 867	36 345	7,3%
comptes d'épargne à régime spécial	19 640	24 303	23,7%
autres	15 409	20 919	35,8%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	1 475	17 060	1056,6%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	-4 745	-804	-83,1%
. <i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	535	948	77,2%
b) Autres	6 220	17 864	187,2%
3. AUTRES RESSOURCES	17 608	25 567	45,2%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	-30 738	-55 988	82,1%

Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
1. PRODUITS FINANCIERS	37 115	50 156	35,1%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	1 722	1 580	-8,2%
+Produits sur opérations avec la clientèle	34 101	46 670	36,9%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	797	1 489	86,8%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	4	1	-75,0%
+Produits sur opérations de change	0	0	-
+Produits sur opérations de hors-bilan	0	7	-
+Produits sur prestations de services financiers	491	403	-17,9%
+Autres produits d'exploitation bancaire	0	6	-
2. CHARGES FINANCIERS	7 539	11 016	46,1%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	4 642	6 746	45,3%
-Charges sur opérations avec la clientèle	2 680	4 036	50,6%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	31	51	64,5%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	-
-Charges sur opérations de change	7	16	128,6%
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	-
-Charges sur prestations de services financiers	179	167	-6,7%
-Autres charges d'exploitation bancaire	0	0	-
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	29 576	39 140	32,3%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	6 134	5 757	-6,1%
+Produits sur immobilisations financières	39	32	-17,9%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	6 573	6 417	-2,4%
-Charges sur immobilisations financières	1	1	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	477	691	44,9%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	35 710	44 897	25,7%
6. FRAIS GENERAUX	24 718	29 148	17,9%
-Frais de personnel	12 014	14 115	17,5%
-Impôts, taxes et versements assimilés	890	907	1,9%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	11 814	14 126	19,6%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	1 954	2 292	17,3%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	2 012	2 293	14,0%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	58	1	-98,3%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	9 038	13 457	48,9%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	3 437	10 498	205,4%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	24 577	18 201	-25,9%
+Reprises de provisions	21 140	7 703	-63,6%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	5 601	2 959	-47,2%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	1 505	1 578	4,9%
+Subventions d'exploitation	150	292	94,7%
+Récupérations sur créances amorties	496	344	-30,6%
+Produits exceptionnels	1 313	1 076	-18,1%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	23	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	0	0	-
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	-
-Charges exceptionnelles	454	157	-65,4%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-1 789	2	-100,1%
+Profits sur exercices antérieurs	1 372	31	-97,7%
-Pertes sur exercices antérieurs	3 161	29	-99,1%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	24	23	-4,2%
14. RESULTAT (10+11+12-13)	5 293	4 516	-14,7%
+Bénéfices	6 122	6 696	9,4%
-Pertes	-829	-2 180	163,0%

Montants en millions de FCFA

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	4,3%	3,8%	-0,5
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	2,4%	3,4%	1,0
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	44,4%	8,7%	-35,7
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	39,0%	28,6%	-10,4
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	16,4%	13,8%	-2,6
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	8,0%	6,7%	-1,3
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	67,0%	11,7%	-55,3
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	2,3%	0,9%	-1,4
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	110,8%	105,3%	-5,5
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	8,6%	4,6%	-4,0
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	83,6%	74,5%	-9,1
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	17,2%	18,2%	1,0
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	25,0%	19,9%	-5,1

(*) : données provisoires

ANNEXE III.2-4 : GUINEE BISSAU

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (**)(a)
FAITIERS^(*) ET CAISSES UNITAIRES (0)				
	NEANT.	-		-
CAISSES DE BASE AFFILIEES (0)				
	NEANT.	-	-	-
	TOTAL	-	-	-

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données de la faitière

(**) : Données provisoires

ANNEXE III.2-5 : MALI

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (**) (a)
FAITIERES(*) ET CAISSES UNITAIRES (7)				
20/05/2010	Union KAFO JIGINEW	KAFO JIGINEW	KAFO JIGINEW	50 735
07/10/1997	Union NYESIGISSO	NYESIGISO	NYESIGISO	14 459
15/08/2013	MICROCRED MALI	MICROCRED	-	24 241
15/11/2004	Union CAECE JIGISEME	CAECE-JIGISEME	CAECE	8 475
1991	Union KONDO JIGIMA	KONDO JIGIMA	-	N.D.
09/09/2000	Association SORO YIRIWASO	SORO YIRIWASO	-	6 297
2002	Réseau de Micro-Institutions de Croissance de Revenus	RMCR	-	8 885
CAISSES DE BASE AFFILIEES (4)				
05/08/2004	Kafo Jiginew Caisse de Bamako	KAFO JIGINEW BKO	KAFO JIGINEW	14 972
12/08/1997	CAECE Caisse de Bamako	CAECE BAMAKO	CAECE	5 116
03/12/2009	Kafo Jiginew Caisse de Sikasso	KAFO JIGINEW SIKASSO	KAFO JIGINEW	3 267
ND	Caisse Nyèsigiso Commune VI	CAISSE NYÈSIGISO COMMUNE VI	NYESIGISO	N.D.
	TOTAL	11	3	136 447

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données de la faitière

(**) : Données provisoires

B I L A N S	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	14 850	16 453	10,8%
- Caisse	3 258	3 042	-6,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	9 613	11 220	16,7%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	1 951	2 163	10,9%
- Comptes de prêts	0	0	-
- Créances rattachées	28	28	-
- Créances en souffrance	0	0	-
(Provisions)	0	0	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	97 677	104 189	6,7%
Crédits à court terme	55 603	60 590	9,0%
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	-
Crédits à moyen terme	30 749	30 118	-2,1%
Crédits à long terme	4 860	5 993	23,3%
Créances rattachées	4 505	5 179	15,0%
Crédits en souffrance	1 960	2 309	17,8%
(provisions)	405	323	-20,2%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	2 471	2 361	-4,5%
- Titres de placement	0	0	-
- Comptes de stocks	0	320	-
- Débiteurs divers	897	828	-7,7%
- Créances rattachées	0	0	-
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	1	1	-
- Valeurs à rejeter	0	0	-
- Comptes d'ordre & divers	1 573	1 212	-22,9%
VALEURS IMMOBILISEES	11 544	11 594	0,4%
- Immobilisations financières	2 358	2 639	11,9%
- Prêts et titres subordonnés	0	0	-
- Dépôts & cautionnements	143	199	39,2%
- Immobilisations en cours	364	391	7,4%
dont Immobilisations incorporelles	17	17	-
- Immobilisations d'exploitation	8 428	8 028	-4,7%
dont Immobilisations incorporelles	680	326	-52,1%
- Immobilisations hors-exploitation	251	337	34,3%
dont Immobilisations incorporelles	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	-
- Créances rattachées	0	0	-
- Créances en souffrance	0	0	-
(provisions)	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	1 850	1 850	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	1 850	1 850	-
TOTAL DE L'ACTIF	128 392	136 447	6,3%

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	31 046	31 263	0,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	239	662	177,0%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	639	652	2,0%
- Comptes d'emprunts	29 420	29 077	-1,2%
- Autres sommes dues	0	0	-
- Ressources affectées	38	38	-
- Dettes rattachées	710	834	17,5%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	66 184	69 611	5,2%
- Comptes ordinaires créditeurs	38 683	39 497	2,1%
- Dépôts à terme reçus	13 460	15 677	16,5%
- Comptes d'épargne à régime spécial	29	34	17,2%
- Dépôts de garantie reçus	13 385	13 663	2,1%
- Autres dépôts	231	264	14,3%
- Emprunts à la clientèle	0	0	-
- Autres sommes dues	0	0	-
- Dettes rattachées	396	476	20,2%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	2 296	2 712	18,1%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	-
- Crédoeurs divers	1 621	2 041	25,9%
- Comptes d'ordre & divers	675	671	-0,6%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	-
- Titres de participation	0	0	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	28 866	32 861	13,8%
- Subventions d'investissement	722	780	8,0%
- Fonds affectés	2 502	2 459	-1,7%
- Fonds de crédits	691	691	-
- Provisions pour risques & charges	868	1 542	77,6%
- Provisions réglementées	0	0	-
- Titres et emprunts subordonnés	2 012	4 520	124,7%
- Dettes rattachées	5	33	560,0%
- Fonds pour risques bancaires généraux	126	126	-
- Primes liées au capital	0	0	-
- Réserves	16 616	17 732	6,7%
- Ecart de réévaluation	905	889	-1,8%
- Capital	12 355	13 656	10,5%
- Dotations	3 068	3 170	3,3%
- Report à nouveau	-11 884	-12 566	5,7%
- Résultat de l'exercice	880	-171	-119,4%
TOTAL DU PASSIF	128 392	136 447	6,3%
HORS-BILAN			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0	-
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	-

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	112 000	118 171	5,5%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	93 173	99 011	6,3%
a) Crédits à court terme	55 604	60 591	9,0%
b) Crédits à moyen terme	30 749	30 118	-2,1%
c) Crédits à long terme	4 860	5 993	23,3%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	-
e) Crédits en souffrance	1 960	2 309	17,8%
. Crédits immobilisés	708	699	-1,3%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	649	733	12,9%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	410	552	34,6%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	193	325	68,4%
(provisions)	405	323	-20,2%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	18 827	19 160	1,8%
a) Titres de placement	0	0	-
b) Immobilisations financières	2 358	2 639	11,9%
c) Autres immobilisations	9 186	8 955	-2,5%
d) Divers	7 283	7 566	3,9%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	96 206	104 168	8,3%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	65 788	69 135	5,1%
a) A vue	38 683	39 497	2,1%
b) A terme	27 105	29 638	9,3%
dépôts à terme et bons de caisse	13 460	15 677	16,5%
comptes d'épargne à régime spécial	29	34	17,2%
autres	13 616	13 927	2,3%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	25 636	29 048	13,3%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	18 804	19 709	4,8%
dont 15% du résultat (si positif)	90	70	-22,2%
b) Autres	6 832	9 339	36,7%
3. AUTRES RESSOURCES	4 782	5 985	25,2%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	-15 794	-14 003	-11,3%

Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
1. PRODUITS FINANCIERS	20 554	22 543	9,7%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	834	901	8,0%
+Produits sur opérations avec la clientèle	19 657	21 592	9,8%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	51	43	-15,7%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	8	4	-50,0%
+Produits sur opérations de change	0	0	-
+Produits sur opérations de hors-bilan	0	0	-
+Produits sur prestations de services financiers	2	3	50,0%
+Autres produits d'exploitation bancaire	2	0	-100,0%
2. CHARGES FINANCIERS	3 336	3 469	4,0%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	2 526	2 621	3,8%
-Charges sur opérations avec la clientèle	791	823	4,0%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	8	10	25,0%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	1	1	-
-Charges sur opérations de change	1	1	-
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	2	-
-Charges sur prestations de services financiers	6	6	-
-Autres charges d'exploitation bancaire	3	5	66,7%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	17 218	19 074	10,8%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	147	188	27,9%
+Produits sur immobilisations financières	0	67	-
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	153	191	24,8%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	6	70	1066,7%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	17 365	19 262	10,9%
6. FRAIS GENERAUX	14 255	15 529	8,9%
-Frais de personnel	6 625	6 994	5,6%
-Impôts, taxes et versements assimilés	532	629	18,2%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	7 098	7 906	11,4%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	1 926	1 766	-8,3%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	1 930	1 769	-8,3%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	4	3	-25,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	1 184	1 967	66,1%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	1 404	2 510	78,8%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	6 168	4 030	-34,7%
+Reprises de provisions	4 764	1 520	-68,1%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	-220	-543	146,8%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	1 187	508	-57,2%
+Subventions d'exploitation	375	67	-82,1%
+Récupérations sur créances amorties	391	389	-0,5%
+Produits exceptionnels	659	477	-27,6%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	62	234	277,4%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	-
-Charges exceptionnelles	176	191	8,5%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-33	-70	112,1%
+Profits sur exercices antérieurs	6	23	283,3%
-Pertes sur exercices antérieurs	39	93	138,5%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	54	66	22,2%
14. RESULTAT (10+11+12-13)	880	-171	-119,4%
+Bénéfices	1 207	1 207	-
-Pertes	-327	-1 378	321,4%

Montants en millions de FCFA

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	2,5%	2,6%	0,1
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	2,1%	2,3%	0,2
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	17,1%	12,3%	-4,8
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	27,6%	25,0%	-2,6
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	15,3%	15,7%	0,4
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	7,1%	7,1%	0,0
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	-0,8%	-1,7%	-0,9
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	-0,2%	-0,4%	-0,2
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	100,7%	99,2%	-1,5
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	-0,9%	-2,2%	-1,3
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	82,8%	81,4%	-1,4
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	19,6%	20,0%	0,4
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	11,5%	12,0%	0,5

(*) : données provisoires

ANNEXE III.2-6 : NIGER

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (**)(a)
FAITIERES⁽¹⁾ ET CAISSES UNITAIRES (4)				
14/12/2011	ASUSU S.A	ASUSU	-	30 168
27/03/2012	TAANADI S.A	TAANADI	-	4 571
31/12/2008	Union Crédit Mutuel du Niger	UCMN	-	1 877
23/01/2013	ACEP Niger SA	ACEP NIGER SA	-	3 268
CAISSES DE BASE AFFILIEES (0)				
	NEANT.			
	TOTAL	4	-	39 884

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données de la faîtière

(**) : Données provisoires

B I L A N S	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	5 941	1 993	-66,5%
- Caisse	762	523	-31,4%
- Comptes ordinaires débiteurs	3 854	453	-88,2%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	1 051	769	-26,8%
- Comptes de prêts	168	142	-15,5%
- Créances rattachées	6	6	-
- Créances en souffrance	100	100	-
<i>(Provisions)</i>	97	97	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	25 033	20 791	-16,9%
Crédits à court terme	12 870	11 934	-7,3%
Comptes ordinaires débiteurs	0	26	-
Crédits à moyen terme	6 571	5 817	-11,5%
Crédits à long terme	1 148	679	-40,9%
Créances rattachées	1 567	1 555	-0,8%
Crédits en souffrance	2 877	780	-72,9%
<i>(provisions)</i>	326	2 457	653,7%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	4 071	7 587	86,4%
- Titres de placement	0	0	-
- Comptes de stocks	64	52	-18,8%
- Débiteurs divers	771	2 359	206,0%
- Créances rattachées	0	0	-
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	0	3	-
- Valeurs à rejeter	0	0	-
- Comptes d'ordre & divers	3 236	5 173	59,9%
VALEURS IMMOBILISEES	5 758	9 513	65,2%
- Immobilisations financières	10	10	-
- Prêts et titres subordonnés	10	0	-100,0%
- Dépôts & cautionnements	23	7	-69,6%
- Immobilisations en cours	134	128	-4,5%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	128	128	-
- Immobilisations d'exploitation	5 591	9 368	67,6%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	810	726	-10,4%
- Immobilisations hors-exploitation	0	0	-
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	-
- Créances rattachées	0	0	-
- Créances en souffrance	0	0	-
<i>(provisions)</i>	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	40 803	39 884	-2,3%

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	14 831	13 382	-9,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	391	634	62,1%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	0	0	-
- Comptes d'emprunts	14 122	12 511	-11,4%
- Autres sommes dues	0	0	-
- Ressources affectées	0	0	-
- Dettes rattachées	318	237	-25,5%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	16 008	16 759	4,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	4 094	3 719	-9,2%
- Dépôts à terme reçus	9 747	10 294	5,6%
- Comptes d'épargne à régime spécial	53	69	30,2%
- Dépôts de garantie reçus	1 876	1 604	-14,5%
- Autres dépôts	17	1 026	5935,3%
- Emprunts à la clientèle	0	0	-
- Autres sommes dues	29	29	-
- Dettes rattachées	192	18	-90,6%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	312	947	203,5%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	-
- Créiteurs divers	223	845	278,9%
- Comptes d'ordre & divers	89	102	14,6%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	-
- Titres de participation	0	0	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	9 652	8 796	-8,9%
- Subventions d'investissement	561	152	-72,9%
- Fonds affectés	515	598	16,1%
- Fonds de crédits	200	621	210,5%
- Provisions pour risques & charges	154	154	-
- Provisions réglementées	0	0	-
- Titres et emprunts subordonnés	1 413	1 733	22,6%
- Dettes rattachées	0	0	-
- Fonds pour risques bancaires généraux	122	122	-
- Primes liées au capital	531	530	-0,2%
- Réserves	212	211	-0,5%
- Ecart de réévaluation	579	4 391	658,4%
- Capital	5 459	5 450	-0,2%
- Dotations	625	945	51,2%
- Report à nouveau	-675	-5 696	743,9%
- Résultat de l'exercice	-44	-415	843,2%
TOTAL DU PASSIF	40 803	39 884	-2,3%
HORS-BILAN			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	51	-
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	0	5 593	-
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	-

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	34 829	37 855	8,7%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	23 466	19 239	-18,0%
a) Crédits à court terme	12 870	11 963	-7,0%
b) Crédits à moyen terme	6 571	5 817	-11,5%
c) Crédits à long terme	1 148	679	-40,9%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	-
e) Crédits en souffrance	2 877	780	-72,9%
. Crédits immobilisés	794	498	-37,3%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	316	130	-58,9%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	470	132	-71,9%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus (provisions)	1 297	20	-98,5%
	326	2 457	653,7%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	11 363	18 616	63,8%
a) Titres de placement	0	0	-
b) Immobilisations financières	20	10	-50,0%
c) Autres immobilisations	5 748	9 503	65,3%
d) Divers	5 595	9 103	62,7%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	26 290	26 739	1,7%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	15 816	16 741	5,8%
a) A vue	4 123	3 748	-9,1%
b) A terme	11 693	12 993	11,1%
dépôts à terme et bons de caisse	9 747	10 294	5,6%
comptes d'épargne à régime spécial	53	69	30,2%
autres	1 893	2 630	38,9%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	9 348	8 385	-10,3%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ... dont 15% du résultat (si positif)	6 080	890	-85,4%
	27	45	66,7%
b) Autres	3 268	7 495	129,3%
3. AUTRES RESSOURCES	1 126	1 613	43,3%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	-8 539	-11 116	30,2%

Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
1. PRODUITS FINANCIERS	6 068	4 340	-28,5%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	144	38	-73,6%
+Produits sur opérations avec la clientèle	5 766	4 218	-26,8%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	32	78	143,8%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	46	0	-100,0%
+Produits sur opérations de change	0	0	-
+Produits sur opérations de hors-bilan	0	0	-
+Produits sur prestations de services financiers	3	2	-33,3%
+Autres produits d'exploitation bancaire	77	4	-94,8%
2. CHARGES FINANCIERS	2 163	1 802	-16,7%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	1 401	1 576	12,5%
-Charges sur opérations avec la clientèle	681	156	-77,1%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	0	2	-
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	-
-Charges sur opérations de change	0	0	-
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	-
-Charges sur prestations de services financiers	71	66	-7,0%
-Autres charges d'exploitation bancaire	10	2	-80,0%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	3 905	2 538	-35,0%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	31	-248	-900,0%
+Produits sur immobilisations financières	0	0	-
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	80	45	-43,8%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	49	293	498,0%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	3 936	2 290	-41,8%
6. FRAIS GENERAUX	3 461	3 328	-3,8%
-Frais de personnel	1 774	1 968	10,9%
-Impôts, taxes et versements assimilés	65	93	43,1%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	1 622	1 267	-21,9%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	645	522	-19,1%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	648	522	-19,4%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	3	0	-100,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	-170	-1 560	817,6%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	157	-1 057	-773,2%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	1 124	1 020	-9,3%
+Reprises de provisions	967	2 077	114,8%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	-327	-503	53,8%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	270	88	-67,4%
+Subventions d'exploitation	85	18	-78,8%
+Récupérations sur créances amorties	9	10	11,1%
+Produits exceptionnels	192	135	-29,7%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	0	64	-
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	-
-Charges exceptionnelles	16	11	-31,3%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	15	0	-100,0%
+Profits sur exercices antérieurs	15	0	-100,0%
-Pertes sur exercices antérieurs	0	0	-
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	2	0	-100,0%
14. RESULTAT (10+11+12-13)	-44	-415	843,2%
+Bénéfices	177	302	70,6%
-Pertes	-221	-717	224,4%

Montants en millions de FCFA

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	13,5%	14,9%	1,4
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	12,3%	4,1%	-8,2
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	10,2%	75,9%	65,7
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	31,5%	34,7%	3,2
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	14,7%	17,3%	2,6
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	7,6%	10,2%	2,6
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	-3,4%	-5,7%	-2,3
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	-0,8%	-1,3%	-0,5
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	96,3%	97,0%	0,7
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	-4,6%	-7,8%	-3,2
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	88,6%	131,1%	42,5
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	23,6%	21,9%	-1,7
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	13,9%	4,4%	-9,5

(*) : données provisoires
Montants en millions de FCFA

ANNEXE III.2-7 : SENEGAL

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (***) (a)
FAITIERS⁽¹⁾ ET CAISSES UNITAIRES (11)				
10/07/2000	Fédération du Crédit Mutuel du Sénégal	FCCMS	FCCMS	101 580
24/02/2009	Union des Mutuelles de l'Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production	UM ACEP	UM ACEP	12 608
08/03/1999	Union des Mutuelles du Partenariat pour la Mobilisation de l'Epargne et du Crédit au Sénégal	UM PAMECAS	UM PAMECAS	21 930
22/08/2001	Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Agents du Secteur Public et Parapublic	MECAP	-	9 715
31/01/2006	Union des Institutions Mutualistes Communautaires d'Epargne et de Crédit	U IMCEC	U IMCEC	12 908
30/12/2010	CAURIE MICROFINANCE	CAURIE MICROFINANCE	-	12 267
31/01/2006	MECTRANS	MECTRANS	-	6 681
02/11/2007	MICROCRED	MICROCRED	-	90 407
11/03/2014	COFINA	COFINA	-	34 968
2012	Société Groupe d'Accompagnement à l'Investissement et à l'Epargne**	KAJAS	-	4 331
2010	FIDES Microfinance	FMS	-	3 081
CAISSES DE BASE AFFILIEES (36)				
01/10/2004	Crédit Mutuelle du Sénégal Ouakam	CMS OOUAKAM	FCCMS	6 399
01/10/2004	Crédit Mutuelle du Sénégal Bourguiba	CMS BOURGUIBA	FCCMS	6 050
27/01/1994	Crédit Mutuelle du Sénégal Kaolack	CMS KAOLACK	FCCMS	4 656
27/01/1994	Crédit Mutuelle du Sénégal Thiès	CMS THIES	FCCMS	7 004
21/06/2000	Crédit Mutuelle du Sénégal Malick Sy	CMS MALICK SY	FCCMS	7 207
10/05/1996	Crédit Mutuelle du Sénégal Kolda	CMS KOLDA	FCCMS	3 685
09/07/2004	Crédit Mutuelle du Sénégal Tambacounda	CMS TAMBACOUNDA	FCCMS	3 850
02/02/1999	Crédit Mutuelle du Sénégal Ziguinchor	CMS ZIGUINCHOR	FCCMS	5 768
26/01/1999	Crédit Mutuelle du Sénégal Rufisque	CMS RUFISQUE	FCCMS	7 762
07/02/2008	Crédit Mutuelle du Sénégal Plateau	CMS PLATEAU	FCCMS	3 611
01/10/2004	Crédit Mutuelle du Sénégal Yeumbeul	CMS YEUMBEUL	FCCMS	6 379
10/05/1999	Crédit Mutuelle du Sénégal M'Bour	CMS MBOUR	FCCMS	4 166
31/08/2007	Crédit Mutuelle du Sénégal Grand Yoff	CMS GRAND YOFF	FCCMS	5 587
01/10/2004	Crédit Mutuelle du Sénégal Thiaroye	CMS THIAROYE	FCCMS	5 522
18/02/2008	Crédit Mutuelle du Sénégal SAHM	CMS SAHM	FCCMS	6 058
21/06/2000	Crédit Mutuelle du Sénégal Colobane	CMS COLOBANE	FCCMS	4 316
27/01/1999	Crédit Mutuelle du Sénégal Pikine	CMS PIKINE	FCCMS	4 135
18/02/2008	Crédit Mutuelle du Sénégal Saly	CMS SALY	FCCMS	5 311
15/01/2004	Crédit Mutuelle du Sénégal Saint Louis	CMS SAINT-LOUIS	FCCMS	4 215
02/02/1999	Crédit Mutuelle du Sénégal Bignona	CMS BIGNONA	FCCMS	3 624
27/01/1994	Crédit Mutuelle du Sénégal Kafrine	CMS KAFRINE	FCCMS	2 637
19/10/2004	Crédit Mutuelle du Sénégal Parcelles Assainies	CMS PARCELLES ASSAINIES	FCCMS	3 189
26/05/2008	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production DAKAR	ACEP DAKAR	UM ACEP	14 762
26/05/2008	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production KAOLACK	ACEP KAOLACK	UM ACEP	6 807
26/05/2008	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production PIKINE	ACEP PIKINE	UM ACEP	6 184
26/05/2008	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production DIOURBEL	ACEP DIOURBEL	UM ACEP	4 521
26/05/2008	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production SAINT LOUIS	ACEP SAINT LOUIS	UM ACEP	4 025
26/05/2008	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production THIES	ACEP THIES	UM ACEP	4 568
26/05/2008	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production TAMBACOUNDA	ACEP TAMBACOUNDA	UM ACEP	2 825
09/02/2001	Union des Institutions Mutualistes Communautaires d'Epargne et de Crédit DAKAR	IMCEC DAKAR	U IMCEC	3 349
28/11/2005	Union des Institutions Mutualistes Communautaires d'Epargne et de Crédit MBOUR	IMCEC MBOUR	U IMCEC	3 249
28/11/2005	Union des Institutions Mutualistes Communautaires d'Epargne et de Crédit Thiès	IMCEC THIES	U IMCEC	3 232
15/04/2004	Partenariat pour la Mobilisation de l'Epargne et du Crédit au Sénégal THIES	PAMECAS THIES	UM PAMECAS	6 813
02/04/2009	Partenariat pour la Mobilisation de l'Epargne et du Crédit au Sénégal MBOUR	PAMECAS MBOUR	UM PAMECAS	9 802
12/11/1998	Partenariat pour la Mobilisation de l'Epargne et du Crédit au Sénégal OOUAKAM	PAMECAS OOUAKAM	UM PAMECAS	4 511
02/04/2009	Partenariat pour la Mobilisation de l'Epargne et du Crédit au Sénégal TIVAOUANE	PAMECAS TIVAOUANE	UM PAMECAS	7 026
	TOTAL	47	4	503 281

(a) : Montants en millions de FCFA

(1) : Données de la faillite

(**) : Données provisoires

N.D. : Non Disponible

B I L A N S	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	165 305	186 993	13,1%
- Caisse	6 998	7 924	13,2%
- Comptes ordinaires débiteurs	92 148	93 621	1,6%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	50 967	69 042	35,5%
- Comptes de prêts	13 553	14 555	7,4%
- Créances rattachées	1 176	1 536	30,6%
- Créances en souffrance	463	315	-32,0%
<i>(Provisions)</i>	0	0	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	245 548	277 970	13,2%
Crédits à court terme	76 927	86 707	12,7%
Comptes ordinaires débiteurs	3 046	2 973	-2,4%
Crédits à moyen terme	109 716	125 974	14,8%
Crédits à long terme	49 593	54 514	9,9%
Créances rattachées	2 905	3 189	9,8%
Crédits en souffrance	3 361	4 613	37,3%
<i>(provisions)</i>	531	862	62,3%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	11 538	13 613	18,0%
- Titres de placement	0	1 905	-
- Comptes de stocks	167	132	-21,0%
- Débiteurs divers	5 157	8 063	56,4%
- Créances rattachées	0	46	-
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	100	53	-47,0%
- Valeurs à rejeter	0	0	-
- Comptes d'ordre & divers	6 114	3 414	-44,2%
VALEURS IMMOBILISEES	27 947	24 705	-11,6%
- Immobilisations financières	5 189	6 314	21,7%
- Prêts et titres subordonnés	6 564	6 564	-
- Dépôts & cautionnements	497	2 261	354,9%
- Immobilisations en cours	3 931	1 947	-50,5%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	27	27	-
- Immobilisations d'exploitation	16 727	14 180	-15,2%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	191	118	-38,2%
- Immobilisations hors-exploitation	1 532	-89	-105,8%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	-
- Créances rattachées	71	92	29,6%
- Créances en souffrance	0	0	-
<i>(provisions)</i>	7 609	7 863	3,3%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	450 338	503 281	11,8%

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	173 756	189 438	9,0%
- Comptes ordinaires créditeurs	84 243	96 599	14,7%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	11 828	14 822	25,3%
- Comptes d'emprunts	75 268	75 906	0,8%
- Autres sommes dues	280	-270	-196,4%
- Ressources affectées	1 322	814	-38,4%
- Dettes rattachées	815	1 567	92,3%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	190 661	211 762	11,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	80 010	89 589	12,0%
- Dépôts à terme reçus	44 273	52 992	19,7%
- Comptes d'épargne à régime spécial	40 970	44 914	9,6%
- Dépôts de garantie reçus	21 815	21 047	-3,5%
- Autres dépôts	816	197	-75,9%
- Emprunts à la clientèle	0	0	-
- Autres sommes dues	0	0	-
- Dettes rattachées	2 777	3 023	8,9%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	8 727	9 424	8,0%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	-
- Crédoeurs divers	5 127	6 963	35,8%
- Comptes d'ordre & divers	3 600	2 461	-31,6%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	-
- Titres de participation	0	0	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	77 194	92 657	20,0%
- Subventions d'investissement	684	630	-7,9%
- Fonds affectés	26 311	28 959	10,1%
- Fonds de crédits	995	994	-0,1%
- Provisions pour risques & charges	3 552	4 012	13,0%
- Provisions réglementées	0	0	-
- Titres et emprunts subordonnés	7 455	9 162	22,9%
- Dettes rattachées	0	168	-
- Fonds pour risques bancaires généraux	1 183	1 402	18,5%
- Primes liées au capital	700	700	-
- Réserves	27 493	28 759	4,6%
- Ecart de réévaluation	0	0	-
- Capital	15 455	20 738	34,2%
- Dotations	5 711	5 636	-1,3%
- Report à nouveau	-16 613	-16 682	0,4%
- Résultat de l'exercice	4 268	8 179	91,6%
TOTAL DU PASSIF	450 338	503 281	11,8%
HORS-BILAN			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	818	0	-100,0%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	27 253	0	-100,0%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	-

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	292 772	324 387	10,8%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	242 743	274 834	13,2%
a) Crédits à court terme	80 073	89 733	12,1%
b) Crédits à moyen terme	109 716	125 974	14,8%
c) Crédits à long terme	49 593	54 514	9,9%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	-
e) Crédits en souffrance	3 361	4 613	37,3%
. <i>Crédits immobilisés</i>	833	1 457	74,9%
. <i>Crédits en souffrance de 6 mois au plus</i>	1 424	1 835	28,9%
. <i>Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus</i>	880	998	13,4%
. <i>Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus</i>	224	323	44,2%
(provisions)	8 140	8 725	7,2%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	50 029	49 553	-1,0%
a) Titres de placement	0	1 905	-
b) Immobilisations financières	11 753	12 878	9,6%
c) Autres immobilisations	22 687	18 299	-19,3%
d) Divers	15 589	16 471	5,7%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	277 397	315 410	13,7%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	187 884	208 739	11,1%
a) A vue	80 010	89 589	12,0%
b) A terme	107 874	119 150	10,5%
dépôts à terme et bons de caisse	44 273	52 992	19,7%
comptes d'épargne à régime spécial	40 970	44 914	9,6%
autres	22 631	21 244	-6,1%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	73 605	88 432	20,1%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	38 160	48 687	27,6%
. <i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	581	1 370	135,8%
b) Autres	35 445	39 745	12,1%
3. AUTRES RESSOURCES	15 908	18 239	14,7%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	-15 375	-8 977	-41,6%

Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
1. PRODUITS FINANCIERS	53 361	59 755	12,0%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	4 493	5 213	16,0%
+Produits sur opérations avec la clientèle	47 534	53 661	12,9%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	293	314	7,2%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	200	140	-30,0%
+Produits sur opérations de change	89	89	-
+Produits sur opérations de hors-bilan	125	127	1,6%
+Produits sur prestations de services financiers	44	88	100,0%
+Autres produits d'exploitation bancaire	583	123	-78,9%
2. CHARGES FINANCIERS	11 735	10 883	-7,3%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	8 080	7 116	-11,9%
-Charges sur opérations avec la clientèle	3 250	3 272	0,7%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	273	367	34,4%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	4	-
-Charges sur opérations de change	10	10	-
-Charges sur opérations de hors-bilan	3	1	-66,7%
-Charges sur prestations de services financiers	103	97	-5,8%
-Autres charges d'exploitation bancaire	16	16	-
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	41 626	48 872	17,4%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	11 501	7 897	-31,3%
+Produits sur immobilisations financières	106	127	19,8%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	11 729	8 040	-31,5%
-Charges sur immobilisations financières	235	254	8,1%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	99	16	-83,8%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	53 127	56 769	6,9%
6. FRAIS GENERAUX	40 158	38 693	-3,6%
-Frais de personnel	19 673	18 895	-4,0%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 615	2 183	35,2%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	18 870	17 615	-6,7%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	4 371	3 606	-17,5%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	4 371	3 606	-17,5%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	0	0	-
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	8 598	14 470	68,3%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	3 409	6 624	94,3%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	15 689	16 350	4,2%
+Reprises de provisions	12 280	9 726	-20,8%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	5 189	7 846	51,2%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-823	2 040	-347,9%
+Subventions d'exploitation	117	153	30,8%
+Récupérations sur créances amorties	1 095	1 329	21,4%
+Produits exceptionnels	1 641	2 470	50,5%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	168	1 231	632,7%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	0	0	-
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	800	637	-20,4%
-Charges exceptionnelles	3 044	2 506	-17,7%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	647	-216	-133,4%
+Profits sur exercices antérieurs	2 780	430	-84,5%
-Pertes sur exercices antérieurs	2 133	646	-69,7%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	745	1 491	100,1%
14. RESULTAT (10+11+12-13)	4 268	8 179	91,6%
+Bénéfices	7 296	11 689	60,2%
-Pertes	-3 028	-3 510	15,9%

Montants en millions de FCFA

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	4,6%	4,7%	0,1
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	1,4%	1,7%	0,3
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	70,8%	65,4%	-5,4
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	29,7%	25,3%	-4,4
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	16,9%	14,3%	-2,6
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	8,1%	6,9%	-1,2
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	6,7%	8,5%	1,8
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	4,6%	6,5%	1,9
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	109,0%	113,5%	4,5
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	6,6%	9,9%	3,3
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	96,5%	79,2%	-17,3
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	13,3%	13,1%	-0,2
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	33,3%	34,3%	1,0

(*) : données provisoires

ANNEXE III.2-8 : TOGO

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (***) (a)
FAITIERES⁽¹⁾ ET CAISSES UNITAIRES (10)				
26/11/1997	Faitière des Unités Coopératives d'Epargne et de Crédit du Togo	FUCEC-TOGO	FUCEC	37 628
19/09/2014	Women's Action to Gain Economic Security	WAGES	-	12 070
26/11/1997	Coopérative d'Epargne et de Crédit des Artisans	CECA	-	6 551
23/04/2001	Coopérative d'Epargne et de Crédit de l'Eglise des Assemblées de DIEU	COOPEC AD	-	17 724
02/03/2001	Union des Mutuelles d'Epargne et de Crédit du Togo	UMECTO	-	5 571
07/04/2004	Union Renouée des Caisses Locales d'Epargne et de Crédit	URCLEC	-	4 186
13/02/2006	Coopérative Chrétienne d'Epargne et de Crédit	COCEC	-	4 435
26/01/2001	Société Groupe d'Accompagnement à l'Investissement et à l'Epargne	ECHOPPE-TOGO	-	N.D.
08/09/2010	Mutuelle d'Appui et de Soutien aux Jeunes pour le Développement	MUTUELLE ASJD	-	3 193
26/12/2008	Faitières des Entités des Caisses d'Epargne et de Crédit des Associations Villageoises	FECECAV	-	2 929
CAISSES DE BASE AFFILIEES (9)				
23/04/2001	COOPEC d'Epargne et de Crédit de SOLIDARITE	COOPEC SOLIDARITE	FUCEC	44 675
28/11/2000	COOPEC d'Epargne et de Crédit de AVE	COOPEC AVE	FUCEC	13 200
26/12/2008	COOPEC d'Epargne et de Crédit MATURITE	COOPEC MATURITE	FUCEC	6 865
23/04/2001	COOPEC d'Epargne et de Crédit de l'Eglise Evangélique du Togo	COOPEC EELO	FUCEC	5 457
22/08/2000	COOPEC d'Epargne et de Crédit de KARA	COOPEC KARA	FUCEC	3 271
18/04/2000	COOPEC d'Epargne et de Crédit de DAPAONG	COOPEC DAPAONG	FUCEC	3 391
23/04/2001	COOPEC d'Epargne et de Crédit de NOVISSI	COOPEC NOVISSI	FUCEC	3 561
18/04/2000	COOPEC d'Epargne et de Crédit de TSEVIE	COOPEC TSEVIE	FUCEC	3 811
19/05/2011	COOPEC d'Epargne et de Crédit de KLOTO	COOPEC KLOTO	FUCEC	2 660
22/08/2000	COOPEC d'Epargne et de Crédit de Gaieté	COOPEC GAITE	FUCEC	2 962
TOTAL			20	184 140

(a) : Montants en millions de FCFA

(1) : Données de la faitière

(**) : Données provisoires

N.D : Non Disponible

B I L A N S	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	86 636	90 811	4,8%
- Caisse	2 538	2 618	3,2%
- Comptes ordinaires débiteurs	16 307	13 809	-15,3%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	65 251	71 776	10,0%
- Comptes de prêts	1 485	1 382	-6,9%
- Créances rattachées	1 028	1 207	17,4%
- Créances en souffrance	27	19	-29,6%
<i>(Provisions)</i>	3	4	33,3%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	75 539	78 109	3,4%
Crédits à court terme	31 473	34 325	9,1%
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	-
Crédits à moyen terme	32 206	30 827	-4,3%
Crédits à long terme	7 720	9 080	17,6%
Créances rattachées	858	1 025	19,5%
Crédits en souffrance	3 282	2 852	-13,1%
<i>(provisions)</i>	951	1 762	85,3%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	4 288	4 783	11,5%
- Titres de placement	99	124	25,3%
- Comptes de stocks	172	171	-0,6%
- Débiteurs divers	1 946	2 354	21,0%
- Créances rattachées	7	0	-100,0%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	188	213	13,3%
- Valeurs à rejeter	0	0	-
- Comptes d'ordre & divers	1 876	1 921	2,4%
VALEURS IMMOBILISEES	12 462	10 437	-16,2%
- Immobilisations financières	6 877	4 619	-32,8%
- Prêts et titres subordonnés	418	272	-34,9%
- Dépôts & cautionnements	153	156	2,0%
- Immobilisations en cours	484	720	48,8%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	3	6	100,0%
- Immobilisations d'exploitation	4 655	4 756	2,2%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	183	124	-32,2%
- Immobilisations hors-exploitation	39	0	-100,0%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	1	1	-
- Créances rattachées	253	185	-26,9%
- Créances en souffrance	0	0	-
<i>(provisions)</i>	92	362	293,5%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	178 925	184 140	2,9%

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	43 816	39 909	-8,9%
- Comptes ordinaires créditeurs	11 428	7 905	-30,8%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	22 436	23 076	2,9%
- Comptes d'emprunts	9 162	8 226	-10,2%
- Autres sommes dues	5	6	20,0%
- Ressources affectées	631	474	-24,9%
- Dettes rattachées	154	222	44,2%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	104 434	111 807	7,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	74 038	76 769	3,7%
- Dépôts à terme reçus	6 882	7 731	12,3%
- Comptes d'épargne à régime spécial	68	188	176,5%
- Dépôts de garantie reçus	20 896	22 149	6,0%
- Autres dépôts	299	382	27,8%
- Emprunts à la clientèle	1 574	3 988	153,4%
- Autres sommes dues	0	0	-
- Dettes rattachées	677	600	-11,4%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	3 327	3 626	9,0%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	-
- Crédoeurs divers	1 372	1 602	16,8%
- Comptes d'ordre & divers	1 955	2 024	3,5%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	-
- Titres de participation	0	0	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	27 348	28 798	5,3%
- Subventions d'investissement	296	270	-8,8%
- Fonds affectés	4 283	4 438	3,6%
- Fonds de crédits	553	445	-19,5%
- Provisions pour risques & charges	2 259	2 271	0,5%
- Provisions réglementées	0	0	-
- Titres et emprunts subordonnés	2 092	1 759	-15,9%
- Dettes rattachées	4	4	-
- Fonds pour risques bancaires généraux	847	849	0,2%
- Primes liées au capital	0	0	-
- Réserves	9 242	10 610	14,8%
- Ecart de réévaluation	156	195	25,0%
- Capital	7 112	8 595	20,9%
- Dotations	1 658	1 670	0,7%
- Report à nouveau	-2 721	-3 373	24,0%
- Résultat de l'exercice	1 567	1 065	-32,0%
TOTAL DU PASSIF	178 925	184 140	2,9%
HORS-BILAN			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	27	0	-100,0%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	24 692	14 402	-41,7%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	7	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	-

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	93 726	94 797	1,1%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	74 870	77 298	3,2%
a) Crédits à court terme	31 661	34 538	9,1%
b) Crédits à moyen terme	32 206	30 827	-4,3%
c) Crédits à long terme	7 720	9 080	17,6%
d) Opérations de crédit-bail	1	1	-
e) Crédits en souffrance	3 282	2 852	-13,1%
. <i>Crédits immobilisés</i>	351	288	-17,9%
. <i>Crédits en souffrance de 6 mois au plus</i>	1 390	1 029	-26,0%
. <i>Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus</i>	819	885	8,1%
. <i>Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus</i>	722	650	-10,0%
(provisions)	1 043	2 124	103,6%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	18 856	17 499	-7,2%
a) Titres de placement	99	124	25,3%
b) Immobilisations financières	7 295	4 891	-33,0%
c) Autres immobilisations	5 331	5 632	5,6%
d) Divers	6 131	6 852	11,8%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	135 263	144 453	6,8%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	103 757	111 207	7,2%
a) A vue	74 038	76 769	3,7%
b) A terme	29 719	34 438	15,9%
dépôts à terme et bons de caisse	6 882	7 731	12,3%
comptes d'épargne à régime spécial	68	188	176,5%
autres	22 769	26 519	16,5%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	23 483	24 297	3,5%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	16 103	17 190	6,8%
. <i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	282	393	39,4%
b) Autres	7 380	7 107	-3,7%
3. AUTRES RESSOURCES	8 023	8 949	11,5%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	41 537	49 656	19,5%

Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
1. PRODUITS FINANCIERS	17 051	17 947	5,3%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	4 158	4 333	4,2%
+Produits sur opérations avec la clientèle	12 683	13 423	5,8%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	60	59	-1,7%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	7	4	-42,9%
+Produits sur opérations de change	0	0	-
+Produits sur opérations de hors-bilan	35	11	-68,6%
+Produits sur prestations de services financiers	97	102	5,2%
+Autres produits d'exploitation bancaire	11	15	36,4%
2. CHARGES FINANCIERS	3 309	3 063	-7,4%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	2 010	1 833	-8,8%
-Charges sur opérations avec la clientèle	673	592	-12,0%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	589	609	3,4%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	4	0	-100,0%
-Charges sur opérations de change	0	0	-
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	-
-Charges sur prestations de services financiers	26	28	7,7%
-Autres charges d'exploitation bancaire	7	1	-85,7%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	13 742	14 884	8,3%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	545	355	-34,9%
+Produits sur immobilisations financières	265	104	-60,8%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	618	560	-9,4%
-Charges sur immobilisations financières	18	0	-100,0%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	320	309	-3,4%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	14 287	15 239	6,7%
6. FRAIS GENERAUX	11 015	11 369	3,2%
-Frais de personnel	6 709	7 107	5,9%
-Impôts, taxes et versements assimilés	181	161	-11,0%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	4 125	4 101	-0,6%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	1 018	930	-8,6%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	1 047	940	-10,2%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	29	10	-65,5%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	2 254	2 940	30,4%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	1 663	2 616	57,3%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	5 007	6 081	21,4%
+Reprises de provisions	3 344	3 465	3,6%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	591	324	-45,2%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	922	725	-21,4%
+Subventions d'exploitation	221	119	-46,2%
+Récupérations sur créances amorties	496	459	-7,5%
+Produits exceptionnels	527	397	-24,7%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	9	7	-22,2%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	4	7	75,0%
-Charges exceptionnelles	309	236	-23,6%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	61	17	-72,1%
+Profits sur exercices antérieurs	173	119	-31,2%
-Pertes sur exercices antérieurs	112	102	-8,9%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	7	1	-85,7%
14. RESULTAT (10+11+12-13)	1 567	1 065	-32,0%
+Bénéfices	2 030	2 693	32,7%
-Pertes	-463	-1 628	251,6%

Montants en millions de FCFA

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2016	31/12/2017 (*)	VARIATION 2017-2016
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	5,7%	6,3%	0,6
TAUX NET DU PORTEFEUILLE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	4,4%	3,7%	-0,7
TAUX DE PROVISIONS DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	24,1%	42,7%	18,6
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits</i>	27,3%	27,8%	0,5
RATIO DE FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Frais généraux / Encours brutes des crédits</i>	14,8%	14,8%	0,0
RATIO DE CHARGES DE PERSONNEL RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS <i>Charges de personnel / Encours brutes des crédits</i>	9,0%	9,2%	0,2
RENTABILITE DES FONDS PROPRES <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres</i>	2,2%	1,1%	-1,1
RENDEMENT SUR ACTIF <i>Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif</i>	0,3%	0,2%	-0,1
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE <i>Produits d'exploitation / Charges d'exploitation</i>	106,9%	105,0%	-1,9
MARGE BENEFICIAIRE <i>Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation</i>	2,7%	1,4%	-1,3
COEFFICIENT D'EXPLOITATION <i>Frais généraux / PNF</i>	80,2%	76,4%	-3,8
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS <i>Intérêts et commission perçus / Actifs productifs</i>	10,6%	10,8%	0,2
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF <i>(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif</i>	47,1%	48,0%	0,9

(*) : données provisoires

ANNEXE IV

STATISTIQUES DES ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE

ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE AGREES AU 31 DECEMBRE 2017

PAYS	EME	DATE D'AGREMENT	NUMERO D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL SOCIAL (EN MILLIONS F. CFA)	ENCOURS DE LA MONNAIE ELECTRONIQUE (EN MILLIONS F. CFA)	DÉPÔTS À VUE + PLACEMENTS LIÉS À LA MONNAIE ELECTRONIQUE (EN MILLIONS F. CFA)
Bénin	MTN Mobile Money Bénin SA	10/11/16	EME.BJ.010/2016	900	18 900	18 900
Burkina	Orange Money Burkina Faso	08/02/16	EME.BF.011/2016	1 210	65 649	65 649
Côte d'Ivoire	Qash Services	12/07/13	EME.CI.004	3 400	150	150
	Orange Money Côte d'Ivoire	01/12/16	EME.CI.007/2015	2 800	93 500	93 500
	MTN Mobile Financial Services	28/07/16	EME.CI.009/2016	300	49 087	49 087
Guinée-Bissau						
Mali	Orange Finances Mobiles Mali	01/02/16	EME.ML.008/2015	300	29 900	29 900
Niger						
Sénégal	Mobile Cash SA	12/02/14	EME.SN.005	2 730	1 832	1 832
	Orange Finances Mobiles Sénégal	23/12/15	EME.SN.006	6 500	17 000	17 000
Togo						
UMOA					276 018	276 018

INDICATEURS DE VOLUMETRIE ET DE DISTRIBUTION DES EME AGREES AU 31 DECEMBRE 2017

PAYS	EME	NBRE DE COMPTE OUVERTS	NOMBRE DE COMPTES ACTIFS	NOMBRE DE COMPTES DORMANTS	NBRE DE TRANSACTIONS EFFECTUEES	VALEUR DES TRANSACTIONS EFFECTUEES (EN MILLION DE F.CFA)	NOMBRE TOTAL DE POINTS DE SERVICES (*)	NOMBRE DE POINTS DE SERVICE ACTIFS
Bénin								
	MTN Mobile Money Bénin SA	3 101 797	1 478 638	1 623 159	93 505 506	1 756 014	24 040	16 476
Burkina								
	Orange Money Burkina Faso	4 881 906	2 065 290	2 816 616	309 667 239	3 808 530	16 651	15 546
Côte d'Ivoire								
	Qash Services	56 302	4 007	52 295	46 428	1 115	31	31
	Orange Money Côte d'Ivoire	5 749 300	3 021 364	2 727 936	237 034 717	4 681 962	28 316	18 575
	MTN Mobile Financial Services	7 779 663	2 793 624	4 986 039	117 304 983	1 470 430	30 531	30 531
Guinée-Bissau								
Mali								
	Orange Finances Mobiles Mali	4 965 568	2 239 377	1 639 387	188 927 608	2 704 125	27 861	23 692
Niger								
Sénégal								
	Orange Finances Mobiles Sénégal	4 100 811	1 876 960	2 223 851	137 269 968	1 226 855	50 371	21 593
	Mobile Cash SA	1 128 369	354 853	773 516	12 942 705	31 604	9 332	2 497
Togo								
TOTAL	-	31 763 716	13 834 113	16 842 799	1 096 699 154	15 680 635	187 133	128 941

(*) GAB, TPE, Sous-distributeur, Agent Distributeur

INDICATEURS DE SERVICES FINANCIERS PAR TELEPHONIE MOBILE AU 31 DECEMBRE 2017

(En millions de FCFA)

PAYS	EME	RECHARGEMENT TELEPHONIQUE	RECHARGEMENT CASH	RETRAIT CASH	TRANSFERT PERSONNE A PERSONNE	PAIEMENT DE FACTURE	PAIEMENT MARCHAND	PAIEMENT SALAIRES	AUTRES
Bénin									
	MTN Mobile Money Bénin SA	16 155	491 979	468 064	756 165	6 465	4 678	4 531	7 977
Burkina									
	Orange Money Burkina Faso	43 062	1 147 624	1 325 135	909 783	9 375	77 466	35 182	260 903
Côte d'Ivoire									
	Qash Services	0	367	645	4	0	1	92	6
	Orange Money Côte d'Ivoire	65 187	2 193 500	1 694 872	226 726	114 575	55 521	4 297	327 283
	MTN Mobile Financial Services	17 921	681 335	544 325	137 011	23 741	11 348	14 870	39 878
Guinée-Bissau									
Mali									
	Orange Finances Mobiles Mali	39 002	1 011 570	902 215	533 303	54 921	10 606	9 649	142 859
Niger									
Sénégal									
	Orange Finances Mobiles Sénégal	48 861	519 514	286 643	166 210	68 552	76 460	0	60 615
	Mobile Cash SA	4 158	13 033	4 098	567	3 681	12	708	5 448
Togo									
TOTAL	-	234 346	6 058 922	5 225 998	2 729 770	281 210	236 090	69 328	844 970

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE DE LA BCEAO
NOVEMBRE 2018



Commission Bancaire de l'UMOA

Secrétariat Général

Boulevard Botreau Roussel (rue privée CRRAE-UMOA)

01 BP 7125 Abidjan - Côte d'Ivoire

Tél. : (225) 20 25 57 57 - Fax : (225) 20 22 45 52

Site web : www.bceao.int - Email : courrier.z02sgcb@bceao.int